

« Le Monde des livres » : Maupassant

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15



BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15050 - 7 F

VENDREDI 18 JUIN 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Espoir en Haïti

Le président élu d'Haïti, Jean-Bertrand Aristide, pêche sans doute par excès d'optimisme lorsqu'il prédit son retour « dans quelques jours » à Port-au-Prince, d'où les militaires l'ont chassé en septembre 1991. Mais plusieurs éléments nouveaux donnent à penser que la crise haïtienne a désormais de bonnes chances de sortir d'une impasse de vingt mois.

Le Conseil de sécurité de l'ONU, contraint de se saisir de ce dossier après les échecs tentés en septembre par l'Organisation des États américains (OEA), a lancé, mercredi 16 juin, un ultimatum au régime « de facto » de Port-au-Prince, qui a usé et abusé des dernières lois de toutes les manœuvres dilatoires : si les putschistes n'ont pas « signé et commencé à appliquer », d'ici huit jours, « un accord visant à rétablir le gouvernement légitime » du président renversé, un embargo « universel » sur le pétrole et sur les armes à destination d'Haïti entrera en vigueur. Le Père Aristide, ancien président de la République, réclame en vain depuis des mois de telles mesures, les seules susceptibles d'infléchir l'intransigeance des militaires. Ni la CEE ni la France ne s'étalent associées à l'embargo décrété par l'OEA à la fin de 1991, et largement contourné depuis par le plus grand profit des généraux rompus à tous les trafics.

SENTANT le vent tourner, les militaires et les partis qui les appuient avaient accepté, juste avant le vote du Conseil, la restauration du président Aristide, à condition qu'il s'engage à renoncer à la violence et qu'il accepte la maintenance de l'un des « cerveaux » du putsch, le général Cédras, au poste de commandant en chef de l'armée.

Présentée comme un « instrument » en vue d'aboutir enfin à une solution négociée, la résolution du Conseil de sécurité sera connue une épine de Damoclès sur les pourparlers devant réunir les principales forces politiques haïtiennes cette semaine à New-York.

DE son côté, le Père Aristide, qui adhérait encore à l'ao dernier la traduction des putschistes devant les tribunaux, s'est résolu à accepter l'idée de leur départ à l'étranger. Il n'en demeure pas moins que les militaires continuent de craindre des représailles de la part de ses partisans, soumis à une sanglante répression depuis vingt mois. Des pneus enflammés, dont se sont autrefois servis des « justiciers populaires » contre les opposants au père, ont recommencé à brûler dans les rues de Port-au-Prince, où une forte explosion s'est produite mercredi soir. S'agit-il d'un avertissement des amis du président exilé ? Il n'est pas sûr, d'autre part, que l'homme fort d'Haïti, le général Cédras, s'il acceptait un règlement négocié, contrôlerait suffisamment ses troupes pour l'imposer.

L'attitude plus ferme et plus cohérente des États-Unis à l'égard d'Haïti constitue aussi une nouvelle donne. Il faut en tout cas espérer que cette pression de l'ONU produise rapidement ses effets pour abrégier les souffrances d'un peuple qui est, depuis trop longtemps, la victime d'une tragique fatalité.

Lire page 28 l'article d'AFSANE BASSIR POUR

M0147 - 0618 0 - 7.00 F



Mettant fin aux chances d'application du plan Vance-Owen

## Serbes et Croates choisissent de découper la Bosnie en trois entités ethniques

La conférence de Genève sur la Bosnie-Herzégovine a été ajournée jusqu'au 23 juin. A l'issue de leurs conversations du mercredi 16 juin, deux des trois parties au conflit, le président de Serbie, Slobodan Milosevic, et le chef de l'Etat de Croatie, Franjo Tudjman, se sont entendus sur le principe d'un découpage de la Bosnie en « trois nations constitutives » (serbe, croate et musulmane) dans le cadre d'un Etat fédéral ou confédéral. Un tel projet, qui sonne le glas du plan Vance-Owen de redécoupage de la Bosnie en dix provinces, a provoqué le départ du président bosniaque Alija Izetbegovic.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

« Des progrès ? Nous en avons fait en ce sens que le plan Vance-Owen est modifié et qu'un accord est en train de se dessiner sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine ». Franjo Tudjman, le président de la Croatie, exprimait un certain optimisme, mercredi après-midi 16 juin à Genève, à l'issue d'une journée de négociations avec les dirigeants des autres parties au conflit : le Serbe Slobodan Milosevic et le Bosniaque Alija Izetbegovic. Des pourparlers qui, cette fois, se sont tenus non pas au Palais des Nations, mais à la villa Le Saugy, à Genèthod, en dehors de Genève.

Les médiateurs internationaux, David Owen, pour la CEE, et Thorvald Stoltenberg, pour l'ONU, étaient présents et ils ont assisté en quelque sorte à l'enterrement d'une partie du plan de paix élaboré au début de l'année pour tenter de mettre fin au conflit. Ces changements résultent apparemment d'une entente entre Belgrade et Zagreb.

Prémier point essentiel : selon Franjo Tudjman (et les Serbes n'ont pas démenti), il n'est plus question, comme il était prévu initialement, de redécouper la Bosnie-Her-

zégovine en dix provinces largement autonomes. Ce modèle est abandonné, et l'on se dirige à présent vers un Etat fédéral ou confédéral composé de « trois nations constitutives » (serbe, croate et musulmane).

Il va donc falloir réviser la fameuse « carte », les délimitations territoriales et les principes constitutionnels de cet Etat dont « le non importe peu », dit le président croate, car il s'agit de trouver une formule politiquement viable et susceptible de rétablir et d'assurer la paix. Les Serbes et les Croates annoncent des propositions dans ce sens pour les jours à venir, et des délégations vont se rencontrer. A Genève, on n'est pas entré dans les détails du plan amendé - même si chaque pays ou communauté avait dans le poche sa « carte idéale » - et un nouveau « sommet » devrait être organisé la semaine prochaine en Suisse.

Officiellement, les trois parties ont « accepté » la modification du plan Vance-Owen, mais il est évident que ce partage ne peut satisfaire Alija Izetbegovic, partisan d'un Etat unitaire sans frontières intérieures ethniques.

ALAIN DEBOVE

Lire la suite et nos informations page 4

Négociations commerciales et lutte contre le chômage

## M. Séguin appelle à un « renversement » des choix du gouvernement

Philippe Séguin a dénoncé, mercredi 16 juin, « un véritable Munich social » et appelé à un « renversement complet des valeurs et des choix fondamentaux », au détriment de l'orthodoxie financière et en faveur de l'emploi. Le président (RPR) de l'Assemblée nationale a plaidé pour la préférence communautaire en matière commerciale, envisageant, en outre, la « dissolution pure et simple » du GATT. Cette offensive en faveur d'une « autre politique » intervenait au moment où Edouard Balladur, de retour de Washington, réaffirmait l'hostilité de la France au compromis euro-américain de Blair House.

« L'autre politique »

par Olivier Biffaud

Qu'on se s'y trompe pas : il se passe un événement capital dans la majorité, et particulièrement au sein du RPR. Un bras de fer met aux prises deux orientations opposées. Du tour qu'il prendra va dépendre le fond de la politique française pour les deux années qui viennent. A certains égards, la situation actuelle n'est pas sans rappeler le débat qui divisa les dirigeants socialistes en mars 1983.

Même si les acteurs principaux ont changé, une fois encore, à dix ans d'écart, la question se pose de savoir si, face à la politique que conduit le gouvernement, il y a une « autre politique ». Une politique de rechange. Un recours, diront certains.

Lire la suite, l'article d'ALAIN LEROUX et nos informations page 9



## L'esprit de Rio souffle toujours

Un an après le sommet sur l'environnement et le développement, diplomates, scientifiques et industriels restent en alerte

par Roger Cons

Il y a deux manières d'évaluer le bilan de Rio. On peut, comme le font cotamment les Verts, prendre les déclarations au mot et constater que « un an après, aucun des textes adoptés à Rio n'a connu ne serait-ce qu'un début d'application ».

La convention sur le changement climatique ? Aucun pays n'a osé taxer effectivement la consommation d'énergie. La convention sur la biodiversité ? On parle d'inventaire de la flore et de la faune dans les coogres scientifiques (le Monde du 26 mai), mais on ne s'est toujours pas mis d'accord sur les espèces ou les espaces à inventorier. L'Agenda 21, ce catalogue d'opérations à entreprendre pour sauver le planète ? On évaluait les besoins à 125 milliards de

dollars par an, soit environ 70 milliards nouveaux à trouver en plus de l'aide existante. On n'a récolté que... 2 milliards. C'est bien maigre pour lancer les grandes opérations de sauvetage planétaire !

On peut aussi regarder ce qui se fait et ce qui bouge dans les différents secteurs d'activité concernés par ce fameux sommet de la CNUED (Conférence des Nations unies pour l'environnement et le développement). En une semaine, cinq faits témoignent de l'actualité de Rio. Tout d'abord, les représentants des cinquante-trois Etats membres de la nouvelle « commission sur le développement durable » sont réunis à New-York depuis le 14 juin, pour passer en revue l'application de l'Agenda 21 et des autres accords conclus eu

Sommet de la Terre. La commission examine des sujets concrets, comme les contributions financières et les transferts de technologie en faveur de l'environnement. L'existence et l'activité même de cette commission du « suivi » prouvent que l'on n'oublie pas les résolutions prises à Rio. Le ministre français de l'environnement, Michel Barnier, ira à New-York le 22 juin pour bien marquer la volonté de la France de suivre les travaux engagés lors du sommet par le gouvernement précédent.

An même moment, à Paris, vient de s'achever le 16 juin une conférence organisée par l'OCDE et l'Agence internationale de l'énergie pour évaluer « les aspects économiques du changement climatique ».

Lire la suite page 13

### Somalie : offensive des « casques bleus »

Les forces de l'ONU sont passées à l'offensive, jeudi 17 juin, en attaquant le quartier général du chef de clan Mohamed Farah Aidid. Cinq Somaliens auraient trouvé la mort au cours de cette opération, qui visait à « détruire » l'armement lourd des partisans du général, selon les Nations unies.

Lire page 3

### Nigéria : les résultats de l'élection présidentielle suspendus

La publication des résultats de l'élection présidentielle a été suspendue, mercredi 16 juin, à la suite d'une injonction d'un tribunal d'Abuja. Cette décision a semé la consternation auprès des Nigériens, qui se demandent si le scrutin ne sera pas purement et simplement annulé.

Lire page 3

### Le Kurdistan irakien sous perfusion

Le Kurdistan irakien n'est plus en situation de première urgence humanitaire, mais les problèmes économiques demeurent. La paix y reste précaire face à la pression du régime de Bagdad.

Lire le reportage de FRANÇOISE CHIPAUX page 6

### Télévision : les Douze privilégient l'écran large

La Communauté européenne a adopté, mercredi 16 juin, un plan de quatre ans doté de 1,5 milliard de francs destiné à faciliter la commercialisation d'un nouveau format de télévision à écran large 16/9. Un plan bien accueilli par les industriels, tel Thomson, qui parie désormais sur la télévision numérique.

Lire page 19

Le sommaire complet se trouve page 26

## ROBERT MERLE L'Enfant-Roi

Henri IV assassiné, le petit Louis XIII à neuf ans. Sa mère, la Reine, le meurtre et le hait. La Cour le moque. Il est seul.

Pour l'Enfant-Roi, ce sont les années de toutes les menaces qui commencent.

Éditions de l'Albatros  
PARIS

## « L'Enfant lion » un film d'Afrique

Carte léger et grevé, l'Enfant lion a été réévalué dans des conditions très difficiles en Côte d'Ivoire, au Zimbabwe, au Maroc et au Niger. Son réalisateur, Patrick Grandperret, autour de Momo et moi, explique comment il s'est aventuré, en compagnie d'Oulé, le petit d'homme, et de Sirge, la lionne, à l'ordinaire le cinéma français.

Lire l'article de DANIELE HEYMANN page 16

A L'ÉTRANGER : Maroc, 9 DM ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 180 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$







# ÉTRANGER

SOMALIE : passant résolument à l'offensive à Mogadiscio

## Les « casques bleus » ont attaqué le quartier général de Mohamed Aïdîd après un nouveau raid aérien

Cinq Somaliens ont été tués, jeudi 17 juin à Mogadiscio, selon le radio italo-italien GR1, au cours de violents combats opposant des « casques bleus » à des partisans du général Mohamed Farah Aïdîd, encerclés par les forces des Nations unies après une attaque aérienne - la quatrième en six jours - menée par des

avions et des hélicoptères américains. Le porte-parole de Boutros Boutros-Ghali a déclaré à New-York que cette opération visait à « identifier et détruire » les armements lourds encore cachés à Mogadiscio.

Mohamed Farah Aïdîd - dont la maison a été détruite jeudi matin, selon des

témoins - est « largement responsable de la mort de 350 000 Somaliens, tués ou poussés à la famine par des chefs de guerre », a estimé ce porte-parole.

Un groupe d'action amphibie de 4 200 marines, qui se trouvait dans la baie d'Omuz, a quitté cette zone, selon des informations du Pentagone,

confirmées par la Maison Blanche. Evoquant l'intervention de ces derniers jours en Somalie, M. Boutros-Ghali a déclaré mercredi à Vienne : « Nous sommes à un stade d'une importante évolution, et c'est peut-être une nouvelle conception des opérations de maintien de la paix qui s'esquisse ici. »

## « Américains, Italiens, dehors ! »

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

L'assaut final a été lancé jeudi matin sur le quartier général du général Aïdîd, rapidement encerclé par des blindés français, italiens, marocains et pakistais. Face aux « casques bleus », des dizaines de jeunes hurlent des insultes derrière les barbelés d'un barrage impossible à passer : une foule furieuse menace de mort quiconque s'aventurerait dans la rue qui mène au domicile du général. Ses plus farouches partisans restent sur place, malgré le raid aérien de la nuit (plus de quatre heures de bom-

bardements) et malgré les ordres d'évacuation lancés par haut-parleurs en somali et en anglais : « Le quartier sera bombardé dans cinq minutes, sortez de votre maison sans armes, les mains sur la tête et dirigez-vous vers Afgoya Road. »

Afgoya Road est déserte, barrée dans toute sa longueur par un char italien et deux automitrailleuses. Le contingent de l'ONUSOM a bouclé la zone. « Certains cachent des grenades sur eux », dit un soldat très nerveux. A la riposte, peut venir de n'importe où. « Ce sont les Pakistais qui sont entrés dans le quartier d'Aïdîd en première ligne », assure

un militaire italien. Dans une ruelle adjacente, des soldats italiens se replient en courant. Couverts par un des leurs, le rembrandt à l'arrière un milicien somalien blessé à la cuisse et au dos. « Il nous a tiré dessus, jetta l'un d'eux en montrant un kalachnikov, nous l'avons capturé. »

« Américains, Italiens, dehors ! » Les cris sont par moments couverts par les hélicoptères de la Force de réaction rapide qui tournoient au-dessus de la ville depuis l'aube, rasant les toits et déclarant sur leur passage des séries de rafales d'armes automatiques. Plus bas, dans Afgoya Road, quelques civils regardent prudemment

sur le bord de la chaussée en spectateurs, mais quelques jeunes, rageurs, menacent de mort des Blancs du monde entier.

Vu l'intensité des tirs qui éclatent dans le quartier, il semble que les partisans du général Aïdîd ont sorti leurs armes de leurs caches. La résistance s'organise ; on ne répondra plus seulement au kalachnikov, mais aussi à la mitrailleuse lourde ou au canon antiaérien. Les forces de l'ONUSOM vont devoir se battre plusieurs heures pour neutraliser tous les foyers de résistance surgis dans la ville. Les combats ont progressivement fait fuir tous les civils, laissant le terrain aux

miliciens du général Aïdîd. Ils se battent maintenant pour conserver le contrôle de Mogadiscio-Sud, une ville qu'ils estiment avoir conquise lors de la chute du président Syad Barre, en janvier 1991, après avoir mené deux ans de guérilla dans leur région désertique du Mudug. On ignore jeudi matin le sort du général Aïdîd, qui réside à la présidence. Selon certains, il a quitté sa résidence hier soir, après une dernière réunion avec ses alliés. D'autres assurent qu'il se défendra jusqu'à la dernière cartouche. Quoi qu'il en soit, sa défaite militaire sera aussi politique.

JEAN HÉLÈNE

ALGÉRIE : face à la recrudescence des attentats

## La présidence lance un cri d'alarme

A Bougara, à 30 kilomètres au sud d'Alger, le président d'un tribunal, Mahfoud Bekat, a été assassiné dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 juin par des hommes en armes, qui ont pris la fuite, selon indiqué mercredi de source officielle. C'est le deuxième magistrat tué dans un attentat en l'espace d'un mois.

A la suite de la recrudescence des attentats contre des personnalités civiles, le Haut Comité d'Etat (présidence collégiale) a lancé un cri d'alarme mercredi, soulignant, dans un communiqué, que « toute la nation algérienne est en danger » et que « le pays court le risque d'être détruit ». « L'assassinat du professeur Boucebbi (le Monde du 17 juin) démontre une fois de plus la barbarie, la trahison et la nature criminelle du mouvement terroriste et la sauvagerie de ses actes », ajoute le HCE. - (AFP)

Visite à Paris du ministre algérien des affaires étrangères. - Le ministre algérien des affaires étrangères, Redha Malek, devait effectuer une visite en France jeudi 17 et vendredi 18 juin, à l'indiqué, mercredi, le Quai d'Orsay. M. Malek devait être reçu jeudi en fin d'après-midi par le président François Mitterrand et avoir vendredi un déjeuner de travail avec son homologue français, Alain Juppé.

NIGÉRIA : à la suite de l'injonction d'un tribunal

## La publication des résultats de l'élection présidentielle a été suspendue

La commission nationale électorale (CNE) qui a organisé le scrutin présidentiel du 12 juin, a suspendu, mercredi 16 juin, jusqu'à nouvel ordre, toute publication des résultats. Ce faisant, elle obéit, « en raison du contexte actuel », à l'injonction d'un tribunal d'Abuja saisi par l'Association pour un Nigéria meilleur (le Monde du 17 juin), qui milite pour que le président Ibrahim Babangida reste au pouvoir quatre années de plus.

LAGOS

correspondance

La décision de la commission nationale électorale, a suscité la consternation dans l'opinion publique, la communauté diplomatique et auprès des nombreux journalistes qui attendaient en vain depuis lundi les résultats complets et définitifs que seule la commission a le droit de divulguer. Certes, rien n'est encore joué. Il s'agit manifestement de gagner du temps pour tenter de résoudre sans trop de « casse » une grave crise.

Les Nigériens sont coutumiers de ces joutes judiciaires, dans la tradition britannique, où différents avis se contredisent, s'annulent et souvent se perdent dans les sables de la procédure. Le 11 juin, la commission électorale a décidé in extremis - et non sans de fortes pressions occidentales, notamment américaines - de ne pas obéir au jugement du même tribunal qui voulait empêcher la tenue du scrutin. Chacun sait que, dans cette affaire, le verdict relève du pouvoir politique et non pas d'une instance juridique. Chacun sait aussi qu'une épreuve de force est engagée, d'autant plus angoissante qu'elle met à l'épreuve, presque à huis clos, des puissances redoutables.

La victoire du candidat social-démocrate Moshhood Abiola, milliardaire musulman d'ascendance yorouba, donc « endiablé », semble poser un problème inattendu. Selon les résultats officiels, disponibles dès dimanche, il aurait remporté environ 60 % des suffrages exprimés, devançant confortablement son rival de la Convention nationale républicaine (CNR), le milliardaire musulman Bashir Tofa, natif de Kano, la grande ville industrielle du Nord. La CNR accuse le Parti social-démocrate de manipulations et d'irrégularités.

Entre autres, M. Abiola serait coupable d'avoir porté dans le bureau de vote une robe traditionnelle décorée d'un cheval cabré, l'emblème de son parti. Comme le PSD pourrait aussi dresser la liste des péchés de la CNR, c'est la porte ouverte à une annulation du scrutin du 12 juin qui s'était pourtant déroulé presque sans incident.

Ce serait alors le triomphe du milliardaire Ibo Arthur Nzeribe, le « trouble-fête » professionnel de la politique nigérienne, qui finance depuis des années la campagne de l'Association pour un Nigéria meilleur, et de ses épigones.

Le quotidien britannique du Nord, le New Nigerian, a ainsi publié mercredi sur une pleine page une « Lettre ouverte au général Ibrahim Babangida », signée par le président d'une nouvelle « Association pour le destin du Nigéria ». Elle demande au chef de l'Etat de « réviser dans leur intégralité les résultats du scrutin du 12 juin et de démanteler les deux partis politiques » autorisés, le PSD et la CNR.

La tentation de dissoudre les deux partis et d'en constituer un troisième, celui de la majorité présidentielle, semble prévaloir actuellement. Un comité de notables, reçu il y a peu par le chef de l'Etat, préconise en effet une modification de la Constitution pour donner à la troisième République nigérienne un régime présidentiel « à la française ».

Fortes abstentions

De son côté, interrogé mercredi par la BBC, M. Nzeribe a souligné le rôle des « vingt-cinq millions de Nigériens » - sur trente-neuf millions d'électeurs inscrits - qui ne sont pas allés voter samedi, et qui constituent selon lui une majorité favorable à une prolongation du régime Babangida. Même son de cloche dans l'éditorial publié le même jour par le New Nigerian, intitulé « Notre nation, notre destin », et dont chaque mot semble avoir été soigneusement pesé : « Le président élu par moins de 30 % des inscrits ne se sentira à l'aise ni même en sécurité pour

conduire un gouvernement, même en ayant recueilli des voix dans tout le pays. »

Le fort taux d'abstention (jusqu'à 87,3 % dans l'Etat de Kano, qui compte le plus d'électeurs) est en effet problématique. Si le Sud, comme on pouvait s'y attendre, s'est mobilisé autour de M. Abiola, qui, situation paradoxale, l'exportait même à Kano avec moins de 10 % des inscrits, en revanche il est clair que M. Tofa n'a pu compter sur tous les appuis qu'il pouvait espérer.

Sa candidature, arrachée avant tout grâce à sa grande fortune personnelle, n'était pas vraiment soutenue par les cercles musulmans nordistes les plus influents, ceux que la presse appelle la « mafia de Kaduna » agrégat d'intérêts politiques, religieux et économiques autour du groupe Haoussa-Foulani, qui a longtemps garanti la paix civile dans les vastes territoires du Nord.

Mais le pouvoir de cette « mafia » a été affaibli par huit années de régime militaire qui a su l'utiliser, et aussi, la contourner. La sourde rébellion des minorités - au nord comme au sud - lasses de se soumettre à cette oligarchie, les signes croissants que « l'ordre ancien » ne permet plus de résoudre les conflits, la naissance d'une société civile, tout cela a modelé le scrutin de samedi. Une vaste redistribution des cartes est donc en jeu, mais le jeu reste très opaque. Il faut compter avec les résistances des uns et des autres, en particulier des Yoroubas qui ne se laisseront pas frustrer sans mot dire de leur victoire. Et si la crise ne se dénoue pas rapidement, le Nigéria pourrait connaître des heures troubles.

MICHEL MARINGUES

AFRIQUE DU SUD : commémoration du soulèvement de Soweto. - La plupart des Noirs sud-africains sont restés chez eux, mercredi 16 juin, pour marquer le dixième anniversaire du soulèvement de Soweto, journée considérée comme une fête nationale par la population noire. Seuls quelques actes de violence isolés ont marqué les commémorations. Quelque 15 000 personnes se sont rassemblées dans un stade de Soweto, et l'ensemble des grandes villes sud-africaines est resté pratiquement paralysé. - (AFP)

LIBÉRIA : le FNPL affirme que des « rescapés » du massacre de Harbel se sont réfugiés dans son fief. - La radio du Front national patriotique du Libéria (FNPL), a annoncé, mercredi 16 juin, que plus de 300 « rescapés » du massacre de Harbel sont arrivés à Gbarnga, le fief de Charles Taylor. Le gouvernement intérimaire continue néanmoins d'attribuer la tuerie

au FNPL, qui dément catégoriquement. La presse de Monrovia a fait état de témoignages attribuant le massacre aux Forces armées libériennes (AFL), une faction composée de soldats de l'ancien président Samuel Doe, assassiné en septembre 1990. - (AFP)

NAMIBIE : M. Nujoma, premier président d'Afrique noire, a été élu à la présidence de la Namibie. Le président américain Bill Clinton a exalté les vertus de la Namibie, la citant en exemple au continent et au monde, à commencer par l'AFRIQUE du Sud voisine, comme un « modèle » de démocratisation réussie, mercredi 16 juin, à l'issue d'un long entretien avec le président namibien Sam Nujoma, premier chef d'Etat d'Afrique noire reçu à la Maison Blanche. M. Clinton doit recevoir début juillet le président sud-africain Frederik De Klerk et le dirigeant noir Nelson Mandela. - (AFP)



# Points

DES SUCCÈS  
PLEIN  
LES POCHES

- Michel del Castillo
- Une femme en soi
- Points Roman
- Bref Easton Ellis
- American psycho
- Points Roman
- John Irving
- Liberté pour les ours!
- Points Roman
- Agota Kristof
- Le troisième mensonge
- Points Roman
- Norman Maclean
- La rivière du sixième jour
- Points Roman
- Robert Solé
- Le Tarbouche
- Points Roman
- L. R. Wright
- Le Suspect
- Points Roman

# Points



## EUROPE

La guerre en Bosnie

### Des milliers de Croates fuient devant les forces musulmanes

La tenue des négociations de Genève et l'approche de la révélation pour vendredi 18 juin se sont traduites mercredi en Bosnie par une recrudescence des combats, chacun des trois camps prenant l'initiative militaire dans les zones qu'il voudrait se voir attribuer dans le découpage futur du pays.

Les musulmans, qui s'efforcent d'élargir leur « triangle » en Bosnie centrale, y ont remporté une nouvelle victoire avec la prise aux Croates de la ville de Kakanj. Après la chute de Travnik, la

semaine dernière, Navi Travnik, qui abrite la plus importante usine d'armement de la région, serait sur le point de tomber bien que son centre soit encore tenu par les Croates. Vitez, où se trouve une fabrique d'obus, est également encerclée par les forces musulmanes.

La prise de Kakanj, entre Sarajevo et Zenica, s'est accompagnée de violences systématiques, selon l'ONU. Les soldats musulmans ont entrepris de mettre à sac les biens des Croates, qui fuient par milliers dans le plus grand désor-

dre vers Vares, un des derniers fiefs croates de la région. Quelques 2 000 civils et 400 militaires croates se sont réfugiés derrière les positions serbes de Bosnie centrale ces jours derniers. Environ 8 000 Croates s'étaient déjà réfugiés en zone serbe il y a dix jours.

Les Serbes ont de leur côté intensifié leur tirs contre Gorazde, la dernière enclave musulmane qu'ils n'ont pas neutralisée. Le dernier pilonnage serbe a fait 17 morts, selon la radio de Sarajevo, contrôlée par

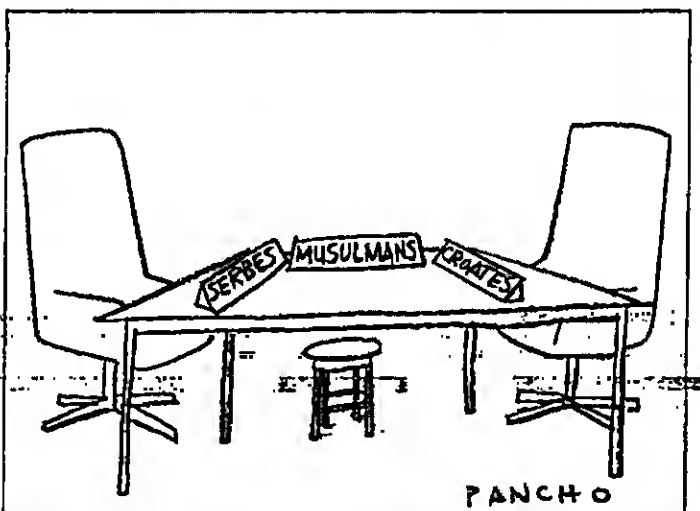
les musulmans, qui affirment que 650 personnes auraient été tuées et 1 500 blessées depuis le début de l'offensive serbe, il y a trois semaines.

En Bosnie méridionale, les combats se sont poursuivis autour de la cité historique de Mostar, bastion croate, où le HVO (conseil de défense croate) dit avoir anéanti une position musulmane. De source proche de l'ONU on compare la situation prévalant dans cette zone à « un volcan en ébullition ». — (AFP, Reuters.)

serbe de Krajina» (RSK, autoproclamée) ont décidé d'organiser un référendum sur l'opportunité d'une unification avec les Serbes de Bosnie et avec la Serbie voisine. Cette décision avait provoqué la rage des dirigeants croates, dont certains menaçaient d'intervention armée et les médiateurs internationaux craignaient une nouvelle guerre serbo-croate.

Mais, à Genève, le ton était plutôt à l'apaisement, et Radovan Karadzic, d'Athènes déjà, avait laissé entendre, le week-end dernier, que l'unification serait « probablement repoussée ». Franjo

« plan Vance-Owen » mais plutôt du « processus Vance-Owen », et pour ce qui est de la future structure de la Bosnie-Herzégovine, MM. Milosevic et Tudjman paraissent être sur la même longueur d'onde, leurs préférences allant à trois unités fédérales : deux — la serbe et la croate — pourraient être géographiquement homogènes, tandis que la troisième — musulmane — serait éparpillée entre la Bosnie cen-



trale (avec Sarajevo, Tuzla, Zenica) et la région de Bihać, à l'ouest. Reste à savoir maintenant, si ce partage envisagé par les présidents sera également accepté, sur le terrain, par les chefs politiques et militaires des différentes communautés de Bosnie-Herzégovine.

**Apaisement à propos de la Krajina**  
Ces signes d'accord entre Belgrade et Zagreb se sont manifestés à Genève à propos d'un autre dossier brûlant : celui de la Krajina. Près de 30 % du territoire de la Croatie — dont la Krajina — sont toujours sous contrôle serbe. Des milliers de « casques bleus » ont été déployés dans ces régions pour éviter une reprise des combats.

Samedi 19 et dimanche 20 juin, les dirigeants de la « République

Tudjman, a, pour sa part, expliqué que ses interlocuteurs serbes, au cours de la conférence, avaient publiquement promis d'user de leur influence auprès des « extrémistes » afin que ceux-ci ne mettent pas en péril le processus de paix, et qu'ils souhaitaient un règlement politique du différend.

« Il faut, a-t-il dit, qu'à propos de la Krajina ou d'autres questions, il y ait un accord politique entre Serbes et Croates, sinon il n'y aura pas de paix. (...) Cela dit, la Krajina, actuellement protégée par l'ONU, est un territoire croate, la souveraineté lui appartient, la loi et l'ordre institutionnels croates doivent y être restaurés. Le respect de tous les droits des minorités serbes de Krajina et de Slavonie est garanti par notre Constitution. »

ALAIN DEBOVE

ESPAGNE : la formation du nouveau gouvernement

### M. Gonzalez négocie avec les partis nationalistes

Le chef de l'exécutif espagnol, Felipe Gonzalez, a entamé, mercredi 16 juin à Madrid, une série d'entretiens avec les chefs des différentes formations politiques représentées au Parlement afin de trouver une formule qui lui permette de constituer un gouvernement stable. A l'issue des élections du 6 juin, il manque en effet au Parti socialiste (PSOE) de M. Gonzalez 17 sièges pour disposer de la majorité absolue, ce qui le contraint à trouver une force d'appui.

Trois possibilités s'offrent à Felipe Gonzalez, a expliqué au Monde le ministre espagnol de la culture, Jordi Soler Tura, du Parti socialiste catalan, de passage à Paris cette semaine : un gouvernement de coalition, un pacte général pour la législature, ou « rien du tout », c'est-à-dire un gouvernement socialiste recherchant des accords au coup par coup. La solution optimale pour le chef du PSOE serait celle du gouvernement de coalition, qui assurerait « la stabilité maximale ». C'est donc,

comme prévu, vers les mouvements nationalistes catalan (Convergencia i Unió, CIU, 17 sièges) et basque (Parti nationaliste basque, PNV, 5 sièges) que se tourne en priorité M. Gonzalez.

Mais, souligne M. Soler Tura, la CIU est divisée sur la question de la participation au gouvernement de Madrid, qui lui pose un « problème philosophique de fond » : pour un parti régional comme la CIU, participer au gouvernement central est, dit le ministre, « une contradiction que le nationalisme catalan n'a jamais résolue ». Le PNV, de son côté, est plus favorable à un pacte législatif qu'à une participation ministérielle.

D'autres, à Madrid, craignent que l'arrivée au pouvoir des nationalistes « historiques » catalan et basque ne suscite des réactions négatives des régions moins puissantes comme l'Estrémadure ou l'Andalousie. Jordi Soler Tura balaise cet argument : « Si les Catalans sont prêts à gouverner, à Madrid, ils doivent l'être pour toute l'Espagne, dit-il. Je crains bien plus

un gouvernement instable, qui devrait négocier pour chaque vote des voix au Parlement. Le prix serait sans doute beaucoup plus élevé. »

Pour M. Soler Tura, les tendances nationalistes des régions en Espagne sont « moins inquiétantes qu'il y a quelques années » ; il en veut pour preuve la victoire du PSOE sur le PNV, le 6 juin, pour la première fois au Pays basque, ainsi que le maintien de la supériorité des socialistes sur la CIU en Catalogne.

S. K.

**POLOGNE : la Légion d'honneur pour Jacek Kuron.** — Jacek Kuron, ministre du travail et figure légendaire de l'opposition polonoise au communisme, a été décoré mercredi 16 juin de la Légion d'honneur par l'ambassade de France à Varsovie. L'insigne a été épinglé sur son non moins légendaire blouson de jean. — (AFP)

ALLEMAGNE : répliquant aux critiques

### M. Kohl annonce des initiatives en faveur de l'intégration des étrangers

BERLIN

Fortement critiqué pour ne pas avoir assisté aux obsèques des victimes de l'incendie criminel de Solingen, le chancelier Kohl a voulu répondre, mercredi 16 juin au Bundestag, aux inquiétudes suscitées en Allemagne et à l'étranger par la vague d'attentats contre la communauté turque. Dans une déclaration gouvernementale, il a annoncé une série d'initiatives législatives à la fois pour renforcer les moyens de la police et de la justice contre cette nouvelle forme de violence et pour faciliter l'intégration des étrangers vivant depuis longtemps en Allemagne.

Les morts de Solingen ont amené le Parti chrétien-démocrate à prendre conscience qu'il n'échapperait pas à un débat sur la réforme du code de la nationalité allemande s'il ne voulait pas que chaque flamme de racisme ne ravive à l'étranger les vieilles peurs à l'égard de l'Allemagne.

**« Abrutissement moral »**

Pendant les deux années de débats sur la réforme du droit d'asile politique, le gouvernement avait réussi à repousser les pressions d'une partie de la gauche pour lier cette réforme à une libéralisation du vieux droit allemand de la nationalité, qui fait prévaloir les liens du sang, l'appartenance à la communauté ethnique, sur l'appartenance à une communauté de valeurs dans laquelle se retrouvent tous ceux vivant sur le même sol.

Mercredi, le chancelier a annoncé qu'une nouvelle législation

sur l'acquisition de la nationalité serait adoptée avant la fin de l'année législative, l'année prochaine. Contrairement aux souhaits de la communauté turque, soutenue par les partis de gauche et le Parti libéral, Helmut Kohl a indiqué qu'il restait par principe opposé à l'idée de double nationalité, il a cependant indiqué qu'il était prêt, dans le cadre des mesures à envisager pour faciliter l'acquisition de la nationalité allemande, à voir « si la double nationalité pouvait être rendue possible ou-delà des exceptions existant déjà ». Le problème se pose surtout pour les jeunes générations d'étrangers, partagés jusqu'ici entre leur loyauté envers leur pays d'origine et le pays où ils vivent sans pouvoir y exercer leurs droits civiques.

Le chef du gouvernement allemand a récusé une nouvelle fois avec vigueur une fatalité raciste allemande. Il a rappelé que son pays avait accueilli ces dernières années le plus grand nombre de réfugiés, victimes de guerres civiles ou immigrés venant de l'est de l'Europe ou d'autres continents tenter leur chance.

Souhaitant que les crimes antitiques ne portent pas préjudice aux relations avec la Turquie, il y voit le signe d'un « abrutissement moral » qu'il convient de combattre à la fois par des mesures répressives et par une réflexion sur la société. M. Kohl a annoncé qu'il prendrait l'initiative d'une rencontre sur le thème de la violence des jeunes, invitant à réfléchir sur les valeurs de base mais aussi sur le rôle des médias.

HENRI DE BESSON

GRANDE-BRETAGNE : l'affaire Asil Nadir

### Le Parti conservateur reconnaît avoir été financé par un homme d'affaires douteux

L'affaire Nadir continue de provoquer des remous politiques à Londres. Alors que le Parti conservateur reconnaît avoir accueilli des dons importants de la part de cet homme d'affaires d'origine chypriote turque qui a quitté précipitamment la Grande-Bretagne, les travaillistes exigent que le parti de John Major rembourse « jusqu'au dernier penny ».

LONDRES

de notre correspondant

Ce n'est pas de gaieté de cœur que les responsables du parti conservateur ont fini par reconnaître avoir reçu des dons d'Asil Nadir, cet homme d'affaires douteux réfugié à Chypre depuis le 4 mai. En tout, neuf versements, échelonnés de 1985 à 1990, pour un total de 440 000 livres sterling (1). Cet argent, a tenu à préciser un porte-parole du parti, a été versé non pas par Asil Nadir mais par ses compagnies, Polly Pack International et Unipac Packaging, sur les comptes du « Fonds industriel », un organisme discret qui permet au parti au pouvoir d'accueillir les « contributions » des milieux de la finance et de l'industrie.

Ces sommes seront immédiatement restituées, a assuré, mercredi 16 juin, sir Norman Fowler, « s'il est prouvé que l'argent a été volé », sous-entendu par Asil Nadir, lequel est parti en laissant des dettes évaluées à 1,3 milliard de livres. Le président du Parti conservateur, qui était entendu par une commission de la Chambre des communes, a souligné qu'à l'époque des versements Polly Pack était « une société britannique de premier plan et prospère », une manière de dire qu'il n'y avait alors rien de répréhensible à accepter des marques de cette générosité. Celle-ci était-elle déléguée ? La question constitue tout l'enjeu politique de ce rebondissement de l'affaire Nadir.

**« Honneurs » et règles strictes**

La mise au point de sir Norman était devenue inévitable depuis que le quotidien *The Independent* a révélé que l'homme d'affaires en fuite avait vainement tenté d'obtenir un titre de chevalier en finançant le parti tory. Outre ce ver-

ment « officiel » de 440 000 livres, Asil Nadir aurait versé (via la Suisse) une somme de 500 000 livres au Parti conservateur, dans le vain espoir d'obtenir l'anoblissement : riche, courtisé, détenteur d'un passeport britannique mais chypriote-turc de naissance, Asil Nadir souhaitait obtenir cette ultime marque de consécration de l'establishment.

Tout cela est né en bloc par le Parti conservateur : « Nous n'avons pas connaissance d'autres donations de M. Nadir, soit personnellement, soit par ses compagnies », a précisé un porte-parole, ce que sir Norman a confirmé à sa façon devant les parlementaires : « Je ne pense pas qu'il y ait la moindre preuve que Polly Pack ou Asil Nadir ait versé d'autres contributions que celles dont j'ai fait état. » De toute façon, a vertueusement assuré sir Norman, le Parti conservateur a des règles « très strictes » en matière de donations, et celles-ci ne peuvent en aucun cas « acheter une influence ni des honneurs ».

John Smith, le chef de l'opposition, s'est montré d'autant plus sceptique que, selon les travaillistes, plus de 50 % des « honneurs » accordés à des industriels sous les gouvernements Thatcher et Major ont profité aux responsables de groupes industriels qui ont participé au financement du Parti conservateur. La liste de ces derniers a même été publiée par le *Daily Telegraph*, journal connu pour être proche des tories.

Asil Nadir vient de faire savoir qu'il était « très improbable » qu'il revienne à Londres assister, en septembre, à son procès. Et il ajoute qu'il avait versé 1,5 million de livres, au total, au Parti conservateur.

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling vaut environ 8,30 F.

**« Sommet anglo-irlandais » à Londres.** — Les premiers ministres britannique et irlandais, John Major et Albert Reynolds, se sont réunis mercredi 16 juin à Londres, pour discuter des préparatifs du sommet européen de Copenhague mais surtout de l'Irlande du Nord. Les deux hommes entendent réaffirmer leur volonté commune de favoriser une reprise des pourparlers sur l'avenir politique de l'Ulster, interrompus depuis sept mois. — (AFP)



سك ان العمل

## EUROPE

RUSSIE : la conférence constitutionnelle

### Les représentants des Républiques expriment leur mécontentement

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Nous sommes en mesure d'affirmer qu'un projet unique de nouvelle Constitution est en train de naître, encore meilleur et plus riche que les variantes dont il est issu », c'est un Boris Eltsine particulièrement satisfait qui a clos, mercredi 16 juin à Moscou, la première partie des travaux de la Conférence constitutionnelle qu'il avait lui-même convoquée, et dont il avait aussi choisi une bonne partie des représentants.

A une immense majorité (82 %), les délégués ont adopté une « déclaration » soulignant les points fondamentaux sur lesquels la nouvelle Constitution devra être fondée :

droit « inaliénable » à la propriété, séparation entre les pouvoirs, reconnaissance des structures fédérales du pays... Composée de cinquante membres, une « commission d'experts », présidée par M. Eltsine et qui sera dirigée par Sergueï Filatov, le chef de l'administration présidentielle, aura jusqu'au 26 juin, date à laquelle la conférence se réunira de nouveau, pour tenter de mettre au point un projet plus substantiel.

En fait, les choses sont loin d'être aussi simples. Pour deux raisons essentielles. D'abord l'absence de Rouslan Khasboulatov : après avoir quitté la Conférence, le président du Parlement avait été mandaté par les députés pour y retourner, afin de faire entendre leur

crainte de voir celle-ci se substituer, en fait, au Parlement. Mais, arguant d'un « malaise » — qui ne l'a pas empêché de se rendre mercredi à Istanbul où s'est ouverte une Assemblée parlementaire de la coopération en mer Noire — M. Khasboulatov ne s'est pas exécuté et n'a donc toujours pas exprimé sa position.

La seconde raison qui devrait tempérer l'optimisme de M. Eltsine est le mécontentement manifesté mercredi par les représentants des Républiques. Le président russe avait en effet fait retirer du texte de la « déclaration » finale deux paragraphes concernant les pouvoirs à donner aux entités régio-

nales qui composent la Fédération, affirmant qu'« il était trop tôt » pour introduire ces éléments. Les Républiques y étaient définies comme des entités « souveraines » et il y était stipulé que le futur Parlement bicaméral accorderait une place de choix aux représentants des quatre-vingt-dix « sujets » de la Fédération. Le président du Parlement de Yakoutie, Klement Ivanov, a alors déclaré que l'attitude de Boris Eltsine « crée une situation dangereuse qui menace de réduire à zéro tous les résultats des travaux de la conférence ». Le président du Parlement de Carélie, Viktor Stepanov, espère, pour sa part, qu'« il ne s'agit que d'un recul tactique ».

JOSÉ-ALAIN FRALON

La candidature de la Roumanie à la CEE

Sir Leon Brittan invite Bucarest à accélérer sa politique de réformes

BUCAREST

correspondance

« Il n'y a pas de candidats de première ou de seconde classe. La course pour l'adhésion à la CEE est ouverte. » Les autorités roumaines ont certainement apprécié la déclaration de Sir Leon Brittan, vice-président de la Commission européenne, en visite à Bucarest les 14 et 15 juin. Mais ce propos n'a sans doute pas levé toutes les inquiétudes : la Roumanie, malgré l'accord d'association avec la CEE signé le 1<sup>er</sup> février dernier, craint d'être traitée comme un candidat de seconde zone derrière la « troïka » composée de la Hongrie, de la Pologne et de l'ex-Tchécoslovaquie.

Le commissaire aux affaires extérieures de la Communauté a bien promis « de proposer d'accélérer » l'accès de la Roumanie à la CEE lors du prochain conseil européen de Copenhague, mais « aux côtés des autres pays d'Europe centrale et orientale » et « lorsque les conditions seront réunies ». Tout en reconnaissant « le chemin parcouru » et « les difficultés » rencontrées sur la voie de la transition vers l'économie de marché, Sir Leon a voulu attirer l'attention des autorités roumaines sur les dangers du « gradualisme » : « Plus vite les réformes seront appliquées, plus tôt la Roumanie en tirera les bénéfices », a-t-il estimé, en soulignant « l'urgence de s'attaquer à la reconstruction industrielle ».

Réaliste, la Roumanie a donc choisi de faire preuve de modération sur la question d'une future adhésion à la CEE, d'autant plus que M. Negritoiu, ministre d'Etat chargé de la réforme économique, déclarait récemment que, pour le moment, son pays n'arrivait pas à remplir tous les quotas d'exportation prévus dans l'accord d'association.

CHRISTOPHE CHATELOT

### La très discrète visite à Paris du président tchéchène

Si l'un de ses interlocuteurs n'avait pas cru bon d'avertir la presse et s'il n'avait été vu sortant de l'hôtel Royal Monceau, l'ex-général des forces aériennes stratégiques soviétiques Djahar Doudaev, qui menace péroriquement d'usurper le pouvoir en Tchétchénie, n'aurait pas donné de nouvelles à Paris. Il y aurait été avec des représentants de MM. Léotard et Pasqua, des industriels et quelque'un de la DGSE. Un dîner organisé par son « représentant » en France, un intermédiaire qui tente d'intéresser les grandes firmes pétrolières, d'armement et de travaux publics aux richesses de la Tchétchénie.

Au point que le Quai d'Orsay n'en était pas informé et affirmait mardi 15 juin, au lendemain de son arrivée, que, de toute façon, la France n'aurait pas donné de visa à ce président de la Tchétchénie, certes élu au suffrage universel, mais dans une République adossée au Caucase du Nord qu'aucun Etat n'a reconnue.

A commencer par Moscou, pour qui la Tchétchénie, son million d'habitants, ses raffineries et ses célèbres mafias, font toujours partie de la Fédération de Russie. Même s'il s'agit du seul Etat de l'ex-URSS à avoir refusé, à ce jour, de se débarrasser totalement de tous ses soldats russes. Qui sont, est-il vrai, massés désormais tout autour. Ce qui, étrangement, n'empêche pas le général-président de faire des voyages à l'étranger (le Monde du 28 octobre 1992), qui l'ont déjà conduit dans divers pays musulmans, mais aussi à Londres, et maintenant à Paris. Il y aurait été avec des représentants de MM. Léotard et Pasqua, des industriels et quelque'un de la DGSE. Un dîner organisé par son « représentant » en France, un intermédiaire qui tente d'intéresser les grandes firmes pétrolières, d'armement et de travaux publics aux richesses de la Tchétchénie.

Lesquelles, à en croire son président, ne viendraient pas du trafic d'armes ou de drogue, comme on le pense parfois, mais d'énormes réserves de pétrole — « auxquelles les Etats-Unis, et M. Clinton personnellement, sont très intéressés ». Sur place, on avait pourtant tendance à se plaindre de ce que Moscou ait asséchés les derniers gisements tchéchènes. Mais il y a d'autres

appâts : les MIG, têtes nucléaires, radars et autres bricoles gardées en Tchétchénie et examinables sur place. Les militaires français auraient en tout cas offert au général quelques essais d'appareils, mercredi, sur leur base de Miraflores-2000 à Orange.

Les responsables français et les industriels interrogés ont tous affirmé n'avoir eu aucun contact « officiel » avec le général Doudaev, tout en admettant, pour certains, qu'il se trouvait bien en France — du 13 au 15 juin, présentait-on à la réception du Royal Monceau et auprès de son « service de sécurité » français du cinquième étage. Ce qui est sans doute préférable pour tout le monde, et en tout cas pour l'opposition démocratique tchéchène — réduite au silence pour éviter trop de dénonciation le comportement de « tontons-macoutas » de la garde du président Doudaev, dont les chars ont dispersés les restes du Parlement local le 4 mai dernier.

SOPHIE SHIHAB

UKRAINE : M. Kravtchouk prend le contrôle direct du gouvernement

### Un référendum sera organisé le 26 septembre

Les députés ukrainiens ont décidé, jeudi 17 juin, d'organiser le 26 septembre prochain un référendum de confiance au président Leonid Kravtchouk et au Parlement, en réponse aux griefs du Donetsk (dans le sud-est russe) de l'Ukraine, qui paralysent le pays depuis dix jours. La consultation aura cependant un caractère « consultatif », ont décidé les députés, ce qui devrait mécontenter les mineurs en grève.

La veille, alors que le Parlement hésitait à répondre aux demandes des grévistes, M. Kravtchouk avait décrété l'état d'urgence économique en Ukraine, en prenant le contrôle direct du gouvernement. Le décret accorde aussi de larges pouvoirs au premier ministre Leonid Koutchma, nommé à la tête d'un « comité extraordinaire chargé de la gestion de l'économie » composé de sept personnes, dont les responsables de l'agriculture et des finances.

Ce qui suspend de facto les pouvoirs en matière économique du Parlement, engagé depuis des semaines dans un affrontement avec le président et le premier ministre, qui eux-mêmes rivalisent pour élargir leurs pouvoirs. Le document précise que l'objectif de l'état d'urgence est de « stabiliser l'industrie, arrêter l'inflation et accélérer la réforme monétaire » en Ukraine.

Le président Kravtchouk était attendu jeudi à Moscou pour un sommet à huis clos avec Boris Eltsine, attendu depuis des mois, où tous les problèmes brûlants (économie, statut de la flotte de la mer Noire et de Sébastopol, armes nucléaires) devaient être abordés.

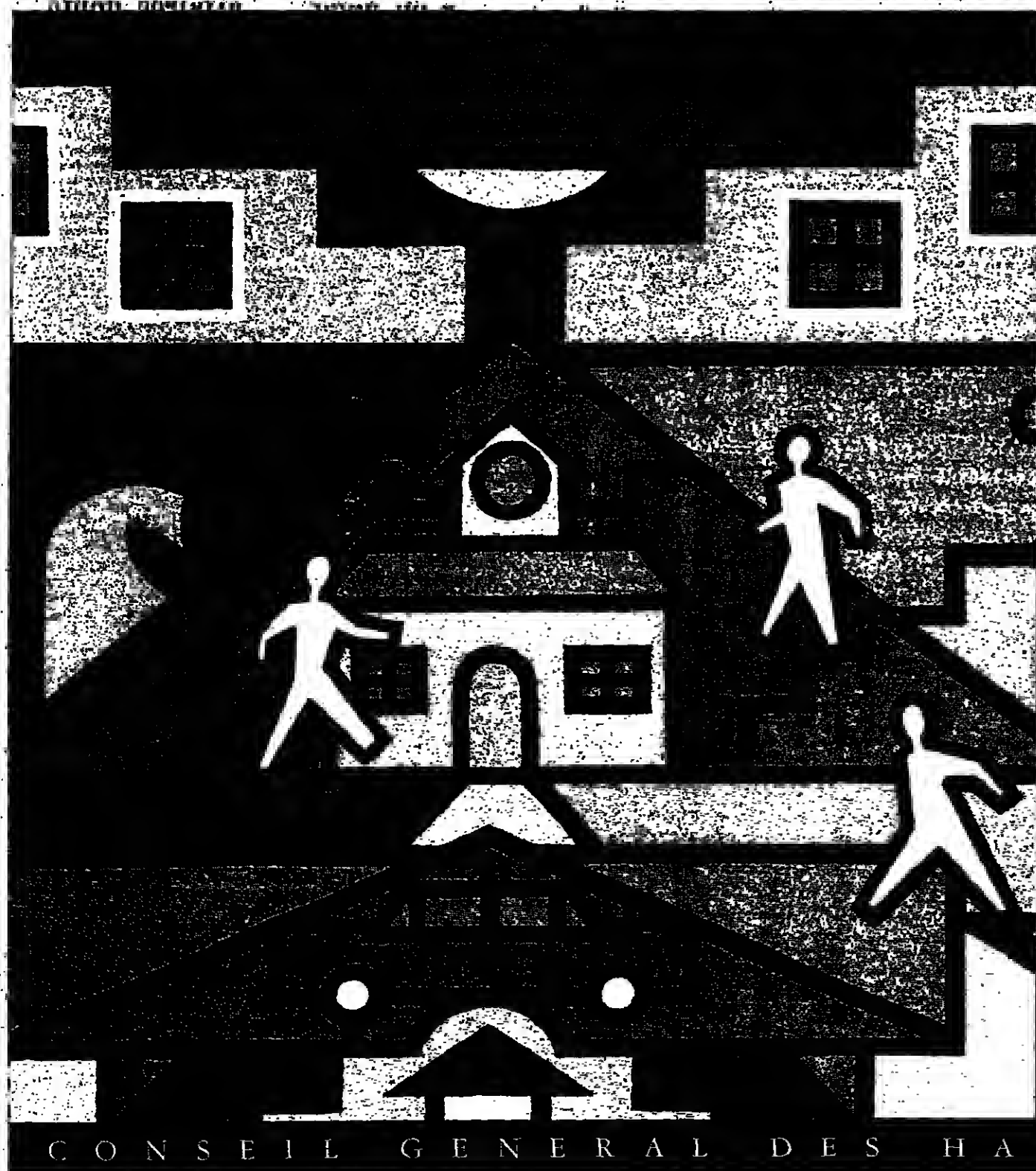
Le ministre russe de la défense Pavel Gratchev a, de son côté, ajourné une visite prévue le 20 juin à Washington pour des pourparlers sur le statut des armes nucléaires ex-soviétiques déployées en Ukraine. — (AFP, AP)

AZERBAIDJAN

### Offensive arménienne dans le Haut-Karabakh

Les forces arméniennes du Haut-Karabakh ont profité de la crise politique en Azerbaïdjan pour poursuivre, mercredi 16 juin, leur offensive à l'est en direction des villes d'Agdam, de Martouni et, surtout, de Mardakert, qu'elles avaient perdues l'an dernier. Les dirigeants de Stepanakert ont affirmé lundi avoir « perdu le contrôle » de certaines de leurs unités qui refusent le plan de la CSCE pour un cessez-le-feu qui devait entrer en vigueur cette semaine. Selon Bakou, pourtant, ce sont 15 blindés d'assaut, 20 chars et des hélicoptères blindés MI-24 arméniens qui attaquent dans cette seule direction, faisant, mercredi, 12 morts dans les rangs azéris.

La présidence azerbaïdjanaise explique qu'elle ne peut guère soutenir ce front, contrôlé par les forces azéris rebelles, qui, par ailleurs, maintenaient mercredi leur pression aux portes de Bakou, après avoir pris le contrôle de plus de la moitié du territoire azerbaïdjanais. — (AFP, AP)



## Les Hauts-de-Seine, la ville, ensemble

Il y a deux ans, nous avons dessiné les Hauts-de-Seine de l'an 2000. Grands équipements, métro nord-sud, voie urbaine souterraine, université, reconquête des berges de la Seine. C'était la Charte 92.

Aujourd'hui, nous voulons que tous les habitants des Hauts-de-Seine aient le même accès au logement, au travail, à la formation, à la culture, à la sécurité. A la qualité de la vie. C'est le Pacte 92, une politique de la ville à l'échelle de tout notre département.

# PACTE

Les Hauts-de-Seine, la ville, ensemble

CNIT La Défense - 19 juin 1993

En présence de M. Charles Pasqua,  
Président du Conseil Général  
et de Mme Simone Veil,  
ministre d'Etat, ministre des Affaires sociales,  
de la Santé et de la Ville.

CONSEIL GENERAL DES HAUTS-DE-SEINE



## PROCHE-ORIENT

# Le Kurdistan irakien sous perfusion

L'ancienne province rebelle, qui vit de l'aide internationale préférerait recevoir les moyens de se développer

ERBIL

de notre envoyée spéciale

Entre deux montagnes, dans les plaines du Kurdistan irakien, les blés ondulent et les paysans l'avaient : malgré les entraves, la récolte sera bonne. Le « ministre » de l'agriculture affirme : la moisson pourrait nourrir la population et des grains pourraient être stockés pour les prochaines semailles. Mais qui bénéficiera de cette récolte ?

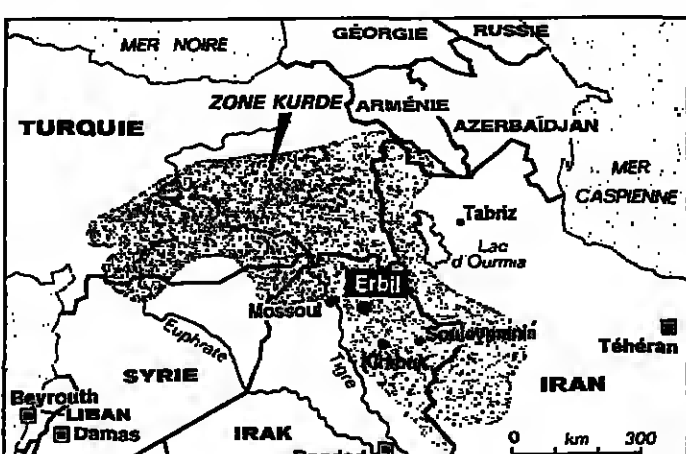
Comme l'an dernier, le régime de Bagdad qui offre de bons prix aux paysans ou le « gouvernement » kurde - non reconnu internationalement - qui, feute de moyens financiers pour l'acheter, sollicite en vain jusqu'à maintenant l'ONU ? Enjeu de taille pour le « gouvernement » car le maintien sur place de cette récolte pourrait permettre de réanimer le circuit de production et de donner un peu de travail à une population qui compte plus de 80 % de chômeurs.

Cette affaire est exemplaire du paradoxe de la situation au Kurdistan qui vit, depuis plus de deux ans, sous perfusion internationale, alors qu'il aurait en grande partie les moyens de subvenir à ses besoins pour peu qu'on lui donne, une fois pour toutes, les moyens de redémarrer. Cette région a, en effet, des richesses : outre son agriculture, des puits de pétrole et quelques mines, aujourd'hui toutes à l'arrêt en raison de l'embargo sur l'Irak.

### Salaires de rêve

La quarantaine d'organisations humanitaires présentes ici le disent haut et fort : « Le Kurdistan n'est plus en situation de première urgence », c'est une question de développement. Mais, comme l'affirme Fabienne Bully, représentante de France-Libertés, « on ne peut pas envisager de faire du développement sans volonté politique des pays donateurs ».

Le « gouvernement kurde », composé en grande majorité et à parité de membres des deux partis dominants, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, plaide dans le même sens. « Nous ne voulons pas être des assistés à vie, alors que nous avons les moyens de notre développement », affirme le « ministre » de l'action humanitaire et de la solidarité, Mohammad Tawfik.



Principale secusée des Kurdes, l'ONU, à laquelle ils reprochent d'une part de traiter de leurs problèmes avec Bagdad, et d'autre part de dépenser beaucoup plus d'argent en salaires et primes pour ses fonctionnaires qu'en aide réelle. Un garde des Nations unies touche 3 400 dollars par mois, plus une indemnité journalière de 185 dollars : de quoi faire rêver dans une région où le salaire mensuel atteint à peine 7 dollars.

D'autre part, quand l'ONU change ses dollars à Bagdad, elle le fait au taux officiel, soit 3 dollars pour 1 dinar, alors qu'au Kurdistan, 3 dollars valent 90 dinars. « Quand nous recevons 1 dinar, 89 vont donc dans les poches du gouvernement de Bagdad », déplore Foad Massoud, ancien « premier ministre » kurde. Nous demandons que l'argent nous soit directement versé et nous l'utiliserons sous contrôle de l'ONU.

Autre difficulté : la plupart des organisations humanitaires présentes au Kurdistan n'ayant pas signé le mémorandum qui régit les rapports du gouvernement central avec l'ONU, elles ne peuvent bénéficier de la manne des Nations unies. Des ressources sont ainsi perdues faute de prestataires.

L'espoir, né des élections organisées avec la bénédiction de la communauté internationale, en mai 1992, s'est donc vite éteint. Aujourd'hui, un an après la mise en place du Parlement et du gouvernement, les autorités kurdes dressent un bilan amer d'une situation précaire et ébauchée. Précaire, car - chacun en est conscient - la liberté retrouvée pour les Kurdes irakiens repose avant tout sur la protection des alliés, elle-même soumise, tous les six mois, à l'accord des dirigeants d'Ankara pour le stationnement des avions américains, britanniques et français

sur la base d'Incirlik. Même si la reconduction de cet accord n'a pas posé de problèmes jusqu'à maintenant, les Kurdes voudraient que sa durée soit liée au maintien au pouvoir du président Saddam Hussein. Cette assurance, souligne M. Tawfik, encouragerait ceux qui ont les moyens à investir et les villageois à reconstruire sans crainte d'être de nouveau chassés.

La présence, sur la ligne de front, entre le sud sous contrôle du gouvernement central et le nord sous autorité kurde, de 70 000 à 80 000 soldats irakiens n'est pas faite pour rassurer une population, prête à éroier les incessantes rumeurs d'attaques. En déplaçant et en changeant constamment ses unités, le régime de Bagdad, qui, selon des sources occidentales, n'a pas récemment renforcé son dispositif, maintient la pression et rappelle aux Kurdes qu'il a encore les moyens de frapper.

Cette précarité de la situation, les Kurdes la ressentent surtout comme volontairement liée au refus de la communauté internationale de se prononcer politiquement sur l'avenir du Kurdistan. « La communauté internationale nous regarde comme une partie de l'Irak et nous en sommes une », admet le Dr Rosch, « vice-premier ministre », mais nous ne sommes pas une partie du régime et nous devrions donc bénéficier de règles spéciales. On nous traite comme une population en danger qui a besoin de nourriture et de secours, au lieu d'apprécier notre processus démocratique, nos efforts d'organisation, et de nous aider à résoudre nos problèmes ».

Cet effort d'organisation réel et reconnu par la plupart se heurte à l'effort au manque de moyens d'un gouvernement qui perd, chaque jour, de sa crédibilité face à une population au sein de laquelle cer-

tains commencent à s'interroger sur ce qu'il en est de vivre libre mais le ventre vide. « Si l'alternative n'était pas le retour de Saddam, évoue l'ancien « premier ministre », Foad Massoud, la population exploserait ».

### Recettes de contrebande

Mais que peut faire le « gouvernement » avec un budget dont les recettes sont composées principalement des taxes levées sur la contrebande en provenance de Turquie, d'Irak ou de la zone sous contrôle du gouvernement de Bagdad ? Celles-ci rapportent environ 90 millions de dinars quand il en faudrait, selon l'ancien premier ministre, 150 pour payer les fonctionnaires, les peshmargas, et faire tourner l'administration.

Dans ce contexte, l'annulation, le 3 mai, par Bagdad, des billets de 25 dinars imprimés à Londres et qui avaient les valeurs des Kurdes a été durement ressentie. Le recensement de ces billets a montré que le Kurdistan en possédait pour 1 milliard de dinars, soit, au taux actuel, environ 35 millions de dollars. Une somme que les responsables kurdes voudraient voir rembourser sur les avoirs irakiens gelés. Ce qui, à leur avis, aurait aussi pour conséquence de décourager Bagdad d'en faire autant pour les billets de 5 et de 10 dinars.

Aujourd'hui la psychose de l'annulation de ces billets s'est emparée des Kurdes, qui, sans perspective d'une solution de remplacement, ont perdu confiance dans leur monnaie. « Le gouvernement de Bagdad nous a trahis, dans cette affaire, comme un pays étranger », assure M. Massoud, mais l'ONU ne tient pas compte des mesures irakiennes. Les Nations unies doivent tenir compte de la réalité kurde ».

L'incapacité du gouvernement à agir sur une situation économique catastrophique crée une instabilité politique facilement exploitable à la fois par la Turquie, l'Irak et bien sûr l'Irak. Si Ankara n'a pas intérêt à déstabiliser le Kurdistan irakien, il n'en est pas de même pour Téhéran et Bagdad qui ne se privent pas d'agir en sous-main afin d'entretenir une insécurité qui obligera les organisations humanitaires à quitter la région.

FRANÇOISE CHIPAUX

## A TRAVERS LE MONDE

### AFGHANISTAN

Réunion à Kaboul de la commission de défense

La commission de défense, créée il y a un mois par les factions afghanes pour se substituer au ministre Massoud, s'est réunie pour la première fois, mercredi 16 juin, à Kaboul. Elle a confirmé le cessez-le-feu annoncé le 19 mai et va tenter de réquisitionner les armes lourdes des combattants.

Huit des neuf formations islamistes participaient à la réunion, présidée par le chef de l'Etat, Burhanuddin Rabbani. Seule était absente la dissidence du Hazb-Is-lami dirigée par Yunus Khalles. Le général Canooni - bras droit d'Ahmed Chah Massoud - a déclaré qu'un « accord de principe » avait été conclu sur la retraite des roquettes qui ravagent Kaboul depuis des mois. - (AFP.)

### CAMBODGE

Accord à Phnom-Penh sur un « gouvernement national provisoire »

Le prince Ranariddh et Hun Sen ont accepté, mercredi 16 juin, de co-présider un « gouvernement national provisoire » (le Monde du 17 juin). Les vingt-huit ministères devraient être répartis de la façon suivante : onze pour le FUNCINPEC (royaliste, qui compte 58 députés sur 120 à l'Assemblée constituante) et pour le Parti du peuple (PPC au pouvoir, 51 élus), cinq pour la Parti démocrate libéral bouddhiste de Son Sann (10 députés) et un pour le Mollnaka (un député). D'autre part, une conférence internationale, réunie jeudi et vendredi à Phnom-Penh, devrait fixer le date des élections, la fin du mandat de l'APRONUC (Autorité provisoire des Nations unies).

En outre, à l'occasion d'une audience, jeudi matin, au palais royal, le prince Shanouk a accordé son pardon aux anciens dirigeants de la « secession » du Cambodge oriental, son fils le prince Chakrapong et le général Sin Song. Enfin, l'ancien roi a déclaré qu'il réserverait un « accueil chaleureux » aux Khmers rouges au cas où ces derniers décideraient de revenir à Phnom-Penh. Mais, tout en leur demandant de mettre fin à leur zone autonome, le chef de l'Etat ne leur a fait aucune proposition. - (Corresp.)

### CUBA

Importante réduction des forces armées

Dans la plus grande discrétion, le gouvernement cubain a entrepris une importante réduction de ses forces armées - 380 000 militaires les mieux équipés d'Amérique latine, sans compter 1,5 million de membres des farcas paramilitaires - dans le but, notamment, de faire face à la plus grave crise économique que l'île ait connue depuis la trêve de 1962. L'agence officielle Prensa Latina a indiqué, mardi 15 juin, que « Cuba avait des forces armées trop importantes et trop coûteuses par rapport au développement économique de l'île », reprenant des propos du général Raoul Castro, numéro deux du régime et ministre de la défense. Aucune précision chiffrée n'a été donnée mais des rumeurs font état d'une diminution d'au moins un tiers des forces armées régulières. Hormis quelques pièces de rechange, Cuba n'a obtenu, depuis trois ans, aucun armement de la Russie, a indiqué le général Castro. Jusqu'à son éclatement, l'URSS avait gratuitement fourni une grande quantité de matériel militaire à Cuba. Par ailleurs, les autorités cubaines se sont déclarées prêtes à reprendre avec Washington les négociations sur l'indemnisation des firmes américaines nationalisées en 1960. - (AFP, UPI.)

### INDE

Le premier ministre accusé de corruption

Le premier ministre indien a été accusé, mercredi 16 juin, d'avoir reçu un pot-de-vin pour financer une campagne électorale. Narsimha Rao a échoué à démentir. Le principal parti d'opposition, le BJP (hindouiste), a pourtant réclamé sa démission. L'accusateur, Harshad Mehta, est poursuivi en justice pour avoir, en sa qualité de courtier, provoqué une envolée des cours de la Bourse de Bombay, suivie d'un effondrement en avril 1992. Libéré sous caution, il a affirmé avoir apporté lui-même à M. Rao, fin 1991, une valise contenant 6,7 millions de roupies (223 000 dollars) en billets, puis payé un complément de 3,3 millions.

L'argent, assura M. Mehta, devait financer sa campagne pour se faire élire député. Ces révélations ont été démenties par M. Rao, écartant une image d'intégrité. Elles risquent, en outre, d'être à la fois une victoire et une défaite pour lui-même, alors qu'il est en part de victoire au sein de son parti. - (AFP.)

### SLOVAQUIE

Démission du ministre des privatisations

Le ministre slovaque des privatisations, Lubomir Dolgos, a présenté sa démission mercredi 16 juin sur fond de grandes manœuvres en vue d'une nouvelle coalition gouvernementale à Bratislava. Le parti du premier ministre Vladimir Meciar, le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) est minoritaire au Parlement depuis le départ, en mars, du ministre des affaires étrangères Milan Kuzko qui a emmené avec lui sept députés du HZDS. Selon plusieurs indications, M. Meciar cherche à former une coalition avec le Parti national slovaque (SNS) de Ludovit Cernak, qui revendiquerait alors les postes économiques au gouvernement.

M. Dolgos, vice-président du HZDS, a fait l'objet il y a quelques jours d'une motion de censure au sein de son propre parti à la suite de différends sur la politique de privatisation des entreprises d'Etat. - (UPI, Reuters, AFP.)

MEXIQUE : nouvelle purge dans la police. - Le bureau du procureur général de la République a annoncé, mardi 15 juin, à Mexico, le limogeage de soixante-sept policiers spécialisés dans la lutte contre le trafic de drogue. Une enquête de cinq mois a permis de montrer que ces policiers avaient des « activités illégales » ou entretenaient « des relations avec la pègre », ajoute le communiqué du bureau. Cette purge s'ajoute à l'arrestation ces derniers jours d'une dizaine de policiers (le Monde du 16 juin) soupçonnés d'avoir protégé des trafiquants de drogue mêlés à l'assassinat, le 24 mai, de l'archevêque de Guadalajara, le cardinal Juan Jesús Posadas. - (Reuters.)

## DIPLOMATIE

### Cinq nominations d'ambassadeurs

Le porte-parole du gouvernement Nicolas Sarkozy a annoncé mercredi 16 juin la nomination en conseil des ministres de cinq ambassadeurs.

Jean-Louis Lacet en Italie

[ Né en 1933, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, Jean-Louis Lacet a été en poste notamment à Londres (1965-1969), chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République (1970-1974), au Caire (1974-1978), à Rome (1978-1981). Il a été ambassadeur à Dakar (1986-1990). Il était ambassadeur à Tel-Aviv depuis juin 1991.]

Jean Guéguinou en Grande-Bretagne

[ Né en 1941, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, Jean Guéguinou a été chef de cabinet du ministre des affaires étrangères (1973-1976), chargé de mission au cabinet du secrétaire d'Etat auprès du premier ministre (1976-1977), sous-directeur à la direction des affaires africaines et malgaches (1977-1982). Il a été ensuite conseiller général à Jérusalem (1982-1986), puis chef du service d'information et de presse (1986-1990). Il était ambassadeur à Prague depuis août 1990.]

Pierre Brochand en Israël

[ Né en 1941, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, Pierre Brochand a été en poste à Saigon (1971-1975), à Bangkok (1975-1979), consul général à San-Francisco

(1979-1982), sous-directeur d'Asie et Océanie (1982-1985), puis représentant permanent de la France auprès des Nations unies à New York (1985-1989). Il était ambassadeur à Budapest depuis décembre 1989.]

Michel de Bonnacorse auprès des Nations unies à Genève

[ Né en 1940, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, Michel de Bonnacorse Benoulli de Lobien a été en poste à Paris (1965-1969), à Tannan (1969-1974), à la direction des affaires économiques et financières (1985-1986). Il a été directeur général adjoint de

l'UNESCO (1986-1988). Il était ambassadeur à Nairobi depuis mai 1990.]

Jacques Costilhes aux îles Turales

[ Né en 1944, diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales, Jacques Costilhes a été en poste à Pékin (1974-1977), Ankara (1977-1980), New-Delhi (1980-1983). Il a été délégué auprès du ministre de l'Industrie et de la recherche (1983-1986), puis consul général à Séville (1986-1990). Il était consul général à Istanbul depuis mars 1990.]

devrait pas invoquer les droits de l'homme pour s'ingérer sans raison dans les affaires d'un autre Etat. - (Corresp.)

Reginald Bartholomew nommé ambassadeur des Etats-Unis à Rome. - Le diplomate de carrière Reginald Bartholomew, qui fut récemment l'ambassadeur spécial des Etats-Unis pour l'ex-Yougoslavie, a été nommé, mardi 15 juin, ambassadeur à Rome par le président Clinton. Ancien ambassadeur à Madrid (de 1980 à 1983) et à Beyrouth (de 1983 à 1986), M. Bartholomew avait été nommé en 1989 sous-secrétaire d'Etat chargé des programmes d'assistance en matière de sécurité. Il a ensuite été ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'OTAN. Sa nomination à Rome devra être confirmée par le Sénat. - (AFP.)

### « La France doit s'impliquer davantage dans la francophonie »

estime Jacques Toubon

Invité, mercredi 16 juin, de l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française (UJPF), le ministre de la culture et de la francophonie a déclaré : « La France doit s'impliquer davantage, et sans complexe, dans la francophonie. Ce serait dommage de laisser des carcans moraux ou intellectuels français entraver le développement de la francophonie dans le monde ».

An cinquième sommet francophone prévu à Paris-Louis (Maurice), du 15 au 17 octobre, M. Toubon compte proposer « le renforcement des instances politiques de la francophonie ». En contrepoint de cette donne se veut plus énergique, un journaliste libanais a rappelé au ministre les diminutions de crédits culturels au début de l'année, concernant, en particulier, les bourses des étudiants étrangers.

Sur le plan national, M. Toubon a indiqué que le nouveau projet de loi sur l'usage du français en France - remplaçant le texte pré-

paré par Catherine Tasca, secrétaire d'Etat dans le cabinet Bergey - sera présenté à la session parlementaire d'automne. Cette « loi d'ordre public sera plus générale et plus précise » que le projet Tasca. Elle comportera des sanctions pour les contrevenants et la possibilité pour les associations de défense de la langue d'ester en justice. En outre, Matignon rappellera aux fonctionnaires « leur devoir linguistique en France et à l'étranger ».

Le chef de l'Etat soutient apparemment cette politique, n'ayant pas hésité récemment, au Salon du Bourget, à demander à la société Thomson, dont l'affichage était seulement en anglais, de franciser sa présentation, ce qui a été exécuté.

J.-P. P.-H.

(1) L'UJPF (3, cité Bergère, 75009 Paris) groupe 1 920 journalistes francophones (dont 350 Français), répartis dans 50 pays, les derniers adhérents en date étant l'Algérie, la Roumanie, le Cambodge, la Mauritanie et la Guinée.

## Le Monde

En vente chez votre marchand de journaux

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES-MARS 93



# POLITIQUE

Le débat à l'Assemblée nationale sur l'entrée et le séjour des étrangers

## Claude Malhuret (UDF) critique vivement le projet du ministre de l'intérieur

L'Assemblée nationale a repris, mercredi 16 juin, l'examen du texte sur l'entrée et le séjour des étrangers en France. Trente-deux députés sont intervenus au cours des cinq heures de débat qui ont vu les élus de l'opposition attaquer nettement les dispositions de la loi, tandis que quelques voix discordantes - en particulier celle de Claude Malhuret, député UDF et ancien secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme - se faisaient entendre au sein de la majorité.

L'hémicycle semblait bien vide en ce deuxième jour de discussion d'une loi-clé dans le dispositif du gouvernement en matière d'immigration. Seuls une vingtaine de députés siégeaient encore sur les bancs pourpres du Palais-Bourbon, après la séance télévisée des questions au gouvernement. Cela n'a pas empêché Julien Dray (PS, Essonne) d'intervenir avec fougue contre le texte présenté. Cet élu de banlieue, comme il se plaît à se présenter, et qui souhaitait aborder le débat « sans tabous ni fantasmes », s'est attaché à démontrer « l'inefficacité » du projet sur les flux migratoires.

Le principal orateur du Parti socialiste a ainsi déclaré que le gouvernement « s'est trompé de cible » : « C'est une erreur statistique que d'affirmer que ce sont les immigrés

clandestins qui seraient les auteurs de la majorité des faits délictueux commis, a-t-il affirmé. Tous les élus de banlieue le savent : 80 % des « nœuds durs » sont des citoyens français ».

En se fixant comme objectif « l'immigration zéro », le gouvernement se trompe aussi de « concept » : « La France est une nation, une terre d'immigration dans laquelle se fondent depuis toujours les identités. L'honneur et la crédibilité envers nos citoyens consistent à dire que la France aura toujours besoin d'un Georges Weill pour le PSG ou d'un Olivier Roussier pour le PSG ».

M. Dray a expliqué que les dispositions de la loi « fragilisent » ceux qui sont régulièrement installés en France, comme les mesures restreignant le regroupement familial qui « reviennent à la supprimer dans la pratique ».

Reconnaissant la nécessité d'une politique de rigueur en matière d'immigration, le député de l'Essonne a demandé un contingentement par quotas de nationalités, comme l'avait autrefois défendu Charles Pasqua. Le principal orateur socialiste a terminé son réquisitoire en exhortant le gouvernement à ne pas « fabriquer de deux émigrés, car après avoir créé une illusion, le réveil de nos concitoyens sera encore plus violent, s'ils constatent que rien ne change ».

Mais c'est Claude Malhuret (UDF, Allier) qui a créé la surprise par le ton critique de son intervention. Echaudé par le débat en com-

mission des lois, qui avait repoussé l'ensemble de ses amendements, le député a déclaré que le gouvernement n'était pas parvenu à éviter certaines erreurs. En premier lieu, l'ancien secrétaire d'Etat aux droits de l'homme a regretté les obstacles mis au regroupement familial, qui ne lui semblent pas « aller dans le sens de l'intention proclamée de faciliter l'insertion des étrangers régulièrement installés sur notre territoire ».

Il a ensuite insisté sur le respect du droit d'asile, « une règle qu'on ne peut transgresser ».

**M. Pasqua ne laissera pas « dénaturer » son texte**

L'ancien président de Médécins sans frontières demande que l'OF-PRA soit saisi dans tous les cas des demandes d'asile parce que « quiconque s'est un jour préoccupé du problème des réfugiés sait bien que ce sont toujours eux, en raison des persécutions qu'ils subissent, de l'urgence de leur départ, qui ont le plus de chances de ne pas posséder les titres de séjour nécessaires ».

Dans un silence total, rare dans l'hémicycle, le député de l'Allier s'est enfin élevé contre la suppression de l'aide médicale à domicile et de la protection sociale pour les étrangers en situation irrégulière. C'est « très simplement en tant que médecin », au nom d'associations humanitaires, qu'il a demandé à Charles Pasqua « d'entendre les voix qui se lèvent en faveur de l'accès aux soins pour tous, affirmée en janvier 1988 par le ministre des affaires sociales ».

Philippe Séguin. « On ne peut se glorifier de l'action d'associations telles que Médécins sans frontières ou Médécins du monde lorsque, en Bosnie, en Somalie ou au Cambodge, elles apportent une aide humanitaire qui a fait l'honneur de la France, et balayer leurs objections d'un revers de main lorsqu'elles nous interpellent à partir de leur expérience auprès du quart-monde en France ».

Le député a indiqué qu'il avait déposé sur ces deux points des amendements dont l'adoption conditionnerait son vote.

Après avoir, un autre député de la majorité, Jean-Jacques Hyest (UDF, Seine-et-Marne), avait fait part de ses réticences sur certains amendements, adoptés en commission, renforçant le côté répressif du projet de loi. Opposé au lien introduit entre la régularité du séjour et le droit au mariage, le député conteste à son tour la pertinence de cette disposition, outre les problèmes constitutionnels qu'elle posait, avait un « caractère morallement choquant » car elle allait « rendre impossibles des situations qui méritent que nous soyons attentifs ».

Les deux députés se trouvaient bien seuls dans leurs rangs à appeler à la modération. Parmi la trentaine d'inscrits intervenant en soutien à la politique annoncée, la plupart réclamaient au contraire un durcissement du projet, notamment en matière de mariage. Les députés devaient trancher ce débat en votant dès jeudi 17 juin sur les amendements. Charles Pasqua les a cependant déjà prévenus qu'il s'opposerait aux amendements « qui auraient pour conséquence de dénaturer le texte, soit qu'ils le durcissent, soit qu'ils l'affaiblissent ». Et pour mieux se faire comprendre, il a ajouté : « Je ne laisserai pas dénaturer ce texte. Chacun devra prendre ses responsabilités ».

SYLVIA ZAPPI

Président de la commission des affaires sociales

## Michel Péricard (RPR) souligne « l'impatience » des députés devant le problème de l'emploi

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 16 juin, avec quelques modifications, le projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage, dont la discussion en séance publique est prévue le 21 juin. Le président de la commission, Michel Péricard (RPR), a souligné « l'impatience » avec laquelle les députés attendent un grand projet de loi sur l'emploi.

Visiblement, le projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage, présenté par Michel Girard, ministre du travail, laisse les députés de la majorité sur leur faim ; c'est vrai, en tout cas, pour ceux d'entre eux, qui sont membres de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, présidée par Michel Péricard (RPR), et qui ont en à examiner le projet gouvernemental mercredi. Alors que l'emploi est, aux yeux de tous, la priorité absolue, les commissaires estiment insuffisant ce texte, qui ne comporte que deux dispositions : l'une prévoit l'exonération des cotisations d'allocation familiale pour les bas salaires, l'autre accorde une aide fiscale pour l'embauche de nouveaux apprentis en 1993.

Michel Péricard a souligné « l'impatience » manifestée « par tous » devant le texte proposé, « dans l'attente du projet de loi quinquennal sur l'emploi », prévu seulement pour l'automne. Plusieurs commissaires, dont Jean-Yves Chamard (RPR, Vienne) et René Couanau (UDF, Ille-et-Vilaine) ont souhaité, d'ailleurs, que certaines dispositions prévues dans ce futur projet soient intégrées dans le texte actuel, afin d'être

opérationnelles dès la rentrée de septembre. Expression symbolique de l'insatisfaction des commissaires, ils proposent de modifier le titre du projet de loi, jugé gonflé par rapport à la portée réelle du texte, lequel ne mériterait, selon eux, pas davantage que l'appellation « projet de loi portant diverses mesures d'urgence en faveur de l'emploi ».

Sur le fond, la commission a adopté plusieurs amendements proposés par Jean-Paul Fuchs (UDF, Haut-Rhin), qui traduisent les demandes de la majorité au gouvernement. Elle entend simplifier et élargir le dispositif d'exonération des cotisations d'allocation familiale pour les bas salaires, en substituant au double seuil (l'un pour une exonération totale, l'autre pour une exonération de moitié) un seuil unique (fixé à 1,2 fois le SMIC), donnant droit à une exonération totale. Elle souhaite étendre cette disposition aux entreprises de travail temporaire.

Mettant en pratique l'idée, chère à l'UDF, de régionalisation de la politique de l'emploi, la commission veut instituer un fonds régional pour l'emploi, doté par l'Etat, pour permettre de déléguer aux collectivités locales une partie des crédits de la puissance publique en faveur de l'emploi. Elle souhaite supprimer, en outre, le plafonnement de la réduction d'impôt (25 000 francs) pour les emplois familiaux, « afin de favoriser leur essor ». Enfin, un crédit d'impôt et la prise en charge totale par l'Etat de la rémunération des contrats emploi-solidarité couverts par les collectivités locales dans le domaine de la protection de l'environnement seraient de nature, selon elle, à encourager le développement des emplois dans ce secteur.

CLAIRE BLANDIN

Selon un amendement du gouvernement

## Un étranger en situation irrégulière ne pourrait plus devenir français par mariage

Sous couvert de repousser les assauts des extrémistes de sa majorité, le gouvernement est-il en train de raidir ses projets à l'égard des étrangers ? Mercredi 16 juin, peu avant la reprise du débat sur ce texte, la commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté un amendement du gouvernement prévoyant qu'une personne « dont le séjour en France est irrégulier » ne peut acquérir la nationalité française.

En introduisant un amendement en code de la nationalité (article 79), le gouvernement vise à empêcher un étranger en situation irrégulière, qui épouse un ressortissant français, de devenir lui aussi français. Il s'agit, selon Jean-Pierre Philibert, député (UDF) de la Loire et rapporteur du projet de loi sur l'immigration, d'obtenir le retrait de l'amendement très restrictif d'Alain Marsaud, qui vise à subordonner tout mariage d'un ressortissant français avec un étranger à la condition de la régularité du séjour de ce dernier.

Cette disposition, qui figurait dans les premières versions du projet gouvernemental, avait disparu

du texte adopté en conseil des ministres. Une telle tutelle à la liberté du mariage risquait en effet d'être jugée non conforme à la Constitution, et contraire à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme. M. Philibert avait d'ailleurs utilisé ce dernier argument pour combattre l'amendement Marsaud. Il n'avait pas été suivi par la commission des lois.

En proposant de fermer la voie de la nationalité française aux époux étrangers sans papiers, sous couvert de repousser un amendement sans avenir, le gouvernement reprend un amendement au projet de révision du code de la nationalité, que Pierre Méhaignerie avait rejeté lors de la discussion à l'Assemblée nationale. Une telle disposition, si elle est adoptée, n'empêchera pas la célébration d'un mariage. D'autre part, la loi, même réformée, n'empêchera pas un étranger d'obtenir sa carte de résident après son mariage. Le projet du gouvernement institue cependant un délai d'un an avant que cette démarche ne soit possible, et de deux ans pour obtenir la nationalité française.

Pendant la première année de son mariage, l'étranger en situation irrégulière pourra faire l'objet d'une

mesure de reconduite à la frontière ou d'expulsion. Dans ce cas, il ne sera pas en mesure de régulariser sa situation et, avec l'amendement gouvernemental, ne pourra pas devenir français. Se trouvera dans la même impasse l'époux d'un étranger en situation irrégulière. Même s'il est né en France, il ne pourra plus obtenir ni carte de résident (le projet supprime cette possibilité existant pour les enfants résidents en France depuis au plus l'âge de dix ans), ni la nationalité française, et se trouvera donc réduit à la clandestinité à vie.

Pour M. Philibert, l'amendement gouvernemental empêchant l'acquisition de la nationalité est « régressif » mais constitue « un mauvais pas » par rapport à la disposition prévue par M. Marsaud, et devrait « satisfaire les maires qui veulent contrôler mieux les mariages ». Tel n'était pas, mercredi 16 juin au soir, le sentiment de Jean-Jacques Hyest, vice-président (UDF) de la commission des lois. « L'attente que ça tombe sur un fil de député », lâchait-il, à propos de ce nouvel obstacle mis à l'acquisition de la nationalité française.

PHILIPPE BERNARD

Au Sénat

## Les socialistes argumentent vainement contre la réforme du code de la nationalité

Les sénateurs ont continué, mercredi 16 juin, l'examen en seconde lecture de la proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité. Il a été question des morts algériens du mont Cassin, de saint Augustin et de la générosité romaine en matière d'octroi de citoyenneté, et même du service national étendu aux filles afin de multiplier, à l'intention de celles nées en France de parents étrangers, les occasions de demande de la nationalité française. Les socialistes n'ont jamais été à court d'idées pour tenter de convaincre la majorité sénatoriale qu'elle fait fausse route en approuvant une seconde fois, à de très rares réserves, la réforme du code de la nationalité.

Imperturbables sous la mitraille d'arguments servis par Monique Ben Guiga (Français établis hors de France), Françoise Seligmann (Hauts-de-Seine), Jean-Luc Mélenchon (Essonne) et Michel Dreyfus-Schmidt (Territoire de Belfort), la majorité sénatoriale et le gouverne-

ment ont décidé de faire le gros dos, en abrégant les débats aussi souvent qu'il leur a été possible, au grand déplaisir de l'opposition, qui s'est souvent déclarée frustrée de véritables explications.

Le principe du remplacement de l'acquisition automatique de la nationalité pour les enfants d'étrangers nés en France par une démarche volontaire a été adopté à une écrasante majorité par les sénateurs. Seuls les communistes et les socialistes s'y sont opposés. Pour l'instant, le Sénat s'est contenté d'apporter de petites retouches à la proposition en supprimant, dans le texte de l'Assemblée nationale, l'obligation de manifester la volonté d'acquiescer à la citoyenneté française pour les enfants nés à l'étranger de parents français. Il a réduit, aussi, de deux à un an le délai durant lequel l'acquisition de la nationalité par le mariage pour cause d'indignité ou de défaut d'assimilation.

G. P.

## M. Mazeaud (RPR) souhaite un ministre du travail « charismatique »

Pierre Mazeaud, député RPR de Haute-Savoie, a critiqué, mercredi 16 juin sur Radio Shanon, Michel Girard, ministre du travail et de l'emploi, en affirmant qu'il préférerait voir à ce poste « quelqu'un de charismatique ». Le président de la commission des lois de l'Assemblée nationale s'en est notamment pris à la vision « défaitiste » de M. Girard à qui il a reproché ses propos « non nœuds ».

Faisant allusion à la succession de trois textes relatifs à l'immigration et à la nationalité dont les députés ont dû récemment débattre, M. Mazeaud a indiqué qu'il « serait préférable de légiférer sur des dispositions concernant la situation économique ». Il a enfin noté que M. Balladur avait « déjà été tenu d'apporter des correctifs » à sa politique économique, ajoutant : « Il me semble qu'il va être obligé d'en apporter de nouveaux ».

## Certaines dispositions du texte « peuvent entraîner des conséquences graves pour la santé publique »

estime le conseil de l'ordre des médecins

Le conseil national de l'ordre des médecins a « tenu à souligner », mercredi 16 juin, que « certaines dispositions » du projet de loi Pasqua sur l'immigration « peuvent entraîner des

conséquences graves pour la santé publique ». « Le médecin est tenu de soigner avec la même conscience tous ses malades, quels que soient leur condition, leur nationalité, leur religion, leur réputation et les sentiments qu'ils lui inspirent », rappelle l'ordre dans un communiqué.

L'ordre, qui comprend l'ensemble du corps médical devant le projet de loi et s'y associe, souligne que ce projet « comporte des dispositions, modifiant le code de la santé publique, qui sont en contradiction avec le code de déontologie médicale ». Il « dénonce des mesures discriminatoires qui aboutiraient à exclure un certain nombre de patients de la possibilité de recevoir des soins, d'autant qu'il s'agit souvent de ceux qui en ont le plus besoin ». En outre, le recours à des fichiers pour décider de cette exclusion apparaît une mesure contraire au respect des libertés individuelles, principe auquel l'ordre affirme, en conclusion, être « particulièrement attaché ».

# DUBLIN

# 1100 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS  
PRIX A CERTAINES DATES

## Nouvelles Frontières.

### On ne vit que mille fois.

## NOUVELLES FRONTIERES

Et après  
le galop des poneys sauvages  
autour des lacs verts,  
écouter crépiter les flammes dans  
la cheminée d'un manoir ancestral  
ne vous coûtera pas plus cher  
que votre couvre-lit en poil de zébu.\*

\* L'Irlande avec Nouvelles Frontières,  
c'est aussi des séjours ou des circuits,  
avion compris, à partir de 2 990 F.

CONTACTEZ UNE DE NOS 150 AGENCES EN FRANCE  
TAPÉZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 41 41 58 58







## POLITIQUE

Au cours d'un colloque du Forum du futur

# Philippe Séguin dénonce « un véritable Munich social »

Invité par Jacques Baumel, député (RPR) des Hauts-de-Seine et président du Forum du futur, à clore, mercredi 16 juin à Paris, un colloque de cette association sur le thème des « nouvelles stratégies en faveur de l'emploi », Philippe Séguin a prononcé un discours d'une heure, qui a été longuement applaudi par l'assistance. Le président de l'Assemblée nationale, député (RPR) des Vosges, s'est élevé contre ce qu'il a appelé le « véritable Munich social » auquel se plient, selon lui, les gouvernements successifs.

« Non, il n'est pas vrai que la lutte contre le chômage soit, comme on nous le dit, la priorité des politiques conduites par les pays développés, alors même qu'ils comptent, désormais, plus de trente-six millions de personnes privées d'emploi », a dit M. Séguin. Oui, l'ai le regret de l'affirmer — mais ne s'agit-il pas que d'un constat? — la préoccupation de l'emploi demeure seconde dans les choix qui sont effectués, reléguée qu'elle est après la défense de la monnaie, la réduction des déficits publics, la productivité ou la promotion du libre-

échange (...). C'est bien à un renversement complet des valeurs et des choix fondamentaux qu'il faut nous atteler de toute urgence. En réalité, et je pense mes mots, nous vivons depuis trop longtemps un véritable Munich social.

Estimant nécessaire de privilégier la « pleine activité », plutôt que la recherche du « plein emploi », M. Séguin a dénoncé « le catéchisme simpliste et dérisoire qui nous invite à attendre la reprise, pour les uns, la fin d'un cycle, pour les autres ». « Tout au discours sur le franc fort, la désinflation compétitive et la compétitivité des entreprises, nous avons cantonné la lutte contre le chômage à un rôle d'accompagnement », a-t-il ajouté. « Nous avons accepté ce pari monstrueux de transformer l'emploi en variable d'ajustement des économies contemporaines. »

« C'est un nouveau pacte social qu'il nous faut fonder, une nouvelle donne qui assure à chacun, une place — et par conséquent une activité — dans la société », a déclaré le président de l'Assemblée, qui a appelé à l'expression d'une volonté politique s'appuyant sur « des choix nets et des orientations clairement définies » pour combattre le chômage.

M. Séguin a stigmatisé « trois idées

fausses », auxquelles il a opposé « une spécificité économique française ». La première, selon lui, consiste à croire que le chômage national trouvera sa solution à travers une éventuelle reprise de la croissance mondiale; la deuxième fait du libre-échange, « sans entrave ni régulation », un facteur de création d'emplois dans notre pays; la troisième pose comme principe « l'absence de capacité d'action de la France, qui n'aurait d'autre choix que de se sacrifier, de se fonder, de se dissoudre dans ce mélange-pot des échanges économiques mondiaux portés par la déréglementation ».

### Dissoudre le GATT

Appelant à une « révolution pour l'emploi », le député des Vosges a assuré que le GATT est confronté à « une crise structurelle qui ne doit rien aux circonstances » et qui, d'après lui, justifierait « sa dissolution pure et simple ». Fustigeant le libre-échange qui s'y attache, M. Séguin l'a comparé à un « piquet qui ligote l'agneau européen, promis à la voracité de concurrents à combien plus féroces ». Et sans reconnaître le nom de Maastricht, il s'est prononcé sur l'Union européenne comme

d'une « absurdité économique et historique » qui, s'inspirant d'une « conception monétariste », « se refuse à considérer les problèmes de l'emploi ».

M. Séguin a indiqué que « la Communauté européenne doit donc impérativement être relancée », en insistant sur l'usage de ce dernier verbe. « Il nous faut à nouveau imaginer, pour l'Europe comme pour la France, à-t-il poursuivi, un projet politique de changement, qui concilie la préférence communautaire, indispensable à la préservation de nos systèmes sociaux, et l'ouverture raisonnée, qui permettra l'exercice d'une solidarité active en direction de l'Est et du Sud. »

Dans la dernière partie de son exposé, consacré aux pistes pouvant mener à des solutions, M. Séguin a suggéré de poursuivre et d'approfondir la réflexion sur l'aménagement du temps de travail, la formation et l'apprentissage. Il a jugé « inacceptable » le « discours scandaleusement répandu par certaines officines, selon lequel la protection sociale joue contre l'emploi », précisant que « la compétitivité des entreprises ne remet pas nécessairement en cause la protection sociale, mais son mode de financement ». Il s'est donc prononcé pour la fiscalisation de ce finan-

cement. A cette fin, M. Séguin a proposé soit d'étendre la contribution sociale généralisée (CSG) et de la fonder dans l'impôt sur le revenu, soit de créer une TVA sociale, qui « permettrait, en élargissant l'assiette de prélèvement, d'envisager une baisse de 20 % des charges supportées par le travail ».

« L'importance de notre secteur public est généralement présentée comme un handicap pour la compétitivité de notre pays, a observé M. Séguin. C'est faux sur le plan économique, comme le démontrent les théories de la croissance endogène. C'est surtout erroné sur un plan pratique, tant le secteur public peut être un atout pour la lutte contre le chômage. » Cette remarque l'a conduit à qualifier de « maladresse » l'idée d'une diminution programmée des effectifs de la fonction publique. Avant de marquer sa préférence pour un rétablissement de l'autorisation administrative préalable aux licenciements, le président de l'Assemblée s'est déclaré en faveur de la création, par fusion, d'un « grand service de l'emploi, placé sous l'autorité du ministre du travail », qui pourrait passer, selon lui, par « une nationalisation de l'assurance-chômage ».

## « L'autre politique »

Suite de la première page

« Je ne néglige pas le risque d'interprétation erronée qu'impliquent certaines de mes analyses », a-t-il dit. C'est par ces mots que Philippe Séguin a achevé, mercredi 16 juin, un discours prononcé dans le cadre d'un colloque sur l'emploi organisé par le Forum du futur, que préside Jacques Baumel, député (RPR) des Hauts-de-Seine. Le président de l'Assemblée nationale a ajouté : « Je n'ai pourtant pas une approche, j'ai simplement contesté une approche, dont nous sommes tous solidaires depuis de nombreuses années. Une approche dont la faillite est avérée. »

Certes, la prudence est la mère des vertus, mais cette observation de biochimie, délivrée à la page 46, n'efface en rien les condamnations distillées tout au long des quarante-cinq précédentes. Et si M. Séguin coustoute davantage une approche qu'une politique, il concède, peut-être que la première peut impliquer la seconde. Irra-t-il jusqu'à admettre qu'il se propose une autre, s'écarter de celle qui, ayant déjà fait faillite, ne peut coexister qu'au dépôt de bilan?

Respectueux du fameux devoir de réserve, qui n'est pas le devoir de silence, le président de l'Assemblée, en l'espace de deux colloques distants de quarante-huit heures, a développé longuement les aspects internationaux, c'est-à-dire « européens » (le Monde du 16 juin), et intérieurs, c'est-à-dire sociaux (voir

ci-contre), d'une « autre approche » politique. Qu'il le veuille ou non — son entourage écarte toute malice dans sa démarche — la double apparition publique de M. Séguin, en réponse à l'invitation de deux « compagnons » qui, comme lui, s'étaient prononcés contre la ratification du traité de Maastricht, apparaît comme une sortie du bois. Compte tenu des délais d'organisation des colloques, il serait vain de vouloir démontrer que le moment a été bien choisi. Tout au plus tombe-t-il à pic.

C'est bien, à priori, principalement, de la préférence communautaire, pour sa partie européenne, et de l'emploi, pour sa partie nationale, que va s'articuler le débat politique. Celui-ci campe encore, pour le moment, sur le terrain des projets relatifs à l'immigration soumis aux parlementaires par Charles Pasqua.

### En opposition ouverte

Il n'est pas indifférent que les deux personnalités de poids qui offrent une image de rupture par rapport à la continuité tranquille que représente le chef du gouvernement soient les deux dirigeants du RPR qui ont conduit la bataille contre Maastricht. Leurs cas, cependant, ne peuvent être confondus. Si le ministre de l'Intérieur présente un profil sécuritaire, qui peut lui donner un « plus » aux yeux de l'opinion, il n'en demeure

pas moins qu'il est soumis à la solidarité gouvernementale et, par là même, privé d'une liberté qui ne fait pas défaut à son ancien « complice ».

A l'évidence, M. Séguin, et lui seul, est en mesure d'apporter un correctif à l'affirmation balladurienne selon laquelle un échec de l'équipe en place ouvrirait irrémédiablement la porte à l'aventure, autrement dit à l'extrême droite.

Homme de recours, le président de l'Assemblée se taille également un habit de chef de file. La différence qu'il fait entendre distinctement, pour la première fois depuis son élection au « perchoir », est celle d'un homme qui, au lieu de se laisser entraîner par le courant, se tient debout sur son socle. M. Séguin fait comprendre que la gauche, en se laissant entraîner par le courant, se laisse entraîner par le courant. M. Séguin fait comprendre que la gauche, en se laissant entraîner par le courant, se laisse entraîner par le courant.

Alors que des ministres — dont M. Pasqua — et des dirigeants RPR tout pression sur le chef du gouvernement pour qu'il accepte de coopter une liste unique de la droite aux européennes, M. Séguin fait comprendre que la gauche, en se laissant entraîner par le courant, se laisse entraîner par le courant.

Il va sans dire que l'hypothèse de deux listes à droite — une troisième, conduite par Philippe de Villiers, risquerait d'être l'ennemie de celle du RPR et celle de l'UDF — est la moins avantageuse pour M. Balladur. Elle compromet l'unité de la majorité et elle place le gouvernement sous tension, au risque de faire sauter un fusible. Le premier ministre n'a-t-il pas déjà menacé de « rendre son tablier », selon l'expression rapportée par un de ceux qui le côtoient, dans le cas où ses ministres s'engageraient derrière l'une ou l'autre liste? Il ne faut donc pas se tromper. En toile de fond du débat qui s'ouvre à distance contre M. Balladur et Séguin, c'est une opposition de conceptions entre un homme qui se veut un héritier du général de Gaulle et un élève de Georges Pompidou qui est présentée à l'opinion publique.

OLIVIER BIFFAUD

## En attendant le nouveau Keynes

par Alain Lebaube

A un moment où à un autre, fatalement, un autre discours sur l'emploi et la politique économique devait apparaître. Il n'y a rien d'étonnant à ce que ce soit Philippe Séguin qui, le premier parmi les hommes politiques, en arrive à le prononcer. L'ancien ministre des affaires sociales de Jacques Chirac, déjà pourfendeur du traité de Maastricht, a su saisir le moment pour, une fois de plus, marquer la différence. Parce que, fondamentalement, il agit toujours en solitaire, il était le seul à pouvoir prendre le contre-pied, tout en confirmant ainsi sa propre logique.

Avec ce discours, le tout nouveau président de l'Assemblée nationale inaugure une stratégie de rupture et se pose en recours alternatif. Pas seulement à l'égard du gouvernement — ce qui serait mesquin à ses yeux — mais d'abord de l'ensemble de la classe politique, englobée dans le même reproche de myopie, et, surtout, de la politique économique et sociale pour laquelle il réclame « une révolution culturelle ». Foin de petites phrases donc. Il s'agit, cette fois, d'un réquisitoire pluriel qui entraîne tout sur son passage et ne s'embarrasse pas de détails. A l'en croire, le « big bang » de Michel Rocard, dont il note que « son erreur est notre erreur à tous », ressemble à une aimable plaisanterie.

Puisque Keynes est mort, pour reprendre une formule célèbre, le temps est arrivé où il va falloir changer de logique, sauf à prendre le risque de donner « raison à Marx ». Les politiques économiques ayant failli, et les logiques étant arrivées à leur terme, il faut « inventer une nouvelle donne qui passe, pile-mêle, par la remise en cause du GATT, la redéfinition des équilibres mondiaux, le ré-orientation » de la Communauté européenne, ou de nouvelles règles du jeu monétaire. Ni plus ni moins.

Avec des mots extrêmement durs (« Munich social », « catéchisme simpliste et dérisoire », « véritable guerre civile froide », etc.), Philippe Séguin instruit le procès d'un mécanisme qui emène tous les pays, et singulièrement la France, au bord du gouffre. Au nom du désastre social annoncé, il accuse les effets de l'internationalisation de l'économie, s'en prend aux excès du libre-échangeisme sans pour autant se résoudre au protectionnisme, et pourfend le « dumping social » qui, au revers des produits à bas prix, amène les nations industrielles à importer la misère des pays en voie de développement. Rien ne résiste à sa critique, terriblement argumentée, et c'est bien à un constat de désolation qu'il se livre.

### L'écueil du populisme

S'il en était resté là, M. Séguin aurait simplement ouvert la brèche pour l'expression d'un nouveau populisme que l'on sent poindre. Il a donc cherché à muscler tout à la fois le chapitre des révisions culturelles à entreprendre, et le registre des contre-propositions. Au-delà du numéro de chamboule-tout, il laisse voir le début d'un programme et, habilement, réussit à lui donner une cohérence avec ses positions anciennes sur le traité de Maastricht.

Fortement ancrée dans son raisonnement, la notion de « pleine activité » (apparus pourtant dans Michel Delabarre) est appelée à se substituer à celle de « plein emploi », devenue inaccessibile. Dès lors que la croissance, seule, n'est pas en mesure, durablement, de permettre la création d'emplois nécessaires, il faut que la reconquête sociale ne soit plus uniquement rattachée au travail. Dans la continuité de sa tentative de 1986-1988, en faveur de ce qu'on

appelle depuis « les emplois de proximité », il convient de réhabiliter certaines de ces fonctions « conviviales » qui participent « du progrès du bien-être ».

S'inspirant des réflexions de Robert Reich, secrétaire d'Etat au travail américain, il imagine une segmentation du marché du travail, faisant la différence entre les secteurs exposés à la concurrence internationale et ceux qui sont protégés. Pour sauver notre modèle de protection sociale, il préconise cette distinction et en vient logiquement à proposer la création d'un secteur public subventionné. En substance, dit-il, il est suicidaire de vouloir faire de l'entreprise privée « le modèle unique » et il serait temps de ne pas confondre systématiquement le rentabilisme financier et l'intérêt collectif.

En France, cela le conduit à définir des priorités que l'on ne retrouve pas toujours chez M. Balladur. La protection sociale doit être fiscalisée rapidement, soit par la contribution sociale généralisée, soit par la TVA. Les différents services publics de l'emploi doivent être unifiés. Il faut envisager le retour de l'autorisation administrative de licenciement que, ministre, il avait supprimée en 1986. Enfin, il réclame la « nationalisation » de l'UNEDIC et considère qu'il faut en finir avec « la fiction du paritarisme » quand, face au fléau social que constitue le chômage, ne doit s'exprimer que « la solidarité nationale ».

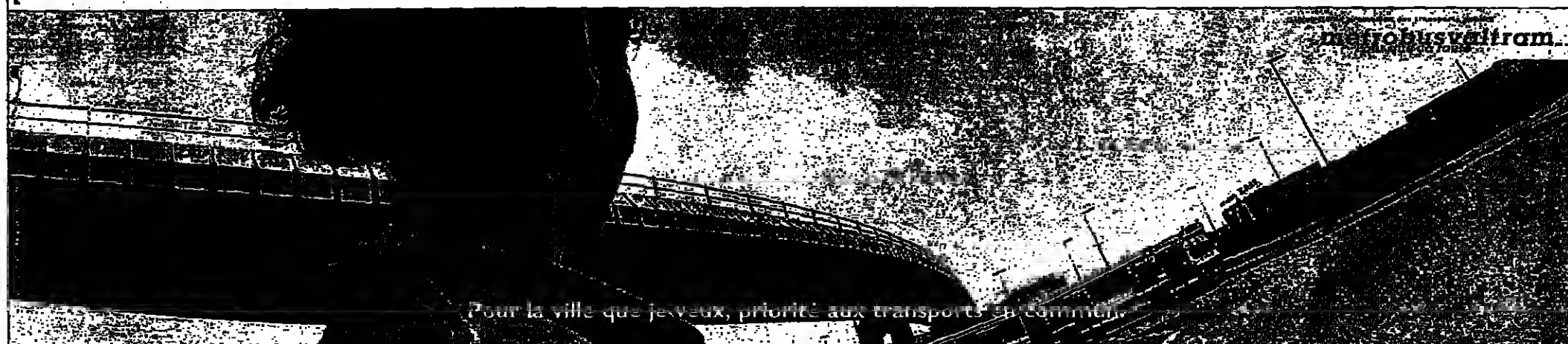
Ces thèses seront sans aucun doute violemment combattues. Il faudra les analyser et les compléter. Il n'empêche. Il revient à Philippe Séguin d'avoir, enfin, ouvert le débat. Et d'avoir créé les conditions pour qu'il ait lieu sur les vrais enjeux. Désormais, on ne pourra plus éviter cette discussion. A défaut de la trancher.

## Le Monde PUBLICITÉ ÉVASION

Renseignements : 46-62-73-22

## à Toulouse, on est "métro - bus" ou "bus - métro"

à Toulouse, maintenant, on conjugue la première ligne de métro automatique, le Val, avec les bus qui relient tous les quartiers



Pour la ville que je veux, priorité aux transports en commun.



# SOCIÉTÉ

JUSTICE

A Aix-en-Provence

## La cour d'appel confirme la déchéance de Charles Debbasch de la présidence de la Fondation Vasarely

Dans un arrêt rendu mercredi 16 juin, le premier chambre civile de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, présidée par Jean-Pierre Rénard, a confirmé le jugement rendu, le 8 avril dernier, par le tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence, concernant, en particulier, la déchéance de Charles Debbasch, ancien doyen de la faculté de droit d'Aix-Marseille, de la présidence de la Fondation Vasarely.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Cette procédure avait été engagée par le peintre Victor Vasarely et sa famille contre la fondation Vasarely, Charles Debbasch et deux autres administrateurs, membres de l'université, Jean-Claude Ricci et Jean-Jacques Bousquet. Elle visait à faire constater la nullité d'un conseil d'administration de la Fondation, tenu le 22 juillet 1992, et à obtenir l'annulation de toutes les décisions prises lors de ce conseil, à commencer par le renouvellement dans leurs fonctions d'administrateurs de MM. Debbasch, Ricci et Bousquet. Par le jugement du 8 avril, les requérants avaient obtenu

satisfaction de toutes leurs demandes, à l'exception du versement de dommages et intérêts. Un administrateur provisoire, Jean Cosselin, ancien président du tribunal de commerce de Paris, avait été nommé (le Monde du 15 mai). L'université de droit, d'économie et de sciences d'Aix-en-Provence, gestionnaire de la Fondation depuis 1981, était intervenue volontairement à l'instance.

Dans ses attendus, la cour d'appel souligne que le choix des administrateurs est une « émanation de Victor Vasarely (prérogative qu'il détenait en tant que fondateur) ou de son représentant qualifié » et « n'avait fait de sa part l'objet d'aucune ratification expresse ou implicite non équivoque. Il échut de constater, poursuit-elle, que les fonctions des trois membres concernés ont cessé à leur expiration, le 8 juillet 1992 (...) et que, par voie de conséquence, les fonctions de président de la Fondation exercées par Charles Debbasch ont également pris fin à la même date ».

Sar la régularité du conseil d'administration du 22 juillet 1992 au sein duquel les professeurs de l'université d'Aix-Marseille-III sont majoritaires, la cour a relevé, de MM. Debbasch, Ricci et Bousquet, par le jugement du 8 avril, les requérants avaient obtenu

mesure d'apporter la preuve de « la délivrance de convocations contenant notification de l'ordre du jour ». La cour conclut que « la Fondation étant dépourvue de ses principaux organes statutaires, (...) il convient de confirmer la désignation d'un administrateur judiciaire ».

Diffamations et fausses nouvelles

Dans un communiqué, le président de l'université de droit d'Aix-Marseille, Lucien Capella, indique qu'il « a pris acte de la décision de la cour d'appel » tout en se réservant « la possibilité d'introduire un pourvoi en cassation ». Il annonce, d'autre part, sa décision de « saisir le tribunal administratif de Marseille afin d'obtenir de la famille Vasarely qu'elle poursuive l'exécution de la convention (celle, du 10 février 1981) liant la Fondation et l'université et qu'elle soit condamnée à verser à l'université 60 millions de francs de dommages et intérêts pour le préjudice causé à l'université depuis trois ans ».

Selon ce communiqué, « les héritiers Vasarely ont par divers comportements, porté atteinte au fonctionnement financier de la Fondation et à la réputation de la gestion universitaire dans le seul but d'obtenir la réduction des donations faites par l'artiste ou le fondateur de la Fondation et de reprendre à l'université la gestion de la Fondation (...) ». Devant l'ampleur des diffamations et fausses nouvelles diffusées dans cette affaire, le président de l'université indique, enfin, qu'il « vient de décider de rendre public, ce jour même, un Livre blanc ».

Selon ce document, « deux voies sont utilisées : la tentative de déstabilisation du président [Charles Debbasch], sur lequel pèsent un flot d'accusations pour le forcer à se démettre » et « la tentative de déstabilisation de la gestion de la Fondation, qui conduit à mettre en cause l'université ».

En conclusion, M. Debbasch affirme que, « par des initiatives répétées et maladroites, la famille Vasarely a tenté de couvrir ses propres irrégularités en accusant l'université et ses gestionnaires de ses propres fautes ». Ce résumé, sorte de plaidoyer pro domo, est complété et illustré par vingt et une pièces, dont un ensemble de lettres adressées, entre février et juin 1991, par André Vasarely, fils aîné du peintre, à son avocat, M. Eric Turcon.

De son côté, M. Jean Leclerc, l'avocat aixois de la famille Vasarely, s'est félicité de l'arrêt de la cour qui constitue une étape décisive dans la manifestation de la vérité (...). Comme tant la publication du Livre blanc, il estime que « M. Debbasch tente, ainsi d'entraîner l'université dans un litige qui lui est étranger afin d'échapper à la question de fond que pose ce dossier, c'est-à-dire les graves malversations qui ont été commises alors qu'il présidait la Fondation ».

« La justice pénale, conclut-il, doit, à présent, donner suite aux plaintes pour escroquerie et abus de confiance déposées par l'artiste et sa famille. »

GUY PORTE

Mettant en avant la « souveraineté » de l'Etat russe

## La justice française refuse de se prononcer sur le sort des Matisse confisqués

Le tribunal de grande instance de Paris a déclaré irrecevable, le mercredi 16 juin, la demande, faite par Irina Chitchevskaya, fille de l'industriel et collectionneur russe Sergueï Chitchevski, de mise sous séquestre des Matisse exposés au Centre Georges-Pompidou (le Monde du 25 février 1993). Certaines de ces toiles avaient été confisquées à la suite d'un décret signé par Lénine en 1918.

Dans un premier temps, M. Chitchevski se voyait demandé la restitution à l'Etat russe, faisant valoir qu'en France l'ordre public impose qu'un propriétaire ne soit pas privé de ses biens « sans une juste et valable indemnité ». M. Chitchevski s'était pourtant déstabilisé afin que son père puisse être honoré lors d'une exposition à Essen en Allemagne : une substantielle autologie de la collection de l'indus-

triel russe (des œuvres majeures de Picasso, Matisse et Gauguin, entre autres) y est présentée à partir du 24 juin. Et le directeur du Musée de l'Ermitage à Saint-Petersbourg, M. Piotrovski, avait fait savoir publiquement qu'aucune toile issue de l'ancienne collection de l'industriel ne sortirait de Russie si un décret de saisie planait sur ces œuvres.

Les adversaires de M. Chitchevski ont refusé ce déstabilisme. Le tribunal a estimé qu'il ne pouvait pas juger cette affaire, qui met en cause la Fédération de Russie, ce raisonnement de l'immunité des Etats souverains : « Le caractère éventuellement spoliateur » de la nationalisation « ne saurait changer la nature d'acte de souveraineté », a-t-il indiqué. La querelle judiciaire risque de se poursuivre en appel.

E. de R.

Pierre Méhaignerie invoquant des difficultés pratiques

## L'entrée en vigueur du nouveau code pénal est reportée au 1<sup>er</sup> mars 1994

Estimant que le nouveau code pénal ne pourrait pas entrer en vigueur dans de « bonnes conditions », la garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, a décidé de reporter de six mois la date d'entrée en vigueur retenue par la loi du 16 décembre 1992. Le texte devrait donc être appliqué dans les juridictions à partir du 1<sup>er</sup> mars 1994, et non plus à partir du 1<sup>er</sup> septembre prochain. « Le fonctionnement de l'institution judiciaire a été gravement perturbé par l'application de la loi du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale, note le compte rendu du conseil des ministres. L'adaptation de l'outil informatique des juridictions ne pourra par ailleurs être achevée à cette date ».

L'application des nouvelles dispositions de code de procédure pénale suscite déjà de nombreuses difficultés, magistrats et avocats craignent que l'entrée en vigueur sans grande préparation d'un code pénal entièrement refondu déstabilise totalement les juridictions. Dans une pétition adressée en septembre 1992 aux présidents des commissions des lois et des groupes parlementaires de l'Assemblée nationale et

du Sénat, quarante-trois universitaires spécialistes du droit pénal s'étaient d'ailleurs inquiétés de cette mise en œuvre « précipitée » (le Monde du 1<sup>er</sup> octobre 1992). « Il existe un risque sérieux en pratique, ajoutaient-ils, pour que la mise en vigueur du code pénal ne se traduise, du fait de l'insuffisante formation de ceux qui auront à l'appliquer, par une insécurité juridique dans une matière qui concerne au premier chef la liberté ».

Adopté définitivement lors de la session parlementaire d'automne 1992, soit onze ans après le début des travaux de la commission de réforme présidée par Robert Badinter, le nouveau code pénal introduit de nouvelles actions - la responsabilité pénale des personnes morales ou le délit de harcèlement sexuel - mais il est plus sévère que l'ancien : l'échelle des peines a été durcie, les périodes de sûreté maintennues, une peine de trente ans de réclusion criminelle qui n'existait pas dans l'ancien texte a été introduite entre la peine de vingt ans et la réclusion criminelle à perpétuité (le Monde du 9 juillet 1992).

A. C.

Au procès des initiés de l'affaire Pechiney-Triangle

## Le bon sens de Jean Gandois

Le groupe Pechiney a tout fait pour négocier secrètement avec la société Triangle, en 1988, mais des fuites ont eu lieu. La 11<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris a longuement entendu, mercredi 16 juin, Jean Gandois, PDG de Pechiney.

Jean Gandois avait raison d'être prudent. Son expérience des affaires internationales l'avait depuis longtemps alerté sur le danger des bavardages inconséquentes ou volontaires. En cette année 1988, alors que Pechiney négociait l'achat du groupe américain Triangle, sa consigne était sans appel : le silence pour tous. Seul Jean-Louis Vinciguerra, son directeur financier, avait reçu l'autorisation de s'entretenir à doses homéopathiques avec Alain Boubill, directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances. « Ils se rencontraient de façon fortuite mais fréquente au Racing-Club le dimanche », note Jean Gandois.

Au fil d'un été qui vit la famille Boubill et celle de Samir Traboulsi, l'ambassadeur du groupe Triangle en Europe, voguer de conserve sous le soleil de la Méditerranée, le PDG de Pechiney redoublait de vigilance. « Quand avez-vous appris la présence de M. Boubill sur le yacht de M. Traboulsi ? », demanda le substitut Jean-Claude Marin.

« Je l'ai apprise le 24 août, répond Jean Gandois. »

« Quelle a été votre réaction ? »

« J'ai trouvé cela surprenant. Je me suis dit : « Faisons encore plus attention à ne pas confondre les genres... ».

Une règle appliquée en dépit de tout, de tous. En octobre, dit-il au tribunal, plusieurs de ses collaborateurs qui voyaient que les négociations progressaient, m'ont dit : « Vous devriez commencer à en parler au gouvernement ». J'ai répondu « Non », en sachant bien que l'accroissement des possibilités d'échec parce qu'il n'est pas facile de convaincre en quelques jours un gouvernement. Mais le groupe Triangle était coté à Wall Street. J'avais donc des préoccupations tout à fait particulières à prendre. »

On comprend dès lors que ce partisan du secret se soit raidi contre Nelson Peltz, le PDG de Triangle, lui enjointe, le 11 novembre, qu'il a téléphoné à Samir Traboulsi pour lui annoncer que le marché est conclu. Les deux industriels, réunis en concubine à Palm-Beach, en Floride, s'éprouvaient à boire un verre. « Je lui ai fait remarquer que nous n'avions pas terminé nos discussions. Et que ce n'était pas la peine de crier sur les toits le résultat de nos travaux. »

La plus grande discrétion

Jean Gandois, à mots comptés, se rappelle enfin de l'ambiance qui régnait lors de l'ultime semaine de négociations, du 14 au 20 novembre. Une semaine difficile puisqu'il s'agissait de convaincre en un temps record le gouvernement d'autoriser l'achat d'une société américaine par un groupe nationalisé. « Personnellement, indique-t-il au tribunal, je n'étais pas sûr du succès. »

Les 14 et 15 novembre, il rencontre notamment Pierre Bérégovoy rue de Rivoli, Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, puis son directeur de cabinet, et René Thomas, PDG de la SNF, qui lui accorde au terme d'un entretien

d'un quart d'heure une lettre de crédit de 850 millions de dollars. Dans le même temps, il contacte Michel Rocard par l'intermédiaire de l'industriel Antoine Riboud et expose ses projets au conseiller du premier ministre pour les affaires industrielles. A tous, il remet une note dont le titre - « Opération P » - dit assez bien que le plus grande discrétion s'impose.

« Nous avons été de ceux qui ont attiré l'attention sur la nécessité d'agir pendant le week-end quand la Bourse est fermée », note Jean Gandois. La PDG est direct. Aux conseillers ministériels qu'il informe, il dit sans fioriture : « Vous êtes désormais détenteurs d'un secret. Vous êtes initiés au sens de la loi. » Aux ministres qu'il tente de convaincre, il mentionne plus simplement l'importance de respecter la plus grande discrétion : « C'est toujours difficile de paraître donner une leçon de choses à un ministre. »

Difficile et apparemment inopportun. Roger Fauroux, qui a longtemps dirigé le groupe Saint-Gobain, connaît l'importance de la discrétion dans ces occasions. Pierre Bérégovoy, lui, semble déjà maîtriser les grandes lignes du projet qui équivalait à une privatisation partielle. « Au bout de cinq minutes, il m'a coupé en me disant : « Je suis d'accord. Il m'a fait deux remarques sur l'intérêt de l'opération et sur sa réalisation financière qui se traduisent qu'il avait en tête les principaux éléments du dossier, il a conclu sur ce chapitre en disant : « Je considère l'opération comme acceptable, mais il me faut l'accord du président de la République. »

Une célérité

La rapidité du ministre a surpris le PDG. Une célérité étonnante puisque Alain Boubill a assuré, la semaine dernière, que Pierre Bérégovoy n'avait jamais été informé par ses collaborateurs avant le 14 novembre du dossier Pechiney-Triangle. Dès lors, une question s'impose : la note rédigée une heure et demie plus tôt dans une relative improvisation par Pierre Fauroux, l'un des conseillers de Pierre Bérégovoy, aurait-elle suffi à éclairer le ministre ? Une question et un constat : au même moment, Max Théret et Roger Patrice Pelet, proches du gouvernement, passaient leurs premiers ordres d'achat sur le titre Triangle.

Le président Claude Noquet demande à Jean Gandois s'il considère toujours qu'un délit d'initié « a été commis ». Oui, répond le PDG. Je ne crois absolument pas à des coïncidences qui auraient permis à des acheteurs d'identifier l'action Triangle sans être informés au préalable, ni à la coïncidence que ce titre passe de 10 à 50 dollars dans les trois jours... J'ai peut-être tort, mais je n'y crois pas. »

M. Jean-Michel Darrois, conseiller d'Alain Boubill, intervient : « Partagez-vous l'analyse du ministère public qui désigne Alain Boubill comme l'initiateur de l'achat de Triangle par Pechiney ? »

« Je ne vais pas me prononcer sur la réquisitoire, rétorque Jean Gandois. Peut-être a-t-il eu l'idée que ce serait une bonne idée. Mais il n'est pas l'initiateur au sens de l'initiateur. Comme dans toutes les pièces de théâtre, vous savez, il y a des confidentes... »

LAURENT GRELSAMER

La commission de discipline du parquet suggère des sanctions contre le procureur adjoint de Lyon, Paul Weisbuch. Dans un avis rendu lundi 14 juin, la commission de discipline du parquet a estimé que le comportement du procureur adjoint de Lyon, Paul Weisbuch, nécessitait de sévères sanctions d'office et à l'interdiction de ses fonctions de procureur et de procureur adjoint. Paul Weisbuch était poursuivi devant cette commission pour deux affaires : une interview accordée à VSD

dont il contestait le contenu, dans laquelle il critiquait l'attitude de l'avocat général de Grenoble, Michel Legrand, lors du procès de Richard Roman et de Didier Gentil, et une gestion contestée de l'affaire Botton, qu'il avait suivie en tant que procureur adjoint de Lyon (le Monde du 27 mars). La garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, n'est cependant pas tenu de suivre l'avis de la commission de discipline du parquet.

VENTES PAR ADJUDICATION  
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS  
TEL : 40.75.45.45 - FAX : 45.63.88.01  
MINITEL 36.15 Code A3T puis OSP

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS  
LE JEUDI 1<sup>er</sup> JUILLET 1993 à 14 h 30  
**APPARTEMENT à PARIS (16<sup>e</sup>)**  
de 6 pièces principales - au 4<sup>e</sup> étage - CAVES  
**MISE A PRIX : 1 500 000 F.**  
S'adresser à M. R. LEOPOLD-COUTURIER, avocat à PARIS (17<sup>e</sup>)  
12, rue Théodore-Ribot. Tél. : 47-66-50-25 - Sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 1<sup>er</sup> JUILLET 1993 à 14 h  
**APPARTEMENT**  
au 3<sup>e</sup> étage, comprenant :  
cuisine, W.C., débarras, salle de bains (lot n° 39)  
**CLICHY-LE-VALLENNES (92)**  
8, rue Georges-Boussier et 42, rue Madame-de-Sauzon  
**MISE A PRIX : 150 000 F.**  
S'adresser à M. Michel POUCHARD, avocat au Barreau des Hauts-de-Seine  
9, rue Robert-Lavigne (92600) ASNIERES. Tél. : 47-98-94-14.  
Sur les lieux pour visiter le MERCREDI 23 JUIN 1993 de 12 h à 13 h 30.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 1<sup>er</sup> JUILLET 1993 à 14 h  
EN UN SEUL LOT  
**COMBLE**  
au 3<sup>e</sup> étage du Bâtiment A  
et une cave, dépendant d'un immeuble sis à  
manquantes au 3<sup>e</sup> étage  
du Bâtiment B  
**2 CHAMBRES**  
**PUTEAUX et NANTERRE (92)**  
23, rue Pierre-Curie  
**MISE A PRIX : 125 000 F.**  
S'adresser à M. Michel POUCHARD, avocat au Barreau des Hauts-de-Seine  
9, rue Robert-Lavigne (92600) ASNIERES. Tél. : 47-98-94-14.  
Sur les lieux pour visiter le JEUDI 24 JUIN 1993 de 11 h 30 à 12 h 30.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS,  
le JEUDI 8 JUILLET 1993, à 14 h 30, en 1<sup>er</sup> lot  
Dans un immeuble à  
**PARIS 8<sup>e</sup> - 20, rue Jean-Mermoz**  
1<sup>er</sup> lot : au 4<sup>e</sup> étage  
**APPARTEMENT**  
de 2 pp + cave  
**Mise à Prix : 100 000 F** chaque lot  
S'adresser pour renseignements à M. WEISS, avocat à PARIS (15<sup>e</sup>), 130, avenue de Suffren. Tél. : 43-06-71-99, et au Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS, sur les lieux pour visiter le 6 juillet 1993 de 11 h à 12 h.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS  
le JEUDI 8 JUILLET 1993, à 14 h 30, en 1<sup>er</sup> lot  
Dans un immeuble à  
**PARIS 4<sup>e</sup> - 38, quai d'Orléans**  
au premier étage  
**APPARTEMENT - LIBRE**  
Superficie d'environ 180 m<sup>2</sup>  
**MISE A PRIX : 2 000 000 F**  
S'ed. à M. Cécile GALVY, avocat, 50, rue Copernic à PARIS 16<sup>e</sup>.  
Tél. : 45-00-64-69 - M. Chantal HERAN, avocat 95, bd Raspail PARIS 6<sup>e</sup>.  
Tél. : 45-44-99-14 - Au Tribunal de Grande Instance de Paris et sur les lieux pour visiter, le mardi 29/6 de 10 h à 12 h et le 1<sup>er</sup> 7 de 17 h à 19 h.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS,  
le JEUDI 8 JUILLET 1993, à 14 h 30,  
en DEUX LOTS, dans un immeuble sis à  
**PARIS-4<sup>e</sup>**  
**16 à 18, rue du Cloître-Notre-Dame**  
1<sup>er</sup> lot : au 4<sup>e</sup> étage  
**APPARTEMENT**  
escalier C de 2 pp + cuis, bain et w.c.  
2<sup>e</sup> lot : au 1<sup>er</sup> étage  
**UNE CHAMBRE**  
de service, escalier D  
**Mise à Prix :**  
**1<sup>er</sup> lot : 1 500 000 F - 2<sup>e</sup> lot : 400 000 F**  
S'ed. à la SCP COURTEAULT, LECOCQ, RIBADEAU-DUMAS, avocats à PARIS-16<sup>e</sup>, 17, avenue de Lamballe. Tél. : 45-24-46-40 - Tous avocats près le tribunal de Gde Inst. de PARIS, sur les lieux pour visiter en s'ad. à l'Avocat.

Charles Pasqua  
les plans département

Le Comité, c'est  
des in  
pour dével



مكتبة النهر

# SOCIÉTÉ

Mettant fin à la territorialisation de la police nationale

## Charles Pasqua annonce des « plans départementaux de sécurité »

Le ministère de l'intérieur a mis fin à la départementalisation de la police nationale que ses prédécesseurs socialistes avaient peu à peu étendue à l'ensemble de l'Hexagone. Dans une lettre aux préfets datée du 14 juin, Charles Pasqua a en effet annoncé des « correctifs » d'une telle ampleur qu'ils modifient de fond en comble cette réforme ayant placé sous un commandement unique les services départementaux de police urbaine, des renseignements généraux, et de la police de l'air et des frontières.

La départementalisation a entraîné un important gonflement des effectifs d'état-major et suscité de réelles frustrations et une certaine démotivation sans que pour autant ses effets, en termes de sécurité, puissent être évalués, commente M. Pasqua. Aussi le nouveau ministre a-t-il annoncé la suppression des 99 directions départementales de la police nationale (DDPN) qui avaient vu le jour sur l'ensemble du territoire. Leur disparition va de pair avec celle des directions départementales de la police nationale, sous le commandement desquelles avaient été placés les services locaux des renseignements généraux (RG) et de la police de l'air et des frontières (PAF).

Toute l'organisation territoriale de la police s'en trouve remodelée. Aux DDPN vont succéder des « directions départementales de la sécurité publique ». A leurs directeurs seront logiquement substitués des « directeurs départementaux de la sécurité publique » qui, à préciser le ministre, seront « simultanément » les responsables des services de police urbaine. Ces nouvelles fonctions « pouront » toutefois être occupées par les anciens « patrons » des DDPN. Chacun de ces nouveaux chefs de service sera chargé d'être « le coordonnateur et le conseiller » du préfet afin de préparer et de mettre en œuvre des « plans départementaux de sécurité ».

### Refonte des structures centrales

Ces plans devront décliner les grandes priorités fixées par M. Pasqua : la lutte contre les violences urbaines, la drogue, l'immigration irrégulière et le travail clandestin. Établis par le préfet, les plans départementaux seront soumis à « assurer la meilleure efficacité des services » et à « utiliser au mieux l'ensemble des moyens disponibles ».

C'est pourquoi les services locaux de la PAF devront y « apporter leur concours » par mise à disposition de personnels en matière notamment de contrôle de l'immigration et de lutte contre le travail clandestin. Il en ira de même pour les services départementaux des RG dans le domaine de l'information qu'exige l'exécution du plan départemental de sécurité.

Ces plans devront en outre reposer sur la « collaboration active » des services de police judiciaire, « mais aussi sur l'implication de la gendarmerie nationale et des douanes et de nombreux autres partenaires, dont les élus ».

Ainsi révisée, la départementalisation entraîne la refonte des structures centrales de la police nationale. D'où un retour à la situation antérieure à la réforme : la direction centrale des PU, la direction centrale des RG et le service central de la PAF vont réapparaître dans l'organigramme du ministère de l'intérieur, tandis que la direction centrale de la police territoriale qui coiffait les PU, les RG et la PAF se trouve rayée d'un trait de plume. Le ministre a cependant choisi de maintenir « la concentration et la globalisation des crédits de fonctionnement ». Ces deux réformes de gestion, qui avaient accompagné la départementalisation, représentent à ses yeux « de réels progrès ».

ERICH INCIVAN

Au conseil des ministres

## Le général Achille Lerche est nommé secrétaire général de la défense nationale

Sur la proposition du premier ministre, Edouard Balladur, le conseil des ministres du mercredi 16 juin a nommé le général d'armée aérienne (cadre de réserve) Achille Lerche au poste de secrétaire général de la défense nationale (SGDN), en remplacement de Guy Fougère qui occupait cette fonction depuis 1988. Le SGDN, avec ses quelque cinq cents à six cents fonctionnaires civils et militaires, est chargé de coordonner, pour le compte du premier ministre, les mesures de défense qui incombent aux différentes administrations.

En particulier, il assure le secrétariat des conseils ou comités de défense que le chef de l'Etat préside et qui sont l'instance où s'élabore la politique de défense.

(doctrine, programmation et budget) de défense. Cette nomination, qui était attendue (Le Monde du 3 juin), intervient quinze jours après le changement à la tête des services secrets, la DGSE, où Jacques Dewaire a remplacé Claude Silberzahn, qui y était en place depuis 1989.

Né le 23 avril 1932 à Lesdain (Nord), ancien élève de l'école de l'air de Salon-de-Provence et de l'école supérieure d'aviation, Achille Lerche a d'abord servi dans l'aviation de chasse, notamment au Maroc et en Algérie, avant de commander la base aérienne de Cambrai en 1975. Après avoir été, comme colonel, chef du bureau des plans généraux à l'état-major de l'armée de l'air, il devient, entre 1979 et 1981, avec le grade de général de brigade aérienne,

chef du cabinet militaire des ministres successifs de la défense Yvon Bourges, Joël Le Theule et Robert Galley. Il commande ensuite les transmissions de l'armée de l'air, puis la 2<sup>e</sup> région aérienne (Paris-Villacoublay) et, en 1983, avec le rang de général de corps aérien, il devient major général de l'armée de l'air (le numéro deux de la hiérarchie). En septembre 1986, Achille Lerche est élevé au rang et à l'appellation de général d'armée aérienne, puis est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air sur la proposition du ministre de la défense, André Giraud, dans le gouvernement de Jacques Chirac, pendant la première cohabitation. Il quitte ses fonctions en avril 1989, notée où il atteint la limite d'âge de son rang. Il entre, en 1990, au Conseil d'Etat (service du contentieux).

Ancien « mousquetaire » de M. Mitterrand

## Le colonel de gendarmerie Louis Esquivié est promu général de brigade

Sur la proposition du ministre d'Etat, ministre de la défense, François Léotard, le conseil des ministres du mercredi 16 juin a promu les promotions et nominations suivantes : « Gendarmerie ». Est promu général de brigade, le colonel Jean-Louis Esquivié, nommé adjoint au général commandant la région de gendarmerie Atlantique et la circonscription de gendarmerie de Bordeaux.

de capitaine Paul Bayll - de la « cellule » antiterroriste créée, à l'Elysée, par François Mitterrand. Cet ancien saïcyrien, qui se définit lui-même comme un « mousquetaire » du président, a largement inspiré les réflexions de la « cellule » en matière de sécurité et a accompagné, pour le compte du chef de l'Etat, des missions « sensibles » à l'étranger, notamment au Proche-Orient. Jean-Louis Esquivié a quitté l'Elysée en 1989, de temps où la « cohabitation » a eu pour effet de le tenir à l'écart des dossiers de sécurité présidentielle. Sous la signature transparente d'« Amal », il est l'auteur d'une série de trois articles sur le terrorisme publiés par le Monde des 13, 14 et 15 mars 1985. - J.I.

Sont promus général de division, le général de brigade Michel Dubamel ; général de brigade, les colonels Guy Journaux, Georges Philippot et Jacques Guérin.

« Terre ». Sont nommés adjoint au général commandant la Force d'action rapide (FAR), le général de division Michel Billot, commandant la 9<sup>e</sup> division d'infanterie de marine, le général

de brigade Tanneguy Le Pichon ; chef d'état-major du général commandant la FAR, le général de brigade Robert Rideau.

« Air ». Sont promus général de brigade aérienne, les colonels Patrick Wollé, André de Bassier de Villars de Bez d'Arc et Alain Herrouin.

Est nommé chef de la division internationale ou Collège interarmées de défense, le général de brigade aérienne René Perret.

« Service de santé ». Sont promus médecin général, les médecins-chefs Hubert Lienhardt, Michel Tristan, James Morrison, Daniel Gisserot et Henri Bissière.

« Armement ». Sont promus ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe Jacques Frayssac, Hervé Grouille, Jean-Baptiste Dard et Jean Le Goff ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Michel Bizot, Philippe Cornille, Alain Bizot et Roger Diet.

## Le retour en force du pouvoir militaire

par Jacques Isnard

Le double limogeage - car c'en est un - de Claude Silberzahn, à la tête de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), et de Guy Fougère, au Secrétariat général de la défense nationale (SGDN), est un événement politique qui, pour le pouvoir en place, a toutes les chances de passer quasiment inaperçu. Et pourtant, ce double limogeage, attendu depuis des indéterminations de la presse il y a deux semaines, a une signification pro-

fonde. Il marque une reprise en main par la corporation militaire de deux des plus hautes instances de la République en charge des questions de sécurité et de renseignement au niveau suprême de l'Etat.

François Mitterrand - à la fin de la décennie 80 et, plus précisément, après sa réélection à l'Elysée et la première période de cohabitation avec Jacques Chirac - avait laissé entendre qu'il avait perdu confiance en une corporation de chefs militaires qui avaient deux fidélités : d'abord celle en leur corps d'origine - parce que c'était lui qui leur faisait en définitive leur carrière - et ensuite celle envers l'Etat, quelque sensibilité politique qu'il ait.

M. Mitterrand avait de quoi le penser. En 1988, en effet, il avait eu à essayer, pendant l'élection présidentielle, une « campagne » de plusieurs officiers généraux - dont la plupart étaient en seconde section, c'est-à-dire en retraite, mais restant pour autant soumis au devoir de réserve - qui avaient signé un manifeste appelant à voter pour M. Chirac.

C'est le raison pour laquelle M. Mitterrand, siôt réélu, avait « châté », en quelque sorte, certaines postes, comme le SGDN et la DGSE, en y nommant des préfets, au grand dam de la hiérarchie militaire.

Aujourd'hui, le premier ministre est allé chercher un général en seconde section pour diriger le SGDN, comme, déjà, et pour la première fois dans l'histoire de Mitterrand, il a demandé à un ancien chef d'état-major des armées, le général Maurice Schmitt - en deuxième section - de le conseiller en matière de défense. Quitte, par ce choix, à embarrasser et à agacer deux autres conseillers du gouvernement en

matière de défense, qui sont, eux, en activité : l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major des armées, et le contre-amiral Patrick Lacroix, le propre chef de cabinet militaire de M. Balladur.

De même, à la DGSE, le premier ministre vient de remplacer un préfet, M. Silberzahn, par un autre préfet en apparence, M. Dewaire, qui a, durant seize ans, porté l'uniforme de l'armée de terre et qui a naturellement conservé des rapports avec une institution militaire, y compris avec son ancienne « maison » d'origine du temps où il était au service action du SDECE.

C'est donc dans la seule alternance politique que réside, en réalité, la cause des « chutes » de MM. Fougère et Silberzahn. En attendant celle du directeur général de la gendarmerie nationale, qui aurait dû intervenir plus tôt si elle n'était, pour le moment, bloquée à l'Elysée. A sa façon, qui se veut discrète, le pouvoir militaire revient en force au point que certains, dans l'opposition, parlent déjà de « revanche ».

La 1<sup>re</sup> division blindée en vedette du défilé du 14 juillet à Paris. - Des unités de la 1<sup>re</sup> division blindée, implantée en Allemagne et représentant la participation militaire française à l'Eurocorps avec les éléments français de la brigade mixte franco-allemande, seront la vedette du prochain défilé du 14 juillet, à Paris. Des formations de l'armée de terre ayant envoyé des détachements de « casques bleus » de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie défilèrent aussi sur les Champs-Élysées.

### FAITS DIVERS

Interpellation mouvementée au parc de loisirs

## Les vigiles d'Euro Disney au pays du western

Un couple de psychanalystes parisiens et leur fille, Anna, âgée de treize ans ne s'attendaient pas à ce genre de frisson en se rendant, dimanche 13 juin, au royaume d'Euro Disney (Seine-et-Marne). A la sortie d'une boutique du Discovery Land, des vigiles en civil tiraient leur petite famille, qui portait une jupe, une robe d'été et un sac à main, vers une voiture. Au milieu des achats - un blouson, des chapeaux, des ponchos anti-pluie et d'autres bricoles - la gloire de Walt Disney, - les vigiles remarquent une troussée d'écolier à l'image de Mickey. Perplexes, les parents reconnaissent n'avoir pas payé les 55 F correspondants.

Dans l'importance quel supermarché, la scène serait banale. En cas de vol à l'étalage présumé, l'alternative est simple : soit le délit est jugé important et l'affaire transmise à la police nationale ; soit un arrangement amiable est trouvé avec les présumés voleurs qui, en règle générale, sont invités à payer le prix de la marchandise concernée. Mais le royaume de Disney a le don de renouveler la geste du petit voleur et du vigile de supermarché. Les deux psychanalystes et leur fille sont encore sous le choc du western qu'ils ont subi après avoir été conduits dans un local isolé par un « cast-member chargé de la sécurité ».

« Mon mari a été traité de sale youpin par les vigiles devant ma fille et moi, affirme la mère

d'Anna. Nous avons été fouillés et nos sacs ont été vidés. Pendant près d'une heure, on nous empêchait d'aller aux toilettes. Enfin, nous sommes accusés d'être des malfaiteurs en présence de notre fille ». Cette dernière, en pleurs, a reconnu les faits reprochés. « Vrai, j'ai ? Les parents ont été interrogés séparément puis, après une heure de vocation, après une journée et une nuit de loisirs, après quatre mille francs de dépenses à l'hôtel Santa Fe, dans les restaurants et les commerces d'Euro Disney. De leur séjour, qui n'était pas le premier, ils ne retiennent que leur « interrogatoire par les vigiles ».

Du côté d'Euro Disney, on préfère parler d'une interview réalisée par nos hôtes de sécurité. Il faut bien lutter contre les voleurs à l'étalage et ce genre d'interview est réalisé « en accord avec le commissariat et avec l'aide du parquet de Meaux ». A la direction, on nie toutefois la réalité des incidents et des vexations dénoncées par les parents et leur fille. « L'affaire est classée, il n'y a pas de poursuites contre eux », ajoute-t-on à Euro Disney. Aux yeux des parents, l'affaire n'est pas classée : bien que l'entreprise leur ait proposé un séjour gratuit à Disneyland en Californie, ils sont fermement décidés à déposer plainte pour « violences sur mineurs ».

E. In.

« Enfants de Dieu » : deux membres écornés à Grasse. - Un père de sept enfants, se réclamant de Familles sans frontières, réurgence de la secte des Enfants de Dieu, a été mis en examen et incarcéré le 4 juin à Grasse pour violences sur mineurs par ascendant. Jean-Michel Ardolade, quarante-cinq ans, un jardinier demeurant à Grasse, a reconnu avoir entretenu des rapports incestueux avec trois de ses filles.

Détournement d'hélicoptère pour une tentative d'assassinat. - Des inconnus ont pris trois personnes en otage

et détourné un hélicoptère, mercredi 16 juin, pour tenter de faire évader Michel Vanjour de la centrale de Saint-Maur, près de Châteaufort (Indre). Mercredi, après avoir survolé la prison et tenté de négocier avec le directeur, ils ont libéré leurs prisonniers sains et saufs et, constatant que leur action était vouée à l'échec, ont pris la fuite. Michel Vanjour, incarcéré pour attentats à main armée, est surnommé « le roi de l'Invasion » depuis sa fuite de la prison de la Santé à Paris le 25 mai 1986, grâce à un hélicoptère piloté par sa femme Nadine.

Le Comité, c'est 150 villes en France, 150 réseaux, des institutions, des industriels du transport qui agissent ensemble pour développer et moderniser les transports en commun.

Groupement des Autorités Responsables de Transport, Union des Transports Publics, Syndicat des Transports Parisiens, APT-ITIM, CGA, Cogifer, GEC Alsthom, Grima, Hauliez Bus, J.C. Decaux, Kassbohrer France, Matra transport, Renault Vehicules Industriels, Sofrelec, Sente, UAP Prevotium. Avec le soutien du Ministère de l'Équipement, des Transports et de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie



**LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE**  
**Au sommaire du numéro de juin 1993**

### LES 30-40 ANS :

## UNE GÉNÉRATION CULTURELLE ?

Des écrivains, des musiciens, un peintre, un cinéaste, un metteur en scène, une photographe, nés entre 1953 et 1963, expliquent comment dans leur travail de créateur ils se situent par rapport à la génération qui les a précédés et celle qui a suivi.

## SERVICE MILITAIRE

**OU SERVICE CIVIL.**

Faut-il, comme certains le souhaitent, affecter davantage d'appelés à des activités civiles ? Ne risque-t-on pas ainsi de dénaturer le sens même du service national et de réserver à des soldats des emplois que pourraient occuper des chômeurs ? Les opinions d'un général, d'un spécialiste des questions de défense nationale, d'un syndicaliste, d'un démographe.

## BLANCHIR LE TRAVAIL

# ALL NOIR

Le travail clandestin ne cesse de se développer en France comme ailleurs ; doit-on l'interdire ou le prendre en compte comme un dernier recours avant l'exclusion ? Les points de vue d'un sociologue et d'un économiste.

## INTERVENIR

## EN YOUGOSLAVIE ?

Les Européens, lorsqu'ils s'interrogent sur l'attitude qu'ils doivent adopter vis-à-vis de l'ex-Yougoslavie, ne peuvent manquer d'évoquer deux précédents de l'avant-guerre : la guerre d'Éthiopie et la guerre d'Espagne. Les réflexions d'un historien

# Le Monde des DEBATS

JUIN 1993

NUMÉRO 9

Le Monde

PUBLICATION MENSUELLE - 14, RUE FALGUYÈRE, 75015 PARIS

## ÉDITORIAL

Depuis deux ans, la Yougoslavie flambe à nos portes. Ce n'est plus un incendie, serait-il Bernanos, c'est un sinistre. Mais il n'y a plus de Bernanos, et, si ce grand perturbateur trouve succés quelques échos, il parle dans un silence de plus en plus pesant. Le grand silence des grands considères. Qu'en est-il d'Éliot et d'Espagne hier, de Yougoslavie aujourd'hui ; en ne sont pas les mêmes conflits, et nous rappelons dans ce numéro toute la distance qui les sépare. Mais la question posée reste la même : faut-il ou ne faut-il pas intervenir ? - avec, face à elle, au sein vif déchirant des consciences.

Ce qui est nouveau, c'est l'apparition de deux silos qui nous mettent en lumière dans nos tentatives de janvier et février. Le premier, paradoxalement, est celui de l'aide humanitaire. Urgence pour l'argent ; la première tâche, la plus délicate et la moins désirable, n'est-elle pas de se porter au secours des victimes ? Et comment refuser de subvenir le dévouement et le courage de tous ceux qui s'y emploient ? Reste que soigner les plaies, ne dispense jamais d'arrêter le geste du tueur.

Le second silos est celui de la nécessaire solidarité européenne et occidentale, qui questionne la possibilité de chaque pays. Chacune des "craques bleues" françaises sont présentes dans l'ex-Yougoslavie et qu'on ne s'entend pas y ont trouvé la mort. Mais tout se passe comme s'il s'agissait de soldats blessés se battant sans armes dans une guerre que personne n'aurait déclaré.

La plus terrible que cette guerre s'efface peu à peu dans le routine et l'oubli. Au sein même de tous les responsables politiques prêts d'écouter les émotions et les réactions de la rue sans mais des propres sans dont aucun n'est prêt à écouter la voix d'un de ses fils sur des champs de bataille inconnus.

L'été venu, et lorsque les dernières cris des mères et des enfants se seront tus, le silence résonne donc de s'écarter encore sur les grands considères yougoslaves ? À deux heures et demi d'avion de Paris.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON

## Les 30/40 ans

Michel Mouchon  
metteur en scène

Jean-Marie Périer  
pointeur

## une génération culturelle

pages 2 et 3

Michel Mouchon  
cinéaste

Jean-Marie Périer  
compositeur

Jean-Marie Périer  
photographe

Jean-Marie Périer  
écrivain

**Service  
militaire  
ou service civil**

pages 9 et 11

**Blanchir  
le travail au noir**

pages 14 et 15

12 2104 - 8 - 30,00 F

Imprimé en France. Diffusion : Les Éditions du Monde, 14, rue Falguyère, 75015 Paris. Téléphone : 01 47 33 11 11. Fax : 01 47 33 11 12. Courriel : lemonde@lemonde.fr. Site Internet : www.lemonde.fr. Abonnement : 12 numéros par an, 30,00 F TTC. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont envoyés en France par la poste en recommandé. Les abonnements à l'étranger sont envoyés par avion. Les abonnements sont renouvelés d'office si le client ne s'oppose pas à la fin de l'abonnement. Les abonnements sont envoyés en France par la poste en recommandé. Les abonnements à l'étranger sont envoyés par avion. Les abonnements sont renouvelés d'office si le client ne s'oppose pas à la fin de l'abonnement.

**EN VENTE EN KIOSQUE  
LE 10 DE CHAQUE MOIS / 30€**

**ABONNEZ-VOUS 1 AN (11 NUMÉROS) : 270 F SOIT 18 % de RÉDUCTION**

Oui, je m'abonne au Monde des débats pour 1 an (11 numéros) : 270 F au lieu de 330 F, prix d'achat au numéro, et bénéficie ainsi de 18 % de réduction.  
Pour les abonnements et l'étranger nous consulter au 49-60-32-90 pour les ventes en nombre au 49-60-32-68

Nom ..... Prénom .....  
Adresse ..... Code postal | | | | Ville .....

**Vous trouverez ci-joint mon règlement :**

☐ Chèque joint

☐ Carte bleue no

- Carte Am...

☐ Carte Amex n°

Bon à renvoyer à

«Le Mon

---

10

—

« Le Monde des débats », service abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex / SUR MINITEL 3615 LEMONDE code ABO



سنة الفجر

## SOCIÉTÉ

### ENVIRONNEMENT

## L'esprit de Rio souffle toujours

Suite de la première page

Cette réunion se situe dans le droit fil de Rio, dont la convention Global Change fait écho aux préoccupations des économistes : ils craignent que, en instituant une taxe sur les émissions de gaz carbonique, donc sur l'usage du pétrole et du charbon, les pays riches favorisent la concurrence des producteurs peu soucieux d'environnement. Le même jour, également à Paris, s'est achevée à l'UNEP (Programme des Nations unies pour l'environnement) pour examiner « le rôle de l'industrie dans le changement des modes de consommation ». Pendant deux jours, les représentants des plus grands groupes industriels du monde ont épuisé les recommandations des chapitres 4 et 30 de l'Agenda 21 (1) concernant la production propre, l'entreprise citoyenne et le développement durable. Les multinationales, aujourd'hui, entendent à qui mieux mieux l'air de Rio !

Le 17 juin s'achève à Helsinki une conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe. Le sujet ? « Forêt saine et développement durable ». On n'y a parlé que des grands thèmes de Rio : conservation de la biodiversité biologique (les forestiers se convertissent à la variété des essences après des décennies de monoculture), aide aux pays « en transition » (l'Europe centrale) et enfin le changement climatique (on étudie ses effets sur la croissance des arbres).

Enfin vient d'être présenté à Manchester le prochain « Forum global », où sont invités, en septembre prochain, quelque 160 000 délégués d'ONG (organisations non gouvernementales) se préoccupant d'environnement et de développement. Cette grande « foire aux associations », organisée pour la première fois en décembre 1991 à Paris, à l'initiative de la France, et reprise à Rio par le gouvernement brésilien, est donc reconduite : cette année encore comme l'aval promis John Major à Rio. Les bonnes résolutions n'ont pas toutes été oubliées.

### Sortir du ghetto

Même ce qui avait accroché à Rio est aujourd'hui aplani. La convention sur la biodiversité, que l'administration Bush avait refusé de signer, sous prétexte qu'elle entrerait la liberté de la recherche et de l'exploitation des ressources naturelles, a été paraphée le 4 juin dernier par l'administration Clinton, poussée par Al Gore, le vice-président écologiste. Cette convention reste critiquée. « Elle est trop globale pour être appliquée », observe Serge Antoine, ancien conseiller spécial de la CNUED. Il faudrait délimiter des zones pilotes à l'échelle d'une région, comme certaines forêts tropicales ou la Méditerranée. Il est ridicule que la position (2) soit protégée en France, mais pas en Italie ni en Espagne !

La convention sur le changement climatique, déjà ratifiée par les Parlements de vingt-trois pays, devrait normalement entrer en vigueur dans le courant de l'année prochaine, lorsque cinquante États l'auront ratifiée. « C'est la convention qui marche le mieux », constate Serge Antoine, fier que le représentant de la France à la commission durable soit justement Jean Ripert, l'homme qui a négocié le Global Change avant Rio. Cette convention sur le réchauffement de la planète est aussi celle qui agit le plus la communauté mondiale. Outre les diplomates, les économistes et les industriels, elle mobilise maintenant la communauté scientifique. Pour la France, le pilier régional de Global Change sera à Toulouse, grâce à une synergie entre le CNRS (Centre national d'études spatiales), Météo France et un centre de calcul appelé CERFACS. « C'est vraiment notre point fort », explique Jean Andouze, ancien conseiller scientifique de l'Elysée, aujourd'hui président du Parc et de la Grande Halle de La Villette.

Depuis l'appel de La Haye (3), la France s'est fait une spécialité du réchauffement climatique. Les États-Unis, à Rio, s'étaient engagés pour la forêt, mais le pas le plus décisif a été accompli par les entreprises privées, d'autant au moins deux cents ont signé la Charte pour le développement durable proposée par la Chambre de commerce internationale

(ICC). Y compris des sociétés dévoreuses de carburant comme la Pacific Gas, en Californie, qui demande à ses clients d'économiser l'énergie ! Le Japon, pour sa part, s'affirme aujourd'hui le champion des technologies propres. On ne compte pas moins de dix-huit sociétés japonaises parmi les adhérents du Conseil mondial des entreprises pour l'environnement (CMBE), institué en janvier dernier par l'ICC pour remplacer son bureau international de l'environnement. « Nous avons triplé le montant des cotisations », explique Jean-Olaf Williams, directeur du CMBE, et nous avons porté au double le nombre de cotisants !

### La timidité des entreprises françaises

Les entreprises françaises, semble-t-il, se font encore tirer l'oreille. « Si on compare ce que fait le CNPP et son homologue britannique, la CBI (Confederation of British Industry), les entreprises françaises sont très timides », affirme Jacqueline Aloisi de Larderi, directrice du programme Industrie du PNUF, qui vient d'organiser la réunion de l'UNESCO. Les plus actifs, à cet égard, sont évidemment les Scandinaves, toujours à la pointe du développement durable : chez Gro-Harlem Brundtland, le premier ministre norvégien. Les Allemands « ont leurs pauvres » à l'Est, ce qui occupe tous leurs soins et limite leur capacité d'intervention. Quant aux autres, comme le disait l'ancien patron de la CNUED, Maurice Strong, « jamais les pays riches ne se sont sentis aussi pauvres », ce qui freine forcément leur générosité à l'égard du tiers-monde.

Malgré la crise, cependant, tout le monde se dit bien, aujourd'hui, que l'on ne peut penser croissance sans oublier le « développement durable », c'est-à-dire un mode de développement économique des ressources naturelles. « Les résultats de Rio et les mesures gouvernementales qui suivront auront inévitablement des effets sur la manière dont nous gérons nos entreprises », déclare Patrick Gillam, président de la Chambre britannique de commerce internationale lors de la première réunion du CMBE à Versailles, en février dernier. Tous les chefs d'entreprise en sont convaincus. Seul peut-être les PMI et PME. « Rio, ça a touché les grands groupes, qui investissent dans l'environnement pour des questions d'image, observe un inspecteur d'installations classées de la région Rhône-Alpes. Mais les petites entreprises ont encore du chemin à faire ! »

C'est vrai. Mais si l'on est encore l'incube de pauvreté garantissant aux générations futures une planète viable, on ne peut pas se vanter d'être riche. « L'esprit de Rio est indéniable, mais l'esprit de Rio n'est pas la solution à toutes les rencontres internationales et dans beaucoup de laboratoires ou entreprises », constate Serge Antoine : faire sortir les préoccupations environnementales de leur ghetto. Même si beaucoup se méfient encore du refrain écologiste, tous doivent en tenir compte.

ROGER CANS

(1) Publiée sous le titre Action 21, les textes adoptés à Rio sont enfin rassemblés en un public francophone (216 p., 135 F.). S'adresser à la Documentation française, 29, quai Voltaire, 75007 Paris. Tél : 40-15-70-00. En octobre paraîtra un résumé à l'usage des scolaires intitulé « L'avenir de nos nations ».

(2) La position est une plante herbacée qui pousse sur les fonds sablonneux de Méditerranée.

(3) Lancé en mars 1989 à l'issue d'une conférence organisée par la France, les Pays-Bas et la Norvège.

Non-rien pour le commandant de l'Amoco-Cadiz. À quelques jours de la fête organisée les 2 et 3 juillet à Portail (Finistère) pour célébrer la victoire du syndicat des communes sinistrées par l'Amoco-Cadiz, les Bretons viennent d'apprendre que le parquet de Brest a rendu le 24 mai une ordonnance de non-lieu pour le commandant italien du pétrolier, Pascual Bardari, et le commandant du remorqueur allemand, Hartmut Weinert. Une information judiciaire avait été ouverte contre eux en 1978 après l'échouement du navire. Le juge a estimé que la responsabilité du naufrage était partagée par bien d'autres personnes qui n'avaient pu être recherchées faute de législation adaptée. (Corresp.)

### RELIGIONS

#### La fin de la visite de Jean-Paul II à Madrid

## Le pape a proposé à l'Espagne une nouvelle « reconquête » chrétienne

Jean-Paul II devait rentrer à Rome jeudi matin 17 juin, après une visite de cinq jours en Espagne, à Séville, Huelva, puis Madrid, où il a rencontré, mercredi 16, Felipe Gonzalez, président du gouvernement, et José Maria Aznar, président du Parti populaire. La soir, devant une foule estimée à près d'un million de personnes, il a canonisé le bienheureux Enrique de Osso (1840-1898), religieux catalan, fondateur de la Congrégation de Sainte-Thérèse de Jésus.

MADRID

De notre envoyé spécial  
Démarrant tous les sondages, qui paraissent sur l'indifférence de la population avant ce voyage - le quatrième - de Jean-Paul II en Espagne, Madrid a montré d'étonnantes ressources de fidélité à un pape qu'il avait découvert lors de sa première visite de novembre 1982. Les avenues qui séparent, sur 7 kilomètres, la nonciature de la nouvelle cathédrale de l'Almudena étaient, mardi, unies de monde et, le lendemain soir, en plein cœur de la capitale, sur la place Colomb, le Paseo de Castellana et dans les artères environnantes, près d'un million de fidèles ont suivi la messe de canonisation

d'Enrique de Osso, religieux catalan de Tortosa.

Le pape allonge la liste des saints espagnols, comme pour conjurer le sort qui attend, selon lui, toute société « déchristianisée et sécularisée ». La société « se déchristianise », a-t-il dit dans son homélie, quand s'affaiblit la dimension transcendante de l'existence et que diminue le sens de l'histoire et des rapports entre les hommes.

Populaire en Andalousie (Séville, Huelva, Rocio), urbain, intellectuel et militant à Madrid, le catholisme espagnol, qu'un disait chrétien réformé, n'a donc pas boudé le pape, venu pourtant répéter, au risque de lasser, les mêmes vérités : la défense de la famille, le refus des compromis passés avec la société moderne quand elle n'est pas respectueuse des droits de la personne, le respect des valeurs morales, le respect de la doctrine chrétienne dans son intégrité et l'endosse dans l'affirmation de la foi et l'élan missionnaire.

À ce programme, Jean-Paul II avait ajouté quelques accents particuliers à l'Espagne d'aujourd'hui, notamment l'appel à une participation plus directe des catholiques dans l'action politique (le Monde du 17 juin) et la moralisation de la vie publique dans un pays qui aspire aussi, comme en Italie, à une vigoureuse lutte contre la corruption. De même, tout en invitant

les Espagnols à consolider leur ancrage en Europe, il a tenté de démontrer, dans l'esprit de son encyclique sociale de 1991 *Centesimus annus*, les limites de l'économie libérale et les dangers humains provoqués par le chômage.

### Un pôle de références éthiques

Dans ses entretiens politiques avec MM. Gonzalez et Aznar, et devant le corps diplomatique, il a repris d'autres classiques : l'urgence d'une intervention concertée sous l'égide des Nations unies pour stopper les affrontements en Bosnie (1), la solidarité Nord-Sud et « la nécessité de défendre les droits des minorités, des immigrés et le droit des individus à professer librement leur foi, à travers un usage correct des principes de coopération et de réciprocité ». Il a évoqué la « convivialité » entre les trois grandes religions monothéistes (judaïsme, christianisme, islam), dont l'Espagne a été le « creuset » et récapitulé l'esprit d'une coopération interconfessionnelle capable d'écarter les risques d'injustice et de discrimination.

Le pape a-t-il quelque chance d'être entendu en Espagne même, où il est venu conforter des courants qui, dans l'Eglise et l'épiscopat, proches de l'Opus Dei ou de Communion et Libération, refusent

toute complaisance dans le dialogue avec la majorité socialiste et la société moderne ? Les signaux qu'il envoyait hier aux pays de l'Est étaient sans doute plus faciles à déchiffrer que ceux qu'il adresse aujourd'hui aux chrétiens engagés dans des sociétés libres, pluralistes et développées. Comment regagner le terrain perdu par le catholicisme - en Espagne plus rapidement qu'en France ou en Allemagne - sans porter atteinte aux règles d'un jeu où l'Eglise a renoncé à ses modèles d'autorité et accepté un statut de partenaire minoritaire ?

En cinq jours en Andalousie et à Madrid, le pape a tenté de montrer la marche à suivre : présenter le christianisme comme un pôle incontournable de références éthiques ; encourager les catholiques à intervenir toujours plus dans les secteurs de la vie sociale, l'éducation, la culture et la politique. Ses prochains voyages ressembleront de plus en plus à ces visites d'ampleur plus modeste que les grandes cavalcades d'hier, et ses discours à des pyramides de rappel plus qu'à des thérapies de choc.

HENRI TINCO

(1) Porte-parole du Vatican, M. Navarro-Valls a souligné, mercredi 16, à Madrid, que le pape restait toujours désireux de se rendre à Sarajevo, où il vient d'envoyer son nonce apostolique, Mgr. Montali.

## SNECMA, AU PREMIER RANG DES GRANDS PROGRAMMES : HARVARD ÉTUDIE LA RÉUSSITE D'UNE COOPÉRATION INTERNATIONALE EXEMPLAIRE.

De Toulouse à Paris, par

Australie - 14 664 km sans

escale ! Le CFM56-SC qui

équipe le nouvel Airbus A340

est bien le moteur des très

longues distances. Comme le

GE90, le plus gros moteur du

monde, comme le moteur du

Rafale - le M88 - il est l'un

des grands programmes

actuellement développés par

Snecma.

Snecma est au centre d'un

groupe adaptable doté

d'expertises multiples et

complémentaires. C'est cette

maîtrise de la totalité des

technologies de la

propulsion qui permet d'être

acteur de pointe

internationale - seul ou en

partenariat - sur chacun des

marchés civils et militaires.



- Airbus A340

### CFM56-SC : le plus puissant et le plus endurant d'une très grande lignée.

La réussite de la coopération entre Snecma et General Electric, à égalité au sein de CFM International, est telle qu'elle est devenue un cas d'école à Harvard School. Depuis son origine, cette coopération a représenté plus de 38 milliards de francs pour la seule part de Snecma !

Dernier né de la famille CFM56, le moteur CFM56-SC équipe le tout nouveau Airbus A340 très long courrier. De plus, la coopération entre motoriste et avionneur a été encore plus loin puisque Snecma, dans le cadre de CFM International, est responsable

avec les filiales du groupe, de l'ensemble produit : moteur + nacelle. Le CFM56-SC est aussi le plus puissant de la lignée des CFM56 avec une poussée pouvant atteindre 34 000 livres tout en offrant le meilleur rapport consommation/poussée.

Pour abaisser les coûts de maintenance, il comporte un grand nombre de pièces communes avec les autres CFM56. L'architecture du corps haute pression est la même sur toute la gamme des moteurs CFM56 : par exemple, le CFM56-SC de l'Airbus A340 possède le même corps HP que la version 5B destinée à la fois aux A320 et A321. Avec lui, la "famille" est une idée très moderne.

### GE90 : le plus puissant moteur du monde.

À Villorboe s'élève le plus grand banc d'essai moteur en Europe. Il est spécialement destiné au GE90, le plus puissant turboréacteur civil jamais construit dont le diamètre dépasse 3 mètres !

A son entrée en service sur le Boeing 777 en 1995, le GE90 sera doté de 76 500 livres. Sa conception technologique permet de prévoir des évolutions jusqu'à 95 000 livres et

plus, en fonction des marchés futurs. Lors des premiers essais, il a d'ailleurs battu le record mondial de poussée : 105 400 livres.

Comme pour la famille CFM, Snecma travaille en partenariat avec General Electric. Responsable de 25% du programme, Snecma assure notamment la conception et la fabrication de deux éléments-clés du moteur : le compresseur basse pression et le compresseur haute pression. Snecma démontre aussi ses compétences exceptionnelles dans les matériaux composites en participant pour moitié à la fabrication des tubes à large corde de la soufflante, une des innovations technologiques qui contribuent à garantir le respect de l'environnement. Ainsi, grâce aux technologies développées, le futur Boeing 777 pourra desservir les aéroports les plus exigeants en la matière.

### M88 : le moteur du Rafale, à la pointe des technologies nouvelles.

Sur un système d'armes aussi moderne que le Rafale, la réalisation d'une mission réclame toute l'attention du pilote : il doit pouvoir solliciter ses moteurs sans aucune restriction dans l'ensemble du domaine de vol. Le M88 marque une nouvelle génération de moteurs pour avions de combat polyvalents à très hautes performances. Les deux calculateurs à pleine autorité lui apportent cette "facilité" d'utilisation recherchée : son architecture et sa puissance lui confèrent discrétion et agilité maximum. Les qualités d'un moteur militaire se jugent aussi au sol : conçu dès l'origine pour une maintenance aisée, le M88 se compose de 21 modules interchangeables. Parce qu'en aéronautique, faciliter l'exploitation et réduire les coûts sont des éléments qui viennent s'ajouter aux impératifs essentiels de la sécurité et de la fiabilité.

snecma  
LES MOTEURS DU CIEL



## SOCIÉTÉ

## MÉDECINE

Huit ans après les faits

## Des parents d'enfants contaminés par une hormone de croissance demandent réparation

La famille d'un adolescent décédé en 1991 de la maladie de Creutzfeld-Jakob consécutive à l'injection d'hormones de croissance réclame devant le tribunal de grande instance de Toulouse 1,75 million de francs de dommages et intérêts à l'association France-Hypophyse. C'est la deuxième action en justice en quelques mois à le suite

En décembre dernier, M. et M<sup>me</sup> Tison, parents d'un enfant traité par hormone de croissance extractive et atteint d'une maladie de Creutzfeld-Jakob (1), porteurs d'une plainte pour empoisonnement auprès du doyen des juges d'instruction de Douai. Aujourd'hui, c'est au tour de la famille d'un adolescent, décédé en 1991 de la même affection dégénérative, de réclamer devant le tribunal de grande instance de Toulouse 1,75 million de francs de dommages et intérêts à l'association France-Hypophyse. Au

titre des dommages subis et faisant référence à la «problématique juridique très proche» de celle de la contamination transfusionnelle par le virus du sida, la famille du jeune David Lasserre, décédé à l'âge de dix-neuf ans, originaire de la région de Saint-Gaudens (Haute-Garonne), demande 500 000 francs pour chacun des parents, ainsi que 250 000 francs pour chacun des deux frères, ainsi que pour la grand-mère.

Il y a un peu plus d'un an, le Monde révélait qu'une dizaine d'enfants souffrant d'une forme de

d'une contamination par l'hormone de croissance humaine dite «extractive», produite à l'Institut Pasteur de Paris à partir d'hypophyses prélevées chez des cadavres. Cette contamination est à l'origine de plus d'une vingtaine de cas de maladie de Creutzfeld-Jakob, affection neurologique dégénérative et mortelle.

nanisme dite «hypophysaire» avaient atteints d'une affection neurologique dégénérative, toujours mortelle, connue sous le nom de maladie de Creutzfeld-Jakob (le Monde du 7 février 1992). Tous avaient été traités en 1984 et 1985 par une hormone de croissance dite «extractive», issue de glandes hypophysaires prélevées en France et dans différents pays de l'Europe de l'Est (Bulgarie et Hongrie) sur plusieurs milliers de cadavres (2).

A la suite de cette information, les pouvoirs publics ont réclamé une série de rapports, notamment au professeur Jacques Dangouman, directeur de la pharmacie et du médicament — fonction qu'il occupait déjà à l'époque des faits — et au professeur Jean-Claude Job, président de l'association France-Hypophyse. Un rapport demandé à l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) par Bernard Kouchner, alors ministre de la santé et de l'action humanitaire, et rendu public en décembre (le Monde du 25 décembre 1992) se révélait accablant. Il critiquait l'organisation quelque peu artisanale de la production de l'hormone de croissance extractive et de la collecte des hypophyses de cadavres.

On estime que près d'une trentaine d'enfants traités par les lots potentiellement contaminés sont atteints ou décédés de cette maladie. En dépit des assurances données par M. Kouchner, les pouvoirs publics ne semblent guère soucieux de donner des suites concrètes à ce dossier. Les parents d'enfants malades doivent faire face, dans un contexte dramatique, à de multiples difficultés matérielles.

JEAN-YVES NAU

(1) La maladie de Creutzfeld-Jakob correspond à une contamination, habituellement rarissime, caractérisée par l'installation d'une démence rapidement progressive, accompagnée de différents signes neurologiques et d'évolution toujours mortelle. On estime que cette maladie peut être transmise par des agents infectieux atypiques dénommés «virus lents» ou «prions».

(2) Il faut rigoureusement distinguer l'hormone de croissance dite «extractive» produite à partir d'hypophyses prélevées sur des cadavres, et l'hormone de croissance «synthétique», produite depuis 1985 à partir des techniques de manipulation génétique.

## SCIENCES

Selon la revue «Nature»

## Des chercheurs français ont découvert une nouvelle structure d'ADN

L'ADN, la molécule porteuse de l'hérédité chez tous les êtres vivants, est capable, dans certaines circonstances, d'adopter une structure... en quadruple hélice. Des chercheurs du groupe de biophysique de Palaiseau (École polytechnique/CNRS) ont identifié en laboratoire cette conformation inédite, ainsi qu'en témoignent les résultats qu'ils viennent de publier dans la revue britannique Nature (datée 10 juin).

Comme l'avaient révélé James Watson et Francis Crick il y a quarante ans (le Monde du 28 avril), l'ADN (acide désoxyribonucléique), dans la très grande majorité des cas, se présente sous la forme d'une double hélice, dont l'enroulement est toujours à droite. A cette indubitable spirale, née de l'appariement de deux à deux de ses quatre bases constitutives (adénine, cytosine, guanine, thymine), il existe pourtant quelques exceptions. A

force de soumettre la molécule de la vie au crible de la cristallographie, quelques structures insolites sont apparues au fil des ans : des fragments d'ADN de forme dite Z (dont la double hélice s'enroule à gauche), d'autres croisées, d'autres, enfin, en hélice courbée, cette dernière structure semblant jouer un rôle bien précis dans la régulation de l'expression des gènes.

L'agencement obtenu, grâce à la résonance magnétique nucléaire (RMN), par les chercheurs de Palaiseau est plus extravagant encore. Il s'agit d'une spirale à quatre chaînes, exclusivement constituée de cytosine. Comme le résume Maurice Guéron, responsable du groupe de biophysique, la succession de cet unique élément, pour peu qu'il soit placé dans un environnement légèrement acide (pH 6-5), suffit à former une hélice d'ADN à quatre chaînes, «due à

deux appariements distincts intercalés l'un dans l'autre».

Cette quadruple hélice est-elle pour autant présente dans la nature? Pour le moment, les biologistes ne l'ont observée que sur des fragments d'ADN synthétiques, créés de toutes pièces avec les ingrédients réels — en laboratoire. Mais rien ne semble s'opposer à ce que des structures similaires existent, en faible quantité, dans notre patrimoine héréditaire. Une hypothèse d'autant plus séduisante qu'elle pourrait en partie expliquer le comportement anormal, à l'extrémité de nos chromosomes, par les «diplomates» : de longs et étranges filaments d'ADN composés exclusivement de cytosine et de guanine, qui raccourcissent avec l'âge et que l'on soupçonne d'être impliqués dans le processus du vieillissement biologique (le Monde du 17 mars).

CATHERINE VINCENT

Pour acquérir une plus grande autonomie financière

## Les services de la météorologie nationale deviennent un établissement public administratif

Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, a présenté, mercredi 16 juin, en conseil des ministres un décret qui transforme les services de la météorologie nationale en un établissement public à caractère administratif (EPA), appelé Météo-France.

La météorologie nationale forme actuellement une des directions du ministère de l'équipement et, ainsi, ne dispose pas de statut distinct de celui de l'Etat. Par voie de consé-

quence, elle n'a pas d'autonomie budgétaire. Or, par le développement des prestations rémunérées qu'elle fournit aux particuliers et aux entreprises (services télématiques et téléphoniques), la météorologie nationale dégage des recettes commerciales qui ont quadruplé en six ans. Elles étaient de 26 millions en 1987 et de 53 millions en 1990, pour atteindre 100 millions de francs en 1992. En accordant au statut d'EPA, Météo France va pouvoir conserver ses recettes. Elle continuera à se consacrer principalement à ses missions en matière de sécurité civile et de service aux armées et à l'aéronautique. Le statut des 3 500 membres de son personnel, fonctionnaires de l'Etat, n'est pas modifié par cette mesure.

A. R.-M.

## Pierre David nouveau président de la Cité des sciences de La Villette

Sur proposition de François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Pierre David a été nommé président du conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette par le conseil des ministres de mercredi 16 juin. Il remplace à ce poste Roger Legardès dont le mandat arrivait à expiration le 6 juin dernier.

[Né le 15 juin 1940 à Toulouse (Haute-Garonne), ancien élève de l'École polytechnique, ingénieur général de l'armement, et licencié en sciences économiques, Pierre David a été chargé de mission au cabinet de Jacques Chirac, premier ministre (1974-1976), directeur du cabinet du président de la SNCF (1976-1978) et du ministre des transports (1978-1980), puis chargé de mission auprès de Robert Galley, ministre de la défense (1980). Depuis 1981, il a occupé successivement les postes de PDG de l'électronique aéronautique (EAS), de directeur de la politique industrielle à la société l'Adco, de secrétaire général adjoint, puis PDG de Saurin SA; enfin, depuis 1990, il a été directeur à Friedland Finance.]

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. DROUOT 642 260  
Informations téléphoniques parvenues au public en français et en anglais au : 48-00-20-17  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu les veilles des ventes, de 11 h à 18 h. \* Exposition le matin de la vente. Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 40-76-45-45.

## LUNDI 21 JUIN

S. 2 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN. Expo. le 19-06 11 h/18 h.  
S. 3 - Art nègre, Océanie. - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLAUD, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 5 et 6 - 20 h 30 Importants tableaux et sculptures modernes. - M<sup>re</sup> LOUDMER.

## MERCREDI 23 JUIN

S. 2 - Dessins. Tableaux anciens. Bel ameublement. - M<sup>re</sup> RICOLES, MM. Augier et Luhl, experts.  
S. 3 - Importants bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne. - M<sup>re</sup> AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET.  
S. 5 et 6 - 14 h 30. Importants tableaux des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Sculptures. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN. Experts : MM. A. Pacini et A. de Louvençourt. M<sup>re</sup> M.-A. Frol, M. F. Baillet, M. J. Benoit. Expo. le 22-06 11 h/18 h et le 23-06 11 h/12 h. (Veuillez contacter François Tajan ou Christine Dayonnet au (1) 42-61-80-07, poste 426 fax : (1) 42-61-39-57.)  
S. 7 - 20 h 30. Importants tableaux abstraits et contemporains. Sculptures. ADAMI - ALECHINSKY - ARMAN - ATLAN - BASQUIAT - CESAR - le Ponce - CHU TEH CHUN - FASSIANOS - FONTANA - GILOLI - HAAS (13 œuvres) - MATHEU - MICHAUX - REBEYROL - SCHNEIDER - TAKIS - ZAO WOU-KI. Expo. à l'étude : le 18-06 10 h/13 h et le 14 h/18 h le 19-06 11 h/13 h et le 14 h/18 h. Expo. à Drouot : les 22 et 23-06 11 h/18 h. - M<sup>re</sup> LOUDMER.

S. 9 - Objets d'art et d'ameublement. - M<sup>re</sup> RENAUD.  
S. 10 - Objets : matériel Hi-Fi, appareils photo, alcools. - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLAUD, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 12 - 14 h 15. 110 instruments de musique. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN. Experts : M. E. Varet. Expo. le 22-06 11 h/18 h.  
S. 13 - Tableaux, bibelots, meubles. - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLAUD, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 16 - Tableaux, bijoux, meubles. - M<sup>re</sup> CARDINET-KALCK.

## JEUDI 24 JUIN

S. 9 - 14 h. Arts primitifs. - M<sup>re</sup> LOUDMER. Expo. à l'étude Loudmer uniquement, le 18-06 11 h/13 h et le 14 h/18 h, les 21 et 22-06 10 h/13 h, 14 h/18 h et le 23-06 10 h/13 h.

## VENDREDI 25 JUIN

S. 2 - 14 h 15 Objets d'art et de bel ameublement des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup>. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN. Experts : M. J.-P. Dillès et M. G. Dillès. Expo. le 24-06 11 h/18 h.  
S. 3 - Autographes. - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLAUD, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 4 - Bijoux, Argentier. Tableaux anciens XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup>. Art nouveau. Art déco. Objets d'art et d'ameublement. - M<sup>re</sup> JUTHEAU de WITT.  
S. 5 et 6 - Tableaux modernes, tableaux et dessins anciens, bronzes, bel ameublement des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. - M<sup>re</sup> AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET.

## SAMEDI 26 JUIN

S. 8 - 11 h 15 et 14 h 15 La brasserie et la bière. Expo. à l'étude Loudmer uniquement, le sam. 19-06 11 h/13 h et le 14 h/18 h et du lundi 21 au jeudi 24-06 10 h/13 h et 14 h/18 h. - M<sup>re</sup> LOUDMER.

## HOTEL DROUOT - SALLES 5 ET 6

LUNDI 21 JUIN à 20 h 30  
IMPORTANTS TABLEAUX ET SCULPTURES MODERNES  
EXCEPTIONNEL ENSEMBLE DE ONZE SCULPTURES DE DEGAS PROVENANT DE LA SUCCESSION ALBINO PALAZZOLO, ANCIEN DIRECTEUR DE LA FONDERIE HEBRAUD.

Paul SIGNAC, Les Andelys, côte d'aval (1886)  
Vasily KANDINSKY, Circuit (1939)  
Fernand LÉGER, Papillons polychromes (1938)  
Aristide MAILLOL, Etude pour une Nympha (1930)  
BERNARD DERAIN, ERNST FAUTRIER, FOUITA, GROMAIRE, HELJON, HERBIN, LANSKOVY, LE SIDANER, LHOTE, LURCAT, VALLOTTON, VLAMINCK.  
SCULPTURES  
BUGATTI, CSÁKY, GONZALEZ, MODIGLIANI, ORLOFF, RODIN.

## SUCCESSION MICHEL GUY

ALECHINSKY, TWOMBLY, VAN VELDE  
(Expo. S. 5 et 6 les 19 et 21 juin 11 h/18 h.)

LOUDMER

**DROUOT MONTAIGNE**  
15, AVENUE MONTAIGNE  
75008 PARIS  
Tél. : 48 00 20 80  
Téléc. : 650 873

JEUDI 24 JUIN à 14 heures  
OBJETS D'ART ET DE TRÈS BEL AMEUBLEMENT.  
IMPORTANTS TABLEAUX ANCIENS  
M<sup>re</sup> PICARD, commissaire-priseur.  
Experts : MM. J.-P. Dillès, G. Herdheban et A. Latreille, L. Riaux, E. Turquin.  
Expo. le 22-06 16 h/21 h et le 23-06 11 h/21 h.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET, 32, rue Drouot (75009), 37-70-54-58.  
CARDINET-KALCK, 17, rue Le Peletier (75009), 48-24-06-11.  
JUTHEAU de WITT, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.  
LAURIN, GUILLAUD, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement de PICHOUX-LURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-61-81-16.  
LOUDMER, 7, rue Roussin (75009), 44-70-50-55.  
PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-77-22.  
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.  
de RICOLES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.

HOTEL GEORGE-V (Salon « La Paix »)  
31, avenue George-V - 75008 Paris

## LUNDI 21 JUIN

à 14 h 30 : Collection DELEPLANQUE  
Rare ensemble illustrant l'histoire du « sucre » à travers les objets : ferronnerie, étains, verreries, argenterie et principalement céramiques.

Experts : M. Ph. Boucaud, MM. R. Déchaut et Th. Stetten, Ed. de Sevin, M. G. Lefebvre, assisté de Louis Lefebvre.

à 18 h : Collection d'un grand amateur et à divers. Faïences et porcelaines européennes des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles.

Expert : M. G. Lefebvre assisté de Louis Lefebvre.  
Expo. pub. le 19-06 14 h/21 h et le 20-06 11 h/20 h.  
(Veuillez contacter Catherine Yaiche au (1) 42-61-80-07, poste 410 fax : (1) 42-61-39-57).

ADER TAJAN

## Le Monde

## ABONNEMENTS VACANCES

## □ Vous êtes abonné(e)

FAITES SUIVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT LES VACANCES  
Renvoyez-nous au moins 15 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement

VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ : \_\_\_\_\_

□ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant)  
de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

□ Transfert sur le lieu de vacances (France métropolitaine uniquement)  
de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

Votre adresse de vacances : \_\_\_\_\_

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

## □ Vous n'êtes pas abonné(e)

RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES  
Renvoyez-nous au moins 15 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement

DURÉE FRANCE DURÉE FRANCE

2 semaines (13 n°) ..... 91 F 2 mois (62 n°) ..... 360 F

3 semaines (18 n°) ..... 125 F 3 mois (78 n°) ..... 536 F

1 mois (26 n°) ..... 181 F

VOTRE ABONNEMENT VACANCES : \_\_\_\_\_

DURÉE de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

VOTRE ADRESSE DE VACANCES : \_\_\_\_\_

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

VOTRE ADRESSE HABITUELLE : \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

VOTRE RÈGLEMENT : ☐ Chèque joint ☐ Carte Visa M<sup>re</sup>

Expire \_\_\_\_\_

Date et signature obligatoires \_\_\_\_\_

A renvoyer à « LE MONDE », Service abonnements, 301 MDP 02

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex

Sur minitel 3615 LE MONDE code ABO

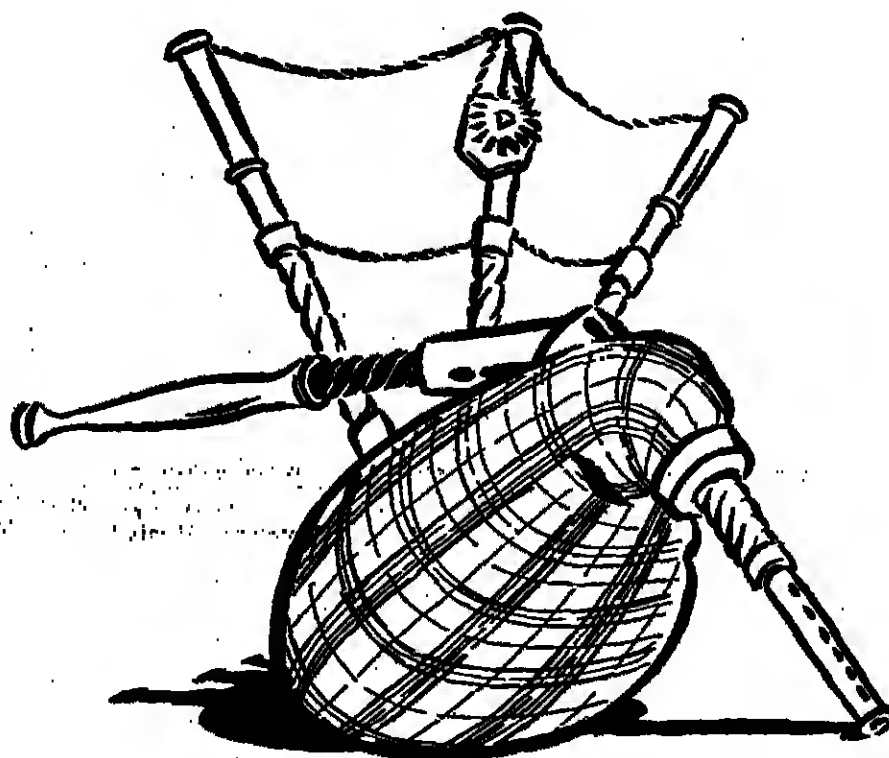
Air 1  
13318 M



مركز العمل

• Le Monde • Vendredi 18 juin 1993 15

# La France chante-t-elle encore la Marseillaise ?



**T**out le monde sait chanter la Marseillaise pour fêter certains succès, mais reste sans voix lorsqu'il s'agit de défendre les performances de Sud Marine.

En quelques années :

- nous avons relevé le défi international avec un objectif : la qualité totale (RAQ-2\* et ISO 9001\*\*),
  - nous avons modernisé nos ateliers de mécanique et de chaudronnerie pour améliorer nos performances,
  - nous avons maintenu l'emploi en assurant du travail à nos 600 collaborateurs et nos 1200 sous-traitants,
- avec l'appui sans faille des Institutions et Collectivités Locales et la mobilisation de toute la Provence. Cela, malgré une concurrence internationale qui sait habilement profiter de sa monnaie et de ses avantages sociaux.

Aujourd'hui, pour faire entendre la voix de Sud Marine et gagner des marchés,  
**chantons la Marseillaise !**



## SUD MARINE

*La Qualité est au Sud*

Aire de Mourepiane - Enceinte Portuaire Porte 4 - BP 158  
13318 Marseille cedex 15 - Tél. 91 03 55 00 - Fax. 91 03 17 43

\* RAQ-2 : Certification "Règlement sur l'Assurance Qualité" - délivrée par le Ministère Français de la Défense. \*\* ISO 9001 : Certification "Système Assurance Qualité" - Normes internationales.

RC 86 B 1495

...ont découvert  
structure d'ADN

CATHERINE VAC

Pierre David  
nouveau président  
de la Cité des sciences  
de La Villette

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCE

...LE MONDE ...



CINÉMA

L'ENFANT LION de Patrick Grandperret

# Rêve de père

Un film pour dire l'Afrique, l'enfance, la liberté

Dans ce village de la savane, on attendait des jumeaux. Deux petits d'homme, deux lionceaux. Mais les présages étaient faux. Au foyer du grand chasseur Moko est arrivé un seul beau bébé, Oulé. Chez la lionne Oura, un seul petit fauve, la jolie Sirga. Chacun des nouveaux-nés, privé d'une moitié de lui-même, s'inventera une gentillesse idéale, magique, imposera le rêve impossible de l'harmonie des contraires, comblera le précoce des « différences ». Un enfant et un lion, l'un, dans la même case-basse, le lait de la fraternité, et voilà le film de Patrick Grandperret sur sa route lumineuse de tendresse et de gravité, de grâce joyeuse et de dignité.

Une route semée de tous les sortilèges du conte. Oulé et sa jalouse fiancée de dix ans seront capturés par des trafiquants d'esclaves. Dans le palais lointain où ils sont prisonniers, le garçon, après que les belles guerrières auront soigné ses blessures, poussera le rugissement de la liberté et fera lever un ouragan. Avant de s'échapper par les chemins de neige, de soleil et de vent, et de rebâtir son village, où les lions revus signeront le retour de la paix.

Rien de racoleur, de sucré dans l'Enfant lion, pas de complexe dysneyen, c'est un film de voyages, de paysages, de passage, de réconciliation, réalisé avec un luxe constant mais sans affectations exotiques. Un film pour enfants? Aussé! Qui revendique le droit de s'offrir des images poétiques à la Douanier Rousseau, des jungles improbables et des jeux impossibles. Qui revendique le droit d'inventer des Africains heureux.

Patrick Grandperret signant ce film-là? C'est un peu comme si un boxeur devenait dentellier ou une



Le fauve et l'enfant : une gentillesse magique

vedette de hard rock claveciniste ou Mozart de Salzbourg. Avant l'Enfant lion, Grandperret a signé deux long métrages : Courts-circuits (prix Jean-Louis-Bary 1981), qui décrivait des demi-marginaux possédés par la passion de la moto, et Mona et moi (prix Jean-Vigo 1989), dérive assez marrant et passablement poisseuse de rockers banlieusards et défoncés.

« L'Afrique? Non, dit-il, elle n'était pas dans mon imaginaire. Une idée de l'Afrique, peut-être, uniquement nourrie de lectures. » Grandperret ne donne pas une image de lui flatteuse, geignarde. Quand il arrive, il pose son casque, c'est un motard. « Courts-circuits, mon premier film, n'a pas été compris du tout. Les fans de moto ont été déçus. Des que les premiers l'ont vu, ils ont dit à leurs copains de ne pas venir, que de la moto il y en

avait à peine. L'action se déroulait pendant les deux ou trois mois qui précèdent les grands prix. Il y avait un manager et le pilote qu'il veut faire courir. Un petit casse. Des bijoux contre de la dope. Le manager vivait avec un danseur de l'Alcazar. C'était assez brouillon.

« J'ai essayé d'aller vendre ça en province. Les exploitants me disaient : « Quand le metteur en scène vient, la salle est pleine. » Sauf que là, elle était vide. Un jour, trois types sont restés. Je leur ai demandé pourquoi. Ils ont répondu, on s'est trompés, on pensait voir le Roi des cons. » Après, le jeune Grandperret, natif de Saint-Maur et diplômé de l'ESSEC, redevient assistant, produit Deux lions au soleil, de Claude Farnado, travaille dans la pub « pour nourrir mes enfants mais sans réaliser de clips, j'aurais eu l'impression de me pro-

tituer ». Puis prépare Mona et moi, emprunte, attend. Puis réalise. Et attend encore. Coproduit La Vie des morts, d'Arnaud Desplechin. Attend à nouveau.

Commence la belle aventure de l'Enfant lion. Patrick Grandperret trouve dans le grenier de ses parents un bouquin aimé jadis, écrit par un prof, René Guillot, dans les années 50, Sirga la lionne. Il le fait lire à sa fille Emilie, treize ans, qui lui dit : « Papa, au lieu de faire des films que personne ne va voir, tu devrais plutôt raconter cette histoire-là. » Et voilà. « Ça a été le déclic, le désir soudain de changer d'horizon : j'avais passé quatre ans dans les milieux de la dope, j'avais trop vu mourir... »

Ecriture du scénario. « Je ne voulais pas d'une Afrique à la Leni Riefenstahl, avec grands Noirs sculpturaux et couchers de soleil spectaculaires. Je n'en ai tourné qu'un, en fait, et il s'est retrouvé sur l'échelle. » Suivent six mois de préparation, et un an de repérages. Grandperret est entouré de son équipe (réduite)-habituée, qu'il engage au forfait, achète son matériel, bricole une caméra à magasin de pellicule variable, capable, dans sa version légère, de grimper sur le dos d'un éléphant. Il va à la rencontre de dragueurs, de Los Angeles à l'Afrique du Sud en passant par Nanterre, finit par en engager huit, surveille la naissance de lionceaux dans toutes les réserves et les zoos de la planète, et s'approprie à un tournage de vingt-cinq semaines qui s'étalerait sur une année.

Le message est passé, magnifié par le bruit du vent, des vagues, et

« Trop riche de trop d'images »

« Faire jouer, dans les deux sens du terme, un bébé et un lionceau? Non, cela n'a rien de facile. Il s'agit d'évidemment d'éviter tout accident, de nourrir suffisamment le fauve pour qu'il ne s'avis pas de prendre l'enfant pour une proie, mais pas trop tout de même pour qu'il ne s'endorme pas à l'instant, repu et content. Quant à Mathurin, le merveilleux petit garçon qui interprète Oulé à dix ans, il avait peur, parfois. Et nous aussi... »

L'Enfant lion se tournera dans l'ouest de la Côte-d'Ivoire, près du Libéria : on recense dix mois plus tard et 5000 kilomètres plus loin, au Zimbabwe, puis on s'en ira au Niger, près de la frontière du Mali, au Maroc enfin, là où Scorese avait trouvé le décor de sa dernière tentation du Christ. « Le financement a été chaotique, haché, deux. Mais nous n'avons jamais manqué de rien, et le budget a fini par s'élever à 55 millions de francs. Il s'est bouché au fur et à mesure du tournage, lorsque nous pouvions montrer des scènes à des acheteurs potentiels. Ainsi, 4 millions de dollars de préventes ont été réalisées avant même que le film soit terminé. »

« A la fin, Luc Besson est intervenu, il m'a aidé au montage, il m'a encouragé à couper un quart d'heure. J'étais trop riche de trop d'images. Luc et moi, on se connaît depuis toujours, j'ai tenu la caméra de son premier court-métrage, une histoire de sirène... Il m'a fait un grand cadeau, le cadeau de son temps. » Le père de l'Enfant lion dit encore : « Vous avez remarqué les trois vieux sages qui entourent le prince, dans son palais? Eh bien, ils jouaient les rois mages dans Cocoricó, Monsieur Poulet, de Jean Rouch. » Il ajoute : « Quand je suis arrivé à Niamey, j'ai vu qu'il y avait une infirmerie Jean-Rouch. Maintenant, il y a aussi un laboratoire Grandperret. »

DANIEL HEYMANN

L'ARCHE ET LES DÉLUGES de François Bel

# Eléments du crime

Une fresque étonnante et (trop) ambitieuse

On doit à François Bel deux grands films animaliers. Le premier, le Territoire des autres, en 1968, bardé de prix internationaux, devait trouver en Orson Welles un fan de choix qui y voyait « de la magie ». Le second, la Griffie et la Dent, en 1976, entraînait dans une étonnante partie de chasse nocturne les fauves, deux ours, assis dans l'effort et dans l'élan. L'Arche et les Déluges, à la fois séduisant et déconcertant, part d'une idée de l'académicien Pierre Moiré (déjà partenaire dans l'aventure de la Griffie et la Dent). Il s'agit d'explorer les beautés de notre planète à travers les créatures innées de sa star essentielle, l'eau. L'eau vive, vivante, vitale, dérivante, défilante. L'eau bouillonnante au pied des volcans et pétrifiée au cœur des glaciers.

Il s'agit aussi d'alerter, de dénoncer, de prophétiser. L'homme, ce gredin inconscient, est bien capable de détruire ces furieuses harmonies. Bon, hélas, on le savait déjà... Et le glissement progressif de la symphonie du Vieux Monde, de l'opéra aquatique vers la fable apocalyptique et « signifiante », est un peu pesant. Comme est périlleux le parti pris, par ailleurs courageux, de ne jamais sinter le lien de l'action, et de se contenter d'un commentaire minimaliste dit par Claude Rich.

Le spectateur, ainsi, s'émerveille et s'égare. Est-il aux Falkland ou au Spitzberg? En Argentine ou au Mexique? Ah! celles-là, on les reconnaît, elles sont uniques, ce sont bien les chutes d'Iguazu? Mais où, ces diaboliques brûlantes, et ce chant incroyable montant de la glace bleue turquoise? Oh, les habitants de ces mers, de ces océans, de ces rivières? Oh, le peuple manchot en drolatique majesté; oh, le charme pustuleux du crapaud, la vigueur proliée de l'orque, le lamento des lamentations, la malice des requins! Partout, nulle part, et chaque image est un voyage.

Puis c'est la désertification et le désespoir, le sécheresse, les pollutions. Rouages rouillés, carlingue dépecée, souillure. On voit un ours dans une décharge, des oiseaux englués dans des mousses ignobles. Le commentaire dit : « Dans un del de cendres va monter la longue nuit des angoisses et des agonies. » Puis ose tout de même le mot « recommencement ». On voit alors à nouveau l'eau galoper et bouillonner gaiement, on voit les orques, les manchots, toute la troupe pour un grand final écologique-lyrique.

Le message est passé, magnifié par le bruit du vent, des vagues, et

JAMBON, JAMBON de Bigas Luna

Ca commence en dessous de l'un de ces immenses tores en carton-pub qui enlaidissent les paysages espagnols, plus précisément sous les testicules d'indit animal. On s'insinue ainsi tout de suite le centre d'intérêt principal du film, dont les enjeux se situent juste au-dessous de la ceinture. On y voit comment la jeune Penelope Cruz, engrossée par un fils de famille infantile, sera séduite par le livreur de jambon d'un coin, beaucoup plus viril, comme à cette tâche par Stefania Sandrelli, mima abusive du jeune niais, effimée inopinément fondroyée de désir pour le même spécialiste de la galipette charcutière.

Il y a aussi Anna Galiena, maman de la donzelle, au physique toujours aussi avenant, et encore un, non deux papas, mais ce n'est pas bien important. Bigas Luna tricote - un câlin à l'endroit, une crise de nerfs à l'envers - son vandeville salé. Personne ne lui tiendrait rigueur s'il en restait là.

Les ambitions du film sont, hélas, plus complexes. Il y a une paire de millénaires, dans les années 70, nombre de cinéastes drapés dans les oripeaux de Wilhelm Reich crurent (ou firent semblant de croire) que la gaudiologie représentait le fin du fin de la contestation. Les Espagnols ont eu droit à un défilé de grâce pour cause de franquisme, mais eux aussi ont cessé de prétendre que l'exhibition de tétons sur écran large ferait trembler l'ordre social. Sauf Bigas Luna qui, loin de se contenter d'une pochade un peu leste, prétend en faire une parabole « signifiante ». Et si ses interprètes ont des formes généreuses, le fond de son discours, alambiqué de psychologie et de sociologie pour courir du « cœur », est d'une indigence débile.

J.-M. F.

D. H. COMMENT FONT LES GENS de Pascale Bailly

Oni, comment font-ils les hommes et les femmes de 25/30 ans pour résister au chômage, aux incertitudes de l'emploi, aux traces de la vie quotidienne? Ils se débrouillent. Tant bien que mal, plutôt mal que bien, mais ils existent. Ils revendiquent leur besoin d'amour. Ces gens-là, enfin quelques-uns, Pascale Bailly les a rencontrés plus qu'inventés. Son premier film, un moyen métrage (présenté à Cannes dans la section Cinéma en France, le Monde du 18 mai), ressemble à une nouvelle filmée.

Ces gens-là sont sept, dont certains vont par deux (jeunes mariés à la recherche d'un appartement), les autres sont un couple séparé, un couple en train de se séparer et une fille qui a décidé de vivre seule. Tournés en décors naturels et en grande partie dans les rues de Paris, avec la pluie en prime, cette nouvelle a pris un style d'observation, de comédie sociale et sentimentale qui n'appuie jamais le trait, ne force jamais le naturel. Chez Pascale Bailly, les hommes (Frédéric Pierrot et Marc Citti) paraissent plus fragiles que les femmes, sans doute parce qu'ils n'ont pas de travail. Mais Sandrine Kiberman, pour avoir été placquée, est moins « battante » qu'Elisa Zylberstein et Eva Lonsca.

La petite musique d'un « mal de vivre » s'accompagne d'un humour incisif, et fort réjouissant. On ne peut tout de même pas toujours faire un drame de ces choses-là. La visite de l'appartement par Alain Fromager et Géraldine Pailhas, les jeunes mariés, est déjà un morceau d'anthologie. On ne peut pas parler, ici, de crise du scénario : le sujet a été traité, juste dans la durée cinématographique qu'il fallait.

JACQUES SICRIER

RED ROCK WEST de John Dahl

Michael : un bon gars, pas le genre à piquer dix dollars dans la caisse même s'il est au bout du rouleau. Et s'il débarque dans ce bled perdu de l'Amérique profonde, c'est pour chercher un bon emploi. Mais un premier quiproquo lui met en main une grosse somme, et un contrat de meurtre.

Il court prévenir la victime désignée... Deuxième patoche, deuxième contrat. Puis un cadavre sur les bras, des menottes aux poignets, des coups en pleine figure. Michael teste dix fois de quitter Red Rock, et dix fois il y revient, manipulé par les autres on contraint par sa morale.

Obstinément « bon » dans un monde de tueur, de stupre et de violence, Michael (Nicolas Cage, impavide, impeccable) patage entre les appétits mesquins d'un chabot pas franc de l'instinct (J. T. Walsh), d'une femme fatale du Midwest (Lara Flynn Boyle) et d'un tueur fan Dennis Hopper, qui continue d'essayer d'en faire plus que Marlon Brando dans Missouri Breaks.

Mais John Dahl est comme son héros : sa mise en scène est d'une totale honnêteté, qui refuse la grosse artillerie des effets et les arnaques du public. Cela fait un petit film noir étrangement modeste, un peu défectueux à force d'éviter tous ces artifices dont le genre est devenu contaminé, et c'est bien agréable.

JEAN-MICHEL FRODON

La liste des salles parisiennes où sont projetés les films sortis le mercredi 16 juin figure page 18, sous notre édition Région-Alpes.

FESTIVALS

# Fausse foire et vrai théâtre

De Villeurbanne à Aurillac, les fêtes de l'été seront culturelles et foraines

Voilà, mesdames et messieurs, l'occasion d'être un peu nopes dans la féerie unique et dérisoire d'une fête foraine vue à travers les prismes, traditionnellement colorés de violence et d'humour potache, d'onirisme aussi, du théâtre de rue. Deux festivals, les Eclanova de Villeurbanne et Eclat 93 d'Aurillac se sont entendus et ont mis en scène, chacun à leur façon, une foire. Un espace ouvert et des bonimenteurs haut perchés au milieu de la foule dans la banlieue de Lyon, un agencement en forme d'arène dans le Cantal.

« L'univers forain est dans l'air du temps », explique Michel Crespin, directeur du Festival d'Aurillac. Les compagnies de théâtre de rue y puisent de plus en plus leur inspiration depuis deux ans environ. « Pour Jean-Marie Songy, directeur adjoint chargé de la programmation, « c'est une réaction au déferlement croissant du public, de la foule. En installant des baraques, on retrouve un peu d'intimité, de convivialité ».

Le monde des saltimbanques n'a jamais réellement cessé de hanter les troupes de la rue. En témoignent innombrables et autres troubadours de fortune qui peuplent sans faille les « off » des festivals. De même, les « entresorts » (de « entre » et « sort »), dont le but est d'attirer le spectateur dans une baraque où monstres et merveilles ne sont faits que de toc et de farces, ont depuis longtemps fasciné les artistes. Ainsi, Monsieur Roger et madame Lucie, ou Puce, la chanteuse du groupe Dora Lou, particulièrement forte en voix, haragone du badad, le sommant d'assister au tour de force de son malabar de comparse. Ou encore « l'illustre » Burattini, et ses marionnettes, ses décors baroques, ses « arnaques » qui font rire ou pleurer.

Ceux-là se jouent depuis belle lurette des archétypes du genre, les amplifiant, les tournant. Pour l'occasion festivalière, d'autres, également présents à Villeurbanne et à Aurillac, leur ont emboîté le pas : Opusita, de Noisy-Le-Sec, sur des dialogues signés du dessinateur Siné, fustige le public en une virulente satire sociale; ou encore la compagnie Off de Tours, qui, en hommage à Freaks, a conçu un « Palais des découvertes » pour questionner le visiteur sur qui est monstre et qui ne l'est pas.

Marcel Campion, président de

l'Institut du monde festif, qui regroupe la plupart des syndicats forains, veut entendre des promesses dans cet engagement trimenté : « Sur toutes les attractions de la Foire du trône, il n'y a plus que quatre ou cinq entresorts et le théâtre forain en tant que tel n'existe plus. Les troupes de théâtre de rue peuvent peut-être, sous une forme ou une autre, redonner vie à ce genre d'activités ».

Hormis une grande rone haute de 33 mètres trônant devant l'hôtel de ville de Villeurbanne, il n'y aura point de forains dans ces créations. « Nous avons reçu un certain nombre de demandes, précise Patrice

Papellard, le programmateur du festival entièrement gratuit des Eclanova, qui alterne chansons (ouverture, le 17 juin, avec FFF et Kool and the Gang) et spectacles de rue. Mais notre objet n'est pas de refaire une fête foraine. Si barabappa il doit y avoir, elle mesurera au moins 3 mètres de haut. »

CHRISTOPHE MONTAUCIEUX

► Festival Eclanova de Villeurbanne, du 17 au 20 juin. Le dimanche 20 : « La Vogue Déchénée », création urbaine sur le thème de la fête foraine. Tél. : 78-03-67-67.

► Eclat 93, Festival européen de théâtre de rue d'Aurillac, du 25 au 28 août. Tél. : 71-64-34-32.

MUSIQUES

# La virevolte d'Elton John

Déboires d'une rock-star en Terre sainte

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La scène est défilante : une rock-star, les yeux affolés, bordé par-dessus un canapé de velours, littéralement portée par ses gorilles. A sa troupe, une meute hurlante de photographes. L'idole virevolte. Un garde du corps l'entraîne vers la sortie de l'hôtel et le propulse dans la limousine. C'est fini. Elton John a quitté Israël mardi 15 juin, moins de trois heures après son arrivée. « En vingt-cinq ans de carrière, nous ne nous sommes jamais heurtés à une telle foule d'irresponsables », déclare l'un des imprénarios du chanteur.

Nul doute que les Israéliens n'ont pas su recevoir le dandy aux doigts et à la voix d'or. Des arrivées, les fonctionnaires de l'aéroport Ben-Gourion ne lui ont en outre pour une heure d'attente dans la mouture de Tal-Aviv. Puis, c'est la course folle à 140 kilomètres/heure pour échapper aux admirateurs hystériques. Enfin, la scène de

foie, et la fuite pour Londres en jet privé.

L'organisateur israélien Zeev Isaac est au bord de la dépression : le chanteur l'accuse de n'avoir pas su prendre les mesures de sécurité nécessaires à sa protection. « Caprice de star », lance un journaliste. « J'ai vu Elton John ne se serait permis de quitter un autre pays sur un tel coup de tête », affirme le député travailliste Avraham Burg... L'accusation d'antisémitisme n'est pas loin.

D'autres députés réagissent, des ministres prennent position. Les médias font la « une » sur cet événement. Le président de l'Etat lui-même, Ezer Weizman, avoue qu'il n'est pas en son pouvoir de « changer les manières » de son peuple. Et puis, coup de théâtre, sur intervention personnelle de l'ambassadeur britannique (la concert est sponsorisée par la British Council), la rock-star se radoucit. Il chante finalement jeudi 17, au lieu de mercredi, à Tal-Aviv. — (Médias)

Le malaise pla







صكذامن لايصل

## EXPOSITIONS

Nous publions le **jedi** (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté **jedi**).

### Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.  
JEAN-MICHEL ALBEROLA. Avec la main droite. Salle d'art graphique. Jusqu'au 27 juin.  
BANIQUES BUSSONNIÈRES. PHOTOGRAPHIES DE PATRICK BARD. Galerie de la BPL. Jusqu'au 30 août.  
DOMINIQUE BOZO. Un regard. Galeries contemporaines. Jusqu'au 15 novembre.  
CONCOURS BRAUN DE DESIGN INDUSTRIEL. Centre d'information du CC. Jusqu'au 5 juillet.  
LES FAUTEUILS DE MATISSE. Atelier des enfants. Jusqu'au 5 septembre.  
MARTIN KIPPENBERGER. CLOSKY. WOLFGANG STAHLER. Galeries contemporaines. Jusqu'au 18 septembre.  
EMANUELE LUZZATI. Sednograph. Grand foyer. Jusqu'au 30 août.  
HENRI MATISSE (1894-1917). Musée national d'art moderne. Grande Galerie. Jusqu'au 21 juin.  
MALCOLM MORLEY. Galeries contemporaines. Jusqu'au 18 septembre.  
PHOTOGRAPHIES DE CLAUDE BRIGAC. Maguy Martin May be. Petit foyer. Jusqu'au 30 août.  
REVUE VIRTUELLE N° 7. LE VIRTUEL EN QUESTIONS. Galeries contemporaines. Jusqu'au 18 septembre.  
TRAITS D'IMPETU. Le dessin d'humour de 1914 à nos jours. Salle d'accueil. Jusqu'au 8 septembre.

### Musée d'Orsay

1, rue de la Boétie (44-48-48-14). Mar., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 8 h à 18 h. Fermé le lundi.  
CARABIN (1882-1932) DU L'UNITÉ DE L'ART. Exposition d'œuvres. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 11 juillet.  
CHARLES MAURIN (1856-1914). Dessins et gravures. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 11 juillet.

### Palais du Louvre

Porte Jagard - côté jardin des Tuileries (42-20-51-51). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15, un. sur deux et tous les mar. jusqu'à 21 h 15.  
ANTONIOLO DE MESSINE. LE CHRIST A LA COLONNE. Pavillon de Flore. Entrée : 36 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 8 août.  
COPIER-CRÉER - DE TURNER A PICASSO. 300 œuvres inspirées par les maîtres du Louvre. Hall Napoléon. Entrée : 36 F. Jusqu'au 28 juillet.  
LE Dessin Français. CHEFS D'ŒUVRE DE LA PIÉRIOT MORGAN LIBRARY. Pavillon de Flore. Entrée : 36 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 30 août.

### Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (40-70-11-10). T.J. et mar. de 10 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 19 h. Entrée : 36 F. Jusqu'au 22 août.

### Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenstein.  
DESIGN. MIRDOR DU SIÈCLE. (33-76-05-47). T.J. et mar. de 11 h à 20 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, jeu. jusqu'à 22 h. Entrée : 50 F (billet sur place et Fred. Jusqu'au 25 juillet.  
EN ROUTE M. LARTIQUE. (44-13-17-10). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 septembre.  
VI SALON INTERNATIONAL DE L'AFRIQUE. DES ARTS GRAPHIQUES DES ARTS DE LA RUE. (42-58-45-08). T.J. et mar. de 11 h à 18 h, sam. et dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 juin.

### Galerie nationale du Jeu de paume

Place de la Concorde (42-50-69-63). T.J. et mar. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h 30.  
EVA HESSE, THIERRY KUNTZEL. Entrée : 35 F. Jusqu'au 20 juin.

### Centres culturels

ALOISE ET LE THÉÂTRE DE L'UNIVERSE. Centre culturel suisse. 38, rue des

### PARIS EN VISITES

« Les passages couverts du dix-neuvième siècle : de Saint-Eustache à Boulevard par le passage du Grand-Corinthe, 15 heures, l'après-midi de l'église Saint-Eustache (Monuments historiques).

« Décors du dix-neuvième siècle et histoire des massacres de septembre 1972 au couvent des Carmes, (visite limitée à trente personnes), 15 heures, 70 rue de Valenciennes (Monuments historiques).

« L'ancien hôtel des Archevêques de Sens et les collections de la bibliothèque Forney (visite limitée à trente personnes), 18 heures, 1, rue du Fichier (Monuments historiques).

« Le vieux Montmartre », 11 heures et 15 heures, sortie métro Montmartre, en haut du funiculaire (C. Mart).

« Les jardins du Marais. Place des Vosges », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé).

« Le quartier Courneuve. Évolution de la boue des marais », 14 h 30, 21, bd Bonne Nouvelle (Paris pittoresque et insolite).

« Les jardins à thèmes du parc André-Croton », 14 h 30, entrée du parc rue Balard, face n° 67 (Approche de l'Art).

« Hôtels du Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (J. Huet).

« Salons, grands salons, salons et chapelle de la Sorbonne », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (D. Bouchard).

France-Bourgeois (42-71-44-50). T.J. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 4 juillet.

AMERICAN SCREENTIPS. COLLECTION REBA ET DAVE WILLIAMS. Fondation Mona Bismarck. 34, avenue de New-York (47-23-38-88). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30. Jusqu'au 17 juillet.

A PROPOS DE PAYSAGES. Cinquante dessins de la collection Kröller-Müller. Institut néerlandais. 121, rue de Lille (47-05-65-98). T.J. et mar. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 27 juin.

ARCHITECTURE ET PAYSAGE. Maison de l'architecture. 7, rue Chailiot (40-01-01-01). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 15 septembre.

LES FAUTEUILS DE MATISSE. Atelier des enfants. Jusqu'au 5 septembre.

MARTIN KIPPENBERGER. CLOSKY. WOLFGANG STAHLER. Galeries contemporaines. Jusqu'au 18 septembre.

EMANUELE LUZZATI. Sednograph. Grand foyer. Jusqu'au 30 août.

HENRI MATISSE (1894-1917). Musée national d'art moderne. Grande Galerie. Jusqu'au 21 juin.

MALCOLM MORLEY. Galeries contemporaines. Jusqu'au 18 septembre.

PHOTOGRAPHIES DE CLAUDE BRIGAC. Maguy Martin May be. Petit foyer. Jusqu'au 30 août.

REVUE VIRTUELLE N° 7. LE VIRTUEL EN QUESTIONS. Galeries contemporaines. Jusqu'au 18 septembre.

TRAITS D'IMPETU. Le dessin d'humour de 1914 à nos jours. Salle d'accueil. Jusqu'au 8 septembre.

TONY CATANY. Espace photographique de Paris. nouveau forum des Halles, place Carrière 4 à 8. Grande Galerie (40-28-87-12). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 31 F.

JEAN-MARTIN CHARCOT. Maison de l'Amérique latine. 217, bd Saint-Germain (49-54-75-35). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 8 juillet.

DO NOT DISTURB. RÉVÉS D'HÔTELS. Photographies. Pulpier et dessins de Marie-Paule Nègre. Centre d'information du CC. Jusqu'au 18 septembre.

PIERRE BURAGLIO. COMMANDE PUBLIQUE DE LA VILLE DE PARIS. Pour la chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Près, 3, place Saint-Germain-des-Près (42-76-67-00). Ouverture permanente de la chapelle le mar. et jeu. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

TONY CATANY. Espace photographique de Paris. nouveau forum des Halles, place Carrière 4 à 8. Grande Galerie (40-28-87-12). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 31 F.

JEAN-MARTIN CHARCOT. Maison de l'Amérique latine. 217, bd Saint-Germain (49-54-75-35). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 8 juillet.

DO NOT DISTURB. RÉVÉS D'HÔTELS. Photographies. Pulpier et dessins de Marie-Paule Nègre. Centre d'information du CC. Jusqu'au 18 septembre.

PIERRE BURAGLIO. COMMANDE PUBLIQUE DE LA VILLE DE PARIS. Pour la chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Près, 3, place Saint-Germain-des-Près (42-76-67-00). Ouverture permanente de la chapelle le mar. et jeu. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

TONY CATANY. Espace photographique de Paris. nouveau forum des Halles, place Carrière 4 à 8. Grande Galerie (40-28-87-12). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 31 F.

JEAN-MARTIN CHARCOT. Maison de l'Amérique latine. 217, bd Saint-Germain (49-54-75-35). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 8 juillet.

DO NOT DISTURB. RÉVÉS D'HÔTELS. Photographies. Pulpier et dessins de Marie-Paule Nègre. Centre d'information du CC. Jusqu'au 18 septembre.

PIERRE BURAGLIO. COMMANDE PUBLIQUE DE LA VILLE DE PARIS. Pour la chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Près, 3, place Saint-Germain-des-Près (42-76-67-00). Ouverture permanente de la chapelle le mar. et jeu. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

TONY CATANY. Espace photographique de Paris. nouveau forum des Halles, place Carrière 4 à 8. Grande Galerie (40-28-87-12). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 31 F.

JEAN-MARTIN CHARCOT. Maison de l'Amérique latine. 217, bd Saint-Germain (49-54-75-35). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 8 juillet.

DO NOT DISTURB. RÉVÉS D'HÔTELS. Photographies. Pulpier et dessins de Marie-Paule Nègre. Centre d'information du CC. Jusqu'au 18 septembre.

PIERRE BURAGLIO. COMMANDE PUBLIQUE DE LA VILLE DE PARIS. Pour la chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Près, 3, place Saint-Germain-des-Près (42-76-67-00). Ouverture permanente de la chapelle le mar. et jeu. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

TONY CATANY. Espace photographique de Paris. nouveau forum des Halles, place Carrière 4 à 8. Grande Galerie (40-28-87-12). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 31 F.

JEAN-MARTIN CHARCOT. Maison de l'Amérique latine. 217, bd Saint-Germain (49-54-75-35). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 8 juillet.

DO NOT DISTURB. RÉVÉS D'HÔTELS. Photographies. Pulpier et dessins de Marie-Paule Nègre. Centre d'information du CC. Jusqu'au 18 septembre.

PIERRE BURAGLIO. COMMANDE PUBLIQUE DE LA VILLE DE PARIS. Pour la chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Près, 3, place Saint-Germain-des-Près (42-76-67-00). Ouverture permanente de la chapelle le mar. et jeu. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

TONY CATANY. Espace photographique de Paris. nouveau forum des Halles, place Carrière 4 à 8. Grande Galerie (40-28-87-12). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 31 F.

JEAN-MARTIN CHARCOT. Maison de l'Amérique latine. 217, bd Saint-Germain (49-54-75-35). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 8 juillet.

DO NOT DISTURB. RÉVÉS D'HÔTELS. Photographies. Pulpier et dessins de Marie-Paule Nègre. Centre d'information du CC. Jusqu'au 18 septembre.

PIERRE BURAGLIO. COMMANDE PUBLIQUE DE LA VILLE DE PARIS. Pour la chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Près, 3, place Saint-Germain-des-Près (42-76-67-00). Ouverture permanente de la chapelle le mar. et jeu. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

TONY CATANY. Espace photographique de Paris. nouveau forum des Halles, place Carrière 4 à 8. Grande Galerie (40-28-87-12). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 31 F.

JEAN-MARTIN CHARCOT. Maison de l'Amérique latine. 217, bd Saint-Germain (49-54-75-35). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 8 juillet.

DO NOT DISTURB. RÉVÉS D'HÔTELS. Photographies. Pulpier et dessins de Marie-Paule Nègre. Centre d'information du CC. Jusqu'au 18 septembre.

PIERRE BURAGLIO. COMMANDE PUBLIQUE DE LA VILLE DE PARIS. Pour la chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Près, 3, place Saint-Germain-des-Près (42-76-67-00). Ouverture permanente de la chapelle le mar. et jeu. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

TONY CATANY. Espace photographique de Paris. nouveau forum des Halles, place Carrière 4 à 8. Grande Galerie (40-28-87-12). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 31 F.

JEAN-MARTIN CHARCOT. Maison de l'Amérique latine. 217, bd Saint-Germain (49-54-75-35). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 8 juillet.

DO NOT DISTURB. RÉVÉS D'HÔTELS. Photographies. Pulpier et dessins de Marie-Paule Nègre. Centre d'information du CC. Jusqu'au 18 septembre.

PIERRE BURAGLIO. COMMANDE PUBLIQUE DE LA VILLE DE PARIS. Pour la chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Près, 3, place Saint-Germain-des-Près (42-76-67-00). Ouverture permanente de la chapelle le mar. et jeu. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

TONY CATANY. Espace photographique de Paris. nouveau forum des Halles, place Carrière 4 à 8. Grande Galerie (40-28-87-12). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 31 F.

JEAN-MARTIN CHARCOT. Maison de l'Amérique latine. 217, bd Saint-Germain (49-54-75-35). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 8 juillet.

DO NOT DISTURB. RÉVÉS D'HÔTELS. Photographies. Pulpier et dessins de Marie-Paule Nègre. Centre d'information du CC. Jusqu'au 18 septembre.

PIERRE BURAGLIO. COMMANDE PUBLIQUE DE LA VILLE DE PARIS. Pour la chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Près, 3, place Saint-Germain-des-Près (42-76-67-00). Ouverture permanente de la chapelle le mar. et jeu. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

TONY CATANY. Espace photographique de Paris. nouveau forum des Halles, place Carrière 4 à 8. Grande Galerie (40-28-87-12). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 31 F.

JEAN-MARTIN CHARCOT. Maison de l'Amérique latine. 217, bd Saint-Germain (49-54-75-35). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 8 juillet.

DO NOT DISTURB. RÉVÉS D'HÔTELS. Photographies. Pulpier et dessins de Marie-Paule Nègre. Centre d'information du CC. Jusqu'au 18 septembre.

PIERRE BURAGLIO. COMMANDE PUBLIQUE DE LA VILLE DE PARIS. Pour la chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Près, 3, place Saint-Germain-des-Près (42-76-67-00). Ouverture permanente de la chapelle le mar. et jeu. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

TONY CATANY. Espace photographique de Paris. nouveau forum des Halles, place Carrière 4 à 8. Grande Galerie (40-28-87-12). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 31 F.

JEAN-MARTIN CHARCOT. Maison de l'Amérique latine. 217, bd Saint-Germain (49-54-75-35). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 8 juillet.

DO NOT DISTURB. RÉVÉS D'HÔTELS. Photographies. Pulpier et dessins de Marie-Paule Nègre. Centre d'information du CC. Jusqu'au 18 septembre.

PIERRE BURAGLIO. COMMANDE PUBLIQUE DE LA VILLE DE PARIS. Pour la chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Près, 3, place Saint-Germain-des-Près (42-76-67-00). Ouverture permanente de la chapelle le mar. et jeu. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

TONY CATANY. Espace photographique de Paris. nouveau forum des Halles, place Carrière 4 à 8. Grande Galerie (40-28-87-12). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 31 F.

JEAN-MARTIN CHARCOT. Maison de l'Amérique latine. 217, bd Saint-Germain (49-54-75-35). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 8 juillet.

DO NOT DISTURB. RÉVÉS D'HÔTELS. Photographies. Pulpier et dessins de Marie-Paule Nègre. Centre d'information du CC. Jusqu'au 18 septembre.

PIERRE BURAGLIO. COMMANDE PUBLIQUE DE LA VILLE DE PARIS. Pour la chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Près, 3, place Saint-Germain-des-Près (42-76-67-00). Ouverture permanente de la chapelle le mar. et jeu. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

TONY CATANY. Espace photographique de Paris. nouveau forum des Halles, place Carrière 4 à 8. Grande Galerie (40-28-87-12). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 31 F.

JEAN-MARTIN CHARCOT. Maison de l'Amérique latine. 217, bd Saint-Germain (49-54-75-35). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 8 juillet.

DO NOT DISTURB. RÉVÉS D'HÔTELS. Photographies. Pulpier et dessins de Marie-Paule Nègre. Centre d'information du CC. Jusqu'au 18 septembre.

PIERRE BURAGLIO. COMMANDE PUBLIQUE DE LA VILLE DE PARIS. Pour la chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Près, 3, place Saint-Germain-des-Près (42-76-67-00). Ouverture permanente de la chapelle le mar. et jeu. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

TONY CATANY. Espace photographique de Paris. nouveau forum des Halles, place Carrière 4 à 8. Grande Galerie (40-28-87-12). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 31 F.

JEAN-MARTIN CHARCOT. Maison de l'Amérique latine. 217, bd Saint-Germain (49-54-75-35). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 8 juillet.

DO NOT DISTURB. RÉVÉS D'HÔTELS. Photographies. Pulpier et dessins de Marie-Paule Nègre. Centre d'information du CC. Jusqu'au 18 septembre.

PIERRE BURAGLIO. COMMANDE PUBLIQUE DE LA VILLE DE PARIS. Pour la chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Près, 3, place Saint-Germain-des-Près (42-76-67-00). Ouverture permanente de la chapelle le mar. et jeu. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

TONY CATANY. Espace photographique de Paris. nouveau forum des Halles, place Carrière 4 à 8. Grande Galerie (40-28-87-12). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 31 F.

JEAN-MARTIN CHARCOT. Maison de l'Amérique latine. 217, bd Saint-Germain (49-54-75-35). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 8 juillet.

DO NOT DISTURB. RÉVÉS D'HÔTELS. Photographies. Pulpier et dessins de Marie-Paule Nègre. Centre d'information du CC. Jusqu'au 18 septembre.

PIERRE BURAGLIO. COMMANDE PUBLIQUE DE LA VILLE DE PARIS. Pour la chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Près, 3, place Saint-Germain-des-Près (42-76-67-00). Ouverture permanente de la chapelle le mar. et jeu. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

TONY CATANY. Espace photographique de Paris. nouveau forum des Halles, place Carrière 4 à 8. Grande Galerie (40-28-87-12). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 31 F.

JEAN-MARTIN CHARCOT. Maison de l'Amérique latine. 217, bd Saint-Germain (49-54-75-35). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 8 juillet.

DO NOT DISTURB. RÉVÉS D'HÔTELS. Photographies. Pulpier et dessins de Marie-Paule Nègre. Centre d'information du CC. Jusqu'au 18 septembre.

PIERRE BURAGLIO. COMMANDE PUBLIQUE DE LA VILLE DE PARIS. Pour la chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Près, 3, place Saint-Germain-des-Près (42-76-67-00). Ouverture permanente de la chapelle le mar. et jeu. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

TONY CATANY. Espace photographique de Paris. nouveau forum des Halles, place Carrière 4 à 8. Grande Galerie (40-28-87-12). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 31 F.

JEAN-MARTIN CHARCOT. Maison de l'Amérique latine. 217, bd Saint-Germain (49-54-75-35). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 8 juillet.

DO NOT DISTURB. RÉVÉS D'HÔTELS. Photographies. Pulpier et dessins de Marie-Paule Nègre. Centre d'information du CC. Jusqu'au 18 septembre.

MARSEILLE-MARSEILLES. Maison de la Ville. 30, av. Corneille-Carlier (40-03-75-10). T.J. et mar. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

MARWAN. Institut du monde arabe. galerie d'art et d'écrits. 1, rue des Fossés-Saint-Sernand (40-51-35-35). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 août.

KOBEI MATSUJI. L'art du mariage. Musée d'Art Moderne, espace des arts. 3, rue de Trocadero (44-05-11-11). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F.

PIERRE BURAGLIO. COMMANDE PUBLIQUE DE LA VILLE DE PARIS. Pour la chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Près, 3, place Saint-Germain-des-Près (42-76-67-00). Ouverture permanente de la chapelle le mar. et jeu. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

TONY CATANY. Espace photographique de Paris. nouveau forum des Halles, place Carrière 4 à 8. Grande Galerie (40-28-87-12). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 31 F.

JEAN-MARTIN CHARCOT. Maison de l'Amérique latine. 217, bd Saint-Germain (49-54-75-35). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 8 juillet.

DO NOT DISTURB. RÉVÉS D'HÔTELS. Photographies. Pulpier et dessins de Marie-Paule Nègre. Centre d'information du CC. Jusqu'au 18 septembre.

PIERRE BURAGLIO. COMMANDE PUBLIQUE DE LA VILLE DE PARIS. Pour la chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Près, 3, place Saint-Germain-des-Près (42-76-67-00). Ouverture permanente de la chapelle le mar. et jeu. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

TONY CATANY. Espace photographique de Paris. nouveau forum des Halles, place Carrière 4 à 8. Grande Galerie (40-28-87-12). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 31 F.

JEAN-MARTIN CHARCOT. Maison de l'Amérique latine. 217, bd Saint-Germain (49-54-75-35). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 8 juillet.

DO NOT DISTURB. RÉVÉS D'HÔTELS. Photographies. Pulpier et dessins de Marie-Paule Nègre. Centre d'information du CC. Jusqu'au 18 septembre.

PIERRE BURAGLIO. COMMANDE PUBLIQUE DE LA VILLE DE PARIS. Pour la chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Près, 3, place Saint-Germain-des-Près (42-76-67-00). Ouverture permanente de la chapelle le mar. et jeu. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

TONY CATANY. Espace photographique de Paris. nouveau forum des Halles, place Carrière 4 à 8. Grande Galerie (40-28-87-12). T.J. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 31 F.



Un plan de soutien en faveur du format 16/9

BILLET

## Colbertisme high-tech

Un plan peut en cacher un autre : celui sur l'introduction de services avancés de télévision que les Douze viennent d'adopter n'a plus grand-chose à voir avec celui que la Commission tentait d'imposer depuis avril 1992. Les 850 millions d'euros alors proposés ont fondu pour devenir 500, puis 228 millions (1). Surtout, ce plan qui devait assurer le triomphe des normes MAC, cheval de bataille de l'industrie électronique européenne dans la course vers la télévision haute définition, est désormais exclusivement consacré aux programmes, il ne fait plus référence à ces normes, qu'une nouvelle directive, prenant effet en 1994, devait imposer pour toutes les transmissions par satellite.

Autant dire qu'une certaine vision colbertiste de l'Europe industrielle, avec une normalisation « par en haut », n'a pas résisté à la conjonction de trois obstacles. L'opposition des Britanniques, farouches contempteurs des subventions bruxelloises ; celle des chaînes de télévision, qui ne voyaient aucun avantage immédiat à changer leurs matériels sans gagner en audience ou en revenus ; et, enfin, la lenteur des décisions à Douze, alors que progressaient à grande vitesse les techniques numériques.

Ces techniques offrent désormais une alternative séduisante : même si elle n'est pas, immédiatement, aux normes MAC analogiques. Les industriels, avaient déjà, pour beaucoup, anticipé cet avènement du numérique, et les deux principaux européens, Thomson et Philips, ont noté des alliances importantes aux États-Unis, pour y établir ce type de normes. Le nouveau plan, compromis qui permet à chacun de sauver la face, donne la priorité au format sur la norme, au programme sur le matériel, à l'objectif général sur le détail des moyens. Bref, c'est un plan qui a dû s'adapter au marché, et abandonner la prétention de la façonner. En calmant les antagonismes, il accélérera la production européenne de programmes adaptés aux futures normes, qui est le véritable enjeu culturel du futur.

Mais sa genèse difficile rappelle deux écueils de toute politique européenne en télévision : le décalage entre calendriers technologique et politique ; le décalage entre l'intégration industrielle (le téléviseur) et le morcellement des réglementations et des marchés (les chaînes). En l'absence d'une véritable régulation européenne de la télévision, vouloir combler ces décalages par décret ne mène qu'à l'échec.

M. C. I.

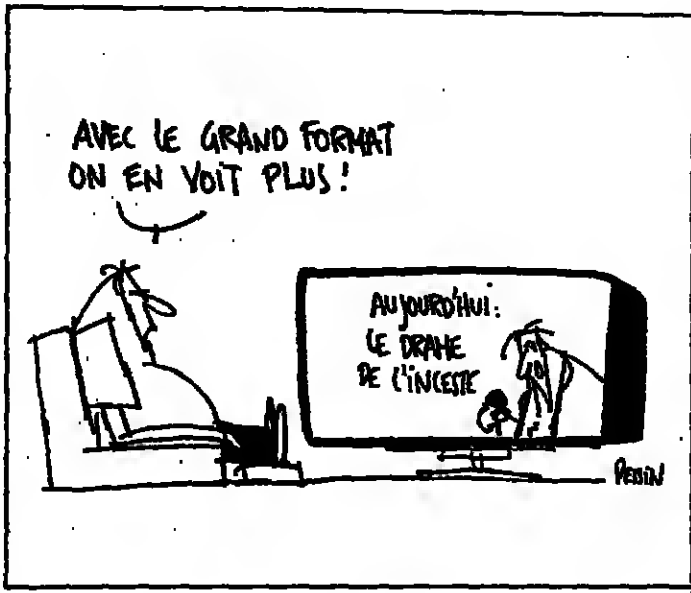
(1) Un écu vaut environ 6,60 francs.

## Les Douze privilégient la télévision à écran large

Les ministres des télécommunications de la CEE ont adopté, mercredi 16 juin à Luxembourg, un plan de soutien aux services de télévision avancée. Doté de 228 millions d'euros (1,5 milliard de francs) sur quatre ans, il privilégie les programmes adaptés au nouveau format d'écran large 16/9, mais ne fait plus référence à aucune norme de diffusion.

La levée du veto britannique, qui avait bloqué les moutures précédentes du plan, a enfin permis l'adoption d'un plan de soutien aux services avancés de télévision. Celui-ci prévoit 228 millions d'euros (soit 1,5 milliard de francs) d'ici à juin 1997, pour stimuler la production et la diffusion de programmes au nouveau format d'écran large (16/9), proche du cinéma, qui est celui de la future télévision haute définition. Sur ces sommes, la plus grande partie (160 millions d'euros) sera accordée sur une base annuelle, en fonction de l'avancée des projets, le financement communautaire ne pouvant excéder la moitié des projets. Une partie du plan (68 millions d'euros) est réservée pour aider, après 1995, les pays moins avancés technologiquement de la Communauté, en finançant jusqu'à 80 % de leurs projets.

Mais l'élément essentiel du plan est ailleurs : dans l'absence de référence à toute norme de diffusion. Il scelle ainsi définitivement la réorientation des projets bruxellois, l'abandon de l'imposition autoritaire, via une directive, de la norme D2 MAC, qui devait permettre l'introduction progressive du HD-MAC, la norme



de TVHD européenne défendue depuis 1986. En privilégiant le soutien aux programmes plus que celui aux industriels, le nouveau plan tient compte et du marché, et des progrès des technologies numériques. Parmi les premiers bénéficiaires du plan devraient figurer les chaînes déjà au format 16/9, comme France Supersport ou TV Plus aux Pays-Bas, et qui sont diffusées avec les normes MAC, seules dans l'immédiat à permettre ce format.

Mais l'adoption du plan ouvre largement la voie aux futures normes numériques, qui pourront marier différents niveaux de qualité (le Monde

Des déclarations au « Monde » du PDG du groupe TCE, Alain Prestat

## Thomson Consumer Electronics mise sur le numérique

Thomson a déjà pris le virage de la télévision numérique. Sans le crier sur les toits, mais sans attendre l'Europe officielle. Pour justifier cette affirmation, qui sous-tend son discours, le président de Thomson Consumer Electronics (TCE), Alain Prestat, énumère les actions menées aux États-Unis depuis son arrivée : l'investissement en janvier dans CLJ (Compressio Labs Inc.), une société américaine en pointe des recherches, les accords avec Hughes pour le lancement dès 1994 de Direct TV, le système de télévision numérique directe par satellite ; et enfin, il y a trois semaines, la « grande alliance » des trois consortiums co-licé pour la télévision Haute définition numérique terrestre, qu'il a négociée personnellement lors du week-end de l'Ascension (le Monde du 26 mai).

« Nous sommes en bonne compagnie, avec le MIT, ATT, General Instruments, Philips... c'est un acquis fondamental. Car en entendant la haute définition, nous lions les risques et accélérons le processus. » Le premier standard numérique terrestre sera donc américain, et peut-être montré dès les Jeux olympiques d'Atlanta en 1996. Mais rien ne serait plus inexact que d'en conclure à une défaite ou un retard européen, estime Alain Prestat : « Thomson et Philips, qui sont aussi les deux pre-

miers producteurs de téléviseurs aux États-Unis, sont dans l'alliance, alors que les Japonais n'y sont pas ».

S'il estime que le standard de télévision numérique MUSE, mis au point par les Japonais, est hors jeu - « quand on voit les difficultés qu'ils ont pour l'imposer sur leurs propres marchés », il se fait plus nuancé pour le MAC européen. Il insiste sur les synergies existant entre ce dernier et le numérique. Et ne récusé ni le passé ni les efforts déployés. « Nous n'en serions pas là si, avec nos recherches sur le MAC, nous n'avions pas bloqué l'offensive japonaise dès 1986. » Des efforts récompensés, il reste le format de télévision 16/9 (l'écran large), ce « format d'avenir » dont le plan d'action européen adopté le 16 juin va « accélérer » la diffusion. Ce format et le plan permettent un « bon atterrissage » des recherches, estime Alain Prestat, qui ne reconnaît que du bout des lèvres une certaine « inertie historique des grands programmes ». Il voit, sans réel désagrement, l'argent du plan aller aux diffuseurs, ou semble guère croire au PAL-Plus analogique poussé par les Allemands qui « n'arrivera avec une qualité convenable que dans trois ans, et risque d'être rattrapé par le numérique ».

### Le cap des deux ans

Dans des marchés qui évoluent vite, il ne faut pas « normaliser jusqu'au dernier détail », tout mettre dans « un carcan de normes », prévient Alain Prestat, qui se réjouit de la base commune et des économies d'échelle nées des convergences entre les projets américains et les futures normes numériques européennes. Il prédit, dans ce passage accéléré au numérique, « une chance historique pour l'électronique grand public » des deux bords de l'Atlantique de « revenir en tête dans certains secteurs-clés », rééquilibrer les rapports de force avec le Japon. D'ailleurs, Thomson est aujourd'hui « au top mondial » pour la compression numérique par satellite, « tout le monde nous consulte », les diffuseurs notamment, qui « voient bien le sens de l'histoire ». Conscients de l'importance toujours croissante des programmes, du « contenu », Alain Prestat considère que Thomson devra « être plus présent dans le soft », passer des accords, et, même

du 15 mai). Pour le commissaire européen, Martin Bangemann, « il n'y a pas de perte de savoir-faire technologique en raison de l'abandon du D2-MAC et la 16/9 reste tout à fait valable quelle que soit la norme utilisée ».

« Le D2 MAC vit sa vie, et manifestement l'idée est maintenant le numérique », a souligné le ministre de l'Industrie, Gérard Longuet, qui a confirmé le lancement de deux nouveaux satellites Télécom 2C et 2D, « pour réussir la transition future vers la télévision numérique ».

M. C. I.

De nouveaux dérapages budgétaires pourraient mettre en péril le SME

## La production diminuera de 0,5 % cette année dans la CEE

La Communauté européenne s'enfonce dans la récession et, désormais, la reprise n'est plus attendue avant la seconde moitié de 1994. Les conséquences sur l'emploi sont dévastatrices : la Commission européenne, qui a rendu publiques, mercredi 16 juin, ses dernières prévisions conjoncturelles, s'attend à ce que le chômage atteigne en moyenne dans la Communauté 12 % de la population active.

BRUXELLES  
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Pour la deuxième fois en quelques mois, la Commission est obligée de revoir à la baisse ses prévisions concernant l'activité économique : alors que, il y a un an, elle pronostiquait pour 1993 une croissance moyenne de 2,5 %, elle avait déjà ramené en janvier ce montant à 0,8 %, elle table maintenant sur une baisse moyenne du produit intérieur brut (PIB) de 0,5 % et annonce une croissance limitée à 1,25 % en 1994.

L'Allemagne, hier encore source principale du dynamisme communautaire, fait aujourd'hui figure de lanterne rouge avec une baisse du PIB qui devrait atteindre 2 % en 1993 (-2,5 % dans sa partie ouest). C'est assurément l'événement à la fois le plus nouveau et le plus déstabilisateur : la Communauté, avec la récession allemande, perd ses références habituelles, doit trouver en elle-même, sans pouvoir se raccrocher au modèle d'outre-Rhin, les voies de la relance. C'est d'autant plus vrai que cette mauvaise passe en Allemagne, fruit bien sûr de la réunification, ne se limite pas au recul de la production. L'inflation y atteindra cette année 4,5 %, contribuant à la relative faiblesse du mark, une autre « première » dans la vie de la Communauté. L'emploi va continuer à s'y dégrader, même si, au moins dans sa partie occidentale, avec 6,5 % de la

population active au chômage en 1993, ou est loin de la situation dramatique qui règne en Espagne (où le taux de chômage atteindrait 21,75 % cette année), en Irlande et même en France (11,5 % en 1993, 12 % en 1994).

### Les déficits budgétaires se creusent

Mais, si l'on en croit la Commission, la récession en Allemagne devrait être brève : les services de Hennning Christophersen, commissaire responsable de la politique économique et monétaire, annoncent un retour à la croissance, il est vrai, très modeste (+0,5 %). La France, où le fléchissement de l'activité sera un peu moins prononcé cette année (-0,75 %) ferait à peine mieux que l'Allemagne en 1994 : +0,75 %. La reprise au Royaume-Uni - une économie toujours fragile, a souligné M. Christophersen - se confirme après une récession plus longue et plus sévère que dans le reste de la CEE : la Commission prévoit +1,5 % en 1993, puis 2,5 % en 1994.

Autre caractéristique de la conjoncture communautaire, les déficits budgétaires se creusent, atteignant des niveaux records : 6,25 % du PIB en moyenne dans la CEE. On est loin du seuil de 3 % posé comme condition pour accéder à la troisième phase de l'Union économique et monétaire ! Cependant, M. Christophersen estot un assourdissement des ordres de convergence définis par le traité de Maastricht, faisant valoir que le retour à la croissance s'accompagnera de manière mécanique d'une réduction des déficits budgétaires. Il est opposé à tout assouplissement en la matière, expliquant qu'il y aura pas de baisse des taux d'intérêt - la clé de la reprise - s'il n'y a pas réduction des déficits et que toute nouvelle tension sur le front des taux se traduirait par de nouveaux troubles dans le système monétaire européen.

PHILIPPE LEMAÎTRE

## Les prévisions gouvernementales pour la France

	1993	1994
Prix de détail (évol. en %)		
en moyenne annuelle	+ 2,5	+ 2,2
en glissement (déc. à déc.)	+ 2,8	+ 2,2
Pouvoir d'achat du revenu disponible (évol. en %)	+ 0,9	0
Taux d'épargne (en % du revenu dispon.)	13,1	12,1

La nouvelle prévision du gouvernement français est basée sur l'hypothèse d'une reprise qui se produirait progressivement à partir de 1994. Cette reprise serait notamment pour motiver une accélération de la croissance des ménages, dont la progression passerait de 0,6 % cette année à 1,1 % l'année prochaine. Faisant preuve d'un réel optimisme, le gouvernement explique cette accélération de la consommation en tablant sur une forte baisse du taux d'épargne alors même que le pouvoir d'achat stagnerait complètement.

### Le scandale du Kuwait Investment Office

## Les 26 milliards de francs investis en Espagne par le KIO demeurent introuvables

MADRID

de notre correspondant

Après plusieurs mois d'investigation, la commission générale d'enquête koweïtienne a informé le Parlement du Koweït, mardi 15 juin, qu'il n'était pas possible de savoir où avait disparu la plus grande partie des 4,763 milliards de dollars (26 milliards de francs) investis en Espagne par l'intermédiaire du KIO (Kuwait Investment Office). Le rapport souligne qu'il n'existe aucun document qui indique où est allé cet argent et comment il a été investi. Ce constat d'impuissance se borne à faire remarquer que ces énormes pertes - qui ne sont pas chiffrées de façon précise - sont imputables à « une mauvaise gestion » de la part des responsables du KIO, notamment à Londres.

Le ministre des finances du Koweït, Nasser Al Roudhane, a toutefois précisé que le gouvernement était en train d'enquêter sur le paiement de 111 millions de dollars au financier catalan Javier de la Rosa, ancien représentant des intérêts koweïtiens en Espagne, au titre de consultations pour sa société financière Quail. Pour l'instant, c'est tout ce qu'ont trouvé les autorités koweïtienes contre leur ancien homme de confiance après le refus de la justice espagnole d'accepter d'instruire la plainte déposée contre lui et l'ancienne équipe gestionnaire du KIO.

démisionnaire au mois de mai 1992. Depuis, une autre plainte a été déposée, au début du mois de mai de cette année, à Londres, contre une vingtaine de personnes qui ont géré les investissements du KIO en Espagne. Javier de la Rosa a répliqué en disant que « le fond de l'affaire est que ce sont des raisons exclusivement politiques qui guident la main de ceux qui tentent de justifier l'injustifiable ».

M. B. R.

Les hôteliers tirent la sonnette d'alarme. - Les professionnels de l'hôtellerie et de la restauration ont attiré l'attention des pouvoirs publics sur les menaces pesant sur le secteur en organisant, mercredi 16 juin, une journée d'action nationale. Lors d'une rencontre avec la Fédération nationale de l'industrie hôtelière (FNHI), le ministre du transport, de l'équipement et du tourisme, Bernard Bosson, a annoncé la création prochaine d'un groupe de travail sur le problème de la surcapacité hôtelière. Des mesures pourraient être prises à l'automne dans ce domaine. Il a également indiqué qu'il travaillait avec son homologue de l'éducation nationale sur une réforme du calendrier des congés scolaires d'été, réclamée par tous les professionnels du tourisme.

Au conseil des ministres européens des télécommunications

## Le téléphone sera ouvert à la concurrence d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 1998

Les Douze sont tombés d'accord, mercredi 17 juin, pour ouvrir à la concurrence le marché du téléphone dans la CEE en 1<sup>er</sup> janvier 1998. Cette résolution, adoptée à Luxembourg lors du conseil des ministres des télécommunications, officialise ce qui n'était jusqu'alors qu'un souhait du commissaire européen de la concurrence Karel Van Miert (le Monde du 17 avril).

Certains pays pourront cependant bénéficier d'une dérogation de cinq ans pour procéder eux restructurations nécessaires de leurs réseaux et pour adapter leurs tarifs. Ces pays sont le Portugal, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne. Les pays possédant de

« très petits réseaux » pourront demander une dérogation de deux ans. Le Luxembourg et, dans une moindre mesure, la Belgique sont concernés par cette possibilité.

La résolution contient également une clause de réciprocité prévoyant que l'ouverture du marché européen de la téléphonie vocale devait être liée à une ouverture correspondante des marchés des pays tiers.

La Commission européenne s'est, par ailleurs, engagée à produire d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 1994 un livre vert sur la téléphonie portable et avant le 1<sup>er</sup> janvier 1995 un livre vert sur les infrastructures et les réseaux câblés de télévision.



4550 28 28



## ECONOMIE

Le 40<sup>e</sup> Salon du Bourget

### Le sort incertain d'une industrie européenne d'hélicoptères

Pour la première fois, le groupe franco-allemand Eurocopter expose, au Bourget, le prototype du nouvel hélicoptère Gerfaut, dont le premier vol remonte au 22 avril et qui est une « machine » de lutte anti-hélicoptères.

L'Allemagne donne aujourd'hui des soucis à la France, en raison des hésitations de la première à produire, avec la seconde, les hélicoptères d'attaque Tigre/Gerfaut et de transport tactique NH-90 censés équiper les deux armées de terre et, entre autres unités, l'Eurocorps prêt pour 1995. Les tergiversations des Allemands sur ces deux projets d'armement n'inquiètent pas seulement leurs partenaires français, au niveau politique, dans le cadre de la coopération militaire qui s'est instituée de part et d'autre du Rhin il y a trente ans maintenant. Elles créent aussi un malaise évident dans le groupe Eurocopter, devenu par Aerospace (70 %) et par Deutsche Aerospace (30 %), qui a la responsabilité de conduire ces programmes et d'en assurer le financement. Jean-François Bigay, dit « sans embarras de nuances », qu'il traverse « une période difficile et menaçante pour la pérennité de l'entreprise ».

#### Un nouveau cap

D'où vient le trouble actuel, qui se manifeste sur la place publique, des responsables français ? De la décision de l'Allemagne de remettre à plat tous ses programmes militaires – et pas uniquement l'aviation de combat, européen EFA – parce qu'elle a de la difficulté à les financer et qu'elle considère que, les périls étant plus ce qu'ils étaient de temps où le pacte de Varsovie faisait trembler l'Europe de l'Ouest, il lui faut revoir de fond en comble ses engagements militaires.

L'exercice était attendu. Mais, du côté français, qu'il s'agisse des politiques comme des industriels, on conservait l'espoir – l'illusion, diront certains – que l'Allemagne ne douterait de l'intérêt d'aucun des projets d'armement liés à l'édification d'une sécurité collective en Europe, notamment aux côtés de la France. Dans ces conditions, tout projet en coopération hi ou multilatérale était apparu, probablement à tort, comme intouchable. Et, pourtant, à bien des indices précédents, il n'en était rien. Les concepteurs du missile ANS (le successeur antiaérien supersonique de l'Exocet) l'ont appris à leurs dépens, qui ont vu ce programme, pourtant lancé en coopération franco-allemande, remis aux calendes grecques.

Aujourd'hui, reconnaît M. Bigay, une double menace pèse, d'abord, sur le sort du programme Tigre/Gerfaut et, ensuite, sur le destin de l'hélicoptère NH-90, qui, quoi qu'on ait pu en

dire, n'a jamais été très vaillant depuis son début.

A l'origine, le projet Tigre/Gerfaut – qui est sur la sellette – a trait à deux versions différentes d'hélicoptères de combat, à partir d'un même modèle de base : un hélicoptère antichar, baptisé Tigre, et un hélicoptère d'appui et de protection, c'est-à-dire, grosso modo, un hélicoptère anti-hélicoptère, dénommé Gerfaut. Les Allemands ont souhaité acquiescer deux cent douze « machines » antichars Tigre, quand les Français se partageaient entre cent quarante Tigre et soixante-quinze Gerfaut. Mais, depuis peu, l'Allemagne exprime des hésitations. Non seulement, elle retarderait jusqu'en l'an 2005 l'entrée en service d'un tel appareil, qui avait été prévu pour 1998-1999. Mais encore, on lui prête l'intention de se contenter de quatre-vingts « machines » qui, par rapport aux estimations initiales, seraient en quelque sorte modifiées pour devenir des versions antichars auxquelles serait ajoutée une capacité d'appui et de protection (avec un canon de 30).

Si les Allemands maintenaient ce nouveau cap et si, dans le même temps, les Français, les Allemands, les Néerlandais et les Italiens remettaient aussi en cause le programme NH-90 sur lequel ils sont associés et dont l'accomplissement a été décalé, Eurocopter dit carrément qu'il jouerait « sa survie » dans le secteur militaire. D'autant que, en France, la future loi de programmation militaire promise pour le printemps 1994 – est rien moins qu'assurée pour ce qui concerne la commande, par l'armée de terre, de ses hélicoptères Tigre/Gerfaut et NH-90, ou de la version navalisée du NH-90, par la marine française.

L'affaire se complique du fait

que le Royaume-Uni n'a pas caché qu'il était intéressé par l'achat d'une centaine de Tigre/Gerfaut, mais à la condition que le groupe Eurocopter puisse les livrer à partir de 1999 au plus tard et que, le cas échéant, British Aerospace participe à l'industrialisation de la version britannique. Eurocopter est prêt à souscrire de telles dispositions, pour enlever le contrat aux Etats-Unis et faire en sorte qu'il continue d'exister, sur le continent européen, une industrie d'hélicoptères, civils et militaires, face à l'émergence de nouveaux rivaux en Russie ou au Japon.

Dans ces circonstances, Aerospace et Deutsche Aerospace, entraînés par M. Bigay, s'activent pour lever les hésitations de l'Allemagne et obtenir un engagement ferme de la France.

#### Une déroute militaire

Pour 1993, Eurocopter a prévu de supprimer, de part et d'autre du Rhin, pas moins de 810 emplois, au total, pour adapter ses effectifs à une charge de travail qui décline. Le chiffre d'affaires (11,6 milliards de francs en 1992) est en baisse de 12 %. Les commandes d'appareils neufs (2,5 milliards de francs) ont chuté de 30 %. M. Bigay explique que, s'il a réussi à augmenter de part sur les marchés civils (51 % de la valeur globale des contrats passés dans le monde), son groupe a subi une déroute dans le domaine militaire (où sa part en valeur est tombée de 11 % en 1991 à 5 % l'an dernier). C'est la preuve de l'efficacité d'une compétition « sous armure » des constructeurs américains, qui s'appuient sur des commandes nationales sans commune mesure avec celles de l'Eu-

rope et qui ont accaparé le marché des hélicoptères lourds (grâce, en particulier, à l'Apache AH-64 vendu, pour la seule année 1992, à la Grèce, à Israël, à l'Arabie saoudite ou à Abu Dhabi).

« On limiterait les dégâts », explique volontiers le PDG du groupe franco-allemand, en proposant au plus tôt un Tigre à l'exportation. C'est-à-dire dès 1998-1999, comme prévu au départ. « Ce qui suppose », ajoute-t-il, « que les Européens puissent lancer la phase d'industrialisation à la mi-1994 ».

En attendant, réclame haut et fort M. Bigay, « un soutien national s'impose pour permettre à Eurocopter de se battre à armes égales avec la concurrence ». Ce « défi national », comme il l'appelle, est destiné à préserver le potentiel technique et humain du groupe. Pour le relever, le PDG souhaite que la France anticipe, en 1994, le renouvellement de sa flotte d'hélicoptères militaires, en commandant une trentaine de Cougar (un Super-Puma modernisé) et une dizaine de Panther (ou Dauphin apte à l'appui-feu) pour 2 milliards de francs.

Le débat n'est pas de pure forme. De deux choses l'une, en effet. Ou l'armée de terre trouve, dans un budget de plus en plus étiqué, de quoi satisfaire ce vœu et certains lui reprocheront d'avoir cédé à la pression d'un « lobby » industriel. Ou bien elle n'en fera rien, faute d'une loi de programmation militaire adéquate, et elle risque de devoir passer, à terme, sous les fourches caudines d'industriels étrangers qui lui feront les prix qu'ils veulent parce que, entre temps, le seul fournisseur européen aura disparu de la scène internationale.

JACQUES ISNARD

## COMMUNICATION

Les difficultés des chaînes locales

### Télé-Lyon-Métropole au bord du dépôt de bilan

LYON

de notre bureau régional

Le conseil de surveillance de Télé-Lyon-Métropole (TLM), dans l'opérateur et actionnaire principal, Lucie SA – société présidée par André Campana, et qui contrôle aussi 8 Mont-Blanc à Annecy, et Antilles TV en Martinique – a été placé, le 14 juin, sous administration provisoire à sa demande (le Monde du 16 juin), s'est réuni le mercredi 16 juin. Le conseil a souligné « la viabilité économique des télévisions de proximité », mais a « deux conditions » : « une modification de la loi sur l'accès de la distribution à la publicité sur les télévisions locales et l'engagement contractuel des collectivités locales qui compense, jusqu'à ce qu'elle change, cette situation de non-libre concurrence ».

Faute de « signe clair », TLM déposera son bilan, a ajouté le conseil, qui a pu dégager les 450 000 francs représentant la paie de mai des salariés. Mais d'un mois après avoir réformé leurs grilles de programmes, qui offrent un contenu de plus grande proximité (le Monde du 23-24 mai), les deux chaînes de télévisions locales, rencontrent de réelles difficultés économiques. La recapitalisation de TLM – 5 millions de francs – aurait été entravée par le refus du ministre de la communication, Alain Carignon, d'autoriser l'accès des télévisions locales à la publicité de la distribution. L'entreprise a cependant réussi à réduire des deux tiers son déficit mensuel d'exploitation (entre 300 000 et 600 000 francs aujourd'hui). Mais pour TLM, les recettes sont encore de 20 % inférieures aux prévisions, et le chiffre d'affaires de 8 Mont-Blanc n'a atteint que 17 millions de francs en 1992, au lieu des 26 millions

prévus. En plus de l'accès de la distribution à la publicité, Lucie SA réclame une réduction des coûts de diffusion : Télédiffusion de France (TDF) encaisse 6,5 millions de francs par an pour la chaîne alpine, et 3,4 millions de francs, pour TLM. Lucie SA affirme avoir le soutien, sur ce point, de Pierre Mazeaud, député RPR de Haute-Savoie. Enfin, le groupe de M. Campana souhaite un meilleur « partenariat » avec les collectivités locales, à l'image d'Euronews, chaîne hertzienne à capitaux européens, dont l'installation, fin 1992 à Lyon, a reçu le concours de la ville, du département et de la région.

GERARD BUETAS

Patrick Sabatier a dû abandonner son émission sur RTL après avoir été accusé de fraude fiscale. – Paur avoir été accusé, mardi 15 juin, devant le tribunal de Nanterre (Hauts-de-Seine) d'avoir mis de débaucher au fisc 27,3 millions de francs (le Monde du 17 juin), l'animateur de TFI a risqué trois ans d'emprisonnement dont dix-huit mois avec sursis et 250 000 francs d'amende, en application des réquisitoires du parquet. Le jugement, qui a été mis en délibéré, sera rendu le 14 septembre. Ses avocats ont indiqué que « les irrégularités » qui lui sont reprochées à propos de sa société de production Télévision Sabatier (T.S.) « l'objet de contestations nées de l'administration fiscale ». « Complètement déstabilisé », selon ses propres déclarations à l'Agence France-Presse, Patrick Sabatier n'a pas assuré son émission quotidienne, « Les ambassadeurs », sur RTL, le mercredi 16 juin. Philippe Lahro, directeur des programmes de RTL, nous a expliqué que « la station ne pouvait pas mettre à l'antenne quelqu'un accusé de fraude fiscale ». Le contrat de Patrick Sabatier, qui arrivait à expiration le 30 juin et qui n'avait pas été renouvelé, a donc été rompu ipso facto avant terme.

• Résultats d'exploitation en hausse de 79 % pour les NMPP en 1992. – Le résultat d'exploitation des Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne (NMPP, principal distributeur de presse en France) s'est accru de 79 % en 1992 pour atteindre 238 millions de francs contre 133 millions en 1991. Le montant des ventes des NMPP est toutefois resté stable : 16,1 milliards de francs en 1992 contre 16 milliards en 1991, faisant de 1992 une année « relativement mauvaise ». Les effectifs de la société au 31 décembre 1992 étaient de 3 900 personnes, « en diminution de 321 (- 7,6 %) par rapport au 31 décembre 1991 ». Les NMPP notent également que le « trop-perçu » (répartition du bénéfice reversé par les NMPP aux éditeurs) « a été limité » à 0,30 % du montant des ventes « pour financer les provisions et charges exceptionnelles de 155 millions de francs pour indemnités de licenciement » mais que ce « trop-perçu devrait être en forte augmentation » en 1993. Enfin, selon les NMPP, « la baisse globale des coûts de distribution en 1992 est évaluée à 320 millions de francs », c'est-à-dire 2,2 % des ventes par rapport à 1991.

• CEP Communication ne prévoit pas d'amélioration de ses résultats en 1993. – Le groupe CEP Communication (presse professionnelle et spécialisée et salons, contrôlé par Havas et Alcatel-Alsthom) « ne doit pas attendre d'un accroissement de son résultat en 1993 », a déclaré Christian Brégon, PDG, le mercredi 16 juin, à ses actionnaires. Alors que les années précédentes, l'édition souffrait davantage que la communication, « la situation s'est inversée en 1993 », a-t-il noté. En 1992, le chiffre d'affaires de la branche information a chuté de 4 % pour atteindre 2,38 milliards de francs et le résultat de 30 % (154 millions de francs contre 220 en 1991). Cette baisse est imputable à la forte publicitaire, les journaux de CEP Communication (l'Usine nouvelle, le Moniteur, etc.) tirant les trois quarts de leurs ressources de la publicité commerciale et des petites annonces. Selon M. Brégon, les prévisions d'information et publicité concernant une chute de la publicité de 10 % en 1993 dans la presse écrite (le Monde du 16 juin) étaient « encore trop optimistes ». Les salons devraient connaître une année creuse en 1993. Enfin, M. Brégon a répété que son groupe n'avait pas fait d'offre de rachat du groupe Expansion.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ALCATEL  
ALSTHOM

### Assemblée générale du 24 juin 1993

Alcatel Alsthom  
donne rendez-vous  
à ses Actionnaires  
le 24 juin 1993

Mesdames, Messieurs, Chers Actionnaires,

L'Assemblée générale mixte, ordinaire et extraordinaire, d'Alcatel Alsthom Compagnie Générale d'Electricité se tiendra le jeudi 24 juin 1993 à 14 h 30, au Palais des Congrès, 2, place de la Porte Maillot à Paris.

Si vous souhaitez assister personnellement à l'Assemblée, une carte d'admission est indispensable, elle vous sera délivrée sur votre demande.

Si vous ne pouvez pas y assister personnellement, vous pouvez y participer en donnant pouvoir au Président, ou à un autre actionnaire, ou en votant par correspondance.

Pour exprimer votre choix, un formulaire unique est à votre disposition.

Si vous êtes Actionnaire Nominatif, vous avez reçu par courrier l'avis de convocation accompagné du formulaire unique. Il vous suffit de renvoyer le formulaire exprimant votre choix, à l'adresse de l'enveloppe prévue à cet effet, au Service Titres Alcatel Alsthom 54, rue La Boétie, 75008 Paris, qui devra le recevoir avant le 21 juin 1993 et se chargera des formalités.

Si vous êtes Actionnaire au Porteur, adressez-vous à l'intermédiaire financier auprès duquel sont déposés vos titres pour qu'il vous envoie, s'il ne l'a déjà fait, les documents nécessaires (avis de convocation, formulaire unique).

Exprimez votre choix à l'aide du formulaire et renvoyez-le rapidement à votre intermédiaire financier. Celui-ci immobilisera vos actions Alcatel Alsthom jusqu'au 24 juin 1993 inclus et transmettra le certificat correspondant et votre formulaire à la banque centralisatrice qui devra les recevoir avant le 19 juin 1993.

Au cours de l'Assemblée, les Actionnaires seront appelés notamment à approuver les comptes de l'exercice 1992 et la distribution correspondante (dividende hors avoir fiscal de 14,50 F par action contre 13,50 F par action au titre de l'exercice 1991, avec option pour le paiement de ce dividende en actions), à procéder à la ratification de la nomination d'un Administrateur, au renouvellement du mandat de quatre Administrateurs, à la nomination d'un Commissaire aux comptes suppléant et à autoriser le Conseil d'administration à opérer en bourse sur les actions de la société pour en régulariser le marché. Les Actionnaires seront par ailleurs invités à autoriser le Conseil d'administration à émettre diverses valeurs mobilières.

Alcatel Alsthom publiera dans la presse un compte rendu de l'Assemblée générale dans les jours qui suivront celle-ci.

ALCATEL ALSTHOM EN DIRECT :  
• MINITEL : 36.16 Code CLIFF  
• Téléphone vert actionnaires : 05 354 354

Des missiles antichars français pour le Canada. – Le groupe Aerospace a annoncé, mardi 15 juin, au Salon du Bourget, la signature d'un contrat portant sur l'achat par le Canada de 4 500 missiles Eryx et de 425 postes de tir. Ce missile antichars, antivehicules et antiblocus, d'une portée de moins de 600 mètres, est le seul au monde à avoir été spécialement conçu pour être tiré en espace clos, c'est-à-dire depuis l'intérieur d'une pièce, en combat urbain. C'est la première commande de l'Eryx par un pays de l'OTAN et le plus gros contrat d'armes entre la France et le Canada. Le montant du marché n'a pas été rendu public.

• Accord Mikoyan-Thomson-CSF pour étudier la rénovation des Mig 21. – Le groupe russe Mikoyan, qui produit les avions de combat Mig, a signé, mardi 15 juin, au Salon du Bourget, un accord avec le groupe français Thomson-CSF pour étudier en commun la modernisation des Mig 21 en service dans le monde. Thomson-CSF doit superviser les équipements d'électronique embarquée (radar, contre-mesures électroniques, optronique, visualisation et système de navigation, etc.) et la gestion commerciale du projet. Aucune évaluation précise du marché potentiel n'est possible, a souligné un représentant de Thomson, car le service sera essentiellement « à la carte ». Entre 4 000 et 5 000 Mig 21 sont en service dans le monde.





3



## BOURSE DE PARIS DU 17 JUIN

## Règlement mensuel

Competition					Réglement mensuel					Competition																				
VALEURS		Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	%	VALEURS		Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	%	VALEURS		Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	%													
5670	C.N.E. 3%	5330	5330	5330	...	400	Orléans Ls. Franch.	400	460	399	-0.28	258	Lafayette	258	258	10	+0.04	520	Silicon	521	520	519	-0.38	355	Exxon Corp.	357.80	359.70	360.40	+2.86	
1085	B.L.P. T.P.	1079	1079	1079	...	820	O. Lysen O.	876	871	838	-0.35	6087	Labov	6087	6112	6084	...	840	S.L.T.A.	825	822	825	...	280	Exxon Corp.	280	279.50	279.80	-0.10	
1091	B.L.P. T.P.	1085	1085	1085	...	320	C.N.E. 3%	320	327	327	1230	...	2447	Labov (P)	2447	2444	2444	+0.69	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	505	Gen. Motors	523	534	533	+1.81
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	
1910	B.L.P. T.P.	1905	1905	1905	-0.26	3910	Orléans Ls. Franch.	3910	3910	3910	...	532	Labov (P)	532	532	532	...	1070	S.L. Reservoir	1070	1069	1069	-0.81	1070	Gen. Motors	1070	1069	1069	-0.81	

**Comptant** (sélection)**SICAV** (sélection)

## 16/6

VALEURS	% du nominal	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Franc inc.	Rechart net	VALEURS	Emission Franc inc.	Rechart net	VALEURS	Emission Franc inc.	Rechart net
Obligations						Étrangères						Hors-cote					
Emp.État 5,5% 76	300 30	5 12	Finland	350		Belgium 10	168 20	170 20	Asiatic	230 48	234 31	France Garantie	273 71	273 184	Paribas Capitalisation	1767 51	1732 89
10,50% 78/84	104 35		F.I.P.P.	102		19182 40	51482 40		Asiaticomarine C.B.D.	180 40		Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 82 13,50	104 35		F.A.I.C.	2280	2301	7894 85	7302 74		7894 85	7302 74	7894 85	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182 40	51482 40		19182 40	51482 40	19182 40	Financ Obligations	480 92	476 18	Financ Obligations	134 17	132 89
10,50% 86 8,50	100 80	2 72	Finland	350		19182											

## Second marché (sélection)

[illegible]

## Marché des Changes

### Marché libre de l'or

**Marché à terme international de France MATIF**

COURS INDICATIFS		COURS	COURS	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS	COURS	LA BOURSE SUR MINITEL		Marché à terme international de France		MATIF
		préc.	18/6	achet	vente			préc.	18/6	36-15		NOTIONNEL 10 %		CAC 40 A TERME
										TAPEZ LE MONDE		Nombre de contrats estimés : 189 383		Volume : 22 324
										PUBLICITÉ FINANCIÈRE		COURS		COURS
										Renseignements :		Juin 93		Juin 93
										46-62-72-67		Sept. 93		Sept. 93
												Déc. 93		Déc. 93
												COURS		COURS
												Juin 93		Juillet 93
												Août 93		Août 93
												Dernier		Dernier
												118,88		118,64
												118,70		118,50
												Précédent		Précédent
												NC		NC
												1 918		1 914
												1 902,50		1 902,50
												NC		NC

e : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché cominu



## AGENDA

### Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 16 juin au palais de l'Élysée sous la présidence de François Mitterrand. À l'issue de ses travaux, le service de presse du premier ministre a publié un communiqué dont voici les principaux extraits :

- Entrée en vigueur du nouveau code pénal (Lire page 10).
- Convention entre l'Etat et la Banque de France (Lire page 20).
- Météo-France (Lire page 14).
- Les enseignements artistiques (Lire page 11).
- Les orientations de la politique de la recherche et de l'enseignement supérieur

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche a présenté une communication sur les orientations de la politique de gouvernement en matière d'enseignement supérieur et de recherche.

1. - Dans le domaine de l'enseignement supérieur, les objectifs seront de lutter contre l'échec d'un trop grand nombre d'étudiants et d'améliorer l'insertion professionnelle des étudiants à l'issue de leurs études.

A ces fins, les enseignements des premiers cycles seront renforcés et diversifiés. Le nombre des étudiants admis dans les instituts universitaires de technologie, les sections de techniciens supérieurs et les formations professionnalisées sera accru, et les conditions d'orientation des lycéens vers ces formations seront améliorées.

Les capacités de formation seront mieux réparties sur le territoire national. Les conditions de travail et de vie des étudiants seront améliorées.

2. - La recherche et le progrès technologique demeurent des prio-

rités nationales. Dans ce domaine, les objectifs seront de développer la recherche faite par l'industrie, y compris par les petites et moyennes entreprises; de renforcer la cohésion entre la recherche universitaire et l'activité des établissements publics de recherche; de développer la coopération internationale; de mieux coordonner la recherche civile et la recherche militaire.

Un comité interministériel arrêtera prochainement un certain nombre de mesures en conséquence.

3. - La réunion de l'enseignement supérieur et de la recherche au sein d'un même département ministériel permettra de développer les complémentarités entre ces deux domaines. La réorganisation de l'administration centrale est engagée à cette fin.

Cette réorganisation s'accompagnera d'un renforcement de l'autonomie des établissements. Qu'il s'agisse d'enseignement supérieur ou de recherche, les responsabilités de ceux-ci seront accrues. Dans ce but, les établissements concluront des contrats avec l'Etat et avec leurs partenaires locaux. Ils pourront aussi être autorisés à expérimenter des innovations dans la pédagogie et dans la gestion administrative ou financière.

**Naissances**  
Raphaëlle RONDELATTE et  
Martha BRYTOUT  
ont la joie d'annoncer la naissance de  
Félix,  
le 7 juin 1993.  
6, rue Porte-Basse,  
33000 Bordeaux.

- Je m'appelle

Maxime ROCHAT.  
Je suis né le 11 juin 1993, à 11 h 40.

Mes parents vont très bien.

147, rue de Charenton,  
75012 Paris.

**Décès**

- L'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD). Ses vingt-cinq mille adhérents, Son conseil d'administration, Et son président, tiennent à saluer la mémoire de

Guy MARCHAND,  
membre du conseil d'administration de l'ADMD depuis 1983,

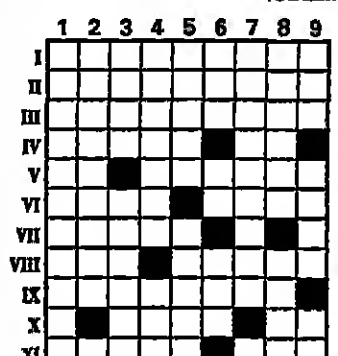
décédé le 12 juin 1993.

Ils assurent sa famille de toute leur sympathie.

ADMD,  
103, rue La Fayette,  
75010 Paris.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6064



VERTICALEMENT

1. Eteit à mettre dans la classe des grands. - 2. Manque d'adresse. - 3. Capitale. Une façon d'éliminer. - 4. Où les entreprises ne manquent pas. Porte la barbe. - 5. Bien remplis. Produit pour la peau. - 6. Baie inversée. Possessif. Est donc découverte. - 7. Très grande cuvette. - 8. Identiques. Base de discussions écossaises. - 9. Un bon bout de temps. Produits pour le bain. En courant.

Solution du problème n° 6063

Horizontalement

I. Calculs. - II. Aboulie. - III. Roué. - IV. Mie. Miaou. - V. Is. Salle. - VI. Eu. Euf. - VII. Argent. Va. - VIII. Tora. Ru. - IX. Is. Pères. - X. Fenêtre. - XI. Sées. Sage.

Verticalement

1. Carminatifs. - 2. Abois. Rosée. - 3. Loué. Egrené. - 4. Cul. Suée. Es. - 5. Uéna. Pt. - 6. Li. Motiers. - 7. Squale. Réa. - 8. Cuvre. - 9. Vêtu. Faussé.

GUY BROUTY

MERCREDI 16 JUIN 1993	
19856	
14	27
31	35
44	45
21	
6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31	
20835	
12	14
15	25
29	34
31	
6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31	
20835	
12	14
15	25
29	34
31	

## CARNET DU Monde

- Jane Maignal, son épouse, Marianne Maignal, sa fille, M. et M<sup>me</sup> J.-J. Cavalier-Balogh, M. et M<sup>me</sup> Ch. Stacques-Cavalier, ses beaux-enfants, Isabelle, Boris, Virginie et Nicolas, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Charles MAIGNAL, chevalier de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques, croix du combattant volontaire de la Résistance, survenu le 15 juin 1993, dans sa soixante-dix-huitième année.

La levée de corps aura lieu le vendredi 18 juin, à 15 heures, au funérarium du Mont-Valérien, à Suresnes (Hauts-de-Seine).

Les obsèques auront lieu dans l'intimité, le mardi 22 juin après-midi, à Saint-Michel-de-Land (Aude).

M<sup>me</sup> Charles Maignal, 10, rue Morvan, 75012 Paris, 11410 Saint-Michel-de-Land.

- Neuville-sur-Loire. Entrametz. Boulange-Billancourt. Montgeron. Cinnart. Nort-sur-Erdre. Rezé.

Henri MORIN, ingénieur IPR,

chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

nos a quittés le mardi 15 juin 1993, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Jean et Françoise Morin-Lemonnier, leurs enfants et petits-enfants, Jacques et Michèle Aguilier-Morin et leur fils, Guy et Elisabeth Morin-Tupia et leurs fils, Paul-Henri et Michèle Morin-Barthe et leur fils, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Les familles Morin, Frémont, Thibault, Letourneur, Allard, Baron, Haricholier, Richard, Benoit, Haubois, Gourdel, Ainay, Pipelier, vous invitent à participer ou à vous unir d'intention à la cérémonie religieuse qui sera célébrée le vendredi 18 juin, à 15 heures, en l'église de Neuville-sur-Loire (Nièvre).

1, rue Veraine, 91230 Montgeron.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

**Pompes Funèbres Marbrerie**

**CAHEN & C<sup>ie</sup>**

43-20-74-52

MINITEL, par le 11

- M<sup>me</sup> Jacques Piotrowski, née Geneviève Girard, son épouse, Nicolas Piotrowski et Anne Marie Tjota, Hélène Piotrowski, Thomas Piotrowski, ses enfants, ont le chagrin de faire part du décès de

docteur Jacques PIOTROWSKI,

piémontais décédé le 4 juin 1993, dans sa cinquante-septième année.

Conformément à sa volonté, la cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale, à Marnes-la-Coquette (Hauts-de-Seine).

6, rue Gallien, 92310 Sèvres.

**Remerciements**

- Que tous ceux, famille, amis, collègues, qui ont manifesté leur sympathie lors du décès de

Régine BOIS-GABAI,

assistent qu'ils nous aident à accepter et à faire face.

Edienne Bois, Ariane, François, Jean et Aurélien Heilbronn.

- Olga Fink et ses enfants, très touchés par les nombreux témoignages d'amitié et de sympathie reçus lors du décès de

Ignace FINK,

expriment à tous leurs chaleureux remerciements.

**Rectificatif**

- Dans le Monde du 8 juin 1993, nous avions qualifié

JACQUES NANTET

de « conseiller diplomatique, notamment pour la paix au Liban ».

M<sup>me</sup> Jacques Nantet nous prie de préciser que si son mari s'était toujours passionné pour les événements du Proche-Orient, il n'a jamais eu ce titre.

**Messes anniversaires**

- En ce trentième anniversaire de son décès, nous avons

Jean SAINT-FARE GARNOT,

Béatrice, ses enfants et petits-enfants, ont pour elle, en ce jour anniversaire, une pensée fervente.

« In giram imus nocte et consummur igni ».

- Une pensée pour le troisième anniversaire de la mort de

Sylviane BLAVETTE,

« In giram imus nocte et consummur igni ».

Sophie SCHEIN.

- Le 17 juin 1990, le docteur Henri DERIDOUR nous quitte.

Que tous ceux qui l'aimaient aient une pensée pour lui.

- Une pensée est demandée à tous ceux qui ont connu

André SAURET, éditeur,

pour le vingt-quatrième anniversaire de sa mort.

De la part de Danièle et Raymond Lévy, ses enfants.

**Conférences**

- Conférence de M. Pierre Magnard, professeur à l'université Paris-IV-Sorbonne : « Montaigne ou le singulier universel », samedi 19 juin 1993, à 15 heures, amphithéâtre Guizot de la Sorbonne, rue de la Sorbonne. Société internationale des amis de Montaigne, R.P. Paris Bourse 913, 75073 Paris Cedex 02.

**Soutenances de thèses**

- Yveline Lemerle, épouse Pendaris, soutiendra sa thèse : « Les procès de Rastatt. Le jugement des crimes de guerre en ZFOA, de 1946 à 1954 », sous la direction de M<sup>me</sup> Calbède, à Paris-X-Nanterre, 200, avenue de la République, bâtiment C, salle C 24, le mardi 22 juin 1993, à 9 h 30.

**CARNET DU MONDE**

Renseignements : 40-65-29-84

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 100 F

Abonnés et actionnaires : 90 F

Communications diverses : 105 F

Thèses étudiants : 60 F

**SOLDES**

HAUTE COUTURE

PRÊT-À-PORTER

FOURRURE

ACCESSOIRES

CADEAUX MAISON

NINA RICCI

LYON 41001

ET JOURS SUIVANTS

DE 10 H 00 à 18 H 30

39, AVENUE MONTAIGNE

17, RUE FRANÇOIS-1<sup>er</sup>

22, RUE CAMBON

ET POUR L'HOMME :

Ricci-Club

19, RUE FRANÇOIS-1<sup>er</sup>

16/9  
stéréo numérique

600

France supervision

ATHLETISME

Du jeudi 17 au dimanche 20/06  
de 16h à 18h30

NATATION

Du lundi 21 au jeudi 24/06  
de 17h à 19h

MONIE DE CLOTURE

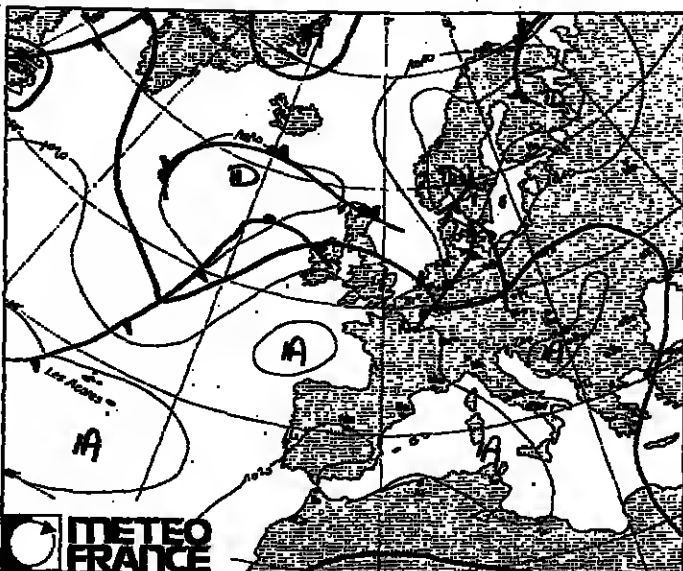
du 27/06 à 22h30

De plus, chaque soir vers 22h30, France supervision vous proposera des grands moments de la journée.

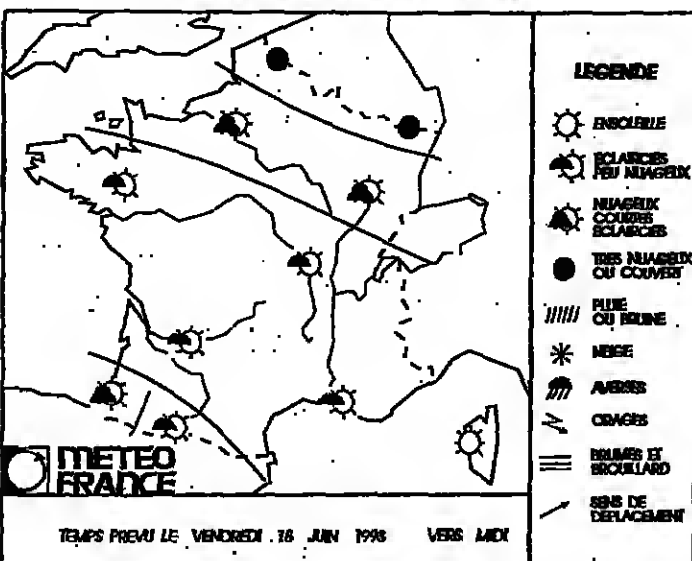
Sur France supervision, les Jeux Méditerranéens comme si vous y étiez !

# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17 JUIN À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 18 JUIN 1993



Vendredi : nuageux sur l'extrême nord, bien ensoleillé au sud. Sur le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, les Ardennes et le nord de la Lorraine, le ciel restera très nuageux à couvert toute la journée, et on aura quelques petites pluies locales sur les frontières en fin d'après-midi et en soirée.

Sur les régions du nord de la Loire, de la Bretagne à la Normandie, aux Pays de la Loire, au Centre, à la région parisienne, à la Champagne, à la Bourgogne, à la Franche-Comté et à l'Alsace, le ciel, très nuageux le matin avec quelques brumes et brouillards locaux, laissera place l'après-midi à un ciel variable avec de belles éclaircies.

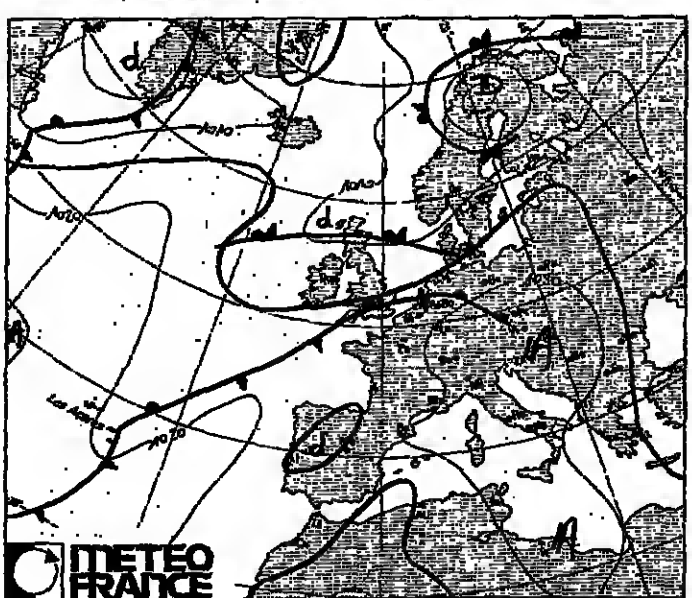
Sur un petit quart sud-ouest, au sud de l'Aquitaine et de Midi-Pyrénées, le ciel peu nuageux en matinée se verra en cours d'après-midi. On pourra avoir des débordements orageux isolés sur les Pyrénées en fin d'après-midi et en soirée.

Sur le reste du pays, on aura quelques brumes en début de matinée, puis la journée sera bien ensoleillée.

Les températures seront en hausse par rapport à la veille. Le matin, il fera aux environs de 13 degrés au nord, 14 à 18 degrés au sud.

Dans l'après-midi, le mercure montera jusqu'à 20 degrés le long des côtes de la Manche et atteindra 22 à 30 degrés du nord au sud du pays.

PRÉVISIONS POUR LE 19 JUIN 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

Valeurs relevées

le 16-6-1993 à 18 heures TUC et le 17-6-1993 à 8 heures TUC

### FRANCE

ALGER	24	14	D
BARCELONE	23	15	P
BORDEAUX	23	14	C
BRESCIA	23	14	C
CAEN	16	11	N
CHERBOURG	15	11	C
CLERMONT-FR	24	14	C
COCOTTE	27	16	N
COGNAC	21	12	C
LIÈGE	16	12	C
LIMOGES	22	12	C
LUXEMBOURG	23	13	C
MARSEILLE	23	15	C
NANCY	23	15	C
NANTES	21	15	C
NICE	16	11	N
PARIS-MONT	21	15	C
PARIS-MID	21	15	C
PERPIGNAN	29	18	D
POitiers	22	13	C
RENNES	20	12	N
STRASBOURG	24	14	C

### ÉTRANGER

STRASBOURG	25	15	C
TOULOUSE	27	15	C
POitiers	22	13	C
ALGER	26	16	N
AMSTERDAM	15	11	N
ATHÈNES	26	20	N
BANGKOK	29	24	D
BARCELONE	24	14	D
BELGRADE	24	16	P
BERLIN	18	12	C
BOUTROUX	15	11	C
CHICAGO	22	14	C
DAKAR	29	24	D
GENÈVE	29	16	C
HAVANA	27	16	C
JERUSALEM	27	16	C
LA CAÏRE	28	21	D
LAS VEGAS	31	18	D
LONDRES	17	12	N
LOS ANGELES	24	17	C
LUXEMBOURG	23	11	C

### MAGREB

MARRAKECH	32	14	D
MARRAKECH	34	12	D
MEXICO	21	12	N
MILAN	21	13	N
MONTREAL	18	14	N
MOSCOW	18	11	C
NAROI	20	12	C
NEW DELHI	29	23	D
NEW-YORK	26	19	C
PALMA	27	13	D
PEKIN	27	18	D
RO-RE-JANING	-	-	-
ROMA	21	14	D
SARAJEVO	25	20	D
SEVILLE	27	20	D
SINGAPORE	29	25	D
STOCKHOLM	17	9	N
STUTTGART	17	7	C
TOKYO	22	14	D
TORONTO	22	14	D
VALDIEVO	17	9	C
VERONA	22	14	P
VIENNE	22	11	P

a	v	C	D	N	O	P	T	*
avens	brouillat	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale).

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

# RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

## Commis d'office

C'EST un visage de vieux jeune homme privé d'enfance, où l'on croit voir sumager comme les regrets de cette enfance. Il porte de fines lunettes bleues d'étudiant, et l'on devine qu'il s'est usé les yeux sur des dizaines de livres, avec constance et désespoir. On devine aussi que cette période, chez les autres appelée l'enfance, justement, lui a offert plus que son lot de questions sans réponse. Il s'appelle Touvier. Pierre Touvier. C'est le fils de l'ancien chef militaire de Lyon. Ayant coopéré à un recueil d'entretiens avec des enfants d'anciens collaborateurs (les Enfants de l'épuration, de Pierre Rigoulet, chez

Pion), il était venu plaider à « Ex Libris ». Affreuse situation que d'être le fils d'un monstre. De n'avoir à espérer qu'une vie de solitude et de réprobation, le choix entre la honte silencieuse et une interminable existence d'avocat commis d'office pour une seule cause. Exceptionnellement - c'est le cas de Dominique Fernandez - une œuvre vient faire mentir la malediction dont elle se nourrit. Sur une vieille bande d'archives d'un « Ex Libris », on entend juste-ment Dominique Fernandez prononcer, à propos de son père, Ramon Fernandez, autre collaborateur éminent, le mot « impardonnable ». On eût aimé l'entendre

dans la bouche de Pierre Touvier. Mais les mots du vieux jeune homme épousèrent jusqu'au vertige ceux de son père. Les Allemands exigeaient cent exécutions, Touvier obtint de ne fuiller que sept otages. Qu'auriez-vous fait à sa place ?, interroge-t-il à plusieurs reprises. On eût aimé que quelqu'un lui signale, même doucement, sans insister, que le crime reproché à Touvier consistait à avoir, parmi ses prisonniers, sélectionné sept juifs, au détriment de tout autre critère.

Heureusement, notre concœur Annette Kahn rappelle au fils de Touvier que son père, à elle, après avoir été arrêté par la Milice lyonnaise, avait été déporté, et n'était jamais revenu. Rappel bien-venu. Car tendre un micro à Pierre Touvier, comme à tous les enfants de collaborateurs, c'est accepter que leur souffrance s'inscrive - Pierre Touvier évoque le « martyre » de son père - à côté des crimes des pères, comme on témoigne la dangereuse idée de tirer un recueil d'entretiens les Enfants de l'épuration plutôt que les Enfants des collaborateurs. C'est prendre le risque de glisser de la plainte au plaidoyer. Et, sous couvert de « document » paradoxal, de parole brute, d'irréversible souffrance, d'ouvrir la voie à une pure et simple tentative de réhabilitation.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : P signalé dans « le Monde radio-télévision » ; G Film à éviter ; N On peut voir ; M Ne pas manquer ; M M Chef-d'œuvre ou classique.

## Jeu 17 juin

- TF 1**
- 20.50 Série : Rocca. Les Dératiseurs.
- 22.30 Magazine : Méfiez-vous des blondes ! Présenté par Amanda Lear, invité : Carlos.
- 22.35 Divertissement : Ciné gags.
- 23.40 Magazine : Télé-vision.
- 0.20 Divertissement : Le Bébé Show.
- FRANCE 2**
- 20.50 Magazine : Envoyé spécial. White and Black : Par le regard des mères ; Les enfants de Dieu.
- 22.35 Téléfilm : Une saison de feuilles de Serge Leroy.
- 0.05 Journal et Météo.
- 0.25 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.
- FRANCE 3**
- 20.45 Cinéma : La Femme modèle. Film américain de Vincente Minnelli (1957).
- 22.45 Journal, Météo et Résumé des XII Jeux méditerranéens.
- 23.20 Cinéma : Bille en tête. Film français de Carlo Corli (1989).

- 0.50 Continentales.** L'Eurojournal : l'info en v.o.
- CANAL PLUS**
- 20.35 Cinéma : Morts en sursis. Film néo-allemand de Geoff Murphy (1988).
- 22.10 Flash d'Informations.
- 22.20 Cinéma : Les Nuits avec mon ennemi. Film américain de Joseph Ruben (1990) (v.o.).
- 23.55 Cinéma : Brève histoire d'amour. Film polonais de Krzysztof Kieslowski (1988) (v.o.).
- ARTE**
- 20.40 Soirée thématique : Ce que les hommes font aux hommes. Soirée conçue par Hannelore Gadetsch.
- 20.41 Documentaire : Tous les êtres humains naissent libres... de Gerhard Hofmann.
- 21.35 En direct de Vienne. Rapport de la conférence internationale des Nations unies sur les droits de l'homme.
- 21.45 Reportage : Purification ethnique. De Monika Gras. La « purification » par les Serbes de Kozarac, ville du nord-ouest de la Bosnie. Déportations, tortures, viol.
- 22.20 Documentaire : Le Fils de ton voisin. De Jürgen Fündt Peterson et Erik Stephansen.
- 23.15 Documentaire : Ce que des hommes infligent à d'autres. De Hannelore Gadetsch. Le traitement des victimes de tortures.

- 23.55 Résistances.** Ceux qui refusent d'obéir...
- M 6**
- 20.45 Cinéma : I... comme Icare. Film français d'Henri Varna (1979).
- 23.05 Téléfilm : Meurtre sous hypnose. De Sutton Roley.
- 0.20 Informations : Six minutes première heure.
- 0.30 Magazine : Culture rock. La saga de U2.
- 0.55 Magazine : Fréquentstar.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Chemins de fer et de réva. Par Jean-Pierre Le Minor.
- 21.30 Profils perdus. Eugène Claudius-Petit (2).
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Le paysage. 3. L'inquiétude des lieux.
- 0.05 Du jour au lendemain. Avec Jérôme Thélot (Baudelaire, violence et poésie).
- 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.15 Concert (en direct du Concertgebouw d'Amsterdam) : Don Juan, poème symphonique op. 20, de R. Strauss ; Concerto pour violon et orchestre en la mineur op. 82, de Glazounov ; Rodéo : suite de danses, de Copland ; West Side Story : danses symphoniques, de Bernstein, par l'Orchestre royal du Concertgebouw d'Amsterdam.
- 23.09 Ainsi le nuit.
- 0.33 L'Heure bleue.

## Vendredi 18 juin

- TF 1**
- 15.20 Série : Hawaii, police d'Etat.
- 16.20 Jeu : Une famille en or.
- 16.45 Club Dorothea.
- 17.50 Série : Le Miel et les Abeilles.
- 18.20 Série : Hélène et les garçons.
- 18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! Invité : Andy Mac Dowell.
- 19.50 Divertissement : Le Bébé Show (et à 0.55).
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.50 Magazine : Les Marches de la gloire.
- 22.25 Magazine : Ushuaia.
- 23.30 Divertissement : Sexy Dingo.

**FRANCE 2**

Ce soir à Bouillon de Culture

**FRANÇOISE SAGAN**

... et toute ma sympathie

Julliard

- 15.20 Variétés : La Chance aux chansons. Emission présentée par Pascal Sevran.
- 16.20 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 16.45 Magazine : Giga.
- 16.30 Série : L'Équipée du Poney Express.
- 19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus.
- 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
- 20.50 Téléfilm : Meurtre en ut majeur. De Michel Belarand.
- 22.20 Magazine : Bouillon de culture. 100<sup>e</sup> émission. Invités : Françoise Sagan (Et tout ma sympathie) ; Mireille (Un désespéré engagé, chroniques 1954-1971), par

- Emmanuel Bori ; Cabu (Cabu au Japon) et (Responsables mais pas coupables) ; Sam Karmann (Omibus) ; Alain Rémond (les Mémoires de mon œil) ; Michael Nyman, pianiste.
- 23.40 Journal et Météo.
- FRANCE 3**
- 15.40 Série : La Croisière s'amusent.
- 16.30 Sport : Jeux méditerranéens. Athlétisme, en direct de Narbonne.
- 16.25 Jeu : Questions pour un champion.
- 16.50 Un livre, un jour. Pyrène et les Vélots, de Christian Laborde.
- 19.00 Le 13-20 de l'information. De 18.05 à 19.31, le journal de la région.
- 20.05 Jeu : Huguodolite (et à 20.40).
- 20.15 Divertissement : La Classe.
- 20.45 Magazine : Thalassa. Les Folies de Valpéraiso.
- 21.50 Magazine : Feut pas rêver.
- 22.50 Journal, Météo et Résumé des XII Jeux méditerranéens.
- 23.20 Magazine : Le Divan. Invité : Claude Lelouch (2<sup>e</sup> partie).
- CANAL PLUS**
- 16.05 Cinéma : Le Gamin. Film français d'Henri Paul (1991).
- 17.30 Documentaire : Petit royaume pour pandas géants. De Keith et Liz Laidler.
- 18.00 Canaille peluche.
- En clair jusqu'à 20.35
- 16.30 Le Top.
- 19.20 Série animée : Tam-tam.
- 19.22 Magazine : Nulle part ailleurs. Invités : Les Filles.
- 20.30 Le Journal du cinéma.
- 20.35 Téléfilm : Un voleur au-dessus de tout soupçon. De John Patterson.
- 22.05 Documentaire : Marchands d'armes. D'Arnoud Hamelin et Jean-Pierre Van Geir.
- 22.55 Flash d'Informations.
- 23.05 Cinéma : Point Break-Extrême limite. Film américain de Kathryn Bigelow (1991).
- ARTE**
- Sur le câble jusqu'à 19.00
- 17.00 Documentaire : Hop-là, me voilà ! De Klaus Goldinger (rediff.).
- 17.40 Documentaire : Hans Albers et le cinéma sous le III<sup>e</sup> Reich. Montage d'archives d'interviews (rediff.).

- 19.00 Magazine : Rencontre. Rolf Lindner/Will « Ent » Lippens.
- 19.30 Documentaire : Pelettes. D'Alain Joubert. Le film en morceaux, de Stefano Di Giovanni, dir. Sassetti.
- 20.00 Documentaire : La Forme et le Lieu. De Philippe Collin.
- 20.30 6 1/2 Journal.
- 20.40 Magazine : Transit. Revue de presse de Michel Polac.
- 22.10 Magazine : Mezzanotte. Faits de la musique, d'Alain Duplantier et Olivier Lujan.
- 23.00 Documentaire : Martin Heidegger, le magicien de Messkirch. De Rüdiger Sefranski et Ulrich Böhm.
- 23.55 Musique : Montreux Jazz Festival (rediff.).
- M 6**
- 14.20 Magazine : Destination musique.
- 17.05 Variétés : Multitop.
- 17.35 Série : Les Aventures de Tintin. Le Trésor de Rackham le Rouge.
- 18.00 Série : L'Homme de fer.
- 19.00 Série : Les Rues de San-Francisco.
- 19.54 Six minutes d'Informations, Météo.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Magazine : Capital. A qui profite la TGV ?
- 20.45 Téléfilm : Vidéo scandale. De Noël Nossek.
- 22.25 Série : Mission impossible. Princesse Céline.
- 23.25 Magazine : Les Enquêtes de Capital.
- 23.50 Magazine : Emotions.
- 0.20 Informations : Six minutes première heure.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio archives. Musiques des mots.
- 21.32 Musique : Black and Blue.
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Le paysage. 4. Le voyage en Italie.
- 0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Jérôme Thélot.
- 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : Concerto pour piano et orchestre n° 2 en ut mineur op. 18, de Rachmaninov ; Symphonie n° 5 en ré mineur op. 47, de Chostakovitch, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Eshu Inel.
- 23.09 Jazz club.
- 1.05 Papillons de nuit.



Pour un retour au pouvoir du président Aristide

## Le Conseil de sécurité des Nations unies lance un ultimatum aux militaires haïtiens

NEW-YORK (Nations unies)

**correspondance**

Le conseil de sécurité des Nations unies a voté à l'unanimité, mercredi 16 juin, une résolution qui donne une semaine aux militaires haïtiens pour accepter le retour au pouvoir du président élu Jean-Bertrand Aristide, réversé par un coup d'Etat en septembre 1991. A défaut de quoi, un régime de sanctions sévères entrera en vigueur le 23 juin.

Le texte de la résolution a été nettement affaibli par les objections du Brésil sur l'idée d'arrêter tout bateau se dirigeant vers les ports haïtiens. La résolution adoptée interdit la vente de pétrole, de produits pétroliers, d'armes, de munitions, de véhicules et d'équipements militaires ainsi que de pièces détachées. Ces sanctions excluent les produits qui répondent aux besoins « humanitaires essentiels » des Haïtiens, qu'un comité se chargera de définir.

La résolution prévoit en outre le gel à l'étranger des avoirs financiers appartenant ou contrôlés par les autorités de facto de Port-au-Prince. Le texte original proposé par les Etats-Unis, la France, le Canada et le Venezuela proposait un blocus naval d'Haïti. Le Canada avait offert des avions pour ce faire et des bâtiments de la garde côtière américaine sont déjà à pied d'œuvre pour prévenir l'exode des réfugiés. Le Brésil, soutenu par d'autres pays latino-américains, a obtenu une modification du texte, estimant que la crise haïtienne était une « affaire interne ».

Après la démission, la semaine dernière, du premier ministre haïtien de fait, Marc Bazin, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, Dante Caputo, a proposé aux partis politiques haïtiens une réunion à New-York. Le président Aristide a refusé d'y participer, tant que les autorités militaires restaient au pouvoir à Port-au-Prince.

AFSANÉ BASSIR POUR

Aux négociations de paix de Washington

## Israël, la Syrie et le Liban se renvoient la balle

Les négociations bilatérales de paix que l'Etat juif mène à Washington avec la Syrie et le Liban se poursuivent sans que l'on constate des progrès sensibles.

**WASHINGTON**

**de notre envoyé spécial**

Les grands principes, oui, les territoires, non. En tout cas pas pour l'instant. Résumée en deux phrases, c'est la position que défendait avec beaucoup de constance, depuis vingt mois, les diplomates israéliens aux négociations de paix qui ont repris à Washington. Comme les Palestiniens, les Syriens et les Libanais commencent à comprendre qu'ils n'ont aucune chance de retrouver leurs territoires perdus à l'issue des guerres de 1967 et 1982, tant qu'Israël n'aura pas obtenu d'eux les solides garanties de paix et de sécurité qu'il réclame.

An deuxième jour de la dixième session du processus de paix, mercredi 16 juin, on butait toujours sur les mêmes questions : quelle paix, quels arrangements de sécurité, en échange de quels retraits militaires israéliens ? La Syrie promet « une paix totale en échange d'un retrait total ». Définition « trop vague », rétorquent les négociateurs de l'Etat juif, qui veulent en savoir plus avant de s'engager.

Très bien, a répété mercredi Mouaffak Al Alai, le chef de la délégation syrienne : « Engagez-vous clairement et officiellement à un retrait complet du plateau du Golan que nous occupons illégalement depuis vingt-six ans et nous pourrions entrer dans les détails. » Vous d'abord, répliquait Israël. Déjà vu, déjà entendu.

Des hauts du Golan, qui dominent toute la Galilée, Israël a subi jadis de nombreuses attaques syriennes. Les conserver répodrait donc à la fois de sécurité. « Non, insiste M. Al Alai, l'offre américaine de garantir la tranquillité de la frontière israélo-syrienne après un éventuel accord entre les deux parties réduit à néant le prétexte invoqué par Israël pour

essayer de conserver tout ou partie de notre territoire. » Pour le reste, affirme-t-il, « nous sommes presque parvenus avec le professeur Itamar Rabinovich, chef de la délégation israélienne, à un accord sur un grand nombre de principes ».

Alors ? Alors, le diplomate israélien concède : « C'est pour nous un article de foi (...) disons une question d'image nationale : nous nous sommes toujours défendus nous-mêmes. On peut demander à nos amis de l'aide, un soutien économique, un transfert technologique, des systèmes d'armement ou autres, mais la responsabilité de notre défense nous revient. Cela a toujours été ainsi et cela reste ».

Comment opposer une fin de non-recevoir plus diplomatique à l'offre américaine ? « Il peut y avoir, a poursuivi le professeur, un rôle potentiel à jouer pour telle ou telle organisation internationale ou super puissance (...) dans un arrangement entre Israël et la Syrie. » Mais il est clair que la seule garantie américaine de sécurité ne peut pas, aux yeux d'Israël, suffire à débloquent la négociation.

### La sécurité à la frontière libanaise

Idem ou presque sur le Liban. Retirez-vous du sud de notre territoire, propose le professeur, un rôle potentiel à jouer pour telle ou telle organisation internationale ou super puissance (...) dans un arrangement entre Israël et la Syrie. » Mais il est clair que la seule garantie américaine de sécurité ne peut pas, aux yeux d'Israël, suffire à débloquent la négociation.

A quelques semaines du sommet du G 7 de Tokyo

## Une motion de censure a été déposée contre le gouvernement japonais

A quelques semaines du sommet des pays industrialisés de Tokyo, le premier ministre Miyazawa fait face à une crise politique qui pourrait le conduire à dissoudre la Chambre des représentants. L'opposition a en effet déposé, jeudi 17 juin, une motion de censure pour sanctionner son incapacité à soumettre à la Diète la réforme politique à laquelle il s'était engagé au début de son mandat.

**TOKYO**

**de notre correspondant**

Cette menace de l'opposition ne portera pas à conséquence tant que la majorité dont dispose le Parti libéral-démocrate (PLD), si des dissensions internes ou risquent de se traduire par une « fronde » d'une partie de ses membres : en s'abstenant, ceux-ci pourraient permettre l'adoption de la motion. Dans ce cas, M. Miyazawa pourrait prendre les devants et dissoudre la Chambre.

Cette crise, qui intervient vingt mois après l'arrivée au pouvoir d'un premier ministre dont le mandat s'achève en septembre, était rampante. Les tergiversations sur la réforme politique, destinée à remédier à une aggravation de la corruption du système des partis - dont témoigne une longue liste de scandales, Recruit, Kyowa, Sagawa Kyubio, disgrâce de M. Kanemaru - ainsi que les dissensions ouvertes au sein du PLD depuis l'éclatement du clan Takeshita sont symptomatiques de la quasi-paralysie de la machine conservatrice.

Cette réforme est cependant prétexte à l'un de ces « combats de l'urne » dans lequel les intérêts partisans et les jeux de pouvoir l'emportent sur les autres considérations. Le débat porte sur la modification du système électoral : les « grandes circonscriptions » à plusieurs sièges seraient remplacées par des « petites circonscriptions » avec un seul élu. Entraînant une lutte aussi acharnée entre adversaires politiques qu'entre membres du même parti, le système actuel a favorisé ou encouragé les indécidables. La réforme est à l'ordre du jour depuis le scandale Recruit, qui entraîna en 1988 la chute du premier ministre Takeshita.

Elle conduirait sans doute à moderniser le footiooemoot

de sécurité. Les combattants libanais du Hezbollah - armés et financés par l'Iran - seraient-ils là où ils sont si Israël n'occupait pas 1 000 kilomètres carrés de sol libanais dans le Sud ? Non, jure-t-on à Beyrouth.

Mais si, réplique Jérusalem. Vieille histoire de l'œuf et de la poule, on n'en sort pas. Le problème, a dit Shaul Chaimas, chef de la délégation libanaise à Washington, « est que les Libanais refusent d'accepter le fait qu'ils sont une puissance d'occupation au Liban. Ce n'est pas une simple question de terminologie. Le langage reflète un état d'esprit et tant qu'il n'aura pas changé, les conditions de progrès continueront de manquer ».

Ouri Lubrani, qui répète inlassablement que son pays n'a aucune visée expansionniste sur le Liban et que ses soldats se retirent dès que les conditions de sécurité le permettront, ne dément pas l'essentiel de ces propos. « Nous ne nous considérons pas comme une force d'occupation au Liban (...) La résolution 425 du Conseil de sécurité des Nations unies (qui appelle au retrait inconditionnel des forces israéliennes) ne constitue absolument pas la base des négociations en cours ».

Israël propose à Beyrouth d'établir « un groupe conjoint de travail militaire qui s'occupe de tous les problèmes de sécurité existant entre les deux Etats ». Le Liban refuse pour au moins deux raisons. La première est officielle : accepter reviendrait à reconnaître indirectement la présence armée d'Israël sur une partie du territoire national. La seconde est plus délicate à avouer. La Syrie, qui entretient elle aussi plusieurs milliers de soldats sur le sol libanais, n'a pas donné son accord...

PATRICE CLAUDE

L'inauguration des Jeux méditerranéens à Agde (Hérault)

## Il y a « trop d'exclusions » en France déclare M. Mitterrand

François Mitterrand, qui présidait, mercredi 16 juin à Agde (Hérault), la séance d'ouverture des Jeux méditerranéens, a été reçu auparavant à la Maison du cœur de ville (annexe de la mairie et antenne du conseil général), où il a répondu aux allocutions de Gérard Saunier, président (ex-PS) du conseil général, et de Régis Passerieux, maire (PS) de la ville. Celui-ci avait mis l'accent sur le caractère agathois à unir des origines mêlées, des cultures multiples en une seule et forte identité : l'identité agathoise.

Dans sa réponse, le chef de l'Etat a notamment déclaré : « C'est précisément de ce mélange de civilisations et de populations - je ne voudrais pas prononcer de mots qui pourraient paraître choquer ou entrer dans les débats actuels - que naît un petit pays, le vôtre, où il me semble qu'on a réussi à forger une civilisation, une culture et une histoire communes ».

« La France est un pays prospère », a souligné M. Mitterrand. Si l'on se reporte aux données générales d'ensemble, c'est

même aujourd'hui le premier pays d'Europe. Et pourtant, derrière ces données statistiques, que de misères, que d'iniquités, que de souffrances, et trop d'exclusions. Il y en a même tellement que je ne crois pas nécessaire qu'il soit bon d'en ajouter. » « La réponse à vos questions, elle est en vous, a encore indiqué le président de la République. Cela suppose, bien entendu, un minimum - d'autres diraient un maximum, je suis habitué à demander moins - un minimum d'attente, un minimum de concorde nationale. Sans quoi, si tout est disputé, comment pourra-t-on agir et réussir dans la diversité d'une démocratie scrupuleusement respectée, tellement respectée qu'on entend à tout moment les voix discordantes se faire entendre - et pourquoi pas ? Cela finit par faire un orchestre, mais on aimerait démêler dans cette musique-là quelques lignes de force, une symphonie. »

Lire également page 7 le débat à l'Assemblée nationale sur l'entrée et le séjour des étrangers en France.

Le plafonnement des dépenses électorales

## La majorité sénatoriale veut atténuer les obligations des candidats

Le Sénat doit débattre, jeudi 17 juin, d'une proposition de Jacques Larché (RI), président de la commission des lois, allégeant les conséquences pour un candidat de son non-respect de la législation sur le contrôle des dépenses électorales. La jurisprudence du Conseil d'Etat a déjà fait de la loi de janvier 1990 une application assez souple.

Une « révolution » législative est forcément difficile à appliquer, tant elle heurte des habitudes et des situations acquises, tant elle nécessite un rodage. Il ne pouvait en être autrement pour ce chamboulement du droit électoral qui fut l'instauration d'un véritable contrôle des dépenses de campagne des candidats par les lois de 1988 et, surtout, de 1990.

La première application, à grande échelle, de ces nouvelles règles, à l'occasion des cantonales et des régionales de mars 1992, a donné lieu à une jurisprudence importante des tribunaux administratifs confirmant la rigueur de certaines dispositions inventées pour tenter d'éviter les fraudes.

Nombre de candidats ont été ainsi sanctionnés, la position étant particulièrement sévère pour les élus, puisqu'en cas de non-dépense, ou de dépense tardive, de leur compte de campagne, ou encore de rejet « à bon droit » de ce compte par la commission nationale des comptes de campagne, le juge de l'élection se peut voir contraint de le retirer et d'interdire au futur de se présenter à la nouvelle élection qui doit être organisée.

Il est des candidats qui sont mieux placés que d'autres pour tenter de faire modifier une législation aussi sévère. Ainsi Jacques Larché. Son élection comme conseiller général, UDF, qui lui permit de rester le président de l'assemblée départementale de la Seine-et-Marne, aurait dû être annulée pour une erreur dans la présentation de son compte de campagne, si le tribunal administratif de Versailles n'avait pas bâti une jurisprudence limitant strictement le délai laissé à la commission pour saisir la justice.

Mais M. Larché n'est pas que conseiller général. Il est aussi président de la commission des lois du Sénat. Il a donc rédigé une proposition de loi corrigent ce qu'il estime être les imperfections de la législation actuelle, convaincu du

bien-fondé de son analyse les membres de « sa » commission, et le rapporteur, Christian Bonnet (R), ayant obtenu de son influence au Palais de Luxembourg, obtenu du gouvernement l'inscription de ce texte à l'ordre du jour de la séance du jeudi 17 juin.

Si cette proposition est acceptée par la majorité du Sénat et de l'Assemblée nationale, les risques encourus par ceux qui ne respectent pas, volontairement ou involontairement, la législation seront réduits, et les pouvoirs de la commission nationale des comptes de campagne, organisme indépendant composé de hauts magistrats, strictement limités.

### Un schéma simple

Le schéma retenu par M. Larché est assez simple : lorsque la jurisprudence a déjà atténué la portée de la loi, il souhaite que l'interprétation des juges soit confirmée. Ainsi en serait-il pour la décision du Conseil d'Etat d'appliquer l'indivisibilité qu'on mandat pour la conquête d'un faute à été commise. Lorsqu'on cotrait, les juges d'où pu constater que les textes en vigueur ou leur permettaient pas d'être conciliants, ils seraient corrigés. Ainsi un candidat pourrait corriger son compte de campagne et même rembourser les dons qu'il n'avait pas le droit de percevoir, tout au long de la procédure. Surtout, la justice ne serait jamais contrainte de casser une élection et de proclamer une indivisibilité, sauf si la fraude a faussé le résultat. En clair, un candidat très largement élu n'aurait pratiquement plus de compte à rendre.

Certes, tous ceux qui ont à appliquer, ou à surveiller, cette nouvelle législation savent qu'elle doit être légèrement amoindrie, à la fois pour que ce soit plus facile à accepter, mais aussi pour en combler certaines failles dont on se profite certains « professionnels ». Mais alors que l'effet heureux d'une stricte limitation des dépenses de campagne s'est fait sentir lors des dernières législatives, en-il vraiment opportunité de vouloir atténuer la sévérité des lois sur le financement politique ?

THIERRY BRÉHIER

FOOTBALL : Marc Bourrier, nouvel entraîneur de l'Olympique de Marseille. - Marc Bourrier, ancien sélectionneur de l'équipe de France espoirs, succède à Raymond Goethals au poste d'entraîneur de l'Olympique de Marseille. Ancien footballeur professionnel à Montpellier, Lens et Toulon, il a commencé sa carrière d'entraîneur en Avignon avant d'entrer à la Fédération en 1976. D'abord adjoint de Michel Hidalgo, il a en 1982, pris en charge l'équipe de France espoirs, championne d'Europe en 1983. Agé de cinquante-neuf ans, il a signé un contrat de trois ans avec l'OM.

## SOMMAIRE

### DÉBATS

Immigration : « Où va la France ? », par Sami Nair. « Le déracinement législatif », par Jean-Michel Belorgey .... 2

### ÉTRANGER

Sonellie : les « casques bleus » passent résolument à l'offensive 3  
La situation dans l'ex-Yougoslavie. 4  
Allemagne : M. Kohl annonce des initiatives en faveur des étrangers. 4  
Grande-Bretagne : le Parti conservateur reconnaît avoir été financé par l'homme d'affaires Asif Nadr 4  
Russie : la conférence constitutionnelle ..... 5

### POLITIQUE

Le débat à l'Assemblée nationale sur l'entrée et le séjour des étrangers ..... 7  
La commission du PCF ..... 8  
La mort de Louis Jacquinot ..... 8  
Les déclarations de M. Séguin au colloque du Forum du futur ..... 9

### SOCIÉTÉ

Justice : l'entrée en vigueur du nouveau code pénal est reportée au 1<sup>er</sup> mars 1994. 10  
Le cour d'appel confirme la déchéance de Charles Debbasch de la présidence de la Fondation Vassily ..... 10  
Le procès des initiés de l'affaire Pichiney-Triple ..... 10  
Police : Charles Pasqua annonce des « plans départementaux de sécurité » ..... 11  
Le pape a proposé à l'Espagne une nouvelle « reconquête » chrétienne ..... 13  
Des chercheurs français ont découvert une nouvelle structure d'ADN ..... 14

### CULTURE

Cinéma : « L'Enfant lion » ..... 16

### Festivals : de Villeurbanne à Aurillac, fausse foire et vrai théâtre ..... 16

La Biennale internationale des arts à Venise : malaise plénétaire sur la Laguna ..... 17

### ÉCONOMIE

La production diminuera de 0,5 % cette année dans la CEE ..... 19  
Edouard Balladur réaffirme l'hostilité de la France à l'actuel compromis agricole du GATT ..... 20  
Le secrétaire américain au Trésor se déclare « déçu » par le lentur de l'aide apportée à la Russie ..... 20

### LE MONDE DES LIVRES

A la conquête du désert • Maupassant, le Minotaure blesé • D'autres mondes, par Nicole Zand : « Eaux vives » • L'Europe des villes et des mers • Histoire : encore et toujours Vichy • Le besoin du sacré • Le feuillet de Pierre Lepape : « La malaise du français-barbare » ..... 27 à 34

### Services

Abonnements ..... 2  
Annonces classées ..... 20  
Carnet ..... 24  
Expositions ..... 18  
Loro ..... 24  
Marchés financiers ..... 22 et 23  
Météorologie ..... 25  
Mots croisés ..... 24  
Philatélie ..... 17  
Radio-télévision ..... 25

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LEMON

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde des livres » folioté 27 à 34  
Le numéro du « Monde » daté 17 juin 1993 a été tiré à 473 940 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

## « Sans visa » : Albert Cossery grand aventurier du surplace

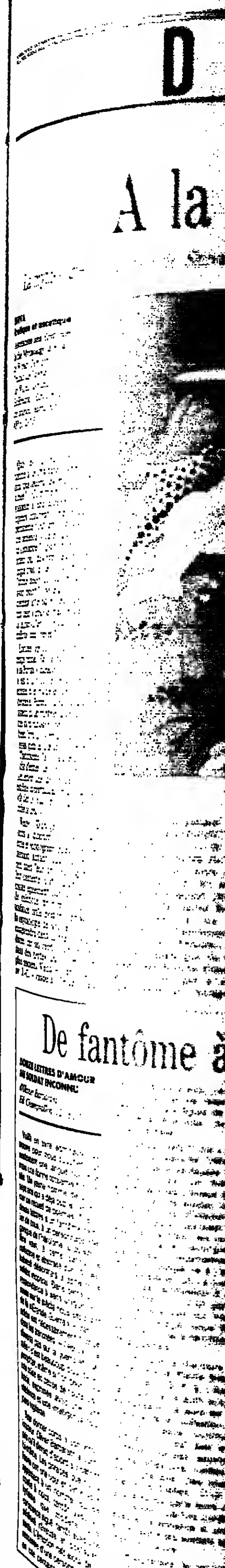
Tout change. Sauf Albert Cossery, écrivain égyptien qui a élu domicile dans un petit hôtel de la rue de Seine au temps des années folles de Saint-Germain-des-Prés et qui ne l'a plus quitté. Éloge du dépouillement par un voyageur de l'immobilité.

Le Monde

Grigori Gerasimov  
Shabana Mirosevic  
Edmund Marcos  
Han Sen  
Ariel Sharon  
Piero Rovato

Philippines  
Cambodge  
Pologne  
Roumanie  
Yougoslavie  
Israël

**L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR**









LETRE D'UN FOU

de Guy de Maupassant, suivie de Madame Hermet, de la Chevelure et du Docteur Héracius Gloss. Préface d'Alain-Claude Gicquel. Le Castor Astral, 126 p., 78 F.

LE HORLA ET AUTRES HISTOIRES

de Guy de Maupassant. Postface d'Anne-Marie Baron. Le Seuil, coll. « L'Ecole des lettres », 454 p., 58 F. Cette édition, qui présente les deux versions du Horla, reprend également la Lettre d'un fou, Madame Hermet et le Docteur Héracius Gloss.

LE HORLA

de Guy de Maupassant. Fac-similé du manuscrit (deuxième version). Préface d'Yvan Leclerc, CNRS Editions, Bibliothèque nationale, Zulma, 106 p., 159 F.

QUAND on pense à lui, on a des images de canotier et de canotage sur la Seine. Ou de déambulation sur les boulevards, à la recherche d'une bonne fortune. Maupassant. La vie légère et poétique. Les allures de Bel-Ami, qui « portait beau, par nature et par pose d'ancien sous-officier », dans le Paris des années 1880... Après, les images se troublent, et la déchéance physique, la détresse, la folie occupent toute la place. Comme si elles se vengeaient de l'ancienneté insouciante. Le malheur et des méthodes plus ou moins cruelles, mais il prend toujours sa revanche...

La mère de Guy se prénomme Laure. C'était une amie de Flaubert. Et le père s'appelait Gustave, comme l'auteur de l'Education sentimentale. Le destin s'amusait sans doute. Maupassant vécut une enfance et une jeunesse normandes. « Quelle journée admirable ! J'ai

passé toute la matinée étendu sur l'herbe, devant ma maison, sous l'énorme platane qui la couvre, l'abri et l'ombrage tout entiers. J'aime ce pays, et j'aime y vivre », écrit-il dans la seconde version du Horla. A Etretat, durant les grandes vacances de 1884, il fit son entrée dans la littérature, en sauvant de la noyade le poète anglais Swinburne. Il avait alors quatorze ans. Par la suite, il se mit à lire Schopenhauer, il fit la guerre de 70 et devint fonctionnaire au ministère de la marine. Il allait chez Flaubert, le dimanche, pour se désennuyer...

A la fin de 1878, il passa de la marine à l'Instruction publique, dont le ministre s'appelait Agénor Bardoux. C'était trop beau... Mais cela n'empêchait pas la grisaille administrative. Pour aggraver son existence, Maupassant habita, quelques temps, une maison de rendez-vous, rue Clauzel, dans le neuvième arrondissement. Il eut, dans Bel-Ami, son goût des prostituées : « Il aimait les coudeuses, leur parler, les tutoyer, flairer leurs parfums violents, se sentir près d'elles. C'étaient des femmes enfin, des femmes d'émour. Il ne les méprisait point du mépris inné des hommes de famille. » Ce roman, qui parut en 1885, donna l'occasion de méditer encore sur le « mauvais genre » ou le genre nécessairement « douteux » des grands types littéraires (1).

Maupassant publia la Lettre

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le dernier voyage de Bel-Ami



d'un fou la même année que Bel-Ami. Elle dépeignait les tourments d'un homme épris et dévoré par son double : « Je ne me vis pas dans la glace ! Elle était vide, claire, plaine de lumière. Je n'étais pas dedans, et j'étais en face, cependant. Je la regardais avec des yeux affolés. Je n'osais pas aller vers elle, sentant bien qu'il était entre nous, lui, l'invisible, et qu'il me cachait. » Dans cette nouvelle, Maupassant définissait très joliment l'art musical, « vague comme un songe et exact comme l'algèbre ». Depuis quelques années, sa santé physique se détériorait, mais sa santé mentale ne paraissait pas entamée, comme un témoin le manifestait d'ailleurs. L'écriture (régulière) ne laisse deviner aucun désordre. Les deux versions de cette histoire (octobre 1886 et mai 1887) reprennent le thème de la Lettre. L'image volée dans le miroir et la dépo-

sition : « Le Horla me hante. (...) Il est en moi, il devient mon âme ; je le tue ! » Ce nom mystérieux, qui désignait le double du narrateur, semblait marier la préposition « hors » et l'adverbe « là ». Sans doute exprimait-il à la fois l'absence et la présence.

MAUPASSANT connaissait les asiles d'aliénés. Il en avait visité quelques-uns. Ces endroits le fascinaient comme des nations étrangères, très lointaines et très secrètes, avec leurs « songes bizarres ». « Les fous m'étaient », déclarait-il dans Madame Hermet. Car, chez eux, « la surnaturalité » devenait « familière ». Mais, en 1889, c'est Hervé, son propre frère, qu'il fallut emmener à l'asile. Et l'auteur de Bel-Ami commença d'avoir, lui-même, des hallucinations, qui furent décrites par le docteur Soliers : « Etant à sa table de travail, dans son cabinet, il lui semble entendre sa porte s'ouvrir. (...) Maupassant se retourna et ne fut pas peu surpris de voir entrer sa propre personne, qui vint s'asseoir en face de lui, la tête dans la main, et se mit à dicter tout ce qu'il écrivait. » Or, deux et trois ans plus tôt, dans le Horla, Maupassant avait dépeint le même genre de phénomène. Comme s'il avait eu la prémonition de ce qu'il vivrait.

Il y a peut-être deux sortes de littérature : celle du ressentiment et celle du pressentiment. Dans le premier cas, l'art s'occupe de « racheter » le vie. Dans le second, il la préfigure et la commande. C'est, alors, l'existence

qui « copia » la littérature. Comme si le « farce » avait été jouée d'avance. Naturellement, les auteurs ignorent les recettes de cette alchimie. Car « les vrais pressentiments se forment à des profondeurs que notre esprit ne visite pas », si l'on en croit Raymond Radiguet.

EN novembre 1890, Edmond de Goncourt trouva que Maupassant avait « mauvaise mine ». Il remarqua le « déclinement de sa figure » et « son teint bruni ». Impayables, les frères ! L'année d'après, écoutant les conseils d'Hippolyte Taine, Maupassant alla « prendre les eaux » de Champel-les-Bains, à côté de Genève. Désormais, sa vie ressemblait à une fuite impossible, car il essayait de se soustraire à lui-même. Dans quelle ville d'eau ou quelle station balnéaire pouvait-il se sauver ? Après la Corse (2), l'Italie, la Sicile (3), la Tunisie, la Côte d'Azur, Maupassant accomplissait ce dernier voyage qu'il avait déjà relaté dans ses nouvelles, avec l'étonnante précision qui est la marque des réveries désespérées.

Durant la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 janvier 1892, il fit une tentative de suicide dans sa villa de Cannes. « Le voyage, disait-il, est une espèce de porte par où l'on sort de la réalité. » Syphilis, paralysie générale et gâtisme : tel était le diagnostic des médecins. Maupassant termina sa carrière à Passy, dans la fameuse maison du docteur Blanchard. Et la « Horla » emporta « Bel-Ami », le 6 juillet 1893, alors que s'annonçait la Belle Époque.

(1) La collection GF a récemment réédité Bel-Ami. Préface de Daniel Leuwers et introduction de Pierre Copay, Flammarion, 404 p.

(2) Lire Un bandit corse et autres contes, Librairie Mazarine (2, rue du Concessionnel-Saint-Jacques, 20200) Brest, 1993.

(3) Complete édition de Maupassant (104 p., 59 F). De Tunis à Kairouan (96 p., 39 F) et Sur l'eau (140 p., 39 F), avec des préfaces d'Hélène Millet. Les trois volumes sont joints dans un coffret, avec Pour Flaubert et En Bretagne.

REFLETS EN EAU TROUBLE

(Black Water), de Joyce Carol Oates. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Hélène Proteau. Ed. Écriture, 180 p., 90 F.

UN AMOUR NOIR

(I Lock my Door upon Myself), de Joyce Carol Oates. Traduit par Marie-Lise Marlière. Ed. du Félin, 116 p., 80 F.

CEIL DE SERPENT

(Snake Eyes), de Rosamond Smith. Traduit par Marie-Louise Navarro. L'Archipel, 308 p., 120 F.

LE RENDEZ-VOUS

(The Assignment), de Joyce Carol Oates. Traduit par Catherine Dreyfus-Soguel. Stock, 320 p., 140 F.

ENCORE Joyce Carol Oates ! Avec quatre titres qui paraissent simultanément chez trois éditeurs différents. Vingt-huit livres traduits en vingt ans (dont plus de vingt chez Stock) : des nouvelles et des romans, des romans-flautes ; mais pas les poèmes, ni les essais, ni les pièces de théâtre ! On lui fait parfois la reproche d'être trop prolifique, alors qu'elle déverse dans ses écrits, comme un torrent, avec une vigueur, une violence, une causticité, une perversité même, qui ne sont qu'à elle, sa vision de l'Amérique à travers une somme incroyable d'histoires, d'images, de personnages. Des histoires d'amour et de mort, de mort sans amour, ou encore de conflits familiaux qu'elle déclina à l'infini pour aborder toutes les faces, même les plus cachées, de la réalité d'être qu'elle considère sans s'attendrir ni a'apitoyer. Comme si on retrouvait toujours chez cette femme d'apparence frêle et délicate ce goût profond qu'elle nourrit depuis son enfance pour le boxa, « expérience émotionnelle impossible à formuler, primitive comme la naissance, la mort, l'amour physique » (1).

Avec Reflets en eau trouble (en anglais : Black Water, « l'eau noire »), publié aux États-Unis en 1992, toujours audacieuse, Joyce Carol Oates a osé traiter d'un fait divers célèbre, scandaleux, pour donner, étrangement, miraculeusement, le roman le plus personnel qu'elle ait écrit. De l'accident de Chappaquiddick, le 4 juillet 1969, qui mit fin définitivement aux espoirs présidentiels du sénateur Ted Kennedy, elle a tiré une tragédie en trente-deux chapitres : unité de temps, unité de lieu, deux personnages. Le sénateur et Kelly, la jeune fille. Et la fatalité.

« La Toyota de location, conduite par le sénateur avec une impétueuse éhémère, fonçait sur une route en terre qui ne portait pas de nom, glissait dans les virages en dérapages lents, puis, sans prévenir, pour une raison quelconque, la voiture sortit de la route, versa côté passager, l'eau noire s'y engouffra, et elle disparut rapidement. » Trente-deux flashs plutôt, qui sont, avec le raccourci et l'étréme du temps dans le rêve, dans la mort, le film de la vie de Kelly, obsédant, fait de bribes de retours en arrière, d'un ressassement de souvenirs et d'images. Avec, parfois, un cri : « Est-ce que je vais mourir ? Comme ça ? » Ou bien : « Ramène-moi à la maison, maman. Je suis ici. »

Dédié « à toutes les Kelly », Black Water prend ses distances avec la politique et l'événement réel (l'histoire se déroule après la guerre du Golfe) pour devenir l'archétype d'un conte moral immortel d'aujourd'hui : une jeune fille fait confiance à un homme célèbre et elle en meurt. Il se sauve. C'est l'horreur de cette mort que l'auteur dissèque avec une précision et une empathie qui font ressentir au lecteur, dans ses fibres, encore

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand



Joyce Carol Oates : le goût de l'angoisse

Eaux noires

plus que dans sa cervelle, la terreur qu'éprouve celui qui se noie et qui sait qu'il va mourir. L'eau qui monte, boueuse, et qui lui remplit les poumons, la bulle d'air qu'on économise, l'os du crâne brisé par où l'eau se glisserait et étoufferait sa vie. L'espoir de s'en sortir et de raconter, plus tard, à l'imparfait : « C'était horrible, atroce. J'étais coincée. » L'effort pour s'accrocher à l'avant-bras, à la jambe, au pied, de l'homme qui la repousse pour s'extirper de la voiture. « Ne me laissez pas ! Aidez-moi ! Attendez ! »

Quelques heures de lecture pour cette prose incantatoire comme un poème, si courte, forte, qui dure longtemps. Obsédante. « Je suis ici. Je suis ici. Ici (...) Et l'eau noire lui emplit les poumons, et elle mourut. »

AUTRE rivière, au cours rapide celle-là, la Chautauque, quelque part au nord de l'Etat de New-York, qui conduit inexorablement vers les chutes un couple uni par l'émour dans un beau court roman d'un style tout différent. Un amour noir, publié en 1990, et que l'auteur a dédié à ses parents, « Caroline et Frederic Oates, en mémoire de ce monde en voie de

disparition... qui continue de mourir ». La course folle, qui emporte la barque vers les rapides, au vu de tous, est comme un défi de l'homme noir et de la femme blanche. « L'air résonnait d'événements, de cris affolés et incrédules, mais le couple dans le canot n'y prêtait pas attention, il était royal, lançant un défi à tous ceux qui étaient témoins de sa fuite et perdraient de ce spectacle pendant des années, des décennies, des vies entières ; ils se regardaient dans les yeux, se noyant dans le regard de l'autre à l'approche des chutes, là, devant eux, qui mugissaient de plus en plus fort et arrivaient plus vite que prévu. « Je suis prête », dit Calla. »

Cela se passait en 1912. Calla (de son vrai nom Edith Margaret), rouge de cheveux, « une belle jeune femme qui s'habillait n'importe comment, même le dimanche », mariée à un fils d'Allemands luthériens, avait osé braver les gens du village quand était apparu Tyrell, le sourcier noir, avec des cicatrices sur tout son corps et une trace rouge sur son cou, comme la brûlure d'une corde (« son langage était comme un chant sans musique qui pourtant s'accordait à des rythmes subtils - et il tenait la baguette à hauteur de poitrine avec une telle délicatesse que Calla était fascinée »). Une année comme dans un rêve pour cette femme étrange et libre (« C'est vrai qu'il n'y a pas de honte en moi, seulement du désir »).

Plus tard, dans la vallée où les rumeurs les plus folles comme les plus malveillantes allaient bon train, tout le monde préférait croire qu'elle était devenue folle... Retirée du monde à vingt-deux ans, elle avait préféré « reformer la porte sur elle-même » (c'est le titre en anglais). Recluse pendant cinquante-cinq ans, à demi infirme, persuadée qu'il restait encore de l'eau de la rivière dans ses poumons, elle aura toute sa vie « le goût de cette eau noire et saumâtre, la légère odeur de vomit », le souvenir de cette année de rêve, tandis que l'attend l'inscription gravée à son intention sur la tombe du mari qu'elle avait bafoué : « Edith, son épouse bien-aimée (1890-1967) ». Un superbe, étrange, personnage de femme. Qui avait survécu à l'eau noire.

Avec Ceil de serpent (paru en 1990), publié comme l'Amour en double (Stock) sous la signature de Rosamond Smith, un pseudonyme derrière lequel alla ne se cacha pas, Joyce Carol Oates, pendant ses loisirs (7), s'adonna au thriller. Elle vient même de travailler au scénario qui devrait être réalisé l'an prochain. Un genre qui lui permet de satisfaire un goût certain à provoquer l'angoisse dans un récit explorant les parts les plus inavouables d'être désaxés et pervers. Un couple de libéraux de gauche, les O'Meara, se prend d'amitié pour le condamné à mort, que Michael O'Meara, un jeune avocat, convaincu de son innocence, a fait libérer sur parole. Mais cet ancien du Vietnam, au bras tatoué d'un serpent dont les yeux bougent lorsqu'il joue des muscles, n'a pas craché tout son venin et ce seront les bourgeois de bonne volonté qui se retrouveront piégés.

Enfin, comme une friandise plus légère, recommandons encore le Rendez-vous. Une quarantaine de très courts récits parus dans des magazines et des revues, dans lesquels on trouve, en raccourci, sur une distance qui lui convient, le brio, l'humour et le don d'observation de l'auteur, capable d'entrer dans des vies ordinaires, des idylles vulgaires, des vacances lamentables, des réceptions macabres, des portraits de femmes, celle qui se pare pour un rendez-vous incertain, celle qui « aimait deux hommes, dont l'un était son mari ».

On en redemande. A quand le prochain ? Encore du Joyce Carol Oates !

(1) De la boue, Stock, 1993.

Maup

Repères bibliog



LE MONDE DES LIVRES  
HISTOIRE LITTÉRAIRE

# Maupassant, le Minotaure blessé

L'auteur d'« Une vie » est mort il y a cent ans : « Je suis entré dans la vie comme un météore et j'en sortirai par un coup de foudre »

« Il ressemble à un taureau », note Marie Bashkirtseff, au terme d'une correspondance masquée, lorsqu'elle découvre un portrait de Maupassant dans l'un de ses livres. « Il a le faciès d'un petit taureau breton », dit Flaubert de son disciple. « Maupassant avait l'air d'un taureau triste », confesse Taine de l'homme mûr. Paul Morand s'est amusé à rapprocher ces deux derniers jugements en soulignant que l'écrivain est né en août 1859, mort en juillet 1893, « peu après l'instant où le Taureau emplit le ciel ». S'il faut, pour donner l'image d'un homme, retenir celle d'un animal, ce bœuf semble en effet convenir.

Les étonnantes photos inédites que vient de révéler le *Magazine littéraire* (1) montrent que, entre seize et dix-huit ans, Guy affiche plus une prestance virile qu'un charme adolescent : les traits ont une beauté romaine un peu lourde, le cou est puissant, le regard impérieux, scrutateur. Au fil du temps, les observateurs en rajouteront sur sa vigueur, son « teint sanguin », ses allures de « campagnard », ses épaules d'athlète et ses capacités d'atlon.

C'est entendu : ce gaillard est un solide Normand, bien implanté dans un terroir dont il va, dans de nombreuses nouvelles et deux romans (*Une vie*, *Pierre et Jean*), décrite, avec une cruelle acuité, une précision d'entomologiste, un humour sombre, les mœurs, les rites, les tares et les passions les moins avouables. Tout jeune, il est un chasseur passionné, avec le « mordant de la bête agonisante » : la sensibilité est là, tenue, mais la passion domine.

Ces liens avec la terre natale sont plus forts que ceux du foyer familial : il a dix ans quand ses parents se séparent. Son père est futile, volage, sa mère intelligente, compliquée, sensible jusqu'à la névrose. C'est Louis-Bonilhet, l'ami intime de Flaubert, qui l'éveille à la littérature, ce qui comble les aspirations maternelles. A sa mort, Flaubert prend la relève et va guider les premiers pas du jeune homme.

Dans sa brève carrière de fonctionnaire, Guy a souvent recours à lui pour améliorer sa position et placer ses premiers textes. Maupassant, de son côté, aide l'auteur de *Madame Bovary*, dans ses recherches, notamment pour *Bouvard et Péchuchet*. Guy a trouvé un

père de substitution, qui finira d'ailleurs par l'appeler « mon cher fils ».

L'œuvre de Maupassant illustre largement le thème de la relation ambiguë père-fils, l'absence du secret paternel, la bâtardise. Le petit Guy a souffert du déséquilibre du foyer parental. Son admiration fervente pour Flaubert ne se démentira jamais : « C'est le maître, le vrai maître ».

## Le vertige de l'eau

La seconde passion primitive de Maupassant est l'eau. Enfant, il a connu les joies nautiques, les jeux de vague, les ports, le tourisme côtier. Plus tard, il va s'échapper de son ennuyeux travail de bureaucrate pour gagner la Seine. Il le dira en 1890 : « Ma grande, ma seule, mon absorbante passion pendant dix ans, ce fut la Seine » au pont de Bezons, à Argenteuil, à Chatou où, La Grenouillère, un café flottant peint par Monet et Renoir, est un point de ralliement, il canote, se baigne et re-canote.

Avec de joyeux drilles, il constitue l'équipage d'une yole, rame entre matelotes, fribures et les gail-lardes aventures auxquelles se prête une cohorte de femmes délinquantes. C'est l'époque des eaux riennes, de la jeunesse sportive, des appétits charnels, qu'il célébrera dans de beaux textes : *La Femme de Paul*, *Mouche*, *Yvette*, *Sur l'eau*...

Mais il reviendra à la mer, se fera construire une maison à Étretat, la *Guillette*, et un yacht, le *Bel-Ami* remplacera la yole. La mer aide, la mer deviendra son champ de fureur vers des rives ensoleillées, s'évadant de l'agitation que suscite sa renommée, cherchant à faire diversion à sa scolarité décevante et pour « l'ivresse d'être seul ». Il y a aussi le cycle des eaux thermales auxquelles le contraint son état de santé, triste rappel de ce qu'il a perdu : la forme physique dont il était si fier.

L'eau, sous sa plume, peut prendre un aspect lugubre : c'est le berceau des noyés, le refuge des suicidés, l'autre d'un monde répugnant, un poulpe sous-marin recroûte à la surface d'un miroir liquide apparemment serein (*Un soir*). Gaston Bachelard l'a noté : « L'être vué à l'eau est un être en vertige ». Maupassant l'est.

Troisième passion du

Minotaure : les femmes. Il se vantait d'être l'homme aux trois cents conquêtes et proclamait : « Je suis jeune et je le suis de la tête aux pieds ». Il l'était surtout par le milieu du corps. L'autant parle de lui comme d'un « érotomane consommé » et Frank Harris, dans *Ma vie et mes amours*, rapporte, pour l'avenir constati, les remarquables « dispositions génétiques » auxquelles l'écrivain commandait à sa guise. Paysannes, canotières, femmes du monde, filles de joie...

Maupassant a certainement gravi, en ce domaine, tous les échelons de l'échelle sociale. De Marie Kamm à l'ambigüe et insatiable Cécile d'Estoc, certaines de ses grandes « égarées » n'ont connu. Nul romantisme en tout cela. Les textes de Maupassant reflètent une misogynie certaine, commune à beaucoup d'auteurs de cette époque : à ses yeux, les deux sexes restent, comme il est écrit dans *La Bête*, « deux belligérants ». De fait, il transcrit l'amour en termes de combat, de rut, de désaveu implicite. A remarquer, cependant, que dans cette confrontation la femme apparaît souvent comme victime de l'homme. Chantre de l'amour physique, Maupassant en est aussi le contempteur. Talant souligne qu'il « voulait glorifier l'amour, mais plus il l'apprenait à le connaître, plus il le maudissait ».

## « Je suis de la famille des écorchés »

On a évoqué — Armand Lanoux entre autres — la possibilité d'une liaison avec une certaine Joséphine Litzelmann, mariée en 1920, et dont il aurait eu trois enfants qu'il ne reconnut pas. C'est sa oncée qu'il désignera comme sa légataire universelle, et, par ailleurs, le dégoût de la paternité qui est exprimé dans *Mont-Oriol* jette un doute sur une aspiration refoulée. Passé les multiples aventures, les amitiés amoureuses et mondaines, les fougues de quelques excentriques olympiques, il a sans doute manqué une véritable Ariane pour éclairer le sombre labyrinthe où il va être de plus en plus prisonnier : lui-même.

Ce qui annonce le coup de foudre prévu par lui dans son destin, c'est la lettre qu'il adresse en 1877 à un ami : « J'ai la révélation (...) La grande révélation, celle dont est mort François I<sup>er</sup>. » Cet avertissement

comme un défi cynique et goguenard : il crâne pour sauver la mise. Les années qui suivent sont marquées par des maux de plus en plus graves : pertes de cheveux, hémorragies intestinales, herpès, migraines, troubles de la vue, maux de nerfs. Fuite, dégoût, hallucinations, velléités suicidaires. En 1891, il prend conscience qu'il marche vers la folie. Edmond de Goncourt rapporte que, selon le docteur Blanche, il est en train de « s'animaliser ».

On serait tenté, à la lumière noire de cette déchéance, de percevoir des aveux intimes au cœur des textes dits « fantastiques ». Mais, dès ses débuts dans les lettres, Maupassant avait, avec *La Main écorchée*, le *Docteur Hérédité*, *Grasse*, exploité ce thème. Il va y recourir avec plus de force encore avec *Lui*, *Un faux Fini*, *Monsieur Parent*, *Qui sait ?* et le magnifique *Horla*. A travers le thème du dédoublement, de l'épouvante, du miroir qui ne reflète plus, de présences invisibles et destructrices, on peut cependant revenir à la quête de plus en plus hagarde d'un écrivain confronté au dangereux effritement de son identité. Symptomatique peut-être, le refus farouche qu'il oppose, jusqu'aux menaces de procès, à la reproduction de son portrait.

La légende tapageuse de Guy de Maupassant à laquelle il s'est un temps prêt par goût de la forfanterie, celle d'un joyeux fureur, de « l'étalon modèle, littéraire et plastique », qui inspire l'ironie d'un Jean Lorrain (*Très Russe*), ou de l'auteur célèbre couvert de femmes et respecté des sottes, a caché un tout autre homme qu'il ne tenait pas à dévoiler. Il avouera ce visage secret en 1890 : « J'ai un pauvre cœur orgueilleux et honteux, un

cœur humain dont on rit, mais qui s'effondre et fait mal et dans la tête aussi (...) Je suis de la famille des écorchés. Mais cela je ne le dis pas, je ne le montre pas, je le dissimule même très bien, je crains ». Cet homme en vue a été un grand solitaire dans son fin intérieur, ce cynique a été un anxieux, ce champion des bonnes fortunes a été un mal aimé, mal aimé. Le Minotaure était blessé de langue date.

La philosophie personnelle de Maupassant est empreinte d'un pessimisme finacier. Il a trouvé dans Schopenhauer l'écho de ses propres constats, de sa conviction intime : la vie est une aventure grotesque, trompeuse, cruelle. Il ne se lasse pas d'accuser la bêtise, la perfidie, la méchanceté, l'inconséquence et la concupiscence de l'être humain.

Nul réconfort spirituel en tout cela, le ciel de Maupassant est vide. Il habille de tous les plaisirs de l'existence, auxquels il sacrifie jusqu'à la parade, la conviction qu'elle est vaine. La comédie humaine qu'il dépeint avec une sobriété épurée, un coup d'œil exceptionnel, une rare maîtrise de touche, nous renvoie une vérité âpre, issue du sentiment de l'erreur, de l'errance, de l'échec.

Maupassant ne relève d'aucune école, lui-même a récusé son embrigadement dans le naturalisme où il n'avait un peu vite classé. S'il a retenu les leçons de Flaubert, il n'a pas son ardeur exigente de la perfection du style. La préface de *Pierre et Jean* nous livre son credo en matière de création. Ce n'est pas un grand imaginaire, ses contes et récits partiraient le plus souvent de faits réels. Il revendique d'être avant tout un « regardeur » : « *Vrai, je ne vis que par les yeux (...). Mes yeux ouverts,*

à la façon d'une bouche affamée, dévorent la terre et le ciel ».

Il se méfie du dessèchement intellectuel, de la cérébralité analytique. Il récite « l'écriture artiste » — camouflé pour Edmond de Goncourt, qui en ragera — comme l'introspection psychologique, coup de pied de l'âne à Paul Bourget. Pour lui, les comportements psychologiques ne se dévoilent qu'à l'éclairage étendu des faits. « *Faire vrai consiste donc à donner l'illusion complète du vrai* ». En cela, il est bien éloigné de Zola et de son appétit documentaire. Pour lui, l'écrivain est un illusionniste.

Cette approche « objective » le rapproche souvent, dans l'intention de sa démarche créatrice, du roman « objectal » des années 60, bien plus que Flaubert, ce lyrique qui se contient. Son sens de la clarté, de la mesure, de la simplicité l'intègre dans le mouvement naturel d'une inspiration classique française. Il ne porte sa note ni trop haut ni trop loin, mais elle est juste. Elle n'en reste pas moins accordée à un sentiment tragique de la vie ressenti jusque dans sa chair. C'est par là qu'il dépasse, pour un lecteur moderne, la seule maîtrise de son art de « conteur-né ».

Pierre Kyria

(1) Le *Magazine littéraire*, dans son numéro double de mai, consacre un dossier très documenté à Maupassant. La multiplicité des points de vue — où Yves Leclerc participe pour une large part — constitue un panorama vivant et passionnant, agrémenté de toutes les indications bibliographiques souhaitables. Le plus spectaculaire reste les clichés totalement inédits, provenant d'archives familiales, et qui dévoilent le visage de Maupassant entre seize et dix-huit ans. Un dossier de référence.

## Repères bibliographiques

### Les œuvres

Hormis quelques publications éparées, la plupart des œuvres de Maupassant sont disponibles en éditions de poche : Folio, GF-Flammarion, J'ai lu. Le Livre de poche, Presses Pocket (dans la série « Lire et voir les classiques »), viennent de paraître : *Fort comme la mort*, édition de Daniel Fortier, n° 6127, et le *Rostier de Madame Husson et autres contes roses*, par Pascaline Mourier Casle, n° 6092.

Les éditions Garnier ont fait paraître successivement en 1971, 1976, 1984, trois regroupements thématiques : *Boule-de-Suif et autres contes normands*, le *Horla et autres contes cruels et fantastiques*, la *Parure et autres contes parisiens*. Le maître d'œuvre de ces éditions est Marie-Claire Bancquart.

L'édition de référence actuelle est celle de Louis Forestier pour « la Pléiade » : deux volumes de *Contes et nouvelles* (1974-1979) et un volume de *Romans* (1987). Un *Album Maupassant*, iconographie présentée par Jacques Réda, est paru chez Gallimard en 1987.

La collection « Bouquins » (Robert Laffont) a rassemblé en deux volumes un ensemble de textes et deux romans, *Une vie* et *Bel-Ami*. Le premier volume comporte un *Quid* instructif.

France-Loisirs poursuit la publication, en quatorze volumes, des *Romans et nouvelles*, édition établie et présentée par Georges Belle.

Les trois volumes des *Chroniques* de Maupassant publiées par

Hubert Juin en 1980 viennent d'être rééditées en « 10/18 ».

Signalons également le petit volume de la collection « Les licenciés », chez Arléa, contenant, outre un choix de poèmes érotiques de Maupassant, le *Cahier d'amour* de Cécile d'Estoc, mystérieuse jeune femme qui fut, en 1881, la maîtresse de l'écrivain (112 p., 98 F.).

Enfin, Le Livre de poche publie *Choses et autres*, un choix de chroniques littéraires et mondaines de Maupassant, de 1876 à 1890. Elles reflètent une grande diversité d'intérêts pour les sujets les plus divers : portraits d'écrivains (Flaubert, Emile Zola, Edmond de Goncourt), critiques, souvenirs, questions littéraires, réflexions de moraliste et d'observateur caustique sur les modes, les figures, les mœurs de son temps, évocations de la vie parisienne, notes de voyage, etc. L'introduction développe les notes de Jean Balsamo précisent utilement le rôle fructueux joué par Maupassant dans le journalisme en assurant de sa collaboration le *Gaulois*, le *Figaro*, ou le *Gil Blas*.

### Sur Maupassant

*La Vie et l'œuvre de M. Guy de Maupassant*, d'Edouard Maynal, Mercure de France, 1907. Etude ancienne mais sérieuse et approfondie.

*Vie de Guy de Maupassant*, de Paul Mirand, Flammarion, 1942, rééd. France-Loisirs, 1993. Évocateur alerte, brillant, mais orienté.

*Maupassant et l'art du roman*, d'André Vial, Nizet, 1954. Un ouvrage indispensable pour cer-

uer dans sa globalité l'inspiration créatrice de l'écrivain.

*Maupassant par lui-même*, d'Albert-Marie Schmidt, « Écrivains de tousjours », Le Seuil, 1962.

*Maupassant, le Bel-Ami*, d'Armand Lanoux, Fayard, 1967, rééd. Le Livre de poche, 1979. Une biographie fluide, vivante, riche d'enseignements.

*La Vie érotique de Maupassant*, de Jacques-Louis Doucin, Suger, 1986. Un ouvrage curieux, argumenté, intéressant, sur la sexualité de l'écrivain.

*Maupassant*, d'Henri Troyat, Flammarion, 1989, rééd. Le Livre de poche, 1991.

Signalons le récent *Maupassant, tel un météore*, d'Alain-Claude Giequel (Le Castor Astral, 266 p., 110 F.). Une biographie qui se lit sans déplaisir mais qui ne saurait se substituer aux ouvrages autrement pertinents cités plus haut.

La dernière édition de la *Correspondance*, épuisée à ce jour, est celle de Jacques Suffel (le Cercle du bibliophile, 1973, trois volumes). On pourra consulter pour des précisions biographiques, mais avec circonspection, les souvenirs de François Tassart, valet de chambre de Maupassant : *Souvenirs sur Guy de Maupassant* (Flm, 1911), et *Nouveaux souvenirs intimes sur Guy de Maupassant* (Nizet, 1962). Le *Journal* d'Edmond de Goncourt comporte jugements et indiscrétions, souvent venimeux, sur l'auteur : on les trouvera dans les tomes II et III du *Journal* publié dans « Bouquins » (Laffont, 1989).

P. Ky.

## Une journée dans la vie d'un écrivain

MAUPASSANT, 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1880  
de Jean-Jacques Brochier.  
Lattès, 136 p., 129 F.

Pour répondre au thème de la collection où il paraît — « Une journée particulière » — Jean-Jacques Brochier a choisi la date du 1<sup>er</sup> février 1880, celle où Flaubert signe son dicté du terme de « maître », reconnaissant en Boule-de-Suif un « chef-d'œuvre ». Brochier analyse le mécanisme qui fait de ce récit une parfaite réussite. Il en souligne à juste titre l'aspect provocateur sous l'apparent détachement : « C'est le récit le plus violentement subversif, socialement, politiquement et idéologiquement ».

Comme l'ermite de Croisset, le jeune Guy et souffrit du désastre de la guerre de 70, de l'impotence des dirigeants, de la bêtise des bourgeois, ainsi qu'un témoin la virulente lettre contre Mac-Mahon qu'il adresse à Flaubert. Enlargissant son propos, Brochier ramène aux sources mêmes de l'inspiration et de la sensibilité de Maupassant : il consacre ainsi de belles pages aux mirages des eaux, lourdes de charges symboliques, aux conceptions littéraires de l'écrivain, souligne les tonalités d'une œuvre qui, généralement, « raconte l'irruption du malheur par le retour inopiné, destructeur, du passé ».

Il étudie, de même, les rapports avec Flaubert, nuance une passion légendaire pour les femmes par le correctif qu'y apporte Maupassant en contestant son dégoût et sa lassitude, et rapporte des précisions médicales intéressantes qui démontrent que l'écrivain a eu des inquiétudes de santé avant l'attaque de la syphilis. C'est un livre d'annuaire au sens noble du terme : précis et convaincant. Quid a-t-il de romanesque de Brochier — Odette Gonon, Villa Marguerite — y avait relevé une saveur à la Maupassant. On sent dans ce récit, écrit d'une plume alerte et d'un cœur fervent, un accord héraut entre l'essence et son sujet au bénéfice de la vérité.

P. Ky.



**P.D. JAMES**

Le nouveau roman de "la reine du crime"

**Les fils de l'homme**

P. D. James  
Les fils de l'homme  
FAYARD

373 p.  
120 F.

La littérature étrangère  
FAYARD



## L'Europe des villes et des mers

De la conquête de l'espace marin à la construction de la cité :  
deux livres sur la naissance et le développement d'un continent

**L'EUROPE ET LA MER**  
de Michel Mollat du Jourd'heur.  
Seuil, 350 p., 140 F.  
**LA VILLE DANS L'HISTOIRE**  
EUROPÉENNE  
de Leonarðu Benevolo.  
Traduit de l'italien  
par Sophie Gherardi  
et Jean-Luc Pauthier.  
Seuil, 286 p., 140 F.

En même temps que l'ouvrage d'Ulrich Im Hof sur les *Lumières en Europe* (1), Jacques Le Goff a publié, dans sa nouvelle collection « Faire l'Europe », deux volumes qui inscrivent le continent dans le temps quasi géologique des rapports entre la mer et le continent, et dans le temps de la civilisation au sens étymologique du mot : celui de la ville (civilis en latin).

Une observation d'évidence au début du livre de Michel Mollat : sur trois de ses cités, la petite presqu'île européenne est maritime. Du côté sud, c'est la Méditerranée et ses antiques civilisations, les mondes grec, juif et arabe, du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, de l'islam et du pétrole. Vers le nord, c'est le monde des Vikings, des sagas, du harnais, du saumon et de la baleine, du pôle et du pétrole encore en mer du Nord. A l'ouest, c'est l'immensité de l'océan avec les horizons américains et africains, et, par-delà, les Indes jadis fabuleuses, occidentales et orientales – un vaste monde ignoré ou à peine effleuré jusqu'à la fin du Moyen Âge, mais devenu depuis essentiel pour l'Europe.

« Frontières de la peur ou rivières de l'espoir, les mers européennes ont vu arriver ou partir des marchandises, des idées et des hommes. » L'historien traite de la mer moins comme phénomène physique que comme phénomène humain, dans les rapports qu'elle entretient avec les hommes et les cultures. Il a le goût de la littérature. Il a manifestement aussi le goût des voyages. Bref, l'historien de la mer est aussi un brin poète et navigateur.

L'ouvrage s'ouvre sur un somptueux tableau géographique. Mais cette géographie est simultanément géographique des mythes tels que nous les a transmis la littérature antique. La mer est présente dans les mythes fondateurs de la culture. Il a manifestement aussi le goût des voyages.

### Un espace de rêve

Europe est une mortelle née sur les rives de Phénicie. Enlevée par Zeus – dont le frère Poséidon régnait sur la mer – elle fut transportée vers la Crète à travers les flots, sur le dos d'un taureau ailé. Hérodote avait ignoré comment le nom d'Europe fut donné au continent occidental. La tradition passée par Ovide et recueillie par Dante est venue jusqu'à nous. Sans aucun doute, la Méditerranée est la plus ancienne mer dans l'histoire culturelle de l'Europe. De l'Antiquité jusqu'au terme du Moyen Âge, elle a apporté à l'Europe le souffle de l'esprit qui venait de l'Orient, grec et romain, puis juif et chrétien. Elle a permis simultanément la circulation des marchandises indispensables au développement du continent.

L'univers atlantique n'est entré en scène que plus tard. Il fut d'abord un espace de rêve, celui des navigations des saints irlandais du haut Moyen Âge par exemple, avant de devenir un espace d'affrontement avec la descente des Vikings, à partir du IX<sup>e</sup> siècle. Dans une perspective européenne, ces hommes du Nord (Normands) étaient moins des agresseurs que des unificateurs eux aussi d'une partie de l'Europe. Un peu plus tard, au milieu du XII<sup>e</sup> siècle, la Hanse établissait sur le Nord européen un début d'hégémonie, d'abord commerciale, dont la mer était la base principale.

C'est de la liaison entre mers du Nord et mers du Sud que devait naître « la personnalité maritime de l'Europe moderne ». Dès la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, Michel Mollat enregistre un certain nombre de convergences, mais c'est au XV<sup>e</sup> siècle que se multiplient rencontres et partages dans la genèse d'une Europe des mar-

chands. Désormais les secteurs maritimes du Nord, de l'Ouest et du Midi sont solidaires. L'Europe domine ses mers bordières et sent l'appel des mers plus lointaines et des terres qu'elles recèlent. A l'époque moderne, ce sont les Etats qui vont s'affronter, la domination de la mer devenant une des composantes de leur puissance, et ce, jusqu'à nos jours.

« L'Europe n'aurait pas, sans la maîtrise de la mer, dominé ses dépendances coloniales, et c'est à cause d'elle, pour une large part, qu'elle a échoué des ambitions nouvelles », commente Michel Mollat. Et il poursuit : « Moins que Napoléon, Hitler a manqué sa chance sur mer faute d'avoir franchi le pas de Calais. »

A son histoire de la mer, l'auteur adjoint une histoire des gens de mer et de la façon dont ils ont vu, compris et finalement aimé la mer. C'est là que se manifeste le plus évidemment la sympathie de l'historien pour son objet.

### L'aventure urbaine

Quittons la périphérie du continent pour nous placer maintenant au cœur, avec les villes omniprésentes. La démarche de Leonarðu Benevolo est différente. Il ne tente pas de démontrer en quoi la ville serait constitutive de la culture ou de l'identité européenne comme Mollat a proposé de la mer. Pour lui, la cause est entendue : « L'histoire des villes européennes et l'histoire de l'Europe sont une seule et même aventure qui a été menée bien des fois. » Inutile d'y revenir.

Ce à quoi il consacre son livre, c'est à la physiologie de la ville : « Le regroupement urbain ou servi aux hommes de mener leur vie, et d'ancrer pour ne pas perdre contact avec le passé. C'est une machine à voyager dans le temps, qui permet de sauter la succession des événements et de rapprocher des situations lointaines, en se déplaçant dans les deux sens. »

Le moment décisif de l'histoire des villes d'Europe est celui du grand essor de l'Occident (1050-1250). Le réseau urbain serré qui caractérise aujourd'hui encore l'Europe est en place au XIV<sup>e</sup> siècle. Mais – et c'est une des propositions majeures de ce livre – il n'y a pas eu d'approche théorique du phénomène. La formation des villes européennes « a été vécue en son temps comme une aventure ouverte sur l'inconnu, inattendue et surprenante ».

C'est au XV<sup>e</sup> siècle, alors qu'on se consacre aux « finitions » (achèvement et décoration des principaux monuments, équipement des espaces publics), qu'intervient la révolution artistique – et par suite urbanistique – essentielle. A Florence, entre 1418 et 1436 exactement, au moment de la construction de la coupole du Duomo, sous l'influence prépondérante de Filippo Brunelleschi, est découverte la perspective linéaire, qui établit une correspondance précise entre la représentation artistique et la forme tridimensionnelle des objets représentés. Les monuments d'une ville doivent désormais être situés les uns par rapport aux autres et « mis en perspective ».

La ville européenne acquiert alors définitivement son style, en rupture avec les esthétiques pré-occidentales et devient la référence obligée. Or l'époque moderne est celle de la confrontation au reste du monde et de la fondation des villes coloniales que l'on peut sans trop de mal conformer aux nouvelles exigences urbanistiques (en ne tenant évidemment aucun compte des précédents indigènes).

Mais il n'en va pas de même dans une Europe où tracer des perspectives dans des cités déjà achevées pose de difficiles problèmes de « percées » à travers le bâti existant. Les papes ouvrent quelques voies rectilignes à Rome aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles et surtout il faut bâtir l'immense théâtre de la place Saint-Pierre. Mais il est plus facile de créer des perspectives ordonnées dans les espaces encore vides, comme le fait Louis XIV à Versailles.

De ces créations baroques, le XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècles ne reti-

ent rien s'exceptant qu'un répertoire simplifié, sans l'ambition des origines. Plus grave, aux premiers temps de la révolution industrielle et du laissez-faire radical, on renonça délibérément à toute intervention, ce qui eut pour résultat le développement anarchique des villes dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Un peu partout, on réagit au milieu du siècle, recherchant l'équilibre entre la libre propriété et la nécessité d'organiser la ville. La France se dote d'une loi d'expropriation efficace qui, menée par le pouvoir autoritaire de Napoléon III et le baron Haussmann, permet de réaliser la transformation spectaculaire de Paris, qui devient le modèle de tous les changements dans les grandes villes d'Europe pour le demi-siècle suivant.

Il y a donc une certaine continuité entre l'urbanisme de Louis XIV, voire de Jules II, et celui de la bourgeoisie de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais, si les moyens d'Haussmann sont supérieurs à ceux de Colbert, le talent de Hirtz, Baltard ou Garnier n'égale pas celui de Lebrun ou d'Hardouin Mansart.

La ville haussmannienne finit par la répartition du sol entre l'administration et la propriété foncière est l'ultime traduction du thème récurrent de l'histoire européenne : l'équilibre entre le contrôle collectif et l'initiative individuelle.

Entre la théorie politique et la réflexion esthétique, Benevolo ouvre pour finir les dossiers des inventeurs de villes nouvelles au XX<sup>e</sup> siècle : le Bauhaus de Gropius et « les expériences les plus extraordinaires apparues en Europe depuis de nombreux siècles » : *Mies Van der Rohe*, *Le Corbusier* et *Alto*.

On sort de cet livre, nu le visuel, soutenu par une illustration modeste mais parlante, s'attache à la théorie esthétique et aux considérations économiques, confiant dans l'expérience des Européens en matière de villes, mais inquiet aussi de constater comment, en ce domaine comme en bien d'autres, l'économie prend le pas sur toute autre préoccupation politique, sociale et esthétique. L'auteur a sans doute raison : l'histoire des villes d'Europe révèle l'Europe et ses questions.

Michel Sot

(1) Voir le feuillet de Pierre Lepage du 16 avril.

## La manne océane

Sur le littoral, le pillage des épaves structurait la communauté  
On priait Dieu d'accorder une année « bonne en naufrages »

**LES COTES BARBARES**  
Pilleurs d'épaves  
et sociétés littorales  
en France (1680-1830)  
d'Alain Cabantous.  
Fayard, 312 p., 145 F.

Des siècles durant, le pillage des épaves est demeuré pratique commune le long des côtes d'Occident. Le déroulement de la scène, aujourd'hui insaisissable, est stéréotypé. A l'annonce du naufrage ou de son imminence, les ruraux des communautés littorales se précipitent vers la grève : les paysans d'abord, les artisans ensuite, parfois des nobles, des bourgeois ; très souvent le curé. Les pilliers riverains se ruent par familles, par hameaux entiers.

Certaines nuits d'hiver, ils sont plusieurs centaines sur les hauts lieux de la pratique du bris : les grèves accessibles de la Bretagne occidentale et des îles du Ponant, les côtes salomonneses de la Zélande, les rivages déchaquetés du comté de Kerry. La mobilisation est totale. Il faut agir avec force et dans la hâte. Munis de haches, de fourches, de râteliers et surtout de leurs crocs à varech, les hommes dépecent le navire et parfois le brûlent : ils arrachent les soutes, éventrent les coffres, fouillent les cadavres, avant de les enfouir dans le sable.

Au milieu des cris et des invectives, la foule grouillante s'en prend aux marchandises déjà sauvées que les survivants ont entreposées sur la terre ferme. Au cours de ce pillage de masse, l'avantage est à ceux qui disposent d'un chariot, d'un animal de bât ou qui possèdent des sacs, des brocs, des vases. Quand, par chance, la cargaison se compose d'eau-de-vie ou de vin, les tonneaux sont éventrés. Chacun y puise avec son chapeau, ses sabots et s'enivre sur place. L'orgie, échange symbolique, lie le naufrage au plaisir immédiat : elle en fait une parenthèse ludique. Par la suite, commence l'aménagement plus réfléchi de la cache provisoire, un dépôt clandestin, préluce au transport des marchandises pillées et à leur dispersion.

Spectacle d'horreur, tableau du tragique des grèves, dira-t-on. Pas exactement, nous explique Alain Cabantous. La pratique du bris n'exclut pas la charité : elle s'accorde souvent à la sauvegarde des survivants. Le bâtiment couché sur le flanc est pareil à la baleine échouée qu'il convient de dépecer. Cette proie offerte s'est



d'elle-même intégrée au territoire de la paroisse. Elle est objet d'un légitime transfert de propriété. Aussi la foule est-elle prête à user de violence contre tous ceux qui viendraient à s'opposer au déroulement normal du bris.

Le pillage des épaves s'apparente à la cueillette d'une manne. Comme celle du poisson et celle du varech, cette moisson aquatique atteste la générosité de la mer – c'est-à-dire la libéralité divine. Pour ces paysans, qui reçoivent de plein fouet les vents, la bourrasque, les grêles, la perte du navire est un épisode inscrit dans la chaîne des péripéties de la violence océane. Ainsi s'explique que l'on prie Dieu d'accorder une année « bonne en naufrages ».

### La figure du naufrageur

L'épave pallie le manque de bois. Elle permet de se chauffer et de « faire un bout de cabane ». Elle procure des ferrures, des outils, des cordages, des voiles, des vêtements : sans oublier la boisson dont manquent les populations de ces finistères mal reliés à l'arrière-pays. Mieux encore que le spectacle de la catastrophe maritime, le pillage renforce la cohésion de la communauté. Il affermit les solidarités.

Le naufrage et le bris suscitent, d'autre part, un réseau de trafics éphémères. Ils rompent momentanément l'isolement de ces localités coincées entre la vague et le rocher. Alain Cabantous analyse magistralement ces circuits de l'épave-pillage, qui font des intermédiaires marchands les principaux bénéficiaires du bris.

Bien entendu, ce système de normes et ce faisceau de pratiques élaborés par les communautés littorales sont contestés. A partir du milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, un double processus de contrôle étatique et d'imposition de nouvelles valeurs vise à l'intégration de ces îlots farouches que l'âme sensible est désormais conduite à percevoir comme autant de théâtres de tragédie. Ici semble se jouer, avec plus de visibilité qu'ailleurs, le combat de la barbarie et de la civilisation des siècles.

A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la partie semble prise d'être gagnée : la sensibilité à l'usurpation des biens s'est avivée ; elle rend le bris intolérable. Le droit régalien sur l'épave l'emporte désormais sur celui du seigneur. L'amiral et ses agents exercent une surveillance accrue sur les rivages. Le prétre habilement utilisé comme un « rouage essentiel de contrôle et d'information ».

Cette mise en ordre, ou, si l'on préfère, cette acculturation, ne s'opère pas sans résistance. Les représentants des paroisses font corps avec les pilliers ou négligent d'intervenir. La mollesse des poursuites, la longueur des enquêtes, l'ambiguïté de l'attitude de certains clercs indiquent la difficulté d'imposer un nouveau système de normes. L'alter-

nance du mutisme des témoins et de leur logorrhée dénonciatrice montre que la procédure judiciaire sert surtout à régler les comptes et à satisfaire les désirs de vengeance au sein des communautés rurales. En bref, il est difficile d'effacer cet « espace de neutralité morale » que dessine la pratique du bris.

C'est toutefois chose faite vers 1830. Alors s'opère une dérive vers l'imaginaire, fort bien analysée par Alain Cabantous. Tandis que le pillage riverain tend à disparaître, s'impose la figure du naufrageur. C'est-à-dire l'homme des révolutions, qui prolifère. Michelet en fait l'un des personnages de son tableau de la Bretagne. Les élites urbaines se délectent d'un thème qui autorise à prendre aisément ses distances à l'égard d'une culture populaire et barbare.

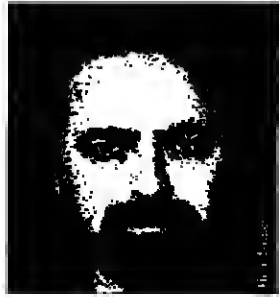
Alain Cabantous sait montrer la fécondité de l'histoire de la catastrophe : à le lire, l'exercice apparent devient reflet du quotidien des communautés littorales. Le récit de naufrage est, pour lui, prétexte à une autre histoire, celle de comportements incompressibles, celle du fonctionnement de normes intérieures, celle de la lente intégration culturelle d'espaces isolés. La richesse de ce livre magnifique provient, sans doute, du refus d'une histoire maritime réductrice, trop souvent construite en fonction de rapports décrets entre l'homme et la mer.

L'auteur nous, en permanence, le récit dramatique à la généalogie des représentations. Ce livre, écrit Alain Cabantous, n'est qu'un maillon d'une longue quête destinée « à comprendre la naissance des histoires surgies de l'océan, à décrypter leur construction, à jauger la force de leur mémoire ». A mon sens, il est plus encore. Il nous invite à une réflexion sur la manière dont se sont construites, en parallèle, les représentations des finistères tragiques et celles des sous-bassements de la société urbaine ; en un mot, celles de l'étrémeur des franges océanes et celles de la profondeur du centre. C'est après avoir dépeint les habitants de ces côtes barbares qu'Enguène Sue a écrit *les Mystères de Paris*.

Alain Corbin



## Henri Raczymow



### BLOOM & BLOCH

roman

« Ce roman faussement joyeux mériterait de figurer sur toutes les étagères entre *Ulysse* et cette *Recherche* d'un temps jamais tout à fait perdu. »

Edgar Reichmann / *Le Monde*

« On ne raconte pas tout un volume de digressions savoureuses, il faut les lire. »

Michèle Bernstein / *Libération*

« Un surprenant et fort drôle roman. »

Claude Mourthé / *Magazine littéraire*

nrf

GALLIMARD

89. année

Le Monde des  
DEBATS

UNE GÉNÉRATION CITE

LE MONDE DES DEBATS

LE MONDE DES DEBATS

LE MONDE DES DEBATS

LE MONDE DES DEBATS

LE MONDE DES DEBATS

LE MONDE DES DEBATS



مكتبة الأمل

LE MONDE DES LIVRES

L'HISTOIRE  
par Jean-Pierre Rioux

Encore et toujours : Vichy !

**VICHY CAPITALE (1940-1944)**  
de Michèle Cointet.  
Perrin, coll. « Vécus et Légendes »,  
299 p., 130 F.  
**PIERRE LAVAL**  
de Jean-Paul Cointet.  
Fayard, 586 p., 160 F.  
**EDOUARD DALADIER (1884-1970)**  
d'Elisabeth du Réau.  
Fayard, coll. « Pour une histoire  
du XX<sup>e</sup> siècle », 581 p., 180 F.

C E furent, semble-t-il, Paul Baudouin et Raphaël Albert, anciens curistes de qui, qui proposèrent à la fin de juin 1940 d'installer à Vichy le gouvernement Pétain, déjà replié à Clermont-Ferrand. Après Versailles, Bourges et Bordeaux, la petite ville d'eaux pimpante et si prospère accueillit donc la République déléguée. « Comment vit un Etat qui s'installe dans les hôtels des baigneurs ? », voilà la première question que s'est posée, mi-figue mi-raisin, Michèle Cointet. Ses sources gisent dans quelques cartons pittoresques des Archives de France où l'on peut piocher des menus officiels, des plans de table au conseil des ministres et la nomenclature des incroyables cadeaux offerts au maréchal à l'occasion des audiences publiques et qui ornent des vitrines de l'Hôtel du Parc. Puis Michèle Cointet a collationné les innombrables témoignages et anecdotes qu'ont livrés des hommes politiques revanchards, des fonctionnaires à l'étroit, des diplomates sur le qui-vive, des importuns surexcités et même quelques résistants venus aux nouvelles dans la guéule du loup. Elle nous propose donc le premier essai d'histoire de Vichy-ville.

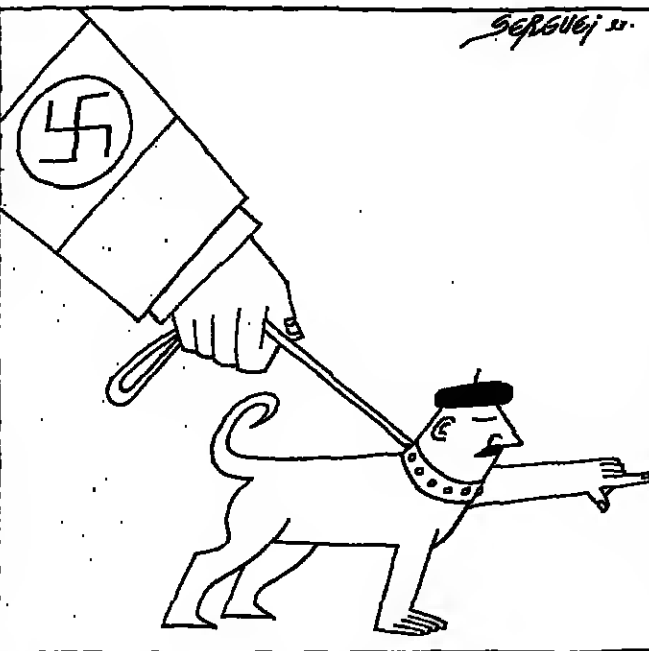
Son récit, toutefois, est plus une récréation qu'une révélation, sauf sur l'affaire de novembre 1943, quand Pétain eut une velléité d'indépendance face aux Allemands en faisant réviser une Constitution, ce qui inquiéta fort Laval : sur ce point, Michèle Cointet divulgue ce qu'elle avait bien dit dans sa thèse sur le Conseil national. Le livre décrit sans chichis un petit monde aux poteries médiocres, grouillant de flics, de délateurs et de zélés, où chacun campe à son bureau avant d'aller chasser la fourme d'Ambert à vélo pendant le week-end. Il dit le désarroi des curistes chassés, la première satisfaction puis le mécontentement des commerçants locaux. Il souligne malicieusement la promptitude des conversions à la morale nationale dans cette cité hisse au rang de sous-préfecture par la faveur du prince et où le port du short fut strictement interdit. Mais, faute de travaux antérieurs sur lesquels il aurait pu s'étayer, il ne peut guère sortir des anecdotes et des remarques cousues habilement. Il n'offre donc pas tout à fait ce qu'on pouvait atten-

dre : l'histoire en profondeur d'une modeste ville d'antiques projetée hors d'elle-même par les malheurs d'un temps.

**PIERRE LAVAL** débarrqua sans fanfare à Vichy le 1<sup>er</sup> juillet 1940 : l'embarquement de sa voiture ayant lâché sur le pont de Bellevue, c'est à pied qu'il franchit, très démocratiquement, les quelques centaines de mètres qui le séparent de l'Hôtel du Parc où l'attendaient « le Vieux ». Un bien mauvais présage, qu'un homme aussi superfétueux que l'enfant de Châteillon ne dut pas manquer de méditer à l'occasion.

Pourquoi le destin tragique de Laval, scellé le 15 octobre 1945 devant un peloton d'exécution à Fresnes, s'est-il joué à Vichy ? Jean-Paul Cointet a une hypothèse : Laval aurait été victime de Laval lui-même. Cet Auvergnat égocentrique qui se vantait d'avoir toujours « roulé » ses adversaires, aurait été trahi, disait-il, par les Anglais (en 1935, dans sa politique de rapprochement avec Mussolini et Staline), par Pétain (en décembre 1940, quand son renvoi fut présenté comme un dévouement implicite d'une collaboration de maquignon), par l'Allemagne après avril 1942, par les pétainistes qui le haïssaient, par les Français surtout, qui n'apprécieraient pas longtemps d'être sauvés malgré eux par ce petit pion monté en graine. Pourquoi ? Parce qu'il était vu trop grand et qu'il avait sombré dès 1939 dans « l'obsession d'avoir toujours eu raison ». Laval serait donc non pas un dévoyé de la méritocratie républicaine, mais un de ses cas de figure extrême et malade.

Pourquoi pas, en effet. La thèse est soutenable, mais Jean-Paul Cointet a la prudence de ne pas en faire le sous-basement de son livre solide, refusant les effets de « l'histoire du procureur », bien nourri d'archives, encore qu'il empreint d'une sobriété un peu affectée sur un tel sujet : on est loin, avec ce Laval, du foisonnement plus riche



de celui que le regretté Fred Kupferman donna chez Balland en 1987.

Les grandes étapes du cursus honorum sont bien retracées dans les 250 pages qui couvrent de 1883, dans l'auberge du pape, à Vichy en 1940. On y comprend que Laval avait bien trop peiné sur la voie des honneurs et de la fortune (sur celle-ci, Cointet fait excellentement le point : elle ne fut point malheureuse, mais plus que coquette), après des études cahotantes, une activité besogneuse de jeune avocat défenseur des ans et des grévistes, puis la coquette des 1923 de son fief électoral d'Auvergnais, au pays des chiffonniers-ferrailleurs, des bougnats et des ouvriers aux abattoirs de La Villette, pour ce pas devenir insensiblement un solitaire aux sagnets, un indépendant farouche déguisé en paysan jovial, un mépris public qui se sentait trop mal aimé et qui réserve en conséquence son affection à sa seule famille. Sur tout, comme tant d'autres, mais avec une

exaspération toute personnelle de ce sentiment à basculer la Grande Guerre en un fait un pacifiste à tout crin et un patriote sur la défensive. Léon Blum ne se trompait pas, quand il déclara à ses avocats, venus l'implorer en 1945 : « Laval est pacifiste jusqu'à la lâcheté, c'est ce qui explique son crime ».

Sur les attendus du « crime », Cointet dit l'essentiel sans jamais, répétons-le, hausser le ton : son travail témoigne pour une histoire universitaire qui sait argumenter au calme sans renforcer la tempête qui gronde encore en mémoire (et en actes : voyez Bousquet, l'autre matin) à propos des « années noires ». On retiendra la qualité de ses remarques sur l'affrontement à répétition entre Laval et Pétain, avec un mélange de recule, de résistance faible ou de ressassement chez le second, de coups de gueule et de retour insidieux chez le premier. Il précise aussi à juste titre que la phrase brûlante de juin 1942 - « Je souhaite la victoire de l'Allemagne » - fut mûrement réfléchie et rodée devant des auditoires variés.

On pourra lui reprocher néanmoins d'être un peu court à propos de trois épisodes acablants. Son récit des entrevues de Montoire avec Hitler, celle de Laval le 22, puis celle de Pétain le 24 octobre 1940, hésite à tenter de partager les sentiments de l'Auvergnat : déception passagère ou satisfaction à long terme ? De même, à propos de son retour aux affaires en avril 1942, qu'on ne peut plus guère en effet imputer totalement aujourd'hui à une pression brutale des Allemands, il fallait dire que ceux-ci ont néanmoins fait mieux qu'intervenir *in fine* (p. 366), puisqu'ils mirent bel et bien, au moment décisif, le Maréchal en demeure d'avoir à choisir entre Roosevelt et eux.

Enfin, sur la décision d'août 1942, à la veille de la grande rafle des juifs, de laisser

embarquer aussi les enfants par la police française de Bousquet, on attendait que la responsabilité du président fût mieux établie et qu'on fût mention de l'oragisme entrevue qui suivit, le 9 septembre, avec le pasteur Boegner venu lui réclamer des comptes : Laval, qui n'était pas antisémite mais qui voulait continuer à faire « ce qu'il devait », parlait décidément un peu trop bien de la « rafle » et de sa chère collaboration économique, en cet été sinistre où s'ébranlaient les convois de mort chargés aussi de gosses.

A VEC Edouard Daladier, c'est une tout autre version de la méritocratie républicaine qu'examine avec minutie et bonheur le gros livre d'Elisabeth du Réau. Ce Provençal qui portait le nom local de l'olivier rugueux et qui se pâma jusqu'au bout en suivant la courbe du soleil sur les flancs du Ventoux eut, lui, un trajet plus rectiligne : l'école des hussards noirs où l'on découvrait les *Misérables*, la bourse salvatrice obtenue par l'intervention d'un inspecteur général, Gallouedec, les prix ralliés au lycée, la rhétorique supérieure à Lyon sous la férule du jeune et éblouissant Edouard Herriot, puis, après un échec rue d'Ulm, le « caciquisme » à l'agrégation d'histoire en 1909. Le voici professeur, déjà vif républicain de gauche, élu maire de Carpentras à vingt-sept ans, jeté dans le drame de Verdun dont il n'oubliera jamais ni l'horreur ni l'honneur, élu de la génération du feu en 1919 : bon orateur de la « République des professeurs » et bien vite devenu « le taureau du Vaucluse », Daladier incarne avec panache le radical fringant promis aux bonheurs d'Etat.

Il chutera pourtant par trois fois sur cette voie royale, de concert avec sa chère République : en février 1934, face à l'émeute antiparlementaire, en septembre 1938 à la capitulation de Munich et en mai-juin 1940, quand tout était perdu. C'est beau, coup. C'est assez, en tout cas, pour l'avoir fait jeter par Vichy devant des juges à Riom et pour avoir terni à jamais son image dans la mémoire collective. Pourtant, Elisabeth du Réau, bien assise sur l'abondante documentation que sa famille versa jadis à la Fondation nationale des sciences politiques, n'a aucune peine à nous convaincre que l'homme de Munich fut jusqu'au bout un authentique républicain et un honnête homme, un patriote jeté dans une tourmente dont la vague balayait sa force morale. Au bout du compte, c'est sa formation initiale, toute acquise à une synthèse républicaine d'un autre âge mais bousculée par le choc de la Grande Guerre, celle de 1914, qui le laissa désemparé et impuissant dans les orages. On a compris que cette biographie austère, minutieuse et pourtant traversée par l'effluve de l'intelligence, est aussi une méditation opportune sur nos valeurs républicaines et leur pérennité.

89, année mémorable

Le Bicentenaire vu par un historien américain hostile au « révisionnisme furétien »

**ADIEU 89**  
de Steven L. Kaplan.  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par André Charpentier  
et Rémy Lambrechts.  
Fayard, 904 p., 250 F.

Quatre ans après les cérémonies du Bicentenaire de la Révolution française, voici le premier récit de cette célébration, des manifestations qu'elle a suscitées, des débats auxquels celles-ci ont donné lieu. L'auteur des polémiques provoquées par la commémoration prouve an-

moins, selon Steven L. Kaplan, que la Révolution française, demeurant pour certains un objet de scandale et pour d'autres un objet de fête, n'est pas encore terminée, contrairement à ce qu'affirme, par une formule équivoque et provocatrice, François Furet. L'auteur, avec Mona Ozouf, du *Dictionnaire critique de la Révolution française* (Flammarion) est en effet la cible principale de l'historien américain qui, se rangeant parmi les praticiens de l'histoire sociale, reproche au « révisionnisme furétien » de préférer trop souvent le ciel des idées au

« terrain de la réalité ». La controverse, pour l'essentiel, concerne le lien entre les aspects positifs de la Révolution (1789, les droits de l'homme) et ses aspects négatifs (1793, la Terreur), s'il est vrai que l'énigme, comme l'a écrit Régis Debray, réside dans « le rapport obscur et décisif qui lie 89 et 93 ». Cette énigme n'est pas seulement au cœur des batailles qui opposent entre eux les historiens, les uns expliquant la « dérive totalitaire » de la Révolution par les « circonstances », les autres, dont François Furet, par la « logique » de l'idéologie fondatrice. Elle est aussi au centre des questions posées par le principe même de la commémoration.

Car si commémorer un événement c'est en célébrer le souvenir, n'est-on pas conduit à en glorifier les zones d'ombre en même temps que les plages de lumière ? Comment exalter les accomplissements des héros de 1789 sans mentionner si peu que ce soit leurs erreurs et leurs crimes ? Et comment effacer la mort du roi, la guillotine, les massacres de Vendée sans trahir ce qui fut une composante importante du processus révolutionnaire ? En refoulant les violences de la Révolution française, en privant celle-ci, du même coup, d'une part de son élan et de son dynamisme, ne risque-t-on pas de l'aseptiser et d'en gommer, pour les Français du XX<sup>e</sup> siècle, ce qui peut en faire l'actualité ?

Ceux qui, comme François Furet, ne croient pas à cette actualité et jugent que la Révolution française a épuisé ses effets estiment que, si l'histoire doit parler de tout, la mémoire, elle, a bien le droit de sélectionner ; aussi suggèrent-ils de ne retenir que le moment consensuel de la proclamation des droits de l'homme. Ni la gauche jacobine, qui veut maintenir vivante la force de l'idée révolutionnaire, ni la droite « vendéenne », qui refuse d'oublier les horreurs de la guerre civile, n'entendent se laisser enfermer dans ce cadre étroit. Deux cents ans après la prise de la Bas-

tille, les relations qu'entretient la nation avec ce qui fut, selon Steven L. Kaplan, « le plus grand traumatisme de son histoire » restent complexes et passionnées.

De ces passions affrontées, *Adieu 89* rend compte d'une manière quasi exhaustive, en décrivant notamment par le menu les difficultés rencontrées par les trois responsables successifs de la Mission du Bicentenaire (Michel Baroin, Edgar Faure, Jean-Noël Jeanneney) puis en évoquant avec un luxe exceptionnel d'informations les innombrables manifestations commémoratives, qu'elles aient eu lieu à Paris (en particulier le fameux défilé organisé par Jean-Paul Goude le 14 juillet sur les Champs-Élysées) ou en province (grâce aux deux réseaux les plus actifs mis sur pied l'un par la Ligue de l'enseignement et la Ligue des droits de l'homme, l'autre par le PCF).

Le livre de Steven L. Kaplan, en dépit de ses partis pris, est assurément le document le plus complet qu'on puisse imaginer sur cette « année mémorable », mémorable, selon l'auteur, « par ce qu'elle révéla de la conscience que les Français avaient d'eux-mêmes : certitudes, angos, ambitions, conflits, ambiguïtés ». Le Bicentenaire fut-il une réussite ? Le jugement de Steven L. Kaplan est mitigé.

L'historien américain souligne l'importance de la mobilisation dans « la France profonde », mais note aussi que la commémoration n'éveilla pas autant qu'on l'eût souhaité le « dialogue entre passé et avenir » qui lui aurait donné tout son sens. Bref, sans être tout à fait terminée, la Révolution serait déjà banalisée. C'est ce que laisse entendre, finalement, Steven L. Kaplan en soulignant le « stérilisme » de l'opinion à l'égard de ces événements, sans qu'on sache s'il en rend responsable l'influent réseau de François Furet ou l'air du temps.

Thomas Ferenzi

**Le Monde des DEBATS**  
Le Monde

**LES 30-40 ANS : UNE GÉNÉRATION CULTURELLE**  
Des écrivains, des musiciens, un peintre, un cinéaste, un metteur en scène, une photographe, nés entre 1953 et 1963, expliquent comment dans leur travail de créateur ils se situent par rapport à la génération qui les a précédés et celle qui a suivi.

**SERVICE MILITAIRE OU SERVICE CIVIL**  
Faut-il, comme certains le souhaitent, affecter d'avantage d'appelés à des activités civiles ? Ne risquerait-on pas ainsi de dénaturer le sens même du service national et de réserver à des soldats des emplois qui pourraient occuper des chômeurs ? Les opinions d'un général, d'un spécialiste des questions de défense nationale, d'un syndicaliste, d'un démographe.

Numéro de juin 1993 - 30 F.

**Joliettes**  
DANIEL CORDIER  
**JEAN MOULIN**  
L'inconnu du Panthéon  
Tome 3  
De Gaulle capitale de la Résistance  
1488 p. 275 F.

Ouvrage de référence et de passion.  
Laurent Greilsamer  
Le Monde

Une réponse aux accusations.  
Philippe Rochette  
Libération

Un projet inouï...  
Ne rien laisser dans l'ombre... élargir sans cesse l'investigation.  
Eric Roussel  
Le Figaro

On ne pourra plus désormais écrire l'histoire comme avant.  
Pierre Daix  
Le Quotidien de Paris

Un monument... la première histoire politique de la « Résistance des chefs ».  
Eric Conan  
L'Express

**Daniel Cordier**  
**Jean Moulin**  
**L'inconnu du Panthéon**

Photo John Lecky







مكتبة الأمل

LE MONDE DES LIVRES  
ACTUALITÉS

ROMANS POLICIERS  
Mort d'un héros

UN PAYS DE VIEUX  
de Joseph Hansen.  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Frank Reichert.  
Rivages/Noir, 260 p., 55 F.

LA NUIT DIVISÉE  
de Wessel Ebersohn.  
Traduit de l'anglais  
(Afrique du Sud)  
par Hélène Prouteau.  
Rivages/Noir, 267 p., 55 F.

LE CERCLE FERMÉ  
de Wessel Ebersohn.  
Traduit de l'anglais  
(Afrique du Sud)  
par Danièle et Pierre Bondil.  
Rivages/Thriller, 360 p., 129 F.

LE CAMÉLÉON ROUGE  
de Stuart M. Kaminsky.  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Thomas Bouchard.  
Le Masque, 253 p., 29 F.

«AUX amis de Dave Brandstetter à travers toute la planète : salut et adieu.» L'épilogue du dernier roman traduit en français de Joseph Hansen est en forme d'épigramme. Le créateur, comme c'est son droit, a choisi de faire disparaître sa créature, le détective homosexuel Dave Brandstetter. Mais il n'y a là ni caprice, ni, comme c'est souvent le cas pour un héros récurrent, lassitude. Seulement – et c'est la force de ce livre – la volonté d'inscrire une dernière fois Brandstetter dans l'histoire de son temps, d'en faire, pour son ultime tour de piste, non plus uniquement un témoin, mais une victime, parmi d'autres, de cette peste de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle qu'est le sida.

«Le roman noir n'est jamais aussi bon que lorsqu'il reflète une époque et une société», disait Hansen, au milieu des années 80, dans un entretien, avec Roger Martin (1). Il rajoutait, pour expliquer la «particularité» de son

héros qu'homosexuel lui-même, il entendait montrer «les homosexuels tels qu'ils sont et non tels qu'on les caricature». Au fil de la dizaine d'enquêtes de Brandstetter, traduits d'abord en «Série noire», puis chez Rivages, il aura amplement tenu parole. Mais il eût été, Hansen, et Dave avec lui, le jeune enquêteur d'assurances du début des années 70 est devenu un riche héritier. Qui eût même racheté l'emblématique restaurant Chez Max, la halte chaleureuse de toutes ses aventures, «pour gagner le droit de se raccrocher à des milliers de souvenirs. Et pour interdire au présent de saccager le passé». Peine perdue : la barrière est trop fragile. Qu'il accepte encore une fois, combattant une sourde fatigue, de prêter assistance à un vieil ami, romancier désahné, ou d'enquêter sur le meurtre d'un musicien pnp, et le voilà confronté, présent et passé mêlés, à une Amérique qui, décidément, se défait. Les espoirs des années 60 ont laissé place au cynisme et à l'arrivisme, sur fond de familles désunies, d'enfants battus, de ravages de la drogue et de sida. «Le restaurant grouillait littéralement de tous ceux qu'il avait aimés et perdus» : il est temps pour Dave de le rejoindre. Comme si Hansen, soixante-dix ans, à bout de lucidité devant le chaos du monde, laissait à d'autres le soin de reprendre le flambeau.

Wessel Ebersohn, par exemple, dont on publie, coup sur coup, deux volets d'une trilogie policière qui éclaire remarquablement, parce que sans manichéisme, une autre zone des tempêtes : l'Afrique du Sud des années 80. Son héros est aussi atypique que Brandstetter, Yudel Gordon est psychologue des prisons et doublement minoritaire : blanc dans un monde de Noirs et juif dans une communauté blanche dont une notable partie s'effrite dangereusement avec le concept de «pureté de la race».

Ni africain, ni Africain, Yudel Gordon est un homme de l'entre-deux, un homme déchiré. «Il faisait partie de l'Afrique du Sud au même titre que la rivière dont les eaux brunes coulaient lentement vers les plaines et la mer. Il ne pouvait pas davantage vivre ailleurs qu'il ne pouvait, pour le moment, refermer le dossier de ces affaires et les oublier. Pour lui, il n'y avait pas de solution.»

Aux prises, dans la Nuit divisée (2), avec un déséquilibre, petit blanc pour lequel les «cafres» – version sud-africaine des «bougnoles» de nos contrées – représentent le mal absolu, qu'il convient d'éradiquer physiquement, non, dans le Cercle fermé, avec un groupe de policiers activistes, défenseurs de cette «perfection qui émane de Dieu» qu'incarne, à leurs yeux, la communauté africain, Yudel, le frère Yudel, cherche douloureusement sa vérité, surmontant pas à pas ses contradictions. «Nous avons très mal choisi nos amis comme nos ennemis», constatera, au terme de cette quête, son ami Freek, le fils qui a longtemps cru possible d'ignorer que le crime pouvait aussi être politique. Mais ils ont choisi. Et Ebersohn avec eux, qui fut l'objet, à la parution de ses livres, des attentions spéciales de la police de son pays.

L'INSPECTEUR principal Paryph Petrovitch Rostnikov pourrait sans doute donner quelques leçons de savoir-faire au héros d'Ebersohn. Depuis qu'il est né, en 1981, sous la plume de Stuart M. Kaminsky, il n'a cessé d'évoluer dans un monde d'apparences, de fausses certitudes et de vrais mensonges, ni d'innombrables chaussettes-trappes guettent les plus expérimentés. Un monde dans lequel la conscience est un fardeau et la dignité un luxe. Rostnikov est policier dans l'URSS d'avant la perestroïka. Son métier est de pourchasser les criminels. Il est aussi, souvent, de comprendre qu'il est des limites à ne pas dépasser quand le crime vient d'en haut. Rostnikov s'est fait une raison. Aussi, quand, au terme du Caméléon rouge, il aura le choix entre la vérité, qui met en cause un général, et «un conte de fées», optera-t-il sans hésitation pour la seconde solution.

Entre-temps, Kaminsky aura réussi l'exploit, comme dans les cinq précédentes aventures de son héros moscovite, de donner à voir la vie quotidienne dans l'ex-Union soviétique avec une surprenante justesse de ton. Et Rostnikov se consolera avec «l'idée vagabonde que la nation soviétique était gouvernée par des vieillards tels que le colonel, le général et les Tchernenko, mais que les vieillards finissaient par mourir». Kaminsky, en 1985, n'imaginait sans doute pas combien ce banal constat allait bouleverser le monde.

Bertrand Andrusse

(1) Dans *Paradise des maitres du polar*, éd. de l'Asymétrie, 1986.  
(2) Déjà publié en français en 1989 par Capucine productions.

Cinquième Forum  
«Le Monde» - Le Mans  
Où est  
le bonheur ?

Hier encore, on croyait savoir où se trouvait le bonheur. Ce jour où devaient finir l'injustice, le servitude et les larmes – celles de joie exceptées – pouvait être celui de l'écclésiaste à un paradis de l'au-delà, échappant l'histoire humaine au profit d'un règne divin. Ce pouvait être également une aurore terrestre, un lendemain de révolution parmentant un salut collectif in-bas. Ou bien c'était encore, à portée de main, les joies modestes de l'instant, acceptées pour lui-même, par chacun. Religieux, politique ou sage, le bonheur était quelque part. Il avait des visages aux traits nets.

Le temps les a brouillés. De guerres en messes, d'espairs détruits en confort préservés, de nouvelles misères en nouveaux cynismes, nos crises sans issue visible perdent mémoire de ces lieux mythiques ou réels, proches ou lointains, qui figuraient cet état désiré. Les humains n'ont évidemment pas renoncé à une vie autre que les horreurs du monde. Mais ils ne savent plus vraiment où trouver les modèles de cet ailleurs. Où tourner le regard, quand se ennuient le repli sur soi, le retour des dogmatismes, le menace des vices démons ?

Conçu par notre collaborateur Roger-Pol Droit, ce cinquième Forum Le Monde-Le Mans tentera d'éclairer ces questions, en débattant des principales places, anciennes ou à venir, du bonheur. Cette libre rencontre entre chercheurs et grand public rassemblera l'en dernier mille cinq cents personnes. Fin octobre, ces trois jours de réflexion, coorganisés par Le Monde, la ville du Mans et l'université du Maine, et placés cette année sous le patronage de l'Unesco, parcourront certaines des localisations du bonheur, de l'Occident aux autres civilisations, des mécanismes du cerveau aux états de l'âme, des philosophes de l'Antiquité aux utopies futures.

Y participeront Miguel Abensour, Marc Augé, Bernard Andrieu, Jacques Blierne, Armand Brun, Muriel Castella, Olivier Clément, Marcel Cancho, Dominique Dasanti, Anne Filon, Geneviève Fraisse, Jean-Michel Frodon, Marie-Odile Goulet-Cazé, François Jullien, Julie Kristeva, Charlee Malarmud, Michel Onfray, Paul Ricœur, Antonin Tebucchi, Agnès Varda, Francisco Varela, ainsi que d'autres personnalités qui seront annoncées dans le brochure disponible début septembre, où figurera également l'ensemble des manifestations artistiques liées au Forum.

► Le Mans, 28, 29 et 30 octobre. Entrée libre. Palais des congrès et de la culture, cité Cénamène, 72000 Le Mans. Tél. : (16) 43-24-22-44. Télécopie : (16) 43-28-33-68.

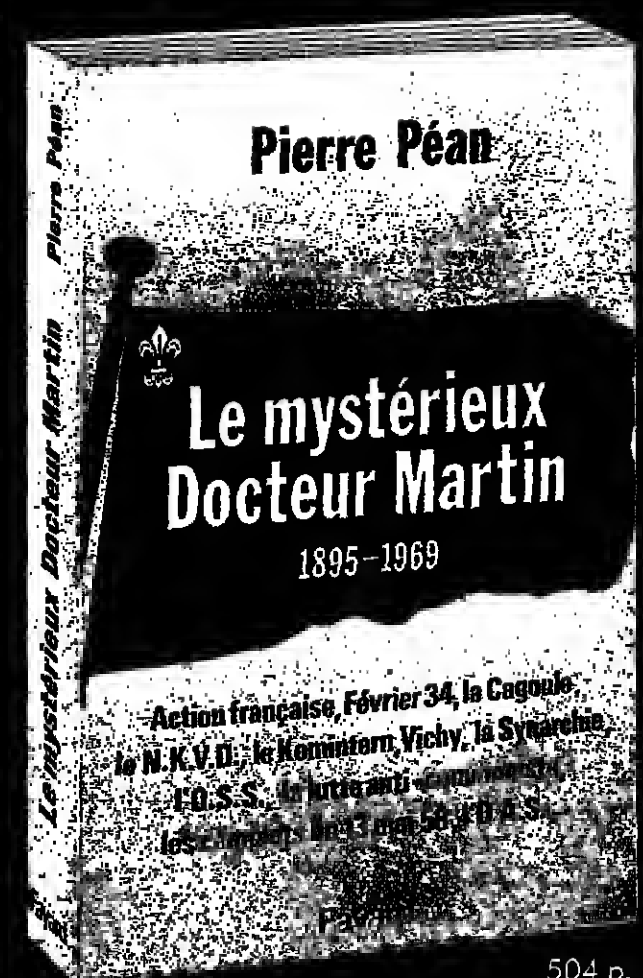
EN BREF

□ Casanova en procès. – Les éditions Robert Laffont, qui publient, en novembre prochain, dans leur collection «Bouquins» *Histoire de ma vie*, de Casanova, d'après le manuscrit original de l'édition Brockhaus, avaient assigné en référé les éditions Actes, qui viennent de publier un volume intitulé *Mémoires de Casanova* («Le Monde des Livres» du 11 juin). Par une ordonnance rendue le 14 juin, le tribunal de grande instance de Paris a notamment enjoint aux éditions Actes d'insérer dans les meilleurs délais, dans chacun des ouvrages encore en stock et ceux qui seront par la suite publiés, un avertissement aux lecteurs ainsi rédigé : «Le texte des Mémoires de Casanova qui vous est proposé n'est pas le texte original et intégral qui est détenu par la maison Brockhaus. Il s'agit des Mémoires de Casanova telles que réécrites par Laforgue à partir de la consultation du manuscrit d'origine.» Cette ordonnance est susceptible d'appel.

□ Colloque Sartre. – Le groupe d'études sartriennes organise un colloque, «Sartre en débats», les 24, 25 et 26 juin à l'université Paris-I Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, galerie Dumas, amphithéâtre de gestion. Parmi les intervenants, signalons R. Aronson,

A. Buisson, M. Contat, P. Vestraeten, J. Lecarme, M. Rybicka, G. Idr. Invité américain, Frédéric Jameson, professeur à Duke University, essayiste, théoricien de la littérature et de l'art, a écrit l'un des premiers livres sur Sartre aux Etats-Unis, et il est considéré comme le principal représentant de la théorie marxiste en esthétique, puis du post-modernisme. A l'occasion de ce colloque, CNRS Editions publie un ouvrage de Rybicka et Contat, *Sartre : bibliographie 1980-1992* (248 p., 240 F.).  
□ Exposition sur la NRF avant 1914, à Vichy. – La médiathèque Valéry Larbaud (Vichy) présente, jusqu'au 13 juillet, une exposition «Autour de la NRF avant 1914». On trouvera notamment plusieurs manuscrits des cinq premiers années de la NRF – de Paul Claudel, Valéry Larbaud, André Gide, Jacques Rivière et Alain-Fournier. Des œuvres d'artistes amis de la NRF sont également exposées : builes de Maurice Denis et Rouault, dessins de Pict, Dunoyer de Segonzac, sculptures de Bourdelle. A l'occasion de l'inauguration de cette exposition, le prix Valéry-Larbaud a été remis à Olivier Germain-Thomas pour son livre *Au cœur de l'enfance* (Flammarion).

«Le plus grand  
complotteur  
du siècle»



504 p.  
145 F

Mystérieux et surtout étonnant.  
Obsédé de renseignements et  
d'action souterraine, ce médecin  
délaisse son métier pour participer à  
toutes les conspirations de l'extrême  
droite, de la Cagoule à l'OAS.

Ce qui lui vaudra d'être  
emprisonné par tous les régimes  
sans exception, de la III<sup>e</sup> à  
la V<sup>e</sup> République, Vichy compris...

On l'aura deviné : cet homme  
supérieurement intelligent s'est  
toujours retrouvé du côté des vaincus.

Ce qui amène Pierre Péan, à  
l'issue d'un livre aussi honnête que  
passionnant, à poser l'ultime  
question : et si Martin n'avait jamais  
comploté que contre lui-même ?

Eric Alexandre, *Le Figaro magazine*

FAYARD

Bernard  
Lamarche-Vadel  
VÉTÉRINAIRES

roman

«Il ya du Pascal chez Lamarche-Vadel, mais aussi une sorte d'aspiration anarcho-libertine qui l'apparente aux grands Slaves»

Marion Van Renterghem / *Le Monde*

«Un nouveau satellite dans le ciel surpeuplé des lettres, nous envoie des signaux lumineux aussi fantasmagoriques que ceux qui lanceraient un phare aux vagues tourmentées.»

André Rollin / *Le Canard enchaîné*

«Ce premier roman est un sacré morceau de littérature. Manière, fort, situé hors de toute mode, de toutes concessions au dégueulisme romanesque de l'époque, complètement singulier, il a la plus rare des vertus : il déraille»

Françoise Giroud / *Le Journal du Dimanche*

«Une oeuvre qui frappe par sa hauteur, sa volonté artistique, son énergie, sa gaieté altière. Cela sonne comme une divine surprise et un enseignement.»

Jacques Pélissier / *Le Point*

«Ce premier roman impose sa manière avec une obstination superbe»

Si l'auteur tient ses promesses, nous aurons affaire à un sacré personnage !

François Nourissier / *Le Figaro Magazine*

L'INFINI

GALLIMARD



# LE FEUILLETON

Pierre Lepape

**«L** A littérature antillaise n'existe pas encore », écrivait-il y a quatre ans. Jeon Bernabé, Patrick Chamoiseau et Raphaël Confiant dans leur *Eloge de la créolité* qu'on réédite aujourd'hui dans une version bilingue franco-anglaise (1). L'art, bien latin, du manifeste littéraire réclame qu'un peu de provocation s'y mêle aux rigueurs de l'analyse théorique. Nos trois auteurs balançaient un rocher dans le jardin d'Aimé Césaire, tout en produisant un poète de la négritude les plus appuyées du respect filial. Césaire est un monument, on dépose à ses pieds une gerbe, mais on refuse désormais de vivre et d'écrire dans son ombre. Le jour où elle existait, la littérature antillaise ne sere pas une émanation de la civilisation africaine reforcée sur les enclaves de la langue française, proclamant les manifestants de la créolité.

Il peut sembler outré de décréter ce qui doit être une littérature et surtout ce qu'elle ne doit pas être. Chrétien de Troyes, lorsqu'il écrivait *Perceval* à la fin du douzième siècle, ne se demandait pas si ses vers contribuaient ou non à la naissance d'une littérature française. Les œuvres de Jacques Stephan Alexis, d'Aimé Césaire, de Gilbert Grentant, d'Edouard Glissant, de Patrick Chamoiseau et de Raphaël Confiant aussi – pour ne rien dire de Saint-John Perse dont le statut est particulier, même si Maurras s'obstinait à le traiter de « Nègre » – témoignent avec éclat de la puissance et de la fertilité des lettres antillaises ; comme le manifeste aussi, côté anglophone, l'attribution du dernier prix Nobel au Caribéen de Sainte-Lucie, Derek Walcott.

Écrivains antillais, fâchés de beaux livres plutôt que des théories esthético-politiques, et vos œuvres prouveront la littérature antillaise comme la marche prouve le mouvement, répliquent à Confiant et consorts les chœurs angéliques de la francophonie.

DANS de tels arguments d'évidence, Bernabé, Chamoiseau et Confiant voient la marque persistante de la mentalité colonialiste. On ne dit que Mauriac fonde l'existence d'une littérature bordelaise et Flaubert celle d'une littérature normande ? Les livres ne suffisent pas ; compte pour le moins autant l'existence du public par lequel ils sont lus.

« Depuis les temps de l'antiquité jusqu'à aujourd'hui », les écrivains de Martinique, de Guadeloupe ou de Tahiti s'adressent, qu'ils le veulent ou non, aux Français d'en-France. Leurs romans, leurs poèmes s'inscrivent, exotiques, singuliers,

dans les marges de notre patrimoine littéraire national, pas dans celui des populations antillaises.

Certains s'en satisfont, sans doute. La prose régionaliste a eu ses belles heures et ses titres de gloire, et les mouvements en boucle de la mode paraissent garantir qu'un jour prochain un *Cheval d'orgueil* déroulant ses fastes et ses mélancolies entre Fort-de-France et Port-au-Prince sera accueilli avec autant d'enthousiasme que son prédécesseur breton. Tout pourrait se passer pour le mieux dans la meilleure des mondes du troc possible : de bons écrivains d'outre-mer apportent à notre imaginaire et à notre langue des épices et des horizons nouveaux, ils nous enrichissent de juteux créolismes, et nous leur assurons en échange une audience que le cadre étroit de leurs îles leur refuse. Il conviendrait même d'accélérer le mouvement si nous ne voulons pas, une fois de plus, nous laisser souffler la plaque par les États-Unis. Là-bas, actuellement, on se jette avec voracité sur tout ce qui s'écrit d'indien, de caribéen, d'antillais, de « mélangé », à tel point que des écrivains blancs et blonds se plaignent de discrimination.

Ravines du devant-jour, qui est un récit d'enfance, nous fait sentir, mieux que n'importe quel plaidoyer intellectuel, à quel point la situation présente des écrivains antillais est fautive, douloureuse, insupportable, insupportable pour eux, mais aussi, par reflet, insupportable pour nous, lecteurs de la « métropole ».

Une enfilade de scènes et de tableaux, drôles, émouvants, tendres, ironiques, cruels qui composent la fresque d'une Martinique campagnarde, celle des bananeries et des anciennes sucreries, avec ses personnages colorés, ses rites étranges, sa sensualité poivrée, ses infranchissables barrières de classes et de races, sa violence, sa soumission, son rire. Et puis, la découverte de la ville, de Fort-de-France, où Raphaël, à huit ans, va rejoindre ses parents : un autre monde, pressé, bavarde, affairé, dangereux, qui secoue son sérieux et sa pesanteur dans la folle exubérance du carnaval. Tout cela sonne juste et joliment. Conteur

habile, Confiant distingue ce que l'enfant voit et entend de ce qu'il ressent et pense, employant alors avec bonheur la deuxième personne du singulier et invitant ainsi le lecteur à occuper la place du narrateur. Mais cette invitation est aussi un piège : la lecture n'est séduite, attirée, cajolée que pour mieux être exclue. Ce qui pourrait être un récit idyllique secrète, en profondeur, un malaise qui n'épargne personne et dont la langue est à la fois le symptôme et le propagateur.

MILITANT de la créolité, Raphaël Confiant a publié ses premiers livres – romans et poèmes – en langue créole. C'est-à-dire qu'il a traduit en écriture une langue parlée, une langue toute jeune : deux siècles d'existence, c'est la petite enfance pour un idiome. Il connaissait les dangers de son pari, avant tout celui de l'artificialité ; et, en corollaire le risque de n'être entendu par personne. Qui comprendra : « *Kité l'annu le / yé e, masoukrel Mwen menm sé lè man kréyè, / ké fè tan vini, ou tann sa mwen d'w la* », quand ceux qui disent cela ne lisent pas ou qu'ils sont

leur. Le soir venu, l'écriture fermée, ils s'en débarrassent d'ailleurs pour en adopter une autre plus confortable, plus apte au repos, à la rêverie, aux voisins, à la famille, au génie des lieux.

C'est cette troisième langue, le français-banane – ou plus exactement une version francisée, occidentalisée par l'acte littéraire lui-même – qu'emploie la plus fréquemment Raphaël Confiant dans ses souvenirs d'enfance. Une langue qui flotte, qui grappille ça et là ses codes, qui ici traduit, là accapare, là encore adapte, trouvant son rythme, sa sève et sa couleur dans le perpétuel entre-deux, la permanente transgression où elle se meut.

Evoquant l'intimité et la merveille d'un monde rural qui tend à s'effacer, fouillant au plus profond, au plus sensible de sa mémoire, révélant des paysages enchanteurs, des émotions secrètes, il doit le faire dans un langage gouverné par l'Allure, par ces lecteurs si lointains que nous sommes.

Du coup, nous voilà nous-mêmes transformés en voyeurs, en amateurs de pittoresque, en amateurs d'exotisme, en picoteurs d'expressions singulières, de saveurs patoisantes et de parfums délicieusement incongrus. Nous voilà les touristes d'un livre dont nous sentons pourtant à chaque instant qu'il délivre bien autre chose que des volées de cartes postales. Nous admirons et nous sommes en même temps honteux de notre admiration et de notre plaisir ; invités à la table, gavés de mets succulents, mais gentiment exclus de la famille des hôtes, de leurs allusions, de leurs plaisanteries, de toute cette vie qui se poursuit sans les ornements de la fête. La parodie réussit de *Ravines du*

*devant-jour* inclut cet indispensable malentendu. Les fervents de régionalisme seront aux anges et se délecteront d'un livre élaboré par un anticolonialiste radical. Les collectionneurs de tourments inattendus et de français coquinement malmenés feront leurs choux gras de ce « *fol enlèvement de la parole des Nègres* », comme ils se sont gâtés hier de faux accadiens, de patois de Bab-Oued ou d'argot des gosses ; on e les voyages qu'on peut et celui-ci ne coûte guère.

Mais ceux qui tenteront d'aller jusqu'au cœur du livre, au plus dense de sa poésie, y rencontreront la déception ; l'insatisfaction, le malaise ; et le drame d'une culture à la recherche de mots qui lui ressemblent, qui lui appartiennent, et qui lui permettraient de communiquer avec le reste du monde.

(1) Gallimard, 130 p., 98 F. Le même éditeur réédite, dans la collection « Haute enfance », *Anten d'enfance*, de Patrick Chamoiseau, paru chez Hachette en 1990.

## Le malaise du français-banane

obligés de traduire dans la langue noble des livres : « *Laisse la mort tranquille, mégère ! Elle viendra quand je l'appellerai, pas avant !* » Confiant s'est donc résigné, pour ses textes « littéraires », à abandonner un créole qui est déprécié, abaissé, entendu comme patois de Nègres incultes par ceux-là mêmes qui l'emploient.

Mais alors, quelle langue utiliser, quelle langue servir ? Le beau parler orné et brodé d'en-France, la langue des maîtres d'école, celle des maîtres tout court, celle d'ailleurs, née d'autres lieux, d'autres histoires, d'autres couleurs, d'autres cultures, à des milliers de kilomètres, de l'autre côté de l'océan ? D'aucuns s'y sont essayés et portent ainsi sous le tropique chapeau melon, gants blancs et col raide d'émidon. Quand leur déguisement ne fait pas franchement rire, c'est qu'on est indulgent à leur air enrôlé. Emprunté, comme la langue qu'ils s'approprient, qu'ils exploitent, mais qui ne sera jamais complètement

## L'étrange musique de Gert Jonke

Le premier volet d'une trilogie labyrinthique et musicale d'un étonnant écrivain autrichien

**L'ÉCOLE DU VIRTUOSE**  
(Schule der Gelassigkeit)  
de Gert Jonke.  
Traduit de l'allemand  
par Uta Müller et Denis Denjean,  
Verdier, 186 p., 98 F.

Connaissez-vous Gert Jonke ? Si vous avez manqué, lors de sa traduction, *Musique lointaine* (1), la partition de *L'École du virtuose* est l'occasion de découvrir à travers un livre étonnant de brio cet étonnant écrivain autrichien.

Gert Jonke est né à Klagenfurt en 1946. Écrit en 1977, *L'École du virtuose*, dont le titre reprend ironiquement celui des fameux exercices de piano de Karl Czerny, est le premier volet d'une trilogie. *Musique lointaine* est la deuxième partie de cette trilogie conçue sous une forme à la fois labyrinthique et musicale. À chaque fois le narrateur est un compositeur affligé d'impuissance créatrice. *L'École du virtuose* n'a rien à envier à Lewis Carroll pour la cocasserie des situations et à E. T. A. Hoffmann pour la bizarrerie des personnages : un photographe du nom d'Anton Diabelli pour qui la réalité n'existe qu'une fois saisie par ses appareils ; un peintre nommé Waldstein, comme le protecteur de Beethoven, et qui s pour principe de n'observer le monde que les yeux fermés ; un protocole (sic), médecin spécialisé dans l'étude des derrières humains.

Le livre se subdivise en deux récits. Nous assistons d'abord à une fête estivale où, pour braver les lois de la chronologie, « tout doit être la réplique exacte de la fête de l'année passée ». Accrochés aux arbres du jardin, des tableaux représentent les surfaces cachées par eux. De sorte que « le spectateur prit conscience que le monde dans lequel il se trouvait à l'instant même n'était peut-être nullement un monde mais plutôt une image du monde à l'intérieur d'un monde ou d'une image du monde, etc. ». Des propos paradoxaux ou supérieurs s'échangent. Il



Gert Jonke : un récit baroque.

est question de la disparition mystérieuse des deux équipes d'un match de football à la faveur d'une griboulée, de chutes de neige estivales et d'habitants frigorifiés, les uns disposant de poêles mais non de combustibles et vice versa, ou encore de la meilleure recette pour accommoder le ris de veau.

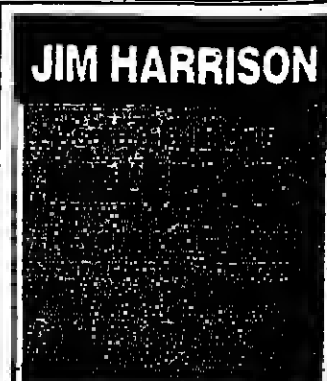
Au cours d'un étrange récit de piano donné par un virtuose du nom de Schleifer, remplaçant au pied levé un autre virtuose du nom de Schlafer, l'artiste réussira à transformer si bien ses auditeurs que certains se mettent littéralement à grandir et d'autres à rapetisser tels « des traits fins tirés au

frère, lui aussi ancien pianiste reconverti, pour cause d'invalidité, au métier de transporteur de pianos, devenant au milieu de cent onze pianos (clin d'œil à Beethoven et sa numéro d'opus de sa 32<sup>e</sup> sonate) qui encombrèrent l'espace, à la fois naïfs et hors d'usage. Tandis que le frère monologue sur la fabrication de boîtes destinées au transport des instruments vers les tropiques et sur leur transformation éventuelle en vue de les louer en guise de logements aux sans-abri, le narrateur, en pleine crise de démence éthylique, croit voir les pianos éclater, tels des crânes, « des fragments de têtes voguant par-dessus les villages », ou encore s'accrocher pêle-mêle, sauvagement, dans la pénombre du grenier.

*L'École du virtuose* est un livre plein de surprises, comme certaines musiques baroques (apparitions incongrues, personnages se volatilissant...), plein de poésie et de mélancolie. Livre grave et même redoutable sous son apparence d'espièglerie. Son propos n'est point de changer le monde ni d'en démonter les rouages, mais de constater en cause la réalité même de notre réalité.

Jean-Louis de Rambures

(1) *Musique lointaine* (Der Ferne Klang), traduit par Robert Simon, Gallimard, 1983.



**L'œil**  
de la lettre

Le catalogue  
**LES ECRIVAINS DES ETATS-UNIS**  
vous est offert  
lors d'un achat chez  
**43 libraires**

**Le Monde**  
EDITIONS

**NIPPON**  
LE JAPON DEPUIS  
1945  
William Horsley,  
Roger Buckley  
EN VENTE EN LIBRAIRIE

**SERGE LIFAR**  
LES MEMOIRES D'UN ARTISTE

UN PORTRAIT D'UN GRAND DANSEUR ET CHOREGRAPHE  
RENDANT HUIT DE LA BALLE FRANCAISE EN REGARDANT  
COMPLAISANCE AVEC UNE PROPRE REVERENCE  
150 F. 1375 pages. 1983. 1000 exemplaires. 1000 F.

la partition envisagée  
Avis  
de décès  
l'échec de

Mission

Re  
les au  
du C  
de